



Assemblée nationale

journal des Débats

Quatrième session — 29^e Législature

Le mercredi 4 juillet 1973

Vol. 13 - No 53

Président: M. Jean-Noël Lavoie

TABLE DES MATIÈRES

Rescision de première lecture du projet de loi 31.	2053
Projet de loi no 31 — Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	
1re lecture.	2053
Rapport concernant le projet de loi no 22.	2054
Dépôt de documents	
Inventaire critique des droits linguistiques.	2055
Ministère des Affaires sociales.	2055
Société des alcools.	2055
Questions des députés	
Conférence des premiers ministres de l'Ouest.	2055
Poursuites contre des enseignants.	2056
Port superpétrolier.	2056
Visite de la reine.	2057
Placement étudiant.	2057
Fusion de Loyola et de George-Williams.	2058
Grands Ballets Canadiens.	2058
Vente du lait en bidons.	2059
Affaire Saulnier.	2059
Travaux parlementaires.	2061
Projet de loi no 88 — Loi de l'expropriation	
Commission plénière (suite).	2062
Rapport concernant les projets de loi 250, 252, 254, 255, 256, 265, 266, 268, 269, 270, 271 et 273.	2084
Rapport concernant le projet de loi no 21.	2084
Rapport sur le projet de loi no 21.	2085
Projet de loi no 63 — Loi du Conseil du statut de la femme	
2e lecture	
M. Gérard-D. Levesque.	2088
M. Jean-Noël Tremblay.	2089
Motion de report à quatre mois.	2095
M. Yvon Brochu.	2095
M. GuyJoron.	2096
M. Camille Laurin.	2097
M. Gérard-D. Levesque.	2098
M. Florian Guay.	2099
Projet de loi no 29 — Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus	
2e lecture.	2100
M. Victor Goldbloom.	2101
M. Rémi Paul.	2101
M. Aurélien Roy.	2104
M. Lucien Lessard.	2106
M. GuyJoron.	2109
M. Georges Tremblay.	2111
Ajournement du débat.	2113
Questions inscrites au feuillet.	2113
Rapport de la commission de l'agriculture.	2113
Rapport de la commission des affaires municipales.	2113
Projets de loi privés	
3e lecture.	2114

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Comptable de l'Assemblée nationale, Québec*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Projet de loi no 63 — Loi du Conseil du statut de la femme	
2e lecture.	2114
Motion de report à quatre mois.	2114
Vote sur la motion.	2114
Questions inscrites au feuilletton (suite).	2115
Projet de loi no 63 — 2e lecture (suite)	
M. Yvon Brochu.	2116
M. Camille Laurin.	2123
M. Jacques Veilleux.	2131
M. Guy Saint-Pierre.	2134
M. Lucien Lessard.	2135
M. Gérard-D. Levesque.	2139
Projet de loi no 29 — 2e lecture (suite).	2140
M. Fabien Roy.	2141
M. Raymond Garneau.	2144
M. Victor Goldbloom.	2146
Révocation de première lecture du projet de loi 275.	2148
Projet de loi no 275 — Loi modifiant la loi de la Législature	
1re lecture.	2148
Vote de 2e lecture du projet de loi no 63.	2150
Vote de 2e lecture du projet de loi no 29.	2150
Commission plénière et 3e lecture du projet de loi no 29.	2150
Projet de loi no 63 déféré à la commission.	2150
Ajournement.	2151
Annexe.	2151

Correction

Au Journal des Débats du 26 juin, page 1783, 2e colonne, 15e ligne, il fallait lire: Le Président (M. Lamontagne): Je demande *d'exclure* le député de Maisonneuve.

(Dix heures quatre minutes)

M. LAVOIE (président): A l'ordre, messieurs!

M. ROY (Beauce): Est-ce que ce serait possible d'avoir une copie du feuilleton ce matin?

LE PRESIDENT: On m'informe qu'il n'y a pas de feuilleton ce matin; tout ce que nous avons, ce sont les épreuves. Je ne sais pas si c'est à cause de la panne.

M. ROY (Beauce): C'est une vraie épreuve.

M. PAUL: Il faut ajourner.

M. DEMERS: Vous pourriez lire le Journal de Montréal.

LE PRESIDENT:
Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.

Rescision de première lecture du projet de loi 31

M. LEVESQUE: M. le Président, qu'il me soit permis de faire motion pour que l'ordre de deuxième lecture, en date du 29 juin 1973, et la première lecture, en date du 29 juin 1973, du projet de loi 31, intitulé Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soient rescindés et qu'un nouveau texte lui soit substitué. Je proposerais également que l'on procède immédiatement à la première lecture.

M. PAUL: M. le Président, je ne sais pas si le gouvernement continue à vouloir jouer d'astuces avec l'Opposition. Hier soir, le leader du gouvernement nous a prévenus que cette loi pouvait être appelée ce matin en deuxième lecture. Nous sommes prêts et voici qu'on nous distribue un nouveau texte de loi. J'espère que l'honorable leader du gouvernement, mon excellent ami, reportera, au moins jusqu'à demain, l'étude en deuxième lecture de ce nouveau texte de loi.

M. LEVESQUE: Je suggérerais à l'honorable député de Maskinongé de prendre connaissance des quelques changements et il verra, surtout lui qui comprend très facilement les textes de loi, qu'il n'y a pas de quoi retarder l'étude du projet, malgré que nous pourrions le faire au moins pour quelques heures.

M. PAUL: Je suis content, M. le Président, de constater que le député de Maskinongé et ses collègues comprennent facilement, mais si j'ai posé la question, c'est par souci d'information à

l'endroit des députés ministériels, des petits lumignons du parti ministériel.

M. LEVESQUE: Ce n'est pas très gentil. C'est peut-être fait avec humour, mais une fois que c'est...

M. LAURIN: Mais pas avec amour.

LE PRESIDENT: Est-ce que cette motion de révocation de deuxième et de première lecture est adoptée?

Adopté.

M. LEVESQUE: Adopté.

LE PRESIDENT: Nous allons procéder à la première lecture.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Projet de loi no 31

Première lecture

LE PRESIDENT: Le ministre de la Fonction publique propose la première lecture du projet de loi no 31, Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce projet de loi. First reading of this bill.

M. PARENT: M. le Président, je n'ai pas d'objection à donner les notes explicatives. Il s'agit de l'impression du bill qui a été adopté en première lecture vendredi dernier et qui constitue le même texte que celui qui a été déposé sous forme miméographiée.

LE PRESIDENT: Cette motion de première lecture est-elle adoptée?

Adopté.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce projet de loi. First reading of this bill.

LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

M. LEVESQUE: M. le Président, je voudrais demander à la Chambre le consentement unanime pour déposer à mesure qu'ils arrivent les rapports des commissions et tout autre document qui pourrait nous arriver au cours de la journée, comme nous l'avons fait hier.

M. ROY (Beauce): M. le Président, comme il s'agit de rapports de commissions, j'aimerais savoir du leader du gouvernement si on veut

prolonger le délai, parce qu'on sait que si nous avons des amendements à proposer, nous avons quand même un délai prescrit dans nos règlements. On accorde autrement dit un délai minimum pour que nous puissions examiner ces documents avant de faire rapport au président.

M. LAURIN: M. le Président, je ferais la même remarque au sujet du rapport de deux commissions. Nous aurons des amendements à présenter et nous voudrions être prévenus du moment pour ne pas perdre l'occasion que nous avons de faire valoir certains points de vue.

M. PAUL: M. le Président, sur un rapport d'une commission, nous avons au moins quatre amendements à proposer. Dans les circonstances, nous demandons un délai additionnel. Alors, il va de soi que nous avons besoin de temps additionnel.

M. LEVESQUE: Sur quel projet de loi?

M. PAUL: Sur les rapports des différentes commissions.

M. LEVESQUE: Oui.

M. PAUL: On est aussi vague que le leader du gouvernement, il nous a parlé de différents rapports qui arriveraient au cours de la journée. On ne prend pas de chance, on dit: Sur tous les rapports, on demande un délai jusqu'à demain soir, six heures.

M. LEVESQUE: Oui, d'accord.

LE PRESIDENT: Cette motion à l'effet que des rapports pourront être déposés dans le courant de la journée est-elle adoptée? Et que le délai sur les rapports qui seront déposés aujourd'hui est étendu à demain soir, six heures? Adopté, 18 heures.

M. LEVESQUE: M. le Président, je n'ai pas manifesté d'opposition à demain soir, mais je crois cependant que si c'était fait normalement, si le rapport était déposé ce matin on aurait simplement la journée. Je pense bien que c'est raisonnable de parler de demain midi.

M. PAUL: Dans un grand geste de collaboration, quant à nous, députés de l'Union Nationale, nous sommes prêts jusqu'à une heure demain après-midi.

M. LEVESQUE: Une heure, d'accord, une heure. Merci.

LE PRESIDENT: Une heure, d'accord.

M. LEVESQUE: M. le Président, je crois que nous avons déjà...

LE PRESIDENT: Amendement, jusqu'à treize heures demain.

M. LEVESQUE: ... un rapport d'arrivé; voyez-vous comment cela se fait vite?

LE PRESIDENT: L'honorable député de Yamaska.

Rapport concernant le projet de loi no 22

M. FAUCHER: Pour le député de Laurier, M. le Président, conformément aux dispositions du règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission parlementaire permanente des finances, des comptes publics et du revenu qui a étudié le projet de loi 22 intitulé Loi modifiant la loi sur les impôts et certaines autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

LE PRESIDENT: Rapport déposé.

M. PAUL: M. le Président, pour ce qui est de ce rapport, nous renonçons à notre demande de délai jusqu'à demain, une heure, quant à nous.

M. LEVESQUE: Merci.

M. PAUL: Les autres?

M. LEVESQUE: Les autres? Je ne sais pas.

M. PAUL: Non, les autres partis.

M. ROY (Beauce): Sur ce rapport, M. le Président, nous sommes entièrement d'accord sur les propos du député de Maskinongé pour collaborer avec le gouvernement et pour lui permettre d'avancer dans ses travaux, lui permettre de savoir où il va.

M. SAMSON: Lui permettre de finir.

M. ROY (Beauce): Nous allons consentir à ce que notre limite de temps se termine à six heures ce soir.

M. LEVESQUE: D'accord, six heures, il est à temps, il suit les règles ordinaires.

M. le Président, ce rapport est-il adopté?

LE PRESIDENT: Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. LEVESQUE: Je demanderais le consentement unanime pour que, dès que ce projet de loi qui paraît à l'article a) nous arrive, on puisse le déposer en première lecture.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Quel est-il?

M. LEVESQUE: Il paraît.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mais de quoi parle-t-il?

M. PAUL: Nous ne sommes pas au pouvoir encore.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il est blanc.

M. LEVESQUE: La Loi modifiant la Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ah! les deux rives! Un projet sur les deux rives.

LE PRESIDENT:

Présentation de projets de loi au nom des députés
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

DOCUMENTS DEPOSES

Inventaire critique des droits linguistiques

M. LEVESQUE: M. le Président, je voudrais déposer ce matin le premier de trois tomes de l'inventaire critique des droits linguistiques au Québec préparé pour la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec par Me Claude-Armand Sheppard, avocat de Montréal.

Cette partie de l'ouvrage de Me Sheppard comporte trois chapitres intitulés: Introduction générale; notions juridiques; Le processus législatif; et l'Etat et le citoyen. Le travail au complet compte plus de 1,600 pages et inclut tous les travaux réalisés par Me Sheppard pour la commission. L'auteur tient compte dans cet ouvrage de la législation, de la réglementation administrative, de la jurisprudence et de la doctrine au 31 décembre 1972.

M. PAUL: Est-ce que l'honorable leader du gouvernement me permet...

M. LEVESQUE: Excusez, pas Sheppard, mais Sheppard.

M. PAUL: Est-ce que l'honorable leader du gouvernement me permettrait une question? Il pourra toujours aller aux informations s'il ne peut pas répondre. Est-il vrai que ce travail de Me Sheppard aurait été fait de concert avec le député de Saint-Hyacinthe au fédéral, M. Claude Wagner?

M. LEVESQUE: Il faudrait s'enquérir.

Ministère des Affaires sociales

M. CASTONGUAY: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer...

M. PAUL: ... le dossier Wagner?

M. CASTONGUAY: ... le rapport annuel du

ministère des Affaires sociales pour l'exercice 72/73 et l'annexe à ce rapport qui est intitulée "Dossier régional". Elle comporte des données statistiques pour chacune des régions socio-sanitaires du Québec.

Société des alcools

M. GARNEAU: J'ai l'honneur de déposer le deuxième rapport annuel de la Société des alcools du Québec au 31 mars 1973.

LE PRESIDENT: Questions orales des députés.

L'honorable chef de l'Opposition officielle.

Questions des députés

M. LOUBIER: M. le Président, j'aurais une question à l'intention du ministre de la Justice. Il était ici il y a quelques secondes.

M. BOURASSA: Il est au téléphone. Il va être ici dans deux secondes.

M. LOUBIER: Alors, je vais retenir ma question et, à son retour, je la lui poserais.

LE PRESIDENT: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

Conférence des premiers ministres de l'Ouest

M. SAMSON: M. le Président, j'aurais une question à l'endroit du premier ministre. Est-ce que le premier ministre peut nous dire s'il aurait reçu, dernièrement, un télégramme, en provenance du premier ministre du Canada, l'invitant à envoyer des observateurs à la conférence des premiers ministres de l'Ouest qui aura lieu du 24 au 26 juillet prochains?

M. BOURASSA: Je peux vérifier, M. le Président, mais on ne m'a pas soumis encore, à ce moment-ci, pour le 24 juillet, un tel télégramme. Je n'ai pas été avisé que le gouvernement du Québec a reçu un tel télégramme.

M. SAMSON: Est-ce que le premier ministre a quand même été avisé, même s'il n'a pas reçu le télégramme officiel du premier ministre du Canada, de cette conférence des premiers ministres de l'Ouest, et est-ce que le Québec délègue des observateurs à cette conférence?

M. BOURASSA: M. le Président, tout le monde est au courant de la tenue de cette conférence des premiers ministres du Canada. Donc, je n'ai pas reçu de télégramme du premier ministre du Canada pour envoyer des observateurs. Si nous recevions un tel télégramme, nous considérerions la demande.

LE PRÉSIDENT: L'honorable chef de l'Opposition officielle.

Poursuites contre des enseignants

M. LOUBIER: M. le Président, est-ce que le ministre de la Justice pourrait nous dire s'il est exact que les poursuites intentées contre les dirigeants des syndicats d'enseignants, accusés d'avoir enfreint la loi 19, sont maintenues malgré les instructions qu'il a données, le 18 avril, de faire cesser toutes ces poursuites?

M. CHOQUETTE: M. le Président, j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer et de m'expliquer en Chambre sur ce sujet. Je maintiens la position originelle que j'avais énoncée dans un communiqué qui a reçu une certaine diffusion à l'époque.

Je ne voudrais pas que des poursuites soient ou entreprises, ou maintenues à l'égard d'enseignants individuellement, qu'ils soient ou non officiers de syndicats. J'ai posé ce geste dans un but, M. le Président, de réconciliation, peut-être, avec le monde syndical, en particulier celui des enseignants, pour montrer que la loi ne s'exerçait pas d'une façon excessive.

D'autre part, de façon à faire respecter la loi, j'ai dit, et je le réitère, qu'à l'égard des corporations professionnelles d'enseignants les poursuites sont maintenues, lorsqu'elles ont été instituées, ou peuvent être intentées, si elles n'avaient pas encore été instituées.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle il demeure encore un certain nombre de poursuites contre les individus, mais nos avocats ont reçu des instructions fermes et précises de les retirer. S'ils ne l'ont pas encore fait, suivant ce que l'on me dit, c'est parce qu'ils se sont entendus avec les avocats de la CEQ pour remettre toutes ces causes à une certaine date, date à laquelle ils plaideront les procès contre les syndicats et, le jour même, retireront les poursuites contre les individus.

Donc, peut-être que les autorités de la CEQ ne savent pas précisément ce que font leurs avocats, mais ce sont des choses qui se produisent entre avocats, pour s'accommoder, pour éviter de se rendre dans des districts judiciaires éloignés pour aller retirer des poursuites contre des individus.

C'est bien entendu que les poursuites contre les individus seront retirées, même si elles ne l'ont pas encore été dans tous les cas. Si, par hasard, il s'était produit une erreur et qu'un de nos procureurs, ne suivant pas les directives et l'esprit que j'ai manifesté à ce sujet, aurait entrepris à mon insu des poursuites contre des enseignants, il va de soi, M. le Président, que ces poursuites ne procéderont pas et seront retirées.

M. LOUBIER: M. le Président, à la suite des explications du ministre, devons-nous comprendre que d'autres poursuites, d'autres procédures

ont été entreprises après cette déclaration qu'il avait faite? Je pense, entre autres, à l'Association des enseignants de Lanaudière, du Nord-Ouest québécois. Mais, même dans ces cas, est-ce que le ministre peut nous dire si des enseignants comme tels, individuellement, seront impliqués? Est-ce qu'il y aura d'autres procédures, au cours des prochaines semaines, contre d'autres syndicats ou contre d'autres enseignants?

M. CHOQUETTE: Postérieurement à l'annonce que j'ai faite sur ce sujet, M. le Président, sans aucun doute y a-t-il eu de nouvelles poursuites d'instituées contre des corporations d'enseignants, contre des syndicats.

Je n'avais pas exclu cette possibilité à l'époque, et je ne l'exclus pas encore, malgré que je pense bien qu'on est pas mal rendu au bout des procédures dans ce domaine. Je ne pense pas qu'il y ait plus de dix ou douze poursuites contre des syndicats d'enseignants, en tout et partout.

Je donne évidemment un chiffre approximatif; je crois que lorsque nous avons fini de faire le tour de la question, il n'y aura pas plus de dix ou douze actions d'instituées contre les syndicats d'enseignants.

Il est possible que par erreur un procureur ait intenté une ou deux poursuites, subséquemment à mon annonce, contre des individus. Je répète, pour être bien clair, que dans ces cas il s'agit d'une erreur: ces poursuites ne procéderont pas et seront retirées.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Bourget.

Port superpétrolier

M. LAURIN: Ma question s'adresse au ministre des Richesses naturelles et concerne le port superpétrolier, comme l'appelle le premier ministre. Je voudrais demander au ministre comment il peut avoir annoncé la décision de créer ce port avant que les résultats des études écologiques ne soient connus, comme si ces rapports ne devaient en aucune façon affecter la décision déjà prise.

M. MASSE (Arthabaska): Comme on l'a déjà annoncé, il y a une décision de principe sur cet immense projet. Il n'y a pas de décision à l'effet d'implanter le port à un endroit plus qu'à un autre, justement parce que ces études économiques et écologiques se poursuivent.

M. LAURIN: Question additionnelle. Est-ce que le ministre pourrait nous dire qui commande les études, qui les paie? Deuxièmement, le nombre de ces études et de quelle nature elles sont, parce qu'on sait qu'il importe d'étudier plusieurs aspects écologiques. Et quand seront-elles terminées?

M. MASSE (Arthabaska): Malheureusement je ne peux répondre ce matin en détail à ces questions, mais j'en prends avis.

M. LAURIN: Quand le ministre répondra à cette question, est-ce qu'il pourrait nous dire, en plus de la date de conclusion des études, s'il a l'intention de faire connaître l'essentiel de ces rapports aux membres de l'Assemblée nationale et s'il peut s'engager à ce qu'aucune décision finale ne soit prise avant que les membres de l'Assemblée nationale puissent discuter de ces rapports dans une commission parlementaire ad hoc, étant donné l'importance de la décision qui doit être prise?

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Saint-Maurice.

Visite de la reine

M. DEMERS: Ma question s'adresse au premier ministre. Hier, en Chambre, à Ottawa, M. Réal Caouette demandait au premier ministre pourquoi la reine n'avait pas mis à son itinéraire de venir dans le Québec. Le premier ministre du Canada a répondu: C'est parce qu'elle n'avait pas été invitée. Est-ce que le premier ministre pourrait confirmer cette nouvelle? Si elle s'avère vraie, est-ce qu'il y aurait possibilité de savoir du premier ministre s'il a l'intention d'inviter la reine à venir visiter le Québec?

M. BOURASSA: M. le Président, le gouvernement du Québec n'a pas fait de représentations pour que la reine visite le Québec à l'occasion de ce voyage-ci. S'il change d'idée pour un autre voyage, il pourra toujours faire une déclaration à ce moment-là.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Portneuf.

Placement étudiant

M. DROLET: M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre responsable du placement-étudiant. Comme le dirait la chanson, l'école est finie! Est-ce que le ministre peut nous dire combien d'étudiants sont présentement au travail? Est-ce qu'il peut nous dire si ça va comme prévu et s'il est aussi optimiste que le premier ministre l'avait laissé entendre, il y a quelques mois, lorsqu'il a annoncé que c'était l'année où il y aurait le plus de travail pour les étudiants et l'année où le budget était le plus élevé pour que les étudiants travaillent durant les vacances? Est-ce que le ministre peut faire le point, ce matin?

M. QUENNEVILLE: M. le Président, les statistiques indiquent actuellement qu'environ 18,000 étudiants sont au travail. La compila-

tion n'est pas terminée et je peux dire au député de Portneuf que je suis très optimiste.

M. DROLET: Question supplémentaire, M. le Président. Est-ce que le ministre peut nous dire s'il a reçu beaucoup de plaintes concernant le choix des étudiants? Les industries ou les compagnies qui voulaient engager des étudiants et qui avaient dans leur région ou leur municipalité des étudiants qui voulaient travailler se voyaient envoyer par le Service de placement étudiant les étudiants d'un peu partout. Est-ce que le ministre a reçu des plaintes à ce sujet et est-ce qu'il entend apporter des corrections?

M. QUENNEVILLE: M. le Président, nous avons reçu quelques plaintes, et je peux vous dire que nous avons fait preuve de flexibilité à l'intérieur du Programme 2 pour 1, en particulier. Je pense que toutes les plaintes ont porté fruit et ont eu une solution réellement satisfaisante.

M. DROLET: Une dernière question supplémentaire, M. le Président. Le ministre nous a parlé des 18,000 qui étaient présentement au travail et, l'autre jour, il nous avait fait part qu'il y en avait 50,000 qui avaient fait une demande. Est-ce que le ministre peut nous dire combien d'étudiants vont être placés encore d'ici à la fin de la saison?

M. QUENNEVILLE: Plus ça va, M. le Président, plus c'est difficile. Actuellement, pour placer un étudiant, il faut faire sept appels en moyenne, puisque les six autres sont déjà placés. Cela complique singulièrement le problème. Pour arriver à placer un étudiant, il faut faire sept appels, les étudiants s'étant trouvé un emploi d'une façon ou d'une autre.

M. ROY (Beauce): J'aurais une question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le ministre pourrait nous dire s'il est exact que des étudiants auraient obtenu un emploi dans le secteur de la construction en bénéficiant de subventions du gouvernement?

M. QUENNEVILLE: Certaines demandes ont été faites dans le secteur de la construction et je dois dire que, comme journaliers, ils peuvent, peut-être, avoir été employés à ce moment-là. Nous avons fourni des noms aux employeurs et nous n'avons eu aucune plainte à ce sujet.

M. ROY (Beauce): Est-ce que le ministre...

LE PRÉSIDENT: Dernière!

M. ROY (Beauce): ... vient de nous dire qu'il n'a reçu de plaintes ni de la FTQ, ni de la CSN à ce sujet?

M. QUENNEVILLE: M. le Président, on n'a

reçu de plaintes ni de la FTQ ni de la CSN, sauf dans un cas où il y a eu une erreur en fait, où on ne devait pas envoyer d'étudiants et une employée avait envoyé une liste à cet endroit-là. Il y a eu une plainte, mais on a corrigé immédiatement.

LE PRÉSIDENT: Le député...

M. BURNS: M. le Président, moi j'ai une question pour le ministre de la Justice; en attendant je peux laisser le tour à l'un de mes collègues, mais c'est à lui que je dois poser ma question.

LE PRÉSIDENT: Le député de Saint-Jacques.

Fusion de Loyola et de George-Williams

M. CHARRON: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre, en l'absence du ministre de l'Éducation. Il y a déjà quelque temps, on a procédé, au niveau des conseils d'administration de Sir George Williams et de Loyola, à la fusion éventuelle des deux campus, malgré et à l'encontre de l'avis du Conseil des universités. Je veux demander au premier ministre si c'est son intention, avant l'ajournement d'été, d'amener à la Chambre l'amendement à la charte pour l'Université Sir George Williams qui est nécessaire, si on veut réaliser une fusion. Quand entend-il l'apporter?

M. BOURASSA: M. le Président, je ne sais pas sur quoi se base le député de Saint-Jacques pour dire que c'est malgré un avis formel du Conseil des universités que la fusion a lieu. Je peux vérifier, mais ce n'est pas mon intention d'apporter un amendement d'ici l'ajournement de la session, qui est prévu dans quelques jours.

M. CHARRON: Une question additionnelle, M. le Président. Si ce n'est pas l'intention du premier ministre, est-ce qu'il entend intervenir auprès des autorités des deux campus pour ne pas qu'elles procèdent à la fusion illégale puisque la charte ne comporterait pas le droit de le faire actuellement?

M. BOURASSA: M. le Président, je ne sais pas si c'est vrai ce que le député soutient, que les deux universités agiraient illégalement, ce qui certainement reste à vérifier. Mais s'il y a illégalité je n'ai même pas besoin d'intervenir, ça m'étonnerait beaucoup que les universités feraient ça.

LE PRÉSIDENT: Le député de Chicoutimi.

Grands Ballets Canadiens

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Prési-

dent, hier j'ai eu l'honneur de poser au ministre des Affaires intergouvernementales une question qu'il devait refiler à son collègue adjoint parlementaire des Affaires culturelles. Est-ce que l'adjoint parlementaire du ministre des Affaires culturelles pourrait, avec notre permission bien entendu, faire l'état de la question concernant la situation des Grands Ballets Canadiens?

M. HARDY: M. le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que je répondrai à la curiosité très légitime du député de Chicoutimi. J'ai personnellement procédé à une étude exhaustive de tout le dossier de la troupe des Grands Ballets Canadiens avec les officiers concernés du ministère des Affaires culturelles. La seule raison qui nous empêche à ce moment-ci de prendre une décision définitive, c'est l'absence d'une pièce très importante au dossier, c'est-à-dire le bilan certifié de la dernière année financière de la troupe. Mais je peux assurer le député de Chicoutimi, les membres de cette Chambre et tous ceux qui s'intéressent aux ballets que la décision que nous nous apprêtons à prendre sera de nature à assurer le maintien de cette troupe qui joue un rôle essentiel dans la vie culturelle du Québec.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Une question additionnelle, M. le Président. Le député aspirant ministre comprendra que ce n'est pas peut-être nécessairement aux ballets que nous nous intéressons, mais à la permanence d'une troupe québécoise. Est-ce que la décision que le ministère des Affaires culturelles s'apprête à prendre est assortie de conditions venant du gouvernement central particulièrement du Conseil des arts? Ou, en d'autres mots, est-ce que le Conseil des arts a retiré les conditions qu'il avait posées pour que soit octroyée aux Grands Ballets Canadiens la subvention qu'ils ont demandée?

Cette histoire de pièces qui manquent, cela me paraît un peu trafiqué.

M. HARDY: M. le Président, dans la décision que nous nous apprêtons à prendre, il n'y a aucune connotation avec les décisions du Conseil des arts, sauf qu'évidemment le montant accordé par le Conseil des arts joue, dans une certaine mesure, sur le montant de la subvention que nous serons amenés à donner à la troupe. C'est un fait, je répète ceci. Nous n'avons pas encore au dossier le bilan certifié de la dernière année financière, et on comprendra qu'avant de prendre une décision définitive, il est important que nous ayons en dossier ce document.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Dernière question additionnelle, M. le Président. Entre temps, est-ce que la compagnie des Grands Ballets Canadiens a reçu un montant d'argent de cette subvention escomptée pour lui permettre d'engager sa saison, de maintenir son person-

nel de soutien ou est-ce que la situation est telle qu'on se demande encore ce qu'on va faire?

M. HARDY: Au moment où je parle, la troupe n'a pas encore reçu, pour l'année financière actuelle, de somme d'argent, mais elle a reçu de nous l'assurance que nous prendrions les dispositions nécessaires pour assurer son maintien. Nous sommes tout à fait conscients de sa situation, de ses problèmes. Entre autres, un de ses problèmes est que la somme qu'elle recevra du Conseil des arts du Canada n'est pas la même que celle qu'elle espérait recevoir.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je m'excuse mais la dernière réponse du député m'incite à lui en poser une autre. Justement, est-ce que le député pourrait faire enquête, réexaminer à nouveau le dossier et nous dire exactement, sans aucun détour — je sais qu'il est capable de le faire — si l'attitude du gouvernement d'Ottawa, je veux dire le Conseil des arts, ne vise pas précisément à supprimer la compagnie québécoise des Grands Ballets?

M. HARDY: M. le Président, on comprendra qu'il ne m'appartient pas de poser un jugement de valeur sur l'attitude du Conseil des arts du Canada.

LE PRÉSIDENT: Question supplémentaire, l'honorable député de Gouin.

M. JORON: Question additionnelle. Dans l'évaluation que vous êtes en train de faire du montant de la subvention additionnelle requise par les Grands Ballets Canadiens, est-ce votre politique, par exemple, de procurer à la troupe suffisamment de ressources financières de façon qu'elle puisse continuer de présenter des spectacles à prix populaires par opposition à des spectacles à des prix de \$7 ou \$8 le billet comme ça devrait être le cas s'il n'y avait pas de subvention?

M. HARDY: M. le Président, dans notre évaluation de la situation de la troupe des Grands Ballets Canadiens comme dans notre évaluation de tous les organismes culturels, nous nous efforçons d'aider ces organismes de façon qu'ils puissent présenter des spectacles à des prix raisonnables, toujours en tenant compte de l'ensemble de l'enveloppe du budget du ministère.

LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Beauce.

Vente du lait en bidons

M. ROY (Beauce): M. le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Agriculture. Est-ce que le ministre de l'Agriculture pourrait nous dire s'il a reçu des informations

ou des plaintes de la part de l'Union des producteurs agricoles de Québec-Sud ou encore des services sociaux de la région suivant lesquelles les agriculteurs ont été avisés par les usines laitières qu'il ne serait plus possible de livrer le lait en bidons, à partir du 31 décembre 1973, et que, de ce fait, 1,300 agriculteurs menacent d'abandonner complètement l'agriculture dans notre région?

M. TOUPIN: Oui, M. le Président, j'ai eu des informations à cet effet de la part de certains services sociaux, je pense, de la région de la Beauce et de l'UPA ou de la fédération de Québec. J'ai déjà abordé le problème avec les transformateurs qui se trouvent dans la région, notamment la Coopérative de Granby, et j'en ai déjà discuté aussi avec la Fédération des producteurs de lait du Québec. Nous regardons très sérieusement la situation. Il n'y a aucun doute que, s'il est nécessaire que nous intervenions afin d'empêcher que des producteurs laitiers quittent leur ferme, nous interviendrons. C'est évident. Maintenant, on ne peut pas, tout de suite, dire ce que nous ferons, parce que la décision finale n'a pas encore été prise par les industriels laitiers, concernant ce problème.

M. ROY (Beauce): Est-ce que le ministre pourrait nous dire s'il envisage plutôt de faire pression auprès des industriels laitiers, de façon qu'ils retardent leur décision? Advenant que les industriels laitiers refusent, est-ce que le ministre pourrait nous dire s'il compte mettre au point un programme d'aide ou de subventions pour permettre à ces personnes de faire les transformations qui s'imposent pour être en mesure de garder et de continuer leur exploitation?

M. TOUPIN: Il n'est pas, d'abord, dans l'intérêt des industriels d'agir trop rapidement face à ce problème, parce qu'eux-mêmes risquent de voir leur matière première diminuer et, par conséquent, leur marché diminuer. Il n'est pas, non plus, dans l'intérêt de la Fédération des producteurs de lait d'accepter d'emblée une telle proposition de la part des industriels laitiers. Comme je vous le disais tantôt, nous avons déjà commencé à aborder le problème et, s'il est nécessaire que nous intervenions, nous interviendrons. Mais, pour le moment, nous ne pouvons dire si, oui ou non, nous interviendrons, parce qu'aucune décision finale n'est prise, ni de la part des industriels, ni de la part de la Fédération des producteurs laitiers du Québec.

LE PRÉSIDENT: Dernière question.
L'honorable député de Maisonneuve.

Affaire Saulnier

M. BURNS: M. le Président, j'adresse ma question au ministre de la Justice et elle

concerne toujours l'affaire qu'il est convenu d'appeler Saulnier. Est-ce qu'il est exact que les policiers Villeneuve et Ducharme, de la police de Montréal, ont parlé, nommé, désigné M. Roland Lamothe dans la partie de leur rapport qui a été soumise à la Commission de police concernant l'affaire Saulnier? Si oui, pourquoi M. Roland Lamothe n'a-t-il pas été convoqué comme témoin devant la Commission de police pour étudier la compétence de Jean-Jacques Saulnier?

M. CHOQUETTE: M. le Président, les policiers Ducharme et...?

M. BURNS: Ducharme et Villeneuve.

M. CHOQUETTE: ... Villeneuve sont des policiers de la police de Montréal, qui avaient préparé un très volumineux dossier sur M. Saulnier, dossier qui portait sur son activité comme policier au sein de la police depuis plusieurs années et même aussi, je pense, qu'ils retournaient jusque vers les années 1962 et 1961. Au début de l'enquête Saulnier, ce volumineux dossier dressé par ces policiers fut remis au ministère de la Justice. Nous avons remis ce dossier en entier à notre procureur devant la commission, Me Yvan Bisaillon. M. Bisaillon avait à sa disposition tous les documents qui lui ont été remis et il a fait l'usage qu'il pouvait de ces documents, comme il l'a entendu.

M. BURNS: Question additionnelle. Comme le ministre nous mentionne que ce rapport remonte jusqu'en 1961 ou 1962, est-il exact qu'en 1962, au cours de la campagne électorale de la ville de Montréal, l'agent Roland Lamothe, le lieutenant Jean-Jacques Saulnier, à l'époque, et les policiers Lionnel Lawrence et Gérard Kraft ont eu des démêlés avec la justice relativement à leur participation à l'élection du candidat Jean Drapeau?

M. CHOQUETTE: M. le Président, on comprendra que je ne peux pas me rappeler de tous les aspects du dossier qui fut remis par ces agents de police. Je sais qu'il y a énormément de documentation. On se souvient qu'au cours de l'enquête Saulnier, il y a eu l'affaire Martha Adams, il y a eu des affaires — je ne me souviens plus — de corruption alors que M. Saulnier a été directeur de l'escouade de la moralité... Il y a eu une foule de sujets qui ont été abordés devant la commission d'enquête.

Je ne me souviens pas avec précision, du tout, de ce qu'il y a dans ce dossier. Je ne l'ai pas lu personnellement, c'est évident. Il a été remis à notre procureur qui en a fait l'usage qu'il pouvait. C'est tout ce que je peux dire au député.

M. BURNS: Est-ce que le ministre peut vérifier ces informations et nous en faire rapport éventuellement?

M. CHOQUETTE: Non, M. le Président. Je crois que je ne suis pas ici pour être une espèce de dictionnaire ambulant sur la question de l'enquête. Je pense que j'ai suffisamment répondu aux questions du député de Maisonneuve pour lui expliquer dans quelles conditions mes décisions ont été prises avec le concours de mes hauts fonctionnaires. Je ferai remarquer au député de Maisonneuve que tout ce qu'il peut insinuer à mon égard — qui me blesse très profondément, je tiens à le lui dire — a été fait au vu et au su de mes hauts fonctionnaires et dans un esprit d'administration de la justice qui est au-dessus des conceptions de la justice qui sont celles du député de Maisonneuve.

J'ai consulté les autorités constitutionnelles et mon comportement dans tout cela est au-delà de toute critique. Je pense qu'il n'appartient pas à une Chambre de faire de nouveau des procès qui ont été plaidés. C'est aussi un autre aspect de la situation. Je crois qu'il n'appartient pas à la Chambre de reprendre les causes ou les enquêtes qui ont déjà été faites.

Pour ma part, je pense que j'ai fait ce qu'il y avait à faire. Je ne vais pas continuer de débat avec le député de Maisonneuve et aller chercher des éléments ici et là. Que voulez-vous? L'affaire a été plaidée devant la Commission de police. Je constate, d'ailleurs, que le député de Maisonneuve a des sources de renseignements. Cela, évidemment, étonne mais, enfin...

M. BURNS: Je pose une question de privilège, M. le Président. Le ministre de la Justice semble laisser entendre que c'est mon intention — donc il me prête des intentions — de lui faire un procès à lui. Je tente de rétablir simplement le problème de la façon suivante... Il est possible que, tôt ou tard, cela revienne à ça, mais je dis qu'à cause — c'est uniquement mon intention, c'est cela que je veux exprimer devant la Chambre — du fait que ce dossier est rendu public et que des questions se posent, je vais continuer à poser des questions au ministre de la Justice, bribe par bribe. Et ce n'est pas mon intention d'attaquer le ministre de la Justice comme tel, mais plutôt d'agir pour que la lumière se fasse autour de ce problème.

J'ai une question additionnelle, si vous me le permettez, M. le Président.

LE PRÉSIDENT: Une dernière.

M. BURNS: Tout simplement, quant aux événements dont j'ai fait mention tantôt, l'affaire du rapport des deux policiers de la ville de Montréal, Villeneuve et Ducharme, et l'affaire de 1962, est-ce que le ministre n'en avait pas connaissance au moment où il a appris la nomination de Jean-Jacques Saulnier comme directeur de la police de Montréal?

M. CHOQUETTE: M. le Président, j'ai déjà expliqué au député de Maisonneuve...

M. BURNS: Ce n'est pas clair, clair, votre affaire!

M. CHOQUETTE: Un instant!

LE PRESIDENT: A l'ordre, à l'ordre! A l'ordre, messieurs!

M. CHOQUETTE: Ce n'est pas clair pour ceux qui ne veulent pas voir clair.

M. BURNS: Ah non! Je m'adonne à avoir relu tout le transcript. Ce n'est pas très clair, vos réponses.

M. CHOQUETTE: M. le Président, ce n'est pas clair pour ceux qui ne veulent pas voir.

M. BURNS: Je ne vois pas grand-chose là-dedans.

M. CHOQUETTE: Un instant. Est-ce que le député de Maisonneuve veut que je lui réponde?

M. BURNS: Oui, je veux que vous me répondiez mais pas à côté de la question.

M. CHOQUETTE: Je répète, M. le Président, que j'ai appris la nomination de M. Saulnier après que ce fut un fait accompli. Est-ce que c'est clair? Après que ce fut un fait accompli. C'est la vérité absolue. D'ailleurs, la nomination ne dépendait pas de moi, d'aucune façon.

LE PRESIDENT: Affaires du jour.

M. CHOQUETTE: En second lieu, est-ce que je savais certaines rumeurs qui couraient sur M. Saulnier à cette époque? Il est évident que, dans les jours qui ont suivi, des gens sont venus me parler. On m'a parlé de différentes choses. J'ai enregistré, mais je n'ai rien eu à faire...

M. BURNS: Vous avez enregistré, justement, oui.

M. CHOQUETTE: Non, non. Je n'ai rien eu à faire avec cette nomination et je l'ai apprise postérieurement.

M. BURNS: Vous n'avez rien fait dans les jours qui ont suivi?

M. CHOQUETTE: M. le Président, c'est un contre-interrogatoire de la nature habituelle du député de Maisonneuve. J'ai expliqué ce que j'ai fait par la suite. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! A l'ordre! A l'ordre, messieurs! Affaires du jour.

Travaux parlementaires

M. LEVESQUE: M. le Président, je fais motion pour qu'immédiatement la commission des affaires municipales puisse siéger, à la salle 81-A, pour disposer des derniers projets de loi concernant certaines municipalités.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

DES VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT: Adopté.

M. LEVESQUE: M. le Président, je fais motion pour que la sous-commission des dépenses électorales de la commission de la réforme électorale siège à la salle 91-A, immédiatement.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

M. PAUL: M. le Président, on va voir ce qu'on va faire en Chambre avant.

M. LEVESQUE: On va aller en commission plénière. Il n'y a pas de problème.

M. PAUL: Avec l'expropriation?

M. LEVESQUE: Oui.

M. PAUL: Très bien.

M. LEVESQUE: Evidemment si, dans un grand esprit de collaboration, on adoptait très rapidement les derniers articles du projet de loi no 88, nous ferions signe à l'une ou l'autre des commissions de cesser ses activités, à moins qu'il y ait consentement unanime pour le contraire.

LE PRESIDENT: Cette deuxième motion est-elle adoptée?

UNE VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT: Adopté.

M. LEVESQUE: M. le Président, nous songeons à avoir une autre commission parlementaire qui pourrait siéger à huit heures ou huit heures et quart, ce soir, à cause d'une certaine réaction que nous sentons quant à l'étude du projet de loi modifiant la Loi des transports.

Or, afin de permettre aux députés de pouvoir interroger ou se renseigner auprès du président de la Commission des transports, nous songeons à inviter le président de la commission, le juge Prévost, à venir répondre aux questions que pourraient vouloir lui poser les membres de l'Assemblée nationale, dans le contexte de la loi qui a été adoptée en première

lecture. A la suite de cette rencontre, nous pourrions nous revoir quant à la procédure ou à la marche à suivre, par la suite.

Ceci pourrait se passer ce soir, à vingt heures quinze.

M. le Président, des réponses, je crois que je serai en mesure d'en donner dès demain une série.

Nous sommes rendus à l'article 63.

Projet de loi no 88

Commission plénière (suite)

M. BLANK (président de la commission plénière): Est-ce adopté? Il y a un amendement?

M. PINARD: Quelqu'un parlait sur l'amendement à l'ajournement, hier soir. Je ne me souviens pas de qui.

M. LEVESQUE: Adopté.

M. ROY (Beauce): Un instant. Nous étions à discuter d'un amendement.

LE PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre!

M. LEVESQUE: L'amendement est rejeté, c'est ce que je dis.

LE PRESIDENT (M. Blank): Je viens de prendre le siège et on me montre cet amendement. Je l'ai lu, et, nonobstant, peut-être, l'opinion du député de Beauce, je trouve cet amendement irrecevable parce qu'il pourrait affecter les dépenses publiques.

M. ROY (Beauce): Sur le point de règlement que vous avez soulevé, il est évident que tous les amendements qu'on peut apporter lors de l'étude du projet de loi de l'expropriation, qui vise en quelque sorte à garantir des droits, à donner une certaine garantie monétaire aux personnes qui sont appelées à être expropriées, peuvent être interprétés de cette façon.

Mais le texte de notre amendement ne disait pas "doit". C'est à la suite des propos tenus par l'honorable député de Maskinongé, pour qu'il y ait des prévisions et pour qu'on tienne compte d'un mécanisme dans la loi qui permettra... que le mot a été changé. Nous avons dit "pourra". C'est le mot pourra.

Nous avons inclus, dans le deuxième amendement, un deuxième paragraphe à l'effet que le gouvernement puisse avoir des dispositions pour que les personnes qui ne sont pas expropriées comme telles, mais qui subissent des dommages indirects à cause de l'expropriation puissent également avoir certains recours.

J'ai donné comme exemple, hier, le cas des expropriés de l'aéroport de Sainte-Scholastique et le cas des non-expropriés.

Il y a des personnes qui n'ont pas été expropriées à l'aéroport Sainte-Scholastique, mais à cause des déménagements de population, les gens qui ont des commerces, des petites entreprises, se sont retrouvés sans clientèle du jour au lendemain. C'étaient les arguments qui nous ont fait soutenir l'amendement proposé par mon collègue d'Abitibi-Ouest pour qu'il y ait des dispositions dans la loi à ce sujet.

LE PRESIDENT (M. Blank): Je veux attirer l'attention du député de Beauce. Chaque fois qu'on fait un amendement comme cela, qu'on change "pourra" ou "peut", ce sont des dépenses pour le gouvernement, ça devient un *money bill* au projet de loi portant affectation de deniers publics, et c'est illégal pour l'Opposition ou même les *back benchers*. C'est seulement le gouvernement qui peut le faire. Il y a quelques autres articles dans le bill qu'on peut amender, si on veut, mais quand ça touche les dépenses du gouvernement, nos règles parlementaires ne nous le permettent pas. Je rejette cet amendement.

M. LOUBIER: M. le Président...

LE PRESIDENT (M. Blank): Il est irrecevable. J'ai rendu ma décision deux fois, j'ai laissé le député parler parce qu'il n'était pas ici hier soir.

M. BURNS: M. le Président, une question de règlement. Cette motion est en délibération depuis hier.

LE PRESIDENT (M. Blank): Elle n'est pas en délibération.

M. BURNS: Elle était en délibération, absolument.

M. ROY (Beauce): On a passé une demi-heure.

M. BURNS: On a passé au moins quinze, 20 minutes là-dessus. Elle a été présentée vers minuit moins 20. M. le Président...

M. LOUBIER: M. le Président, sur le point de règlement, nous avons commencé à la discuter vers minuit moins quart, peut-être, hier soir. Et, deuxièmement, si vous me permettez, sur les directives que vous venez de donner, si j'ai bien compris, il sera impossible, pour tout membre de l'Opposition, de discuter de mécanismes de paiement...

LE PRESIDENT (M. Blank): Non, non!

M. LOUBIER: Un instant, M. le Président. De mécanismes de paiement, de techniques d'appréciation, et également lorsqu'on parle de dommages, nous serons captifs du texte de loi.

Or, c'est justement la-raison pour laquelle nous pouvons, par voie d'amendement, donner une extension à un texte de loi; nous pouvons même, par des amendements — et le ministre en a accepté certains — modifier en profondeur la portée d'un article. M. le Président, je ne conçois pas du tout que vous puissiez nous restreindre à un tel point qu'il sera impossible, par voie d'amendements de prévoir des dommages, des préjudices et compensations pour ces dommages. Alors ça ne donne absolument rien de faire quelque commentaire que ce soit lorsqu'arrive un article à coloration monétaire ou de dédommagement, parce que nous serons prisonniers du texte qui nous est soumis et nous ne pourrons pas l'amender. M. le Président, je pense que la directive que vous nous avez donnée, en plus de pêcher contre le fait que nous avions déjà amorcé la discussion sur cette motion, pêche également contre une des règles fondamentales, à mon sens, qui fait que, dans un projet de loi où il est prévu des dommages, nous pouvons recommander que d'autres dommages soient accordés, sans pour autant engager le gouvernement dans un *money bill* comme vous le disiez tout à l'heure, puisque ce sont justement des articles qui prévoient des dédommagements monétaires.

M. BIENVENUE: M. le Président, vous n'êtes pas — je pense — à la commission hier soir. Mais pour rétablir les faits, je voudrais vous dire que cet amendement n'était pas en délibération.

M. BURNS: Ah oui!

M. BIENVENUE: Est-ce que je peux finir? Je n'ai pas l'habitude d'interrompre quiconque dans cette Chambre, j'aimerais bien avoir le même traitement. Celui qui présidait, M. le Président, était le député de Roberval qui écoutait justement les arguments venant de tous côtés au sujet du fait que cet amendement était recevable ou non, à tel point que, dans l'espoir de le rendre recevable, le député d'Abitibi-Ouest — sauf erreur — a modifié son amendement pour mettre le mot "pourra" au lieu de "devra", dans l'espoir de contourner l'argument *money bill*.

M. LEVESQUE: C'est ça.

M. BIENVENUE: Deuxièmement, M. le Président...

M. BURNS: Il passait minuit moins vingt.

M. BIENVENUE: C'est ça.

M. BURNS: Le reste du temps, on a discuté là-dessus.

M. BIENVENUE: Deuxièmement, M. le Président, et je pense que ça emporte tout, peu importe la durée des discussions hier sur l'ac-

ceptation ou non, la recevabilité ou non, l'article 43 dit clairement que vous vous prononcez sur les questions de règlement au moment où vous le jugez à propos, en tout temps, sans avis, sans préavis, vous pouvez interrompre un opinant pour dire: Je rends telle décision. Et la décision est finale, sans appel.

LE PRESIDENT (M. Blank): J'ai consulté les officiers à côté de moi ici, et ça a l'air que toute la discussion d'hier soir portait sur la recevabilité, sur la légalité...

M. BURNS: M. le Président...

LE PRESIDENT (M. Blank): ... de cette motion. C'est cette motion que j'ai...

M. AUDET: M. le Président...

M. BURNS: M. le Président...

LE PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! J'ai rendu une décision. C'est la deuxième fois que je rends la décision que cette motion est irrecevable. On continue la discussion de l'article 57.

M. BURNS: M. le Président, sur la question de règlement, avant de consulter les officiers, je pense que vous devez prendre notre parole aussi. Je n'ai rien...

M. LACROIX: La décision est rendue.

M. BURNS: Je n'ai rien contre les officiers, remarquez, mais je dois vous dire que j'allais justement, au moment de l'ajournement, parler sur le fond, sur le mérite de cette motion. C'est clair, ça? Il était minuit moins une minute à peu près et on en a parlé. Je vous réaffirme, M. le Président, qu'on a parlé au moins quinze minutes sur le mérite de la motion.

M. LACROIX: Avez-vous remarqué que la décision était rendue?

M. BURNS: Va donc chez le diable, toi!

M. LACROIX: J'ai rien qu'à aller chez vous je vais être chez le diable direct.

LE PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre, messieurs! J'ai rendu ma décision, et c'est fini. On discute l'article 57.

M. CHARRON: M. le Président, je vais vous demander une directive. Pouvez-vous m'expliquer comment il se fait qu'à un moment donné on puisse discuter d'un amendement qui est recevable et débattu? J'ai entendu le député d'Abitibi-Ouest apporter des arguments à son soutien et je vous demande une directive pour savoir comment me comporter si jamais une pareille anomalie se reproduit. J'essaie de me

familiariser avec les règlements de la Chambre et avec la procédure et je dois avouer que — la décision, je ne la conteste pas, vous venez de la rendre — la décision que vous venez d'apporter est assez rare et assez étrange.

Je sais que des présidents successifs vont passer au fauteuil que vous occupez et que vous-même, député de Saint-Louis, ne pouvez occuper constamment ce fauteuil. Je suis parfaitement d'accord, sauf qu'il me semble qu'il devrait y avoir un minimum de logique. La décision que vous avez rendue, si elle est bonne, M. le Président — je ne la conteste pas — elle aurait dû être rendue hier. Mais hier nous avons discuté du fond. Il est anormal — et cela peut même paraître étrange aux yeux des observateurs — qu'après une nuit, alors qu'un amendement pouvait considérablement embarrasser le gouvernement, dès la reprise des travaux le lendemain matin, un nouveau président se lève, interrompe le débat, qui avait pourtant été jugé recevable, et dise que l'amendement, par une nouvelle façon d'entendre le règlement, est irrecevable.

Je dis que ce genre de décision, sans la contester, hypothèque grandement la crédibilité de cette Chambre pour ceux qui ont souvent l'habitude de dire que tout se trafique en coulisse et tout se trafique à l'extérieur. Je ne dis pas que cela a été le cas, mais cela porte sérieusement préjudice à la Chambre. Je vous demande la directive suivante: Quel est le moyen, maintenant, sur lequel nous pourrions compter pour que lors de l'ajournement de la Chambre, à minuit le soir, nous puissions continuer au cours de la nuit ou de la matinée à préparer nos arguments pour un amendement, si nous ne sommes pas certains que le lendemain un nouveau président ne rendra pas un nouveau jugement sur un amendement déjà en discussion?

Je vous demande la directive suivante, parce qu'il est bien possible que ce soir nous soyons rendus à l'article 90 et que nous ayons encore une discussion à minuit sur un amendement important. Je ne voudrais pas que, demain matin, un autre qui vous remplacerait nous dise que toute notre discussion a été inutile et en quelque sorte illégale rétroactivement.

LE PRESIDENT (M. Blank): Je veux bien admettre avec le député de Saint-Jacques qu'il a raison dans son argumentation, mais moi je n'ai pas vu cet amendement avant d'arriver ici ce matin. J'ai même demandé aux officiers qui avait présenté cet amendement et j'ai pensé... Laissez-moi finir, on me demande une directive. J'ai même demandé aux officiers si c'était un amendement du gouvernement. Ils ne le savaient pas. J'ai lu l'amendement et j'ai constaté à sa face même qu'il était irrecevable. Après ça, j'ai fait des demandes pour savoir si c'était en discussion, si c'était reçu. Je n'avais pas d'opinion toute prête et j'ai même demandé au député de Maisonneuve s'il avait le journal des Débats

d'hier soir, pour m'aider. Comme je n'avais pas le journal des Débats, j'ai dû me fier à des gens ici qui sont indépendants, et il semble que la discussion était sur la recevabilité. C'est pourquoi j'ai rendu cette décision. C'est la seule réponse que je peux vous donner.

Peut-être que j'ai eu tort, mais après l'information, j'ai dû baser mon jugement sur quelque chose. J'ai pris des faits, j'ai basé mon jugement. Le jugement est rendu et il n'y a plus de discussion sur le jugement. Maintenant on retourne à l'article 57.

M. AUDET: Vu que c'était mon amendement, je peux vous dire quelques mots sur la situation. M. le Président, c'était quand même mon amendement...

LE PRESIDENT (M. Blank): Oui, mais par trois fois, j'ai laissé les gens parler; j'ai laissé le député de Beauce parler pour son parti, j'ai laissé le député de Bellechasse parler, j'ai laissé le député ici parler, je pense que c'est assez. Maintenant, on retourne à l'article 57.

M. AUDET: M. le Président, c'est bien malheureux, mais je ne laisse pas passer cela ainsi. C'est mon amendement et je dois vous dire quelque chose.

Le député de Maskinongé m'a demandé si j'acceptais de retirer le mot "devra" pour le remplacer par "pourra". Le président d'hier, M. Lamontagne, nous a dit que l'amendement était recevable, c'est français! Il était recevable hier; je ne vois pas pourquoi il ne le serait pas aujourd'hui.

LE PRESIDENT (M. Blank): J'ai rendu ma décision sur les faits que j'ai ici; je ne peux pas aller plus loin que cela.

M. AUDET: C'est injuste.

LE PRESIDENT (M. Blank): Peut-être. Je ne dis pas non, peut-être. Article 57.

M. ROY (Beauce): M. le Président, avant d'aller à l'article 57, j'aurais une question à vous poser. L'amendement proposé par le député d'Abitibi-Ouest, à l'article 57, avait deux volets.

LE PRESIDENT (M. Blank): Les deux sont les mêmes.

M. ROY (Beauce): Un instant! Le premier volet disait ceci: "De plus, une indemnité dite de dommages moraux égale à 5 p.c. de la totalité de l'indemnité pourra être ajoutée à l'indemnité globale." C'était un volet. Le deuxième volet: "Enfin, le tribunal pourra accorder une indemnité pour dommages qui résultent indirectement d'une expropriation à une personne qui lui ferait la preuve de tels dommages."

LE PRESIDENT (M. Blank): D'accord...

M. ROY (Beauce): En quoi, M. le Président, ce deuxième volet peut-il être considéré comme étant un *money bill*, si vous voulez?

LE PRESIDENT (M. Blank): ... je peux répondre à la question immédiatement. Dans la province de Québec, selon la jurisprudence actuelle, c'est écrit dans la loi, il y a seulement les dommages réels. Du moment qu'on ajoute le mot "indirect", c'est une addition d'argent; c'est pour cette raison que c'est un *money bill*. Article 57, s'il vous plaît.

M. SAMSON: M. le Président, j'invoque le règlement pour vous demander également une directive. Je suis dans le même cas que vous; je n'étais pas présent hier soir, au moment où la Chambre a ajourné ses travaux. Je me dois de regarder ce qui est présenté devant nous ce matin. D'une part, vous nous avez fait part de votre décision...

LE PRESIDENT (M. Blank): Trois fois.

M. SAMSON: ... que normalement je n'aime pas contester et que je ne voudrais pas contester, non plus. D'autre part, j'ai des informations à l'effet que celui qui vous a précédé, hier soir, a rendu une décision contraire. Je vous demande la directive: étant donné que celui qui vous a précédé a rendu une décision contraire à la vôtre et qu'il avait entendu tous les débats, hier soir, concernant cet amendement et les amendements qui ont précédé, qui, je pense ont quand même une certaine concordance, ne serait-il pas plus prudent, dans les circonstances, de demander à celui qui vous a précédé, hier soir, de revenir au fauteuil? C'est lui qui serait le mieux éclairé, dans les circonstances, pour prendre une décision.

Ce n'est pas, M. le Président, que nous voulions vous critiquer inutilement, mais, quand c'est utile, c'est notre devoir de le faire aussi. Quand c'est utile, ce sera même notre devoir d'utiliser l'article 68 que je ne voudrais jamais utiliser en cette Chambre. Si, malheureusement, on n'est pas capable d'en venir à des ententes raisonnables, il n'est pas question pour nous autres de faire de *filibuster*, il n'est pas question, non plus, de vouloir retarder indûment les travaux de la Chambre, mais je crois qu'il y a un minimum de respect pour les députés qui ont des droits en cette Chambre. Si on ne les respecte pas, il y a deux solutions possibles selon moi: Donnez-moi votre directive. Laquelle des deux voulez-vous utiliser? Ou bien on fait revenir celui qui vous a précédé hier soir, ou bien on fait une motion pour vous demander de faire rapport au président de la Chambre; on expliquera au président de la Chambre ce qui s'est passé et il devra prendre, lui, une décision.

M. PINARD: M. le Président, si on me

permet de dire ce qui s'est passé hier, lorsque l'amendement a été proposé, le président en a pris connaissance, en a fait lecture et a déclaré exactement ce que j'ai déclaré ce matin, qu'à son point de vue il ne pouvait pas le déclarer recevable parce que, d'après lui, cela équivalait à un *money bill* et que cela accroîtrait les dépenses du gouvernement.

M. BURNS: C'est ce qu'il a dit avant l'amendement. Après cela, le député d'Abitibi-Ouest a retiré le mot "devra" et a mis le mot "pourra"; ensuite, la motion a été mise en délibération. C'est cela que je trouve...

M. PINARD: Bon, là, je suis intervenu pour dire ce que cela pourrait donner comme conséquences au plan juridique et au plan pratique. Au plan juridique, j'ai expliqué que ce n'est pas l'économie de notre droit français; c'est l'émanation...

M. BURNS: Là, vous parlez du fond; vous ne parlez pas de la recevabilité.

M. PINARD: Hier soir, on est allé jusque-là, tous ensemble; on en a parlé, de cela. J'ai même déclaré que la cour Suprême avait toujours refusé d'indemniser des dommages indirects. On a toujours considéré comme indemnissables les dommages directs causés par l'expropriation. On a dit tout cela, hier soir.

LE PRESIDENT (M. Blank): Une minute, si le ministre me dit...

M. PINARD: Bon, là, nous sommes revenus ensemble pour nous entendre là-dessus. Je pense que c'est là-dessus que nous nous sommes laissés hier soir. On n'est pas pour recommencer la discussion ce matin.

LE PRESIDENT (M. Blank): M. le ministre, si c'est vrai que vous avez discuté du fond, ils ont raison.

M. BURNS: Bon!

DES VOIX: Bon!

LE PRESIDENT (M. Blank): C'est cela qui est écrit ici. Si le ministre admet qu'il a discuté du fond, je dois les laisser discuter sur le fond.

M. BURNS: Il confirme nos dires.

M. PINARD: Je dis qu'hier soir cela a été discuté, on n'est pas pour recommencer la même discussion ce matin. Cela s'est élargi tout à coup hier soir.

M. BURNS: Il confirme...

LE PRESIDENT (M. Blank): Oui, mais ce sont des délibérations. Si cela s'est élargi, ils ont le droit. Je laisse la discussion sur l'amendement.

M. PINARD: On n'est pas pour l'élargir encore ce matin.

M. BURNS: Right, Harry.

LE PRESIDENT (M. Blank): Mais qui prend la parole?

M. AUDET: Est-ce qu'on est à l'article 57 ou 58?

LE PRESIDENT (M. Blank): 57, l'amendement s'il vous plaît.

M. SAMSON: Ton amendement.

M. AUDET: M. le Président, nous demandions, hier, qu'une indemnité pour les dommages moraux soit payée aux expropriés. Nous pensons qu'il serait raisonnable d'accorder une indemnité pour les pertes ou les dommages moraux que certaines personnes âgées ou autres pourraient avoir à la suite d'expropriation. Nous savons tous qu'être expropriés, être chassés de chez nous, lorsqu'on a vécu de longues années à un endroit, ça cause dans certains cas des préjudices assez considérables. C'est dans cet esprit, M. le Président, que nous avions demandé qu'une indemnité pour dommages moraux puisse être accordée aux expropriés.

M. le Président, le député de Maskinongé me faisait remarquer que le mot "devra" rendait l'amendement inacceptable, irrecevable. J'ai enlevé ce mot "devra" pour le remplacer par le mot "pourra". C'est là que le président a accepté et a dit que l'amendement était recevable. Je crois que ce premier volet de mon amendement était recevable et j'imagine que le ministre, dans son esprit, l'a accepté aussi.

M. PINARD: Je n'ai jamais accepté.

M. BURNS: M. le Président, sur cette motion d'amendement du député d'Abitibi-Ouest, je suis d'accord sur l'esprit de cet amendement qui laisse entendre qu'autre chose que des dommages purement et simplement matériels évaluables en piastres et cents peut être accordé. J'aurais eu éventuellement moi aussi un amendement semblable ou dans le même esprit de sorte que je m'abstiendrai de faire des commentaires plus longtemps sur l'amendement. Je veux simplement vous dire que j'appuierai l'amendement. Si jamais, comme il semble de par les propos du ministre, il était défait, j'en aurai un autre à vous proposer à cet effet.

M. ROY (Beauce): M. le Président, je n'ai pas à reprendre les propos que j'ai tenus hier, le ministre les a bien entendus. Nous souscrivons aux propositions de cet amendement de l'article 57 pour les raisons que nous avons invoquées hier soir et que j'ai invoquées tout à l'heure sur sa recevabilité. Comme nous n'avons pas l'inten-

tion de faire de *filibuster* mais que nous avons quand même l'intention de proposer des amendements nécessaires, pertinents, je compte sur les notes et les explications que le ministre voudra bien nous fournir et j'espère qu'il acceptera les amendements que nous avons proposés.

M. PINARD: Pour les mêmes raisons que j'ai invoquées hier soir, M. le Président, je me déclare contre l'amendement proposé par le député d'Abitibi-Ouest et je demande le vote.

LE PRESIDENT (M. Blank): Est-ce qu'on rejette l'amendement sur division, ou le vote? Rejeté sur division.

Article 57.

M. BURNS: M. le Président, à l'article 57, pour moi il s'agit de l'article central de ce projet de loi. C'est l'article qui nous dit comment ou d'après quel critère l'indemnité de l'exproprié est fixée. Actuellement, on dit que c'est fixé d'après la valeur du bien à exproprier, le montant des dommages qui résultent directement de l'expropriation. Selon nous, M. le Président, il y a plusieurs façons d'examiner la valeur d'un bien. Je pense que je ne commencerai pas à toutes les énumérer, on serait ici encore pour la journée, surtout si d'autres collègues amenaient d'autres définitions de ce que peut être la valeur d'un bien lors d'une expropriation.

Je pense qu'il est assez important de retenir que cette indemnité n'est pas mise dans le projet de loi, à l'article 57, pour faire plaisir aux corps expropriants. Elle n'est pas mise là pour faire plaisir à l'expropriant lui-même mais plutôt pour tenir compte du fait qu'il y a un exproprié qui reçoit le coup de cette expropriation.

Il ne peut pas y avoir facilement de façon objective d'examiner la valeur. Vous allez me dire qu'il y a des experts en évaluation. C'est vrai. Vous allez me dire qu'il y a la valeur marchande. Je vais vous dire; c'est vrai. Vous allez me dire qu'il y a le coût réel qui a été déboursé. Je vais vous dire que c'est vrai. Il y en a autant qu'on peut penser. Mais si l'indemnité est véritablement faite dans le but d'indemniser l'exproprié, je dis que la façon d'évaluer le bien, c'est par sa valeur de remplacement, c'est-à-dire combien cela va coûter au propriétaire pour remplacer ce bien? Comment et dans quelle circonstance, avec tous les détails qu'on devra considérer en l'occurrence. Il pourra se retrouver dans la même situation ailleurs puisqu'il s'agit, la plupart du temps, de biens immeubles. Comment peut-on le replacer ailleurs dans la même situation?

Alors, je dis qu'il est essentiel qu'on amende le projet de loi à cet article 57 d'abord en insérant — je vais vous faire une parenthèse, M. le Président, avant que vous preniez une décision — après le mot "valeur" — je vais vous en remettre une copie d'ailleurs — dans la deuxième ligne, les mots "pour le propriétaire".

Avant qu'on discute de la recevabilité de cette motion, je veux tout simplement vous souligner ce point-ci. C'est exact qu'on n'a pas le droit d'augmenter les charges financières du gouvernement. Il n'y a pas de doute. Mais je pense qu'à ce stade-ci vous devez d'être large d'esprit lorsque nous désirons amender la notion de valeur dans le projet de loi.

Je vais vous donner un exemple que vous allez, avec votre expérience de la pratique privée, comprendre très rapidement. Supposons que nous sommes en train de décider d'amendements au code de procédure civile ou au code civil et qu'on amende les articles 1053 et suivants et que, à l'article 1053 ou 1054, on dise qu'on précise davantage la notion de dommage et qu'on dise que certains dommages, qui n'ont jamais été reconnus par nos tribunaux, le seront à l'avenir dans le code. Que cet amendement vienne de l'Opposition, vous pourriez très bien dire: C'est un *money bill* parce qu'une des personnes ou une des personnes morales, qui pourraient être affectées par cela, c'est éventuellement l'Etat. L'Etat est régulièrement poursuivi en dommages par des citoyens. C'est exactement le même problème qui se pose. C'est un argument qu'on aurait peut-être pu développer tantôt sur le problème qu'a soulevé le député d'Abitibi-Ouest mais je pense que c'est de même nature. C'est évident que si on change la notion du mot valeur à l'article 57, il y a des personnes qui vont trouver que cela coûte plus cher. Une de ces personnes morales, cela peut être l'Etat. Ce n'est pas un *money bill* en soi. C'est dans ce sens que je vous dis qu'il faudrait qu'on considère, avec un peu de latitude, ce genre d'amendement.

Strictement parlant, je vais me ranger de votre... Oui?

LE PRESIDENT (M. Blank): Quand vous parlez d'expertises suivant l'article 21, est-ce de ce bill-ci?

M. BURNS: Oui.

LE PRESIDENT (M. Blank): L'article 21 ne parle pas de ça.

M. BURNS: L'article 21, M. le Président, sauf erreur, c'est l'article qui permet de fixer ces barèmes.

LE PRESIDENT (M. Blank): Non, ce n'est pas ça.

M. BURNS: Non, ce sont des règles de pratique, M. le Président.

A l'article 21, "la majorité des membres du tribunal peuvent, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, édicter par ordonnance des règles de procédure et de pratique applicables..."

LE PRESIDENT (M. Blank): C'est peut-être à l'article 19. Lisez l'article 19.

M. BURNS: Cela pourrait être l'un ou l'autre. Je peux enlever la référence à l'article 21 et dire en vertu de la loi, si vous voulez. Je n'ai pas d'objection. C'est le deuxième volet.

LE PRESIDENT (M. Blank): Si vous mettez l'article 19, je peux l'accorder. Parce qu'on parle de cela.

M. BURNS: M. le Président, pour vous être agréable, je vais dire l'article 19 au lieu de l'article 21.

LE PRESIDENT (M. Blank): Je trouve cet amendement recevable, parce que je pense que l'indemnité pour l'affaire du milieu social et la question du mode de vie peut tomber dans les dommages directs. Et les frais d'expertise tombent dans les frais que la cour peut ou ne peut pas accorder, à son choix. On peut discuter de cet amendement.

M. BURNS: Je vous remercie, M. le Président. Je serai relativement bref. J'avais commencé à parler de l'aspect de la désignation ou, si vous voulez, de la notion de valeur. Selon nous, il serait très important que, dans un projet qui se veut une refonte complète de notre droit en matière d'expropriation, on se retrouve avec une notion subjective de valeur, c'est-à-dire une notion qui est prise par rapport aux propriétaires expropriés.

Cela peut peut-être embêter énormément de gens, au départ. C'est peut-être aussi, je l'admetts, en matière d'expropriation, une notion nouvelle. Mais ce n'est pas quelque chose de nouveau dans notre droit, de dire combien cela coûterait à telle personne de remplacer ce que je lui ai enlevé et compenser pour le dommage que je lui ai causé. Je pense que c'est quelque chose qu'on examine régulièrement lorsque, par exemple, dans une cause civile relativement au décès d'un père de famille ou d'une mère de famille, on se demande ce que cela va coûter. Il y a même des règles, maintenant, très clairement établies par nos tribunaux. Qu'est-ce que cela va coûter pour remplacer ce bien qui s'appelle le père d'une famille, qui était le pourvoyeur de ses enfants et de la mère?

C'est un peu la même notion qu'on tente d'introduire ici, M. le Président. C'est nouveau en matière d'expropriation, d'accord, mais, pendant qu'on est dans cette fameuse refonte de notre droit d'expropriation, pourquoi n'irait-on pas jusque là? Pourquoi ne se pose-t-on pas la question, à savoir, le propriétaire exproprié, qu'est-ce que cela va lui coûter de se relocaliser, aux mêmes conditions? C'est très facile, M. le Président, de vous donner un exemple. Vous pouvez avoir quelqu'un qui demeure à Laval, qui se fait exproprier, qui a payé sa maison, disons, depuis peut-être dix ou douze ans et qui se sert de cette maison pour sa résidence. Si vous dites à cette personne: Demain, on t'exproprie. Va te réinstaller ailleurs, cela ne lui coûtera sûrement pas le

montant que cela lui a coûté pour se replacer ailleurs. C'est cette latitude que nous aimerions que le projet de loi donne au tribunal, que le tribunal puisse apprécier ce que cela va coûter au propriétaire, la valeur de remplacement de ce bien.

Cela, c'est quant au premier paragraphe. C'est dans ce sens que nous faisons cet amendement.

Quant au deuxième paragraphe de notre amendement, M. le Président — je le lis — nous proposons d'ajouter, à la fin, les mots qui suivent: "Dans le cas d'expropriations multiples dans le même voisinage, l'indemnité peut également tenir compte de la perte du milieu social et des modifications du mode de vie. Dans tous les cas, l'exproprié a droit à des frais d'expertise déterminés selon des barèmes fixés par le tribunal, suivant l'article 19, et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil".

M. le Président, article 19 ou article 21, je dirais même: En vertu de la loi, en vertu des principes de la loi.

Voici ce que nous ajoutons, par le deuxième paragraphe de notre amendement. Dans le comté de Maisonneuve, dans le comté de Saint-Jacques, dans le comté de Sainte-Marie, entre autres, tout le long de l'autoroute — on a vécu ce phénomène — il y a des gens à qui on a été obligé de dire: Vous allez changer complètement votre milieu social. Je donnais l'exemple de quelqu'un de Laval tantôt mais je peux prendre l'exemple de quelqu'un du bas de la ville, à Montréal, à qui on va dire: Vous allez sortir du bas de la ville et vous irez ailleurs. On change, en somme — c'est l'expression qu'on a utilisée — le milieu social et le mode de vie de ces personnes.

Il est évident que demeurer dans le nord de la ville de Montréal, ce n'est pas la même chose — et vous le savez vous, M. le Président, vous qui représentez un comté du sud de Montréal — que vivre dans le sud de Montréal.

Ce n'est pas la même chose de vivre dans l'ouest de la ville de Québec que dans l'est. Ce n'est pas la même chose de demeurer dans la haute ville que dans la basse ville, à Québec. Ce sont des choses importantes lorsque c'est véritablement exigé par la nature de l'expropriation, et on le cadre dans notre amendement en disant que ce sont des cas d'expropriation multiple dans le même voisinage.

Si vous abolissez véritablement dans la ville de Québec le quartier latin et que je demeure dans le quartier latin, je vais être obligé de déménager ailleurs. C'est ce que cela veut dire. On me choque un peu dans mon mode de vie et on me choque dans mon milieu social.

Ce que l'amendement voudrait, c'est permettre au tribunal d'accorder des dommages pour cela. Cela a une valeur. Ce n'est peut-être pas facilement calculable en dollars et en cents, mais cela a une valeur. Et pendant qu'on y est, on ajoute l'autre aspect. Pourquoi l'Etat, qui impose déjà le fardeau de déplacer des gens par

suite de l'exercice de son droit d'expropriation, ne reconnaîtrait pas clairement que les frais d'expertise — et quand je parle de frais d'expertise, je parle clairement et surtout d'honoraires d'avocats — ce que la loi permet, mais dans certains cas ce n'est pas aussi clair qu'on le voudrait, pourquoi, disons-nous, dans tous les cas l'exproprié n'aurait-il pas droit à des frais d'expertise? Pourquoi l'Etat, qui pose un geste, qui oblige l'exproprié — quand je dis l'Etat, j'englobe tout le monde, les autres corps publics qui peuvent exproprier — qui commence la procédure en décidant d'exproprier, ce qui est déjà une attitude qui brime le droit individuel d'une personne, n'aidait-il pas encore une fois à rendre plus facile à supporter ce choc qui est causé aux propriétaires ou à la personne qui est concernée par l'expropriation?

Tout le monde sait que les avocats qui sont spécialisés en droit d'expropriation — il n'y en a pas des centaines, et, selon les règles du marché, les avocats qui sont spécialisés dans un domaine où il n'y en a pas des centaines — sont habituellement aussi des avocats qui sont un petit peu plus dispendieux que dans les domaines où il y en a beaucoup.

En matière d'expropriation, cela coûte quelque chose à l'exproprié d'aller voir un avocat, cela coûte quelque chose à même l'indemnité qu'il va recevoir. C'est ce qui est grave dans le fond. C'est vrai que l'exproprié reçoit X milliers de dollars lors du règlement de l'affaire. Et c'est vrai que la plupart du temps les honoraires de l'avocat de l'exproprié sont calculés en pourcentage du montant qui est fixé. Mais si on parle, d'une part, de valeur de remplacement dans notre premier paragraphe, nous avons voulu être logiques en vous disant dans le deuxième paragraphe: Cette valeur de remplacement devrait être intacte.

Et pour qu'elle soit intacte, il faudrait que les frais d'expertise, que ce soit ceux des avocats — je pense surtout à eux parce que ce sont ceux auxquels, on pense de la façon la plus évidente — ou ceux des évaluateurs... ce ne serait peut-être pas bête que l'Etat fournisse — il sauverait peut-être de l'argent à part ça — à l'exproprié la possibilité de recourir à un évaluateur pour savoir s'il doit ou s'il ne doit pas contester l'offre qui lui est faite par le corps expropriant. S'il en a la facilité, s'il se dit: Mes frais d'évaluateur vont m'être remboursés, il va peut-être y aller plus directement et demander à l'évaluateur: Est-ce que j'ai raison de demander tant d'argent pour cette expropriation? Si l'évaluateur dit: Non, ça ne vaut pas plus de X milliers de dollars, il y a de fortes chances que vous n'aurez pas de contestation à ce niveau.

En somme, les principes que nous voudrions voir respecter par notre amendement sont, d'une part, la façon de considérer la valeur, c'est-à-dire de la rendre subjective, de la considérer eu égard au propriétaire lui-même. Deuxièmement, de tenir compte du déplacement du milieu social et du mode de vie dans

les cas d'expropriation multiple. Et, troisièmement, toujours dans le troisième paragraphe de notre amendement, on assure d'avance à l'exproprié que ses frais d'expertise lui seront remboursés, quels que soient ces frais d'expertise. Evidemment, si on demande l'opinion d'un dentiste à l'occasion d'une expropriation, probablement que ça va être contesté. Mais pas des frais d'expertise en matière d'expropriation déterminés par le tribunal de cette façon.

C'est le sens de notre proposition. J'espère que le ministre se montrera plus ouvert à nos suggestions qu'il ne l'a été hier, même si hier il a commencé à ouvrir la porte.

Je pense qu'il a commencé. Alors, on peut souhaiter, on peut espérer qu'actuellement il comprendra la raison qui nous anime lorsque nous proposons cet amendement.

M. LOUBIER: Est-ce que je comprends bien le député de Maisonneuve? Avec son amendement, l'indemnité est fixée d'après la valeur pour le propriétaire du bien exproprié?

M. BURNS: C'est ça.

M. LOUBIER: Si tel est le cas, M. le Président, je ne vois pas quels embêtements ça pourrait susciter pour le ministre. Evidemment, lorsque l'on exproprie un bien, on tient compte de la valeur que ce bien représente pour le propriétaire qui est touché par cette expropriation. Par exemple, si, longeant une route, il y a deux cultivateurs et qu'il y a, entre autres, une industrie, c'est bien évident que dans l'estimation nous allons tenir compte du fait qu'exproprier l'industriel peut représenter beaucoup plus de dommages que si c'est une section infime d'une terre en culture. Or, je pense que le ministre ne devrait pas avoir d'objection à humaniser davantage sa loi, parce que c'est le but recherché, je pense, depuis le commencement de l'analyse de ce projet de loi. Si le ministre ajoutait: L'indemnité est fixée d'après la valeur "pour le propriétaire" du bien exproprié, je pense que ça donnerait une coloration beaucoup plus humaine à sa loi. Partant de là, ça donne une sécurité beaucoup plus grande à l'exproprié, parce qu'il va avoir l'assurance qu'on va tenir compte de tous les particularismes qui entourent sa propriété et son bien exproprié.

On soumet, dans la deuxième section de cet amendement que, dans le cas d'expropriations multiples dans le voisinage, l'indemnité peut également tenir compte de la perte du milieu social et des modifications du mode de vie, mais que, dans tous les cas, l'exproprié a droit à des frais d'expertise déterminés selon le tribunal qui va juger ou apprécier cette cause. Je pense qu'encore là le ministre irait un petit peu plus loin en donnant plus de latitude au tribunal. Si les membres du tribunal sont compétents, sont conséquents, etc., je ne vois pas pourquoi ils n'auraient pas une certaine latitude d'accorder

des frais pour fins d'expertise et de déterminer si ces frais sont acceptables ou non.

M. le Président, pour ces raisons, je pense que cet amendement non seulement humanise davantage le texte, mais surtout donne un aspect de compréhension et individualise, si on me permet l'expression, l'expropriation, en ce sens que chacun sentira qu'on a tenu compte de ses attributs, de ses particularismes et qu'on l'a inclus dans la phraséologie que l'on retrouve à l'article 57.

M. AUDET: M. le Président, je ne veux pas étirer le temps. Je crois que cet amendement est très raisonnable et je me demande si le ministre, fatigué comme nous tous, ne se bute pas à nous dire: On ne prend pas d'amendements. Je regrette, parce que, la fatigue ajoutée à tout cela, on dirait qu'il ne veut plus accepter d'amendements d'aucune façon. C'est un peu décourageant pour nous autres; de toute façon, on va les présenter quand même. Je crois que cet amendement est très recevable et raisonnable.

M. PINARD: M. le Président, je voudrais bien être agréable à tous les députés de l'Opposition qui proposent des amendements qui sont plus larges au plan social. Il faut, quand même, tenir compte de la pratique actuelle de nos tribunaux, de la Régie des services publics et des autres cours en instance d'appel, par exemple. Il est évident que, depuis quelques années, les cours se montrent beaucoup plus larges en matière d'expropriation lorsqu'elles ont à évaluer les dommages qui sont réclamés par les expropriés. Exemple, le jugement de la Régie des services publics dans le cas du parc Forillon. Deuxième exemple, le jugement de la Régie des services publics dans le cas qui a opposé la cité de Hull à un groupe de citoyens.

Alors laissons les tribunaux apprécier la valeur des dommages qui sont réclamés. Pourquoi le législateur mettrait-il dans son propre texte de loi une notion subjective des dommages, alors que le régime d'expropriation que nous avons connu et d'indemnisation dans lequel nous avons eu à travailler a toujours permis aux législateurs et aux tribunaux d'indemniser en fonction du dommage réel, du dommage direct et de la valeur réelle, et que ce n'est pas connu dans notre législation, dans notre régime de droit français, la notion subjective du dommage ou de la valeur du bien exproprié.

Cependant les tribunaux ont évolué, ils évoluent de plus en plus vers l'élargissement des considérations ou des critères d'évaluation et pourront éventuellement rendre des jugements qui vont obliger le gouvernement à payer davantage, qu'il n'avait pas l'habitude de payer jusqu'ici. Je pense que ce serait poser un principe bien dangereux que d'inclure dans le texte de l'article 57, ou ailleurs dans le projet de loi, des notions subjectives d'évaluation quant à la valeur du bien exproprié pour la

personne qui en est le propriétaire, et d'établir aussi des notions à caractère suggestif pour les autres catégories de dommages qui découlent indirectement de l'expropriation.

Alors je pense que je ne peux pas aller plus loin, et pour ces raisons qui me paraissent assez évidentes, je préfère laisser aux tribunaux le soin d'apprécier. C'est la fonction des tribunaux d'apprécier la valeur des dommages qui sont réclamés par les personnes qui se croient lésées et qui veulent être indemnisées de façon juste et raisonnable.

M. BURNS: Si vous me le permettez, M. le Président, je veux juste ajouter ceci. C'est vrai que c'est la fonction des tribunaux d'apprécier les dommages, mais c'est la fonction du législateur de donner les critères d'appréciation des dommages. C'est ça qu'on vous demande de donner. Il me semble que ce n'est pas exagérer que de les donner aux tribunaux avant le fait, pas après le fait comme dans l'affaire à laquelle le ministre s'est référé, l'affaire Dasken dans la région de Hull. Là on se serait prononcé après le fait. On aurait changé la situation des parties, qui étaient déjà des justiciables devant les tribunaux. Mais ce n'est pas ça qu'on vous dit. On vous dit: pour l'avenir, les critères qu'on aimerait que le tribunal utilise au moment d'une expropriation, sont ceux-là. Il n'y a rien d'anormal là-dedans, on le fait régulièrement; toutes les fois qu'on légifère, on impose des critères à un tribunal qui, éventuellement, aura à appliquer cette loi. Puis un des critères qu'on veut que vous imposiez par votre loi, c'est cette motion subjective de la propriété.

M. CHARRON: M. le Président, depuis que nous travaillons sur le projet de loi 88, nous nous sommes efforcés, du moins de ce côté-ci de la Chambre, de protéger, avec, bien sûr, la collaboration du ministre, les droits de l'exproprié. L'amendement qu'a présenté mon collègue de Maisonneuve apporte ce que le ministre vient d'appeler une notion subjective à l'intérieur du projet de loi. Mais le ministre a fait lui-même allusion dans sa réponse, son refus de recevoir notre amendement, au fait que les tribunaux avaient évolué au cours des dernières années.

Les tribunaux se sont mis parfois à considérer des notions plutôt subjectives en terme de droit mais qui ne le sont pas pour les citoyens. Appartenir à un milieu social ou vivre dans une partie déterminée, victime d'une expropriation, ce n'est pas subjectif, c'est très concret, très objectif. Subir une expropriation, avoir à déménager, c'est très concret et très objectif, ça apporte des changements majeurs parfois dans la vie ou d'une famille ou d'un quartier en général. Mais si les droits de l'exproprié sont encore la chose fondamentale à préserver, puisqu'on doit se rendre à ce fait acquis, à cette nécessité des expropriations, il me semble que, comme vient de le dire le député de Maisonneuve, le travail du législateur doit être de collabo-

rer à cette évolution du judiciaire, à la faciliter justement en rajoutant des domaines, en rajoutant des critères qui sont plus souples, plus aérés.

On a souvent reproché à la loi, en particulier la vieille loi d'expropriation que nous sommes en train d'améliorer considérablement, d'être sèche et aride, de fonctionner sur des principes mécaniques qui ne tiennent pas compte du droit de l'exproprié, de sa valeur et des dommages auxquels il doit nécessairement se soumettre à chaque occasion.

L'appartenance du citoyen à un milieu social, ce n'est plus une notion subjective; c'est aussi un phénomène concret, en particulier dans des grands centres urbains, comme celui de Montréal, au Québec. On a vécu l'expérience dernièrement, alors que l'autoroute est venue saccager le bas de la ville de Montréal. Des gens se sont trouvés départis de ce milieu social et aucun article de la Loi de l'expropriation ancienne n'est venu leur assurer que le fait d'être départis de leur milieu social, de leur milieu de vie ordinaire allait recevoir une compensation.

Ce que nous voulons, dans ce projet de loi, c'est nous assurer que la compensation sera reconnue par les tribunaux. L'amendement du député de Maisonneuve ne vise qu'à clarifier cela. Je crois que toutes les notions modernes d'urbanisme et d'amélioration de la vie dans les grandes villes doivent tenir compte de ce milieu social là. Nous demandons simplement à une loi, qui vient changer une vieille loi, de porter ce souffle moderne et de tenir compte de cette notion.

LE PRÉSIDENT (M. Blank): La motion du député de Maisonneuve est rejetée sur division. L'article 57 adopté sur division? Adopté. Article 58?

M. AUDET: M. le Président, on ne se *tanner* pas; on va apporter des amendements. On sait d'avance qu'ils ne seront pas acceptés, mais qu'est-ce que vous voulez? Il faut faire toutes les tentatives possibles.

M. SAMSON: Cela va demeurer pour la postérité.

M. AUDET: M. le Président, à l'article 58, nous voudrions ajouter: Cet article est modifié en insérant à la sixième ligne, après le mot "immédiate", les mots "et que l'exproprié est seul à bénéficier de cette plus-value". Nous apportons cet amendement pour que l'exproprié ne soit pas pénalisé seul.

LE PRÉSIDENT (M. Blank): Est-ce que je peux voir l'amendement, pour savoir s'il est recevable avant qu'on ait la même discussion qu'au moment où cela a été mis en délibération?

M. AUDET: Oui. Nous croyons que ce serait pénaliser l'exproprié de déduire de l'indemnité la plus-value acquise par le reste de son immeuble dans le cas où ses voisins, non expropriés, bénéficient de la même façon de cette plus-value. Dans des cas d'expropriation, s'il y a une plus-value par rapport au commerce ou à tout ce que cela peut apporter aux personnes du voisinage ou de l'environnement, je crois que l'exproprié ne sera pas le seul à bénéficier de cette plus-value.

Ce serait le pénaliser de déduire cette plus-value de son indemnité, s'il n'était pas le seul à en bénéficier. Je crois qu'on devrait lui imposer cette restriction en disant "s'il est seul à bénéficier de cette plus-value".

UNE VOIX: Adopté, à l'unanimité.

M. LOUBIER: Est-ce un nouveau principe introduit par le ministre dans la Loi de l'expropriation? Lorsqu'il y avait une plus-value attachée à un terrain ou à un immeuble à la suite d'expropriations massives, est-ce qu'antérieurement c'était de coutume qu'il y ait un ajustement?

M. PINARD: On me dit que c'était un principe déjà appliqué par la Régie des services publics et que cela existe sous l'empire de la loi actuelle.

M. LOUBIER: Auriez-vous un exemple concret pour nous donner une meilleure compréhension de la portée de cet article?

M. PINARD: L'article 780 du code de procédure civile en parle.

M. LOUBIER: Y a-t-il un cas concret qu'on pourrait nous donner?

M. PINARD: Hier soir, j'ai lu l'article 780 du code de procédure civile, et c'est exactement le même texte.

M. LOUBIER: Si vous aviez un exemple concret ça nous donnerait peut-être un meilleur éclairage pour nous prononcer sur cet article.

De la façon que je le comprends, en tout cas, c'est qu'on pourrait procéder à l'expropriation de plusieurs terrains, en milieu rural, en milieu urbain. Le dernier terrain qui ferait hypothétiquement le rond-point du carrefour de toutes ces routes pourrait prendre une valeur inouïe dû au fait qu'on pourrait établir un restaurant ou un poste d'essence. Là qui aurait à établir la plus-value que cela a donné à ce terrain? Je ne sais si c'est la façon de comprendre l'article, c'est ce que j'y décèle actuellement. Alors ça pourrait jouer d'une façon assez curieuse. Le terrain pourrait avoir pris une plus-value de 200 p.c. à un tel point que l'exproprié, si on suit la logique de cet article, serait dans l'obligation de remettre \$30,000 ou \$40,000 au

gouvernement pour avoir été exproprié. Le terrain, au lieu de valoir \$10,000, en vaudra \$50,000 ou \$65,000. On peut charrier et pousser la logique jusqu'au bout. Est-ce que c'est la façon d'interpréter l'article? C'est ce que je voudrais savoir du ministre, avant qu'on puisse se prononcer, qu'on puisse le discuter, voir si les amendements qu'on nous propose peuvent se greffer d'une façon réaliste.

M. PINARD: On m'explique qu'en pratique il arrive qu'avant l'élargissement d'une route, par exemple, les terrains avaient une certaine valeur; après l'élargissement de cette route, ça occasionne une plus-value en faveur des terrains dont une partie peut être expropriée. Il y a l'évaluation de cette plus-value qui est accordée au terrain situé en bordure de la route élargie. A ce moment-là, par ailleurs, on doit indemniser pour le dommage causé à la partie expropriée, parce qu'on prend une partie du terrain. On exerce une compensation par rapport aux dommages réels causés à l'exproprié par la prise du terrain pour fins d'intérêt public. On exerce cependant une compensation par rapport à la valeur de la plus-value qui est accordée du fait que l'autoroute a été élargie et peut-être que l'exproprié se trouve dans une meilleure situation au plan des affaires qu'il ne l'était auparavant.

M. LOUBIER: M. le Président, c'est très aléatoire comme appréciation. C'est que la plus-value n'est pas donnée du jour au lendemain à ces terrains. Selon quel critère on se baserait, à ce moment-là, pour dire que le fait d'avoir exproprié, d'avoir tracé une route à cet endroit a donné une plus-value au terrain? Dans quelle proportion et dans combien d'années? M. le Président, là on me donne un exemple, mais est-ce que l'exemple que j'ai cité tout à l'heure ne trouverait pas une application dans cet article?

Hypothétiquement, on exproprie une série ou une lisière de terrains, huit, dix ou quinze terrains, avec des immeubles, etc. Pour reprendre en partie l'exemple du ministre, on construirait un rond-point qui serait le débouché normal et naturel de toutes ces routes. C'est bien évident que tous les terrains contigus à ce rond-point prennent une valeur commerciale inouïe. Le ministre s'en rend compte. Est-ce que, dans ce cas-là aussi, on appliquerait l'article 58 pour dire aux propriétaires: Bien, cela a pris une plus-value fantastique étant donné que ces terrains deviennent, sur le plan commercial, d'une valeur de dix ou quinze fois supérieure à la valeur antérieure? Cet article, si on n'en restreint pas la portée et si on n'y introduit pas le consentement ou je ne sais trop quelle autre disposition, j'ai crainte que l'on pourrait, de façon arbitraire, discriminatoire, l'appliquer à un tel point qu'on évaluerait la plus-value. A ce moment-là, si on pousse jusqu'au bout la logique de l'article, comme je l'expliquais tout à

l'heure, l'exproprié se sentirait dans la position qu'il serait redevable à l'expropriant parce qu'on lui a donné une plus-value de cinq ou dix fois supérieure à la valeur antérieure.

Or, comme le souligne le député de Labelle — il m'en a parlé tout à l'heure — on pourrait peut-être trouver une formulation, comme cela se pratique dans certains pays européens, en France, je pense, comme me le mentionnait le député de Labelle, où il y a un genre de taxe d'expropriation mais où l'exproprié sait d'avance quel sera le montant de cette taxe qu'il aurait à payer. Je ne laisserais jamais un article aussi large et qui donne emprise à autant de discrimination ou de discrétion; les deux peuvent être synonymes à un moment donné ou à une étape quelconque des négociations.

Alors, je proposerais qu'on restreigne la portée de cet article ou encore qu'on trouve une formulation telle qu'il n'ait pas une application générale, discrétionnaire ou discriminatoire.

LE PRÉSIDENT (M. Blank): Le député de Drummond.

M. PINARD: M. le Président, est-ce que je pourrais demander au député de Bellechasse, qui est avocat, de lire, avec moi, ou de m'écouter lorsque je vais faire la lecture de l'article 780 du code de procédure civile? Il va s'apercevoir qu'il n'y a rien de nouveau. Il y a quand même des principes qui ont été établis.

L'article 780 du code de procédure civile se lit comme suit: "L'indemnité est fixée d'après la valeur du bien exproprié et le montant des dommages qui résultent directement de l'expropriation."

"Lorsque, par suite de l'expropriation d'une partie seulement d'un immeuble, la partie qui reste acquiert une plus-value, celle-ci est compensée jusqu'à concurrence, avec les dommages que subit l'exproprié."

"Lorsqu'à l'occasion d'une expropriation une construction ou un terrain appartenant à l'exproprié acquiert une plus-value par suite d'ouvrages ou d'amélioration effectuées par l'expropriant, soit sur cette construction ou ce terrain, à la demande ou avec le consentement tacite ou exprès de l'exproprié, soit sur un terrain contigu, ayant fait l'objet de l'expropriation, cette plus-value doit être évaluée et compensée pour autant avec l'indemnité de l'expropriation".

J'ai à l'esprit, par exemple, un cas bien précis.

M. LOUBIER: Si le ministre relit l'article, on se rend compte que c'est tout de même restreint, puisque l'on dit, à un moment donné: "à la demande ou à l'acceptation tacite de l'exproprié", ce que l'on ne retrouve pas dans l'article 58.

M. PINARD: Cela, c'est le troisième para-

phe de l'article 780. C'est un autre cas qui peut se produire. Pour ce que nous avons à discuter en ce moment, c'est le deuxième paragraphe de l'article 780 du code de procédure civile qui s'applique. Je le lis de nouveau: "Lorsque, par suite de l'expropriation d'une partie seulement d'un immeuble, la partie qui reste acquiert une plus-value, celle-ci est compensée jusqu'à concurrence, avec les dommages que subit l'exproprié."

J'ai à l'esprit — je m'en souviens très bien — le cas de la Maison Jésus-Ouvrier, en bordure du boulevard Hamel. On a exproprié une partie du terrain appartenant à la Maison Jésus-Ouvrier, mais on a calculé la plus-value que cela accordait à ce terrain et à cet établissement et on a compensé les dommages avec la valeur de la plus-value accordée au terrain, du fait du passage du boulevard Hamel à cet endroit.

M. LAFONTAINE: M. le Président, j'ai en tête, à l'heure actuelle, un cas d'expropriation qui est arrivé dernièrement. Le ministère de la Voirie, construisant des routes à accès limité, au croisement de deux routes, a, évidemment, exproprié un terrain qu'on a payé. Il y en a une partie qui est restée. Le propriétaire a vendu cette parcelle de terrain \$6,000 et l'acheteur, il y a à peu près quinze jours, a reçu une offre d'achat d'une compagnie de développement immobilier. L'offre première, qui est sur la table, est de \$155,000.

Je sais bien, malgré toutes les bonnes intentions du ministre, que, lorsqu'on a fait l'expropriation sur l'autoroute en question, il était extrêmement difficile de déterminer la plus-value que le terrain prendrait. Si le ministère avait été capable de la visionner, celui qui était propriétaire de la parcelle de terrain l'aurait aussi visionnée et n'aurait pas vendu son terrain \$6,000, parce que, quelques semaines après, il y a une offre, sur la table, de \$155,000 pour cette parcelle de terrain.

Je ne sais pas. Peut-être que le ministère ou les autres corps expropriants ont utilisé cet article du code de procédure civile lorsqu'il y a eu des expropriations. Je pars du principe que, partout où, dans la majorité des cas où le ministère de la Voirie intervient pour la construction de routes et fait de l'expropriation, la réalité nous force à comprendre que pour les propriétaires reçoivent une plus-value les parcelles de terrain résiduelles.

Le ministre le sait fort bien. Il doit avoir en vue, par exemple, certaines routes provinciales qui ont été refaites, d'autres qui ont été améliorées, d'autres qui sont des routes locales, mais, partout où le ministère de la Voirie, évidemment, intervient il dérange des gens. Quand le ministère de la Voirie a refait amélioré ou reconstruit, par exemple, une autoroute, il n'y a pas à sortir de là, avec les voies de service, à côté, le ministère de la Voirie a laissé une plus-value.

Je ne vois aucune route où le ministère de la

Voirie soit intervenu, dans le Québec, sans qu'une plus-value ait été laissée aux propriétaires. Alors, je pense que ce serait peut-être un article, si on le mettait trop en application, qui pourrait devenir discriminatoire, à un moment donné, parce que l'expropriant, le ministère de la Voirie ou un autre ministère, dirait: Lui, on lui donne une plus-value de... et on se fermerait les yeux pour le voisin.

Je pense que cela n'a pas été règle générale, au ministère de la Voirie, d'accorder une plus-value et de la déduire du montant offert par le ministère.

M. AUDET: Je crois qu'il serait difficile d'évaluer la plus-value que les personnes non expropriées pourraient avoir aussi. C'est ça. On amputerait cette plus-value à la personne expropriée et toutes les autres personnes non expropriées qui bénéficieraient de la même plus-value ne paieraient rien, ne seraient aucunement pénalisées.

C'est dans ce sens qu'on apporte l'amendement. Nous croyons que ce serait raisonnable. Lorsque le seul exproprié bénéficie de la plus-value, on pourrait peut-être en tenir compte.

LE PRESIDENT (M. Blank): Est-ce que le ministre accepte l'amendement ou non?

M. PINARD: C'est-à-dire que je ne peux pas l'accepter et je vais dire clairement pourquoi. C'est qu'on ne peut pas à la fois indemniser, payer des dommages à un exproprié et lui accorder aussi le bénéfice de la plus-value. Il me semble qu'il y a un problème de justice distributive qui fait défaut quelque part. Cela peut devenir aussi une surcharge pour le trésor public, quand on sait le montant annuel des expropriations que nous faisons dans la province de Québec. Il y a quelqu'un qui va payer pour. Il y a des citoyens qui vont être taxés injustement à mon point de vue...

LE PRESIDENT (M. Blank): La motion du député de...

M. LAFONTAINE: Dans ce cas, est-ce que le ministre — ou ses fonctionnaires — pourrait nous expliquer comment il peut établir la plus-value immédiate?

M. PINARD: ... si on enlève du texte, le mot immédiat.

M. LAFONTAINE: Ce n'est pas dans le texte du code de procédure civile. Je ne regarde même pas le code de procédure civile, je regarde le bill 88 en discussion devant la commission.

Comment évaluer une plus-value immédiate? Et là, comme ingénieur, je vais être obligé de dire: Qui va faire l'évaluation? La compréhension du propriétaire? On va charrier, on n'en finira plus. D'ailleurs, c'est pour ça que le ministre amène sa loi créant un tribunal de l'expropriation.

Si c'était un domaine facile, le bill 88 n'aurait aucune raison d'être devant la commission. Mais s'il est devant la commission, c'est parce que c'est un problème qui est difficile. Je dis au ministre en partant qu'à l'article 58, c'est dur en chien d'être capable d'évaluer la plus-value immédiate qu'on va donner à un immeuble parce qu'on en exproprie une partie.

Je vais donner un autre cas au ministre.

M. PINARD: On m'explique...

M. LAFONTAINE: Avant que le ministre me réponde, je veux simplement donner — je vois qu'il a consulté et je sens le non s'en venir avec un N majuscule — un autre exemple. En vertu de la Loi de la voirie, le ministre a le droit d'exproprier des terrains le long d'une route pour des terrains de stationnement. Supposons qu'il arrive dans la ville de Drummond, il y a une route principale qui traverse Drummond et il exproprie un terrain pour en faire un terrain de stationnement, le ministre a le droit de le faire. Il exproprie une partie d'un lot; supposons que c'est un lot qui comprend dix acres, le ministre en exproprie cinq, il en reste cinq. C'est évident qu'à côté d'un terrain de stationnement ce terrain va acquérir une plus-value. A ce moment-là, le ministre va dire: J'ai pris la moitié de ton terrain, par contre le reste de ton terrain vaut plus qu'il valait avant, on te le déduit; ça fait qu'on ne te doit rien, on a pris cinq acres mais on ne te doit rien, tu restes avec cinq acres. Et là on ne pénalise pas les autres à côté, l'autre qui a un restaurant à patates frites, il y a un garage, il y a un bureau de médecins, il y a un bureau d'avocats. Il y a le terrain de stationnement payé à même les fonds de la province et on prend un pauvre petit propriétaire, lui on l'écrase pensant au bien commun et on donne une plus-value à tous les autres, on ne leur touche pas. Je pense qu'il serait mieux peut-être d'introduire, si le ministre se cherche une source de financement pour payer ses expropriations, la notion de taxe d'expropriation. A ce moment-là tout le monde serait pénalisé sur le même pied, le garagiste qui n'a pas été touché, l'avocat, le médecin, le notaire.

M. CHOQUETTE: C'est de la folie frénétique ce que prétend le...

M. LAFONTAINE: C'est quoi?

M. CHOQUETTE: C'est de la folie frénétique. C'est une frénésie de dépense des fonds publics que le député de Labelle veut inciter le gouvernement à faire. Sous aucun régime d'expropriation, les non-expropriés ont-ils jamais reçu des indemnités. Si le député de Labelle procède par comparaison entre le sort de l'exproprié qui reste avec...

M. LAFONTAINE: Le ministre n'a rien compris.

M. CHOQUETTE: Un instant, un instant! J'ai la parole.

M. LAFONTAINE: Le ministre n'a rien compris. J'étais en discussion, monsieur.

M. CHOQUETTE: J'ai la parole.

M. LAFONTAINE: Je ne lui enlève pas le droit de parole.

M. CHOQUETTE: J'ai la parole, M. le Président.

M. LAFONTAINE: Et, d'ailleurs, il devrait répondre pas mal plus souvent...

M. CHOQUETTE: Je ne me suis pas assis.

M. LAFONTAINE: ... M. le Président, quand il y a des questions qui sont posées sur la Commission de police plutôt que sur l'expropriation.

M. CHOQUETTE: M. le Président, il va de soi que l'exproprié qui subit une hausse de valeur par suite de l'expropriation, on en a toujours tenu compte dans une certaine mesure dans l'indemnité. Parce qu'il le faut. Mais jamais on n'a pensé compenser ceux qui ne subissaient pas d'expropriation. Il n'y a pas de régime... C'est vous qui en avez parlé.

M. LAFONTAINE: Du tout, le ministre est dans les prunes.

M. CHOQUETTE: Bien non!

M. LAFONTAINE: Vous êtes dans les prunes.

M. CHOQUETTE: Bien non, je ne suis pas dans les prunes.

M. LAFONTAINE: Bien oui. Vous faites de la haute voltige.

M. CHOQUETTE: J'ai...

M. LAFONTAINE: Vous n'avez rien compris.

M. CHOQUETTE: Mais oui, mais je ne vois pas comment le député de Labelle peut faire une comparaison entre celui qui subit l'expropriation et celui qui ne la subit pas.

M. LAFONTAINE: Si le ministre avait été ici tout à l'heure lorsque la discussion a commencé, il aurait peut-être compris. Mais ce n'est certainement pas mon vouloir et mon intérêt de commencer à expliquer au ministre de la Justice. J'étais, pour une fois, en bonne discussion avec le ministre de la Voirie. Je comprends mal l'intervention du ministre de la Justice...

M. CHOQUETTE: Je pense...

M. LAFONTAINE: ... c'est pour aider le ministre. J'ai dit: Avant qu'il dise non, ma dernière intervention, là il va dire non et ça passe. Mais, si le ministre de la Justice veut commencer à parler d'expropriation, je peux peut-être commencer à lui en parler et pas mal plus qu'il le pense. Mais je pense bien que ce n'est pas là le but poursuivi par la commission.

M. AUDET: M. le Président...

M. CHOQUETTE: M. le Président...

M. LAFONTAINE: Mais le ministre est hors d'ordre.

M. CHOQUETTE: Non, mais vu...

M. LAFONTAINE: Il a mal compris.

M. CHOQUETTE: Non, non!

M. LAFONTAINE: J'inviterais le ministre à relire...

LE PRÉSIDENT (M. Blank): A l'ordre! A l'ordre!

M. AUDET: M. le Président, moi aussi, avant que le ministre dise non, je voudrais faire remarquer que la plus-value accordée aux propriétaires environnants lors de l'expropriation débouchera certainement sur une augmentation de taxes. Automatiquement, si la plus-value débouche sur une augmentation de taxes, l'exproprié aura à payer des taxes futures sur sa plus-value; là, il sera pénalisé. Pourquoi lui enlever immédiatement, lors de l'expropriation, la plus-value acquise par cette expropriation?

M. CHOQUETTE: M. le Président, je pense que le député d'Abitibi-Ouest confond deux choses différentes, c'est-à-dire le principe de l'expropriation, d'une part, et le principe de la taxation, d'autre part. Quand les taxes foncières sont imposées sur la valeur pour le propriétaire d'une chose...

M. AUDET: Me permettez-vous une question?

M. CHOQUETTE: Un instant, si le député me permet.

M. AUDET: Pour vous éclairer?

M. CHOQUETTE: Alors, je crois que, quand on parle de taxation, le principe qui est recherché c'est la taxation qui est la plus uniforme suivant les valeurs. On ne peut pas échapper à ce principe. Maintenant, l'article 58 ne change rien à cela, il ne change rien des principes fondamentaux de la taxation qui veulent qu'on soit taxé suivant la valeur des biens qu'on a.

Excepté que l'article 58 dit ceci: Si par l'action expropriatrice vous haussez la valeur du résidu, vous avez donc enrichi le propriétaire malgré qu'il ait subi une expropriation. Or, tout ce qu'il dit, c'est qu'il sera tenu compte de ce facteur-là dans l'indemnité à être fixée au point de vue de l'expropriation.

M. AUDET: M. le Président, je parle bien au ministre de la Justice. Je crois que, dans cet article de la loi sur l'expropriation, il y a une injustice parce qu'on diminue la plus-value de l'exproprié seulement. Tous les propriétaires environnants vont aussi acquérir une plus-value. Le ministre de la Justice maintient une injustice ici. Nous, dans l'amendement, on demande que la plus-value soit diminuée du montant alloué à l'expropriation, lorsque seulement l'exproprié bénéficie de la plus-value.

M. CHOQUETTE: Bien oui, si on veut suivre la logique du député d'Abitibi-Ouest, le gouvernement irait chercher la plus-value qu'il a créée chez ceux qui n'ont pas été expropriés. Il dirait: En faisant une route puis en expropriant, je vous ai enrichi et vous me devez, par conséquent, cet argent-là. Le gouvernement ne va pas si loin que ça, c'est évident. Alors tout ce que le gouvernement peut faire, c'est de taxer ou les municipalités être taxées ou les commissions scolaires être taxées.

M. AUDET: La taxation il va l'avoir, du gouvernement, il va être payé.

M. CHOQUETTE: Pas nécessairement. Mais non, il ne l'aura pas, il aura seulement une partie...

M. AUDET: A la longue il va se rembourser.

M. CHOQUETTE: Bien oui, à la longue, mais comme tous les autres propriétaires fonciers paient...

M. AUDET: Bien oui, mais c'est de même...

M. LAFONTAINE: M. le Président, j'écoute le ministre de la Justice puis je reste renversé. La première des choses, il commence à parler sur un sujet dont il n'a pas compris le préambule. C'est évident qu'il n'était pas en Chambre. Je l'inviterais soit à lire les Débats, ou bien à les faire enregistrer, il pourrait peut-être nous écouter dans son bureau en partant.

On parle d'une route, on peut parler d'électricité, on peut parler de téléphone, on va seulement donner l'exemple d'une route. Combien de fois dans le passé — le ministre de la Voirie va le dire — quels que soient les gouvernements qui étaient là, on fait un tracé de route, et à cause de pressions sociales, de pressions municipales, le tracé de la route a changé.

M. CHOQUETTE: Politiques.

M. LAFONTAINE: Parfois politiques, toutes

sortes de pressions, de conneries de toutes sortes, le tracé a changé. Cela va arriver encore dans l'avenir, malgré le bill 88. Alors, à un moment donné, supposons que je sois un bon libéral — parce qu'il dit pressions politiques, moi je n'ai pas connu ça dans mon temps — bien ami avec le député d'Outremont. Je dis: Si tu laisses ça sur ma terre, je n'aurai rien; tu n'es pas capable de faire reculer ça à peu près de 100 pieds, tu es fort toi, jeune homme? Puis la pression. Je donne un cas...

M. CHOQUETTE: Votre régime.

M. LAFONTAINE: ... parce que, tout à l'heure, le ministre a parlé de folie furieuse; je suis en train de lui prouver que la folie furieuse, elle est assise dans le ventre du ministre de la Justice. Il ne connaît pas les implications, il ne sait même pas comment ça se fait. A un moment donné, il y aurait déplacement de la route et la personne, évidemment ne recevrait aucune indemnité, mais lui sera sur le carrefour. Je pourrais peut-être amener un cas qui a été débattu dernièrement, je ne veux pas être malicieux pour personne, mais il y a eu un scandale dans les journaux là-dessus. Pourtant, il y a eu partie expropriée, une partie qui a été oubliée d'être expropriée. Là je ne blâme personne, je dis ça en dehors du contexte.

J'aime bien recevoir des cours de droit du ministre de la Justice, mais pas plus qu'il n'en faut. Puis à part ça, quand je regarde le ministre de la Justice, il en a assez sur les bras, pour l'amour du saint Ciel! je l'inviterais à aller faire autre chose que de venir morpionner le débat qui est très bien parti avec le ministre.

LE PRESIDENT (M. Blank): Article 58 adopté. Sur division. Article 59.

M. LAFONTAINE: Moi j'aurais une proposition: "S'il appert qu'une construction sise sur un terrain qui fait l'objet de l'expropriation peut être déplacée avec avantage pour l'exproprié sur un autre terrain appartenant à l'exproprié et que ce déplacement aura pour effet de diminuer le coût de l'expropriation, le tribunal peut enjoindre à l'exproprié de transporter la construction à l'endroit que le tribunal détermine et dans le délai qu'il fixe". Je dirais: avec le consentement de l'exproprié, parce qu'on n'oublie jamais que ces choses sont jugées dans un bureau qui n'est pas sur les lieux. C'est rare que la cour va se déplacer pour aller voir le terrain.

On se fie à des évaluations d'experts. On sait ce que c'est, les experts, devant un tribunal; il y en a pour et il y en a contre. La plupart du temps, les gens acceptent. Je comprends l'idée du ministre; on élargit une route avec accès. Il y a une maison là et on la recule de 10, 20 ou 30 pieds et la plupart des gens sont bien consentants. Ce n'était pas dans la loi et ça s'est pratiqué de tout temps. Si ça devient obligatoire pour l'exproprié, et si le tribunal peut l'enjoindre à le faire, il pourrait arriver que,

pour un commerce, dans une municipalité, vu que le propriétaire possède un autre terrain, on dise: Ton restaurant, on le déménage et on le met sur l'autre terrain. Alors, ce ne sera plus le même coin, plus le même achalandage, etc.

Pour éviter les critiques et pour le bon ordre social, "avec le consentement de l'exproprié", je dirais que c'est pas pire, mais, tel que c'est, ça pourrait peut-être apporter pas mal de complications.

M. PINARD: M. le Président, je pense bien que le député, qui a eu une vaste expérience du domaine de l'expropriation quand il a été titulaire du ministère de la Voirie, sait fort bien que ces cas arrivent et que ça peut être vraiment onéreux pour le trésor public de ne pas permettre au tribunal d'apprécier s'il est possible ou non de déplacer l'exproprié à un certain endroit, tous les avantages étant comparatifs, les frais de déplacement étant, cependant, à la charge de l'expropriant, bien entendu.

M. LAFONTAINE: Je n'ai pas l'intention de faire un long débat là-dessus. Normalement, on n'a jamais de problème le long d'une route conventionnelle qu'on élargit, qu'on repave, qu'on redresse, parce que la plupart de ces gens sont attachés à un lot de culture. Les gens veulent garder leur terre, veulent garder leur grange, veulent garder leur environnement; il n'y a pas de problème.

Des problèmes, le ministre va en avoir dans d'autres cas, par exemple. Le cas le plus récent qui me vient à la mémoire où j'ai eu à agir, c'est l'expropriation du boulevard Leblanc, le pont Papineau-Leblanc. De l'autre côté, c'étaient toutes des maisons unifamiliales, etc., des maisons de \$19,000, \$20,000, \$25,000 et \$30,000. Les gens étaient allés se bâtir une maison là parce que l'endroit leur plaisait. Ici, c'est indiqué "sur un autre terrain que le propriétaire de cette maison posséderait"; cela veut dire que, si la personne qui demeure là avait un terrain, par exemple, dans Vimont ou dans Laval-Ouest, le tribunal pourrait dire: D'accord, on exproprie ta maison, on la charrie là-bas et on te paie pour. Cela ne fait pas l'affaire du gars; on vient de le déraciner de son milieu. Cela rejoint les propos du député de Maisonneuve, tout à l'heure, relativement aux citoyens du bas de la ville qu'on dérange dans leurs habitudes. Là, c'est encore plus grave, parce qu'on les oblige à vivre dans un milieu qu'ils n'ont même pas choisi.

M. BURNS: M. le Président, après avoir écouté les remarques du député de Labelle, je suis entièrement d'accord avec lui. L'exemple peut paraître, à première vue, un peu gros, mais prenez quelqu'un qui est sur le boulevard Leblanc, comme il le disait tantôt, qui a un terrain à Vimont. Si vous lui dites: Cela coûterait moins cher de vous déplacer à Vimont, cela ne l'intéresse peut-être pas. Cette

interprétation est possible selon le texte actuel. Il y aurait peut-être lieu de préciser qu'il s'agit d'un terrain appartenant à l'exproprié, mais d'un terrain contigu à la partie expropriée. A ce moment-là, ce serait peut-être un peu plus logique. Je ne sais pas; je fais cette suggestion-là tout haut.

M. PINARD: Je comprends très bien la portée des remarques faites par le député de Labelle et par le député de Maisonneuve. Je serais prêt à ajouter le mot "adjacent" après le mot "terrain", à la quatrième ligne...

M. LAFONTAINE: D'accord.

M. PINARD: ... pour être bien sûr qu'il n'arrivera pas ce qu'on vient de soulever et que le déplacement ne se fasse pas à un endroit très éloigné du terrain effectivement exproprié.

Je fais remarquer aussi qu'il faut que l'expropriant prouve devant le tribunal que le déplacement peut être fait avec avantage pour l'exproprié. Si cette preuve de l'avantage qui sera donné à l'exproprié n'est pas faite devant le tribunal, le tribunal va ordonner l'expropriation globale. Vous voyez qu'il y a quand même...

M. LAFONTAINE: ... le mot "adjacent", parce qu'il y a eu des erreurs judiciaires.

M. PINARD: Si on ajoute le mot "adjacent" nous avons encore une garantie additionnelle en faveur de l'exproprié.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Article 59, adopté tel qu'amendé?

Article 60, adopté? Article 61?

DES VOIX: Adopté.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 62?

DES VOIX: Adopté.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 63.

M. AUDET: A l'article 63, M. le Président.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Article 63?

M. AUDET: Un tout petit mot. Je veux présenter l'amendement suivant: L'article 63 est modifié en ajoutant à la cinquième ligne, après le mot "immeuble", le mot "adjacent". C'est un peu semblable à l'autre. Cela bénéficierait. Un tout petit amendement.

M. PINARD: M. le Président, je pense qu'il faut refuser l'amendement proposé par le député d'Abitibi-Ouest, parce que là il n'y a pas de déplacement forcé. Il y a une offre alternative.

Ce n'est pas le même cas à l'article 63 qu'à l'article 59 que nous avons discuté tantôt et où nous avons accepté de mettre, après le mot "terrain", le mot "adjacent". C'est un cas tout à fait différent, il y a une offre alternative. Je pense qu'à ce moment-là l'amendement proposé par le député d'Abitibi-Ouest n'est pas recevable et surtout n'est pas nécessaire.

M. BURNS: Il est peut-être recevable, mais je partage l'idée du ministre que dans le fond si l'exproprié se fait offrir un autre immeuble ailleurs et que ça lui plaît, à ce moment-là, il l'accepte et il n'y a pas de problème.

M. PINARD: Il a le choix.

M. BURNS: Le ministre a raison, ce n'est pas le même cas que l'article 59.

M. PINARD: Adopté, article 63?

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Rejeté sur division. Article 63, adopté?

DES VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 64?

DES VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 65?

DES VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 66?

DES VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 67? Le député d'Abitibi-Ouest.

M. AUDET: J'aurais un amendement, M. le Président.

M. LOUBIER: A quel article?

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 67.

M. AUDET: Nous proposons que l'article 67 soit remplacé par le suivant: L'expropriant supportera seul les frais judiciaires et extrajudiciaires de première instance y compris les frais et honoraires de l'évaluateur agréé de l'exproprié, calculés selon le tarif de ces corporations professionnelles approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il peut être ajouté au montant ainsi accordé une indemnité calculée en appliquant à ce montant, à compter de la date du transfert de propriété du bien exproprié, un pourcentage égal à l'excédent du taux

d'intérêt existant entre le taux d'intérêt courant en la matière et le taux légal d'intérêt. La sentence est homologuée par la cour Supérieure à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Je m'explique, M. le Président. Au premier alinéa, c'est l'application du rapport Alary à l'effet que l'exproprié a droit aux frais d'experts, avocats et évaluateurs sans frais pour lui. C'est une recommandation du rapport Alary. Au sujet du taux d'intérêt, la différence entre le taux légal et le taux courant bancaire pour les commerces et hypothécaire pour expropriation...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): A l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que vous êtes toujours dans la proposition d'amendement?

M. AUDET: Je donne les explications.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Avant de l'expliquer, je voudrais le lire.

M. AUDET: C'est bien.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Si vous en avez deux copies...

M. AUDET: J'ai seulement deux copies.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Vous allez attendre que je le lise au complet, s'il vous plaît.

M. PINARD: M. le Président, est-ce que...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Je ne déclare pas encore l'amendement recevable.

M. PINARD: Sur la recevabilité.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Oui, oui, sur la recevabilité. Je vais vous écouter sur la recevabilité.

M. AUDET: Je crois...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Si vous le permettez, je vais écouter le député d'Abitibi-Ouest.

M. AUDET: ... qu'il serait juste et raisonnable qu'on puisse accorder à l'exproprié la chance de se défendre avec des experts payés par l'expropriant. Il y a bien des gens qui vont subir une expropriation qui ne sont pas au courant de ce qui leur arrive. Cela leur tombe sur le dos comme une bombe. Ils sont déjà dérangés dans leur famille, dans leur propriété, dans leur manière de vivre. Ils ne savent même pas s'ils peuvent se défendre adéquatement. Ils se sentent lésés dans leurs droits.

Je crois que l'expropriant devrait défrayer toutes les dépenses des évaluateurs, des avocats et des experts nécessaires à la défense de l'expro-

prié. Maintenant, au point de vue de l'intérêt, dans le passé, nous avons connu des grands délais avant le règlement final des expropriations. Je crois que l'exproprié a le droit de toucher, sur la valeur de ses immeubles expropriés, le taux d'intérêt normal, le taux courant des banques lors de l'expropriation.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): L'honorable ministre des Transports.

M. PINARD: M. le Président, je pense bien honnêtement que tel qu'il est présenté l'amendement n'est pas recevable à cause des dépenses considérables qui pourraient être la conséquence de son application. Encore une fois, je voudrais ramener les députés au contenu de l'article 33 qui permettra au Conseil exécutif de statuer par règlement sur les frais qui doivent être payables ou pas.

A l'article 33, on dit que "le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, statuer sur les droits, honoraires et dépens qui peuvent être exigés ou accordés dans les affaires qui sont de la compétence du tribunal".

M. le Président, je pense que même si je juge l'amendement du député d'Abitibi-Ouest non recevable, une fois qu'on aura jugé de la recevabilité de cet amendement, je pourrai peut-être faire une proposition qui reprendrait sensiblement une partie de l'amendement proposé par le député d'Abitibi-Ouest.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Je suis prêt à rendre ma décision. Malheureusement pour le député d'Abitibi-Ouest, je devrai refuser sa motion. D'abord, l'article 4 de notre règlement dit qu'il faut se fier à l'interprétation de nos règlements antérieurs. L'ancien règlement dit d'abord qu'on ne peut substituer un article au complet. De toute façon, même si on n'avait pas cet article, en se référant à l'article 4 de nos règlements, la première partie de la motion impose une charge fixe.

M. AUDET: M. le Président, lorsque cela implique des charges additionnelles, l'Opposition n'a probablement pas le droit de présenter des amendements qui impliquent ces charges, mais le gouvernement — s'il croit que l'amendement est bon et raisonnable — peut, lui, augmenter des charges.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Moi, mon devoir est de refuser votre amendement. Si d'autres veulent faire des amendements et s'ils sont recevables... L'amendement proposé par le député d'Abitibi-Ouest est refusé.

Le ministre des Transports.

M. PINARD: Pour quand même donner justice au député d'Abitibi-Ouest, je proposerais un amendement à l'article 67, la page 16, deuxième paragraphe qui se lirait comme suit: "Il peut être ajouté au montant ainsi accordé

une indemnité calculée en appliquant à ce montant, à compter de la date de la prise de possession du bien exproprié ou à compter de la date du jugement homologuant la sentence, suivant la date la plus ancienne".

Cet amendement, M. le Président, permettra une meilleure justice envers l'exproprié car il peut arriver des cas où l'expropriant veut prendre possession du bien exproprié rapidement; dans d'autres cas, l'expropriant retarde la prise de possession du bien exproprié. Je pense que l'amendement proposé va couvrir les deux cas et va permettre un meilleur traitement en faveur de l'exproprié, le cas échéant.

M. AUDET: Si je comprends bien, est-ce que vous vous reportez à la date de l'avis d'expropriation ou à la date de la prise de possession?

M. PINARD: A la date de la prise de possession.

M. AUDET: A partir de la prise de possession.

LE PRÉSIDENT (M. Lamontagne): Amendement proposé par le ministre des Transports à l'article 67, deuxième paragraphe, page 16: Après le mot "exproprié", ajouter les mots suivants: "ou à compter de la date du jugement homologuant la sentence, suivant la date la plus ancienne".

M. BROCHU: M. le Président, le ministre n'a pas eu envie d'aller un petit peu plus loin dans son amendement ou de proposer un second amendement en ce qui touche, justement, les frais de l'expropriation pour l'exproprié? Disons que c'était contenu dans la première proposition, mais comme on ne peut pas proposer d'amendements qui entraînent des dépenses pour le gouvernement, le ministre n'a-t-il pas l'intention, à ce moment-ci, de reprendre l'amendement sous une autre forme ou de le présenter de nouveau?

Tout à l'heure vous avez mentionné que ça se fixerait par règlements, et les règlements on ne les a pas. Le lieutenant-gouverneur, tel que stipulé dans la loi, peut fixer des taux à ce niveau, mais ça reste quand même une simple possibilité, on n'a pas de garantie dans la loi comme telle.

M. PINARD: Oui, mais en pratique il faut savoir comment ça fonctionne. Les tribunaux, lorsqu'ils sont à juger une cause d'expropriation, entendent la preuve. Si la preuve de l'indemnité qui est réclamée est bien faite, bien fondée, le tribunal adjuge sur les frais qu'il en a coûté à l'exproprié pour faire sa cause devant le tribunal. C'est coutumier.

M. BROCHU: Mais par définition l'expropriation, ce n'est pas de volonté commune au point de départ. C'est-à-dire qu'il y a des gens

qui ont des terrains quelque part, c'est à eux. Et, à un moment donné, le ministère de la Voirie dit: Nous, on passe ici. A ce moment, ce n'est pas un engagement du propriétaire foncier de vouloir en arriver à l'expropriation.

Le gars est obligé. Tel que stipulé dans la loi, on lui imposerait certaines charges de l'expropriation, alors que lui n'est pas partie volontaire, si vous voulez, à l'intérieur de ce contrat.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable député d'Abitibi-Ouest.

M. AUDET: M. le Président, je crois que l'article 33 veut dire que ce sera peut-être l'expropriant qui paiera si le juge l'ordonne. Mais, si l'article ne prévoit pas l'obligation pour l'expropriant de payer, le juge ne sera pas tenu de définir un jugement pour rendre l'expropriant responsable.

Je crois qu'on n'a aucune sécurité vis-à-vis de l'exproprié de ce côté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable député de Saguenay.

M. LESSARD: M. le Président, je comprends que la motion a été jugée irrecevable. Je voudrais quand même que le ministre prenne une décision sur ça. Il me paraît que la réponse du ministre n'est pas satisfaisante.

Le problème qui se pose quand il arrive un problème d'expropriation, c'est que la personne qui est expropriée se pose la question suivante: Est-ce que je vais aller devant — actuellement — le tribunal? Dans l'ancienne loi c'était: Est-ce que je vais aller devant la régie? Si je vais devant la régie, quel sera le jugement? Une question d'indécision.

La personne se dit, et j'ai eu l'occasion de le constater dans un cas bien particulier qui était celui de Forillon: On est aussi bien d'accepter la décision du ministère des Travaux publics, parce que de toute façon on va manger avec les frais d'avocat et tous autres frais ce que le ministère des Travaux publics va nous accorder.

Le problème n'est pas au moment où la personne décide d'aller en appel, c'est lorsqu'elle a à prendre une décision. Est-ce que je vais aller en appel ou si je n'irai pas.

Si on va en appel, les droits ne sont peut-être pas fondés devant la régie, et là il appartient à la régie de décider. Et, si cette personne va en appel, elle doit prendre un avocat, et on sait que ces avocats, dans une question aussi importante et aussi spécialisée que celle de l'expropriation, coûtent énormément cher.

L'avocat doit aussi s'associer d'autres experts, d'autres évaluateurs. Et c'est probablement ainsi que le ministère des Travaux publics a pu régler, dans le cas du parc Forillon par exemple 1,900 cas qui commencent aujourd'hui à constater qu'ils se sont fait tout simplement avoir.

Mais si avant on leur avait donné les moyens

nécessaires pour avoir des spécialistes qu'ils pouvaient consulter, etc., peut-être que ces personnes auraient fait reconnaître leurs droits beaucoup plus fortement qu'elles ont réussi à les faire reconnaître au moment où on leur a offert un paiement en ce qui concerne le parc Forillon et de nombreux autres cas tels que Mirabel, Sainte-Scholastique.

M. PINARD: Pour satisfaire aux objections ou demandes qui sont faites par les députés de l'Opposition, je serais peut-être prêt, après discussion avec le ministre de la Justice, à proposer un amendement à l'article 33 pour couvrir tout le cas des honoraires qui doivent être payés par les expropriés qui veulent se défendre avantageusement devant le tribunal, ou qui, dans le cas d'un règlement à l'amiable, ont encouru quand même des frais d'expertise et qui voudraient se faire rembourser à l'occasion d'un règlement à l'amiable.

Alors, à l'article 33, on pourrait dire, si vous me permettez, M. le Président: "Le lieutenant-gouverneur en conseil — on fait disparaître le mot "peut" — par règlement, statue sur les droits, honoraires et dépens qui peuvent être exigés ou accordés dans les affaires qui sont de la compétence du tribunal". Cela couvrirait les cas de règlements à l'amiable et les cas de frais et expertises ou autres honoraires qui sont rendus payables par une sentence du tribunal. Cela va? Alors l'article 33 se lirait: Le lieutenant-gouverneur en conseil, par règlement, statue...

M. LAFONTAINE: A l'article 67, M. le Président, est-ce que le ministre peut nous dire pourquoi le deuxième paragraphe...? L'amendement du ministre est accepté, disons que c'est un peu ce qu'on a suggéré l'autre fois et qui a été refusé.

M. PINARD: Sauf que c'est placé à d'autres articles...

M. LAFONTAINE: Je pense que nous avons fait...

M. PINARD: ... que ceux proposés par...

M. LAFONTAINE: ... l'intervention à l'article 33.

M. PINARD: ... le député d'Abitibi-Ouest. D'accord?

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 33 adopté? Article...

M. LAFONTAINE: A l'article 67, M. le Président...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): ... 67.

M. LAFONTAINE: ... j'aimerais savoir du

ministre pourquoi son deuxième paragraphe commence par: Il peut être ajouté au montant. Au lieu de: E doit être ajouté au montant. Est-ce qu'il y a des cas que le ministre ne veut pas couvrir?

M. PINARD: Non. Est-ce que je comprends que...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): A l'ordre! Le ministre des Transports a un amendement?

M. PINARD: ... le député d'Abitibi-Ouest retire son amendement?

M. AUDET: La deuxième partie?

M. PINARD: Non, non, enfin vous retirez votre amendement puisque j'y ai fait droit en partie avec ce que j'ai proposé comme amendement aux articles 33 et 67.

M. AUDET: Si vous n'avez pas touché...

M. PINARD: Alors, il avait été déclaré irrecevable.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Bon, votre amendement, maintenant. L'amendement du ministre des Transports. Article 67.

M. LAFONTAINE: A l'article 67, vous ajoutez après "homologation"...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Ou à compter de la date du jugement homologuant la sentence...

M. LAFONTAINE: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté?

M. LAFONTAINE: Oui.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 67. L'honorable député de Labelle.

M. LAFONTAINE: Le deuxième paragraphe de l'article 67 commence par: Il peut-être ajouté au montant.

J'aimerais savoir du ministre pourquoi "il peut être" au lieu de "il doit être".

M. PINARD: C'est-à-dire, M. le Président, c'est le problème de l'interprétation que pourrait donner le tribunal si on mettait le mot "doit" au lieu de "peut". Alors, ça équivaudrait à légiférer sur le taux des intérêts. C'est un domaine fédéral.

M. LAFONTAINE: Est-ce que le ministre voit...

M. PINARD: Je pense bien que le législateur

provincial n'a pas à intervenir sur cette question, sauf que plus loin, lorsque nous serons plus avancés dans la discussion, je dirai de quelle façon seront payés les intérêts et à quel taux, à la suite d'un règlement adopté par le ministère du Revenu.

M. LAFONTAINE: Est-ce que le ministre a certains cas qu'il pourrait nous donner, par exemple, où le juge ne statuerait pas sur la question des intérêts? Le ministre a été assez large tout à l'heure, il a dit: Non seulement lors de la prise de possession mais aussi peut-être à l'homologation suivant la date la plus rapprochée ou la plus éloignée. Le ministre élargit son deuxième paragraphe mais, par contre, je pense bien que les mots les plus importants sont "il peut être ajouté" au lieu de "il doit être ajouté". Je ne peux pas voir, au point de vue légal, ce qui peut empêcher d'écrire "il doit être ajouté".

M. PINARD: A cause du problème constitutionnel qui serait soulevé en l'occurrence. Je pense que c'est assez évident.

M. LAFONTAINE: Je te dis qu'on en fait de la constitution pour des affaires de même quand on voit certains autres gouvernements se soucier si peu de la constitution du Canada et du Québec.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 68, adopté. Article 69.

M. AUDET: M. le Président...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): L'honorable député d'Abitibi-Ouest.

M. AUDET: ... on se demande pourquoi on prévoyait dans la première version du bill 88 qu'aucune taxe foncière ne serait payée pour une personne étant sous le coup d'une réserve, par exemple. Et dans le nouveau bill, la réimpression, on ne le mentionne pas. On a biffé ça. Pour quelles raisons? Je propose ici d'ajouter à l'article 69 un deuxième aliéna qui se lirait comme suit:

Aucune taxe foncière, municipale ou scolaire n'est payable par une personne à l'égard d'un immeuble vacant et improductif ou d'une partie d'un tel immeuble qui lui appartient et sur lequel est imposée une réserve.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Le député d'Abitibi-Ouest propose d'ajouter, à l'article 69, un deuxième alinéa qui se lit comme suit: Aucune taxe foncière, municipale ou scolaire n'est payable par une personne à l'égard d'un immeuble vacant et improductif ou d'une partie d'un tel immeuble qui lui appartient et sur lequel est imposée une réserve.

M. PINARD: M. le Président, je pense que l'argument n'est pas recevable, parce que ça

pourrait être l'occasion d'enlever aux municipalités des revenus dont elles ont besoin. Il faut tenir compte aussi que, lorsqu'on impose une réserve, nous indemnisons celui qui se voit infliger cette imposition d'une réserve. Alors, il ne faut pas avoir deux mesures différentes de justice et ça procéderait encore du principe de l'enrichissement sans cause.

M. AUDET: Pourquoi l'avait-on mis dans la première version du bill 88? On prévoyait qu'une propriété sous une réserve était exempte de taxes, puis on l'a enlevé. Je ne vois pas pourquoi on arrive avec cette mesure. Si on a pensé que c'était bon déjà, pourquoi on l'enlève maintenant?

M. PINARD: M. le Président, il faut bien comprendre que le bill 88, dans sa version originale, était un instrument de travail dont on s'est servi en commission parlementaire pour permettre aux intéressés de venir se faire entendre. Lorsque nous avons entendu les représentants des municipalités nous dire que cela les mettrait dans une situation difficile et leur ferait perdre possiblement des revenus, nous avons convenu que ce n'était pas souhaitable de laisser le bill 88 tel quel. C'est pourquoi nous l'avons amendé pour dire ce que l'article 69 dit maintenant, pour éviter de faire perdre des revenus importants aux municipalités, tout en tenant compte que, lorsque nous imposons une réserve, il y a quand même une indemnisation en faveur de celui qui se voit imposer cette réserve.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Pour ma part, je déclare la motion recevable, compte tenu que l'article 64 ne prévoit pas ce cas de taxes municipales et scolaires. Prêt à voter?

UNE VOIX: Rejeté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Rejeté sur division.

M. PINARD: Article 69, adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 69, adopté. Article 70, adopté. Article 71, adopté. Article 72, adopté. Article 73?

UNE VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 74.

UNE VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 75. Adopté.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 76. Adopté.

M. PINARD: Adopté.

M. PAUL: Est-ce que cela va trop vite pour le ministre?

M. PINARD: Pardon?

M. PAUL: Est-ce que cela va trop vite pour vous?

M. PINARD: Non, moi j'ai lu le projet de loi et ça va bien.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 77. Adopté. Article 78. Adopté.

M. PINARD: C'est de la procédure, c'est de la mécanique de procédure.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté.

M. PINARD: Adopté.

M. LAFONTAINE: C'est de la mécanique qui pourrait être discutée, mais adopté quand même, M. le Président.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 79. Adopté. Article 80. Adopté. Article 81. Adopté. Article 82. Adopté. Article 83. Adopté. Article 84. Adopté. Article 85. Adopté. Article 86. Adopté. Article 87. Adopté. Article 88. Adopté. Article 89.

M. PINARD: C'est de la concordance, M. le Président, adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 90. Adopté. Article 91. Adopté. Article 92.

M. PINARD: C'est de la concordance, adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 93.

M. PINARD: Même chose, adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 94.

M. PINARD: De concordance également, adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 95.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 96.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 97.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 98.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 99.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 100.

M. PINARD: Adopté, c'est de la concordance également.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 101. Adopté. Article 102.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 103.

M. PINARD: Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté.

M. PAUL: Quel est le texte que l'on radie, qu'on fait disparaître à l'article 103?

M. PINARD: C'est l'article 24 de la Loi de la voirie, l'article qui dit que le ministère doit déposer un plan et une description dans le cas de l'expropriation d'une servitude. Adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté. Article 104. Adopté. Article 105. Adopté. Article 106. Adopté. Article 107. Adopté. Article 108.

M. LAFONTAINE: M. le Président, je fais la proposition d'adopter les articles jusqu'à la fin, cela va ménager votre salive.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 108?

M. LAFONTAINE: J'ai l'impression que je peux, avec le consentement unanime vous proposez d'adopter tout jusqu'à la fin; cela va ménager votre salive. C'est de la concordance partout. Il n'y a pas d'autre chose.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): De l'article 108 à 153?

M. AUDET: Si on procède de même, j'arrêterais à l'article 139.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Articles 108 à 138 inclusivement adopté. L'honorable député d'Abitibi-Ouest sur l'article 139.

M. AUDET: M. le Président, nous demandons d'ajouter à l'article 139 a): "L'article 57 de la Loi modifiant la charte de la cité de Québec 66/67, chapitre 85, est abrogé". Je m'explique, M. le Président. Cette disposition permettra aux résidents des rives de la rivière Saint-Charles de connaître exactement le sort qui leur est réservé, car le gel ou la réserve imposés sur leurs immeubles seront, avec cet amendement, régis par la nouvelle loi de l'expropriation, qui est très claire sur la durée de l'imposition d'une réserve. Actuellement, ils ignorent complètement la durée de la réserve que la ville de Québec leur impose. Etant donné les pouvoirs spéciaux accordés à la ville de Québec, il n'est pas certain que les articles 143, 144 et 145, qui sont d'ordre général, puissent abroger l'article 57, sujet à interprétation. Si M. le ministre peut nous assurer que les articles 143, 144 et 145 peuvent abroger l'article 57 de la Loi modifiant la charte de la cité de Québec de 66/67, nous pourrions passer outre.

M. PINARD: Oui, dans tous les cas mentionnés par le député d'Abitibi-Ouest.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Adopté?

M. PINARD: Article 139, adopté.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Articles 140 à 153?

M. AUDET: M. le Président, je voudrais que vous me répétiez ce que vous disiez tout à l'heure. Vous adoptez l'article 139 tel quel?

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Oui. Est-ce que vous avez un amendement?

M. AUDET: Justement!

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Je n'ai pas compris.

M. LAFONTAINE: Il a demandé au ministre de l'assurer que rien ne sera changé et que les propriétaires seront protégés. C'est pour ça que le ministre a dit: Oui, j'en prends connaissance.

M. LESSARD: Le ministre a répondu à votre question.

M. PINARD: Le député soulève un problème de droit. Ce n'est pas la place ici pour amender, dans une loi à caractère public, des pouvoirs qui sont accordés dans une loi à caractère privé. Je pense que, pour ces raisons, l'amendement du député d'Abitibi-Ouest n'est pas recevable.

M. LESSARD: Il faudrait que la ville de

Québec se présente au ministère des Affaires municipales pour obtenir un amendement à sa charte.

M. AUDET: Ce qui veut dire que le bill 88 ne modifierait en aucune façon la réserve que la ville de Québec a prise sur les terrains, 400 pieds chaque côté de la rivière Saint-Charles?

M. PINARD: Il faut faire une distinction. J'ai répondu affirmativement à la demande du député d'Abitibi-Ouest tantôt sur cette question. J'ai dit: Oui, cela l'abolit dans tous les cas.

M. AUDET: Dans tous les cas.

M. PINARD: Dans les cas mentionnés aux articles 143, Communauté urbaine de Québec, Communauté urbaine de Montréal, Communauté urbaine de l'Outaouais.

M. AUDET: Cela veut dire que la ville de Québec, à l'avenir, sera soumise à la loi 88.

M. PINARD: C'est ça.

M. AUDET: D'accord.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Vous retirez votre amendement?

M. PINARD: L'amendement est retiré.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Retiré. Les articles 39 à 153, inclusivement, sont adoptés?

M. BURNS: Juste une question au ministre relativement à l'article 142...

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 142.

M. BURNS: ... où on donne le pouvoir d'expropriation aux centres hospitaliers ou aux centres d'accueil avec un minimum de 50 lits. Est-ce que le ministre peut nous donner la raison de cette proposition de sa part? Est-ce parce que dans le passé cela prenait trop de temps ou coûtait trop cher à ces centres hospitaliers ou ces centres d'accueil d'acheter, de gré à gré, les immeubles dont ils avaient besoin, ou quoi? Quelle est la raison fondamentale?

M. PINARD: M. le Président, la réponse est assez simple. C'est que les pouvoirs d'expropriation, jusqu'à l'adoption de cette loi, étaient en possession du ministère. Lorsque nous avons rédigé le bill 88, nous pensions être capables de le faire adopter suffisamment rapidement pour pouvoir tenir compte des cas d'expropriation qui surviendraient dans le domaine hospitalier. Or il est arrivé un laps de temps trop grand, et le ministère des Affaires sociales s'est trouvé

démuni face aux problèmes d'expropriation qui devaient être négociés ou adjugés devant le tribunal.

Mais personne n'avait de pouvoirs. Les corporations administratives n'en avaient pas et le ministère n'en avait pas non plus. C'est pour corriger cette situation que nous apportons cet article.

M. BURNS: Ce ne sont pas des pouvoirs que le ministère des Transports ou le ministère de la Voirie pourrait exercer au nom du centre hospitalier? Non? Ce n'est pas possible?

M. PINARD: On ne le peut pas.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 142, adopté. Jusqu'à l'article 153, inclusivement?

M. BURNS: Juste l'article 153, M. le Président.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 153.

M. BURNS: J'ai posé un peu cette question au ministre, hier, relativement à l'article 48. Comme on le voit, l'article 153 prévoit la mise en vigueur du projet de loi bribe par bribe, si possible, ou selon la décision du lieutenant-gouverneur. Est-ce que le ministre est déjà en mesure de nous donner une vue d'ensemble de la façon — je ne vous demande pas les dates, ce serait beaucoup trop, lui demander — dont il suggérera au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter ces articles.

Ce serait assez intéressant que, dès ce moment-ci, on sache à peu près comment la loi va être mise en vigueur.

M. PINARD: Voici comment cela va se passer, M. le Président. C'est que nous allons former le tribunal de l'expropriation et nous allons le mettre sur pied le plus rapidement possible, pour qu'il puisse fonctionner et prendre les dossiers qui, jusqu'ici, étaient à la Régie des services publics, de façon qu'il y ait une formule de continuité dans la négociation, dans l'acheminement et dans le règlement des dossiers d'expropriation.

Une fois le tribunal de l'expropriation en place et en état de fonctionnement efficace, nous allons passer à l'adoption de règlements qui vont pourvoir à la mise en application des autres chapitres, des autres titres de la Loi de l'expropriation, no 88.

Il faut se souvenir, encore une fois, que le premier titre de la loi 88, c'est-à-dire tous les articles de 1 à 33 inclusivement, tombe sous la responsabilité du ministre de la Justice parce que c'est la création du tribunal, ce sont les pouvoirs accordés à ce tribunal. Je pense que c'est normal que ce soit une partie qui tombe sous la responsabilité du ministre de la Justice

alors que la partie administrative tombera sous la responsabilité du ministre des Transports.

M. BURNS: Maintenant, la raison de ma question, peut-être qu'il serait plus facile de la poser de la façon suivante: N'y a-t-il pas de gros blocs de législation ou de dispositions, dans cette loi, qui vont être retardés ou pas? C'est ce que je veux savoir. Est-ce que, dans l'esprit du ministre, il va y avoir un bloc de législation qui va être retardé quant à sa mise en application, une fois que le tribunal sera devenu opérationnel?

Je vous donne un exemple. Ce n'est pas une suggestion que je vous fais. Mais disons, le chapitre 2, pas le chapitre 2 parce que ce sont les pouvoirs du tribunal mais allons plus loin...

M. PINARD: En pratique, ce que je veux dire au député de Maisonneuve, c'est que nous allons mettre en vigueur immédiatement après la sanction de la loi 88 tous les articles de 1 à 33 inclusivement. Dans un délai que nous prévoyons, au maximum, être de six mois, nous mettrons en vigueur tous les autres articles de la loi 88.

M. BURNS: En un seul coup et non pas par bribes. D'accord.

LE PRESIDENT (M. Lamontagne): Article 153, adopté?
Adopté.

M. LAMONTAGNE (président de la commission plénière): M. le Président, j'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté le projet de loi 88 avec des amendements.

LE PRESIDENT: Ce rapport est-il agréé?

M. PAUL: Agréé, même en présence d'étrangers aux termes de notre règlement.

LE PRESIDENT: Oui, mais il y a des charmantes "étrangers" aussi.

M. PAUL: En philosophie, le masculin embrasse le féminin.

LE PRESIDENT: Agréé.

M. LEVESQUE: Troisième lecture?

LE PRESIDENT: Est-ce qu'il y a consentement?

M. PAUL: Peut-être plus tard au cours de la journée.

M. LEVESQUE: Bon. Est-ce qu'on pourrait recevoir deux rapports qui pourraient être présentés respectivement par le député de Yamaska et par le député de Limoilou?

LE PRESIDENT: L'honorable député de Yamaska.

**Rapport concernant les projets de loi
250, 252, 254, 255, 256, 265
266, 268, 269, 270, 271 et 273**

M. FAUCHER: M. le Président, conformément au règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission parlementaire permanente des corporations professionnelles qui a étudié les projets de loi suivant dans l'ordre:

Projet de loi 250, Code des professions; 252, Loi médicale; 254, Loi des dentistes; 255, Loi sur la pharmacie; 256, Loi sur l'optométrie; 265, Loi des techniciens en radiologie; 266, Loi sur la denturologie; 268, Loi des opticiens d'ordonnance; 269, Loi sur la chiropraxie; 270, Loi des acousticiens en prothèses auditives; 271, Loi sur la podiatrie; 273, Loi des infirmières et infirmiers.

LE PRESIDENT: Rapports déposés.
L'honorable député de Limoilou.

Rapport concernant le projet de loi no 21

M. HOUDE (Limoilou): M. le Président, pour M. Harvey (Chauveau), conformément aux dispositions de notre règlement, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission parlementaire permanente des Affaires sociales qui a étudié et adopté avec des amendements les dispositions du projet de loi 21 intitulé Loi modifiant la loi de l'assurance-maladie et la loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

LE PRESIDENT: Rapport déposé. Il y en a d'autres?

M. PAUL: M. le Président, pour éviter toute ambiguïté, les deux rapports qui viennent de nous être soumis commanderaient théoriquement la remise des propositions d'amendement d'ici la fin de la séance de ce soir. C'est ce qui a été reporté à demain soir.

LE PRESIDENT: Jusqu'à demain 13 heures.

M. LEVESQUE: Jusqu'à 13 heures demain.

M. PAUL: Jusqu'à 13 heures demain?

M. LEVESQUE: 13 heures demain.

M. PAUL: Très bien, M. le Président.

LE PRESIDENT: C'est ce qui avait été convenu.

M. LEVESQUE: M. le Président, nous entreprendrons, à 14 h 30, si le ministre des Affaires

municipales est prêt, l'étude du projet de loi qui est à son nom au feuillet, Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus; et nous pourrions ensuite prendre le projet de loi relativement au régime de retraite. On verra un peu plus tard comment iront les choses. Et peut-être le projet de loi du Conseil du statut de la femme, selon évidemment la longueur des débats.

UNE VOIX: Est-ce qu'il y a des commissions?

M. LEVESQUE: Commissions, présentement? Non.

M. BURNS: Est-ce l'intention du leader, dans le cas de ces projets de loi qu'il nous annonce, de les envoyer en commissions élues ou en commission plénière? Est-ce qu'il a déjà...

M. LEVESQUE: J'ai répondu à la même question qui m'a été posée hier à la même heure et j'ai dû modifier mon opinion au cours du déjeuner. Alors, je ne voudrais pas répondre d'une façon catégorique mais je serais prêt à ce qu'il y ait consultation entre les leaders parlementaires à ce sujet. Je suis ouvert aux suggestions. Est-ce qu'on pourrait suspendre jusqu'à 14 h 30 comme hier?

M. PAUL: En autant que le leader du gouvernement n'oubliera pas la bonne coopération des députés de l'Opposition, oui.

LE PRESIDENT: Du consentement unanime, l'Assemblée suspend ses travaux jusqu'à 14 h 30.

(Suspension de la séance à 13 h 4)

Reprise de la séance à 14 h 36

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs!

M. LEVESQUE: Article 64.

Rapport sur le projet de loi no 21

M. BURNS: M. le Président, une question de règlement. Je vous en ai avisé durant l'heure du déjeuner, M. le Président. Il était approximativement une heure et une ou deux minutes lorsqu'on déposa sous la signature du député de Chauveau, le rapport de la commission parlementaire des affaires sociales qui a étudié le projet de loi no 21, Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

On ne me fera pas grief, étant donné que quelques secondes plus tard on suspendait la séance, de ne pas avoir pris note d'un des éléments de ce rapport, et plus particulièrement, je vous réfère à l'article 6 du rapport qui se lit comme suit :

"L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant: A défaut de pouvoir conclure une entente avec un organisme représentatif des chirurgiens dentistes, le ministre peut préparer et soumettre pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil un projet de règlement pour établir un tarif pour les services assurés rendus par les chirurgiens dentistes. Une fois approuvé, ce règlement tient lieu d'entente et il entre en vigueur à compter de sa publication dans la Gazette officielle".

M. le Président, selon nous, cet amendement vient complètement à l'encontre des dispositions de l'article 158 de notre règlement. Je soulève cette question de règlement sous forme de demande de directives parce qu'on a jusqu'à demain, treize heures, pour savoir si cet amendement sera dans sa forme actuelle dans le rapport, de sorte qu'on aura aussi à savoir si on devra faire des amendements sur cet article-là, sous cette forme-là, ou si cet article-là sera écarté comme ayant été jugé irrecevable. Mon humble opinion, M. le Président, que je vous soumetts, c'est que cet article est absolument irrecevable.

Actuellement, il semble qu'un des principes de base de la Loi de l'assurance-maladie — je vous réfère particulièrement à l'article 15 de la loi actuelle — nous disent qu'on doit négocier avec les associations représentatives et conclure des ententes avec elles.

A ce moment-là, on n'impose pas nécessairement, à moins qu'on le fasse par une loi spéciale, comme on l'a déjà fait.

M. LEVESQUE: M. le Président, est-ce que le député de Maisonneuve me permettrait une question simplement pour clarifier la situation?

M. BURNS: Certainement.

M. LEVESQUE: Est-ce que le député de Maisonneuve dit présentement que le rapport ne correspond pas, d'une façon fidèle, à ce qui s'est passé en commission?

M. BURNS: Non, je ne dis pas cela du tout. C'est absolument fidèle à ce qui s'est passé en commission, sauf que maintenant...

M. LEVESQUE: Je ne vois pas qu'il ait de question de privilège dans ce cas.

M. BURNS: Il n'y a pas question de privilège.

M. LEVESQUE: Ou de règlement.

M. BURNS: Je demande tout simplement si cet article — le but de ma question et ma demande de directive sont à cet effet — qui, actuellement, se propose de modifier l'article 15 en y ajoutant quelque chose ou en remplaçant le second alinéa, est conforme à l'idée, à l'économie de cette loi qu'on appelle la Loi de l'assurance-maladie dans laquelle on a toujours reconnu que... C'est devenu un principe, à un point tel que si cet article, tel qu'il a été proposé, non pas en Chambre lorsqu'on a examiné le projet de loi en deuxième lecture, mais lorsqu'il a été soumis en commission, c'est à un point tel, dis-je, que notre parti n'aurait pas voté pour le projet de loi en deuxième lecture si on avait su que le ministre nous amènerait, de façon inopinée, cet amendement qui change, à toutes fins pratiques, la nature des relations qu'il y aura à l'avenir — en tout cas, je pense que c'est un précédent dangereux et c'est dans ce sens-là qu'on trouve que cela change le principe — la nature des relations que le gouvernement pourra avoir dans ses relations avec les corporations professionnelles, en l'occurrence les dentistes. On leur dit tout simplement: Ecoutez, cela ne fait pas votre affaire, cette histoire, on vous impose un règlement et on verra bien ce qui va arriver. Individuellement, les dentistes pourront participer ou ne pas participer, mais au niveau individuel et non pas au niveau collectif comme on l'a toujours fait à l'égard des autres corporations professionnelles, c'est-à-dire à l'égard des omnipraticiens, à l'égard des spécialistes, à l'égard des optométristes.

LE PRESIDENT: Excusez-moi, mais je ne peux pas vous permettre d'aller au fond de la question. Or, vous vous aventurez au fond de la question.

M. BURNS: Je suis d'accord, vous faites bien de me rappeler à l'ordre. C'est dans ce sens-là que je vous dis que nous n'aurions pas voté pour le projet de loi en deuxième lecture s'il avait été rédigé de la façon qu'il l'est actuellement, lorsqu'il nous est ramené de la commission après un amendement suggéré par le ministre des Affaires sociales.

La demande de directive que je vous soumetts, c'est: Est-ce que cet amendement du ministre des Affaires sociales, changeant, à toutes fins pratiques, la nature des relations avec les corporations représentatives ou les organismes représentatifs des professionnels en matière de chirurgie dentaire, n'est pas contre le principe du projet de loi? Est-ce que ça ne va pas à l'encontre de l'article 158 que je vous cite: "Une commission ne peut modifier dans son principe une proposition qui a déjà été acceptée par l'Assemblée?" Ce qu'on a accepté, M. le Président, en deuxième lecture, c'était le projet de loi no 21.

LE PRESIDENT: Quel article venez-vous de me mentionner?

M. BURNS: Aux règlements? L'article 158.

M. le Président, c'est la première occasion où je peux soulever ce problème, puisque cela vous a été soumis à l'Assemblée nationale, quelques secondes avant la suspension.

Nous croyons, M. le Président — c'est la question que je vous pose — que le principe du projet de loi a été changé par l'amendement que le ministre a apporté. J'insiste sur le fait que, si cet amendement-là avait été incorporé, à l'origine, au texte du projet de loi, nous n'aurions pas voté en faveur, parce que c'est un principe que nous ne pouvons pas accepter que le gouvernement puisse, de cette façon absolument détendue, détachée, imposer des conditions à des professionnels de la santé. Ce que je dis vaut pour toute autre catégorie de professionnels. C'est dans ce sens que je trouve ça important, car, demain, on peut faire la même chose à l'égard du Barreau, on peut faire la même chose à l'égard des notaires, on peut faire la même chose à l'égard des ingénieurs.

Permettez-moi cette toute petite parenthèse, M. le Président. Dans le cas du Barreau, on a quand même eu la décence de dire: Les négociations vont continuer à s'appliquer dans le cas de l'aide juridique. Je dis cela parce qu'on voudra sans doute, tantôt, me faire le parallèle. Dans le cas du Barreau, on a dit: On impose un tarif temporaire et ce tarif s'appliquera, quitte à le rajuster une fois les négociations complétées, en attendant que les négociations soient complétées, soit avec la Fédération des avocats ou soit avec le Barreau. Dans le cas du domaine juridique, j'admets d'avance — si le ministre de la Justice était ici, il dirait sans doute ça — que ce n'est pas le même problème, parce qu'il y avait difficulté de représentation...

M. LEVESQUE: A l'ordre!

M. BURNS: Je fais juste ce parallèle; je ferme la parenthèse.

M. LEVESQUE: Ce n'est plus un point de règlement.

M. BURNS: Il faut, quand même, que je l'explique au président.

Je dis tout simplement que nous considérons qu'on change complètement l'approche qui a toujours été utilisée par le gouvernement dans ses relations avec les organismes représentant les groupes de professionnels, en particulier ceux de la santé. Dans ce sens, je demande que cet article soit jugé irrecevable ou bien qu'on sache s'il est recevable; on prendra donc les dispositions en conséquence lors de l'étude du rapport.

M. LEVESQUE: M. le Président, parlant sur le point d'ordre très brièvement, je dois rappeler au député de Maisonneuve que la Loi modifiant la loi de l'assurance-maladie et la loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec a comme principe l'extension des services assurés en vertu de la Loi de l'assurance-maladie. Le principe fondamental est de permettre à plus de citoyens de bénéficier des avantages de la Loi de l'assurance-maladie.

Je le répète, une des modalités est la question d'un règlement entre le ministère et la corporation professionnelle intéressée. Mais il ne s'agit là que d'une modalité. Le principe est bien clair, c'est celui de donner une extension aux services assurés en vertu de la loi.

Dans les circonstances, je comprends que le député de Maisonneuve peut ne pas accepter, dans sa philosophie, un tel changement quant aux modalités. La commission à qui l'on a confié le mandat d'étudier ce projet de loi ne pouvait pas, évidemment, en changer le principe mais pouvait sûrement en changer les modalités, ce que chaque commission parlementaire fait régulièrement.

Alors, je soumets bien respectueusement que le principe du projet de loi, soit l'extension des services aux assurés en vertu de la Loi de l'assurance-maladie, est complètement sauvegardé. Quant aux modalités, ce qui a inspiré cet amendement est justement cette difficulté qu'il semble y avoir quant aux négociations entre le ministère et la corporation. C'est probablement cela qui a inspiré le ministre. Afin de faire profiter les citoyens des avantages de ce projet de loi, il lui faut apporter cette modalité qui lui permet, si on n'en arrive pas à un accord, de procéder quand même à mettre en pratique le principe adopté en deuxième lecture par cette Chambre.

M. BURNS: M. le Président, simplement une chose très brève.

M. LEVESQUE: Non, non, une fois. Nous sommes en Chambre.

M. BURNS: Si le président n'est pas satisfait, c'est à lui de décider.

M. LEVESQUE: Je dis qu'on ne peut pas parler, en Chambre, plus d'une fois sur le même point de règlement. Si vous avez d'autres collègues...

M. BURNS: Ah non! Tant que le problème

de règlement n'est pas réglé, écoutez, je pense que le président, s'il n'est pas satisfait...

LE PRESIDENT: Allez, brièvement.

M. BURNS: Je veux tout simplement ajouter ceci, M. le Président, surtout que je pourrais, même en vertu de l'article 96, rétablir des faits. On tente de me faire dire que je suis contre le fait que des dentistes soient couverts par cette loi. Pas du tout, M. le Président. Ce n'est pas du tout le but de mon intervention.

Le leader du gouvernement nous dit — bien à propos, d'ailleurs — que le projet de loi en question a principalement pour objet de préciser l'étendue des services assurés en vertu de la Loi de l'assurance-maladie. Or, si vous regardez le projet de loi original, tel qu'il a été déposé en deuxième lecture — c'est le noeud de mon argumentation, M. le Président — je vous réfère à l'article 6, qui dit: "L'article 18 de ladite loi est modifié en ajoutant", etc. Dans le rapport, M. le Président, vous trouvez cela à l'article 7. C'est donc dire qu'on a ajouté un article, parce que ce que vous avez dans le rapport, c'est l'article 6 qui n'apparaît aucunement au projet de loi original.

M. LEVESQUE: Cela arrive souvent.

M. BURNS: Cela arrive très souvent qu'on ajoute des articles, mais quand on nous dit, M. le Président, que principalement, l'objet du bill est de préciser l'étendue des services, on ne change pas du tout au tout l'article 15 qui, lui, reconnaissait l'obligation de discuter avec les corporations professionnelles, de négocier avec elles ou les organismes, les syndicats représentatifs des professionnels de la santé, de discuter, de négocier et de conclure des ententes avec elles. Ce n'est pas cela qu'on nous dit. On nous dit qu'à défaut d'entente, on en impose une. Cela change drôlement, M. le Président, non seulement le principe de la loi 21 qui est déposée, en ajoutant un principe, mais de la loi originale qu'on a tout simplement amendée par le projet de loi no 21. C'est dans ce sens que je fais ma question de règlement.

M. LEVESQUE: M. le Président, simplement pour terminer, je dirais que si le député veut modifier une décision de la commission, il peut le faire parce que c'est l'ensemble des députés qui peuvent se prononcer là-dessus, à ce moment-ci. Il pourra le faire grâce à la possibilité qu'il a d'apporter un amendement. À ce moment-là, cela pourra être débattu par l'ensemble des députés. Si les députés ne sont pas d'accord sur l'amendement de l'honorable député de Maisonneuve, le député de Maisonneuve devra se soumettre au vœu de la majorité.

M. BURNS: Ne changez pas de sujet, je dis que c'est irrecevable, moi.

M. LEVESQUE: M. le Président, un instant. Je vais finir. Je n'ai pas fini.

D'ailleurs, si on prend encore notre règlement, on voit que l'article 125, même si ça n'avait pas été apporté à la commission, dit: "Avant la troisième lecture, celui qui a présenté un projet de loi peut proposer, par une motion non annoncée, qu'il soit renvoyé en commission plénière pour y proposer l'amendement qu'il indique."

Le ministre aurait pu attendre à la troisième lecture pour le faire, et l'Assemblée...

M. BURNS: C'est toujours limité à l'article 158.

M. LEVESQUE: ... se serait prononcée encore sur cet amendement. Mais que cette modalité ne fasse pas l'affaire du député de Maisonneuve...

M. BURNS: Il faut qu'il respecte l'article 158.

M. LEVESQUE: ... dont on connaît évidemment les attaches, ça se comprend. Qu'est-ce que vous voulez, on ne peut pas tous être d'accord!

LE PRÉSIDENT: Je crois que je suis amplement éclairé sur la question grâce aux lumières puissantes des leaders parlementaires de la majorité et du Parti québécois. Je pourrai donner ma décision avant la fin de la présente séance, au plus tard ce soir, à la fin.

M. BURNS: D'ailleurs, je vous la posais à ce moment-ci pour savoir à quoi s'en tenir quant aux amendements.

LE PRÉSIDENT: D'accord.

M. LEVESQUE: Article 64.

Projet de loi no 63

Deuxième lecture

LE PRÉSIDENT: Le leader parlementaire du gouvernement, pour l'honorable ministre de l'Éducation, propose la deuxième lecture du projet de loi no 63, Loi du Conseil du statut de la femme.

M. Gérard-D. Levesque

M. LEVESQUE: L'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance de ce bill et il en recommande l'étude à la Chambre. Il en fait son livre de chevet. La recherche d'une plus grande égalité de chances entre les citoyens constitue l'un des objectifs prioritaires du gouvernement et ce projet de loi s'inscrit dans la poursuite de cet objectif.

On sait jusqu'à quel point une société

comme la nôtre se doit de compter sur les talents, le travail et l'imagination de tous et chacun de ses citoyens. En raison des particularismes de la société québécoise et du contexte géographique, économique et social dans lequel elle se situe, compte tenu aussi du degré de développement et de civilisation que nous avons atteint et des valeurs humanistes que nous cherchons à promouvoir, notre société doit accorder une attention toute spéciale à la mobilisation de l'ensemble de ses ressources humaines dans la réalisation de ses grands objectifs.

Le défi québécois comporte bien des dimensions; il n'en est pas de plus importante que celle-là qui se réfère à la participation de tous les Québécois à l'édification d'une société toujours plus prospère et plus juste. Dans cette perspective, M. le Président, la collectivité québécoise s'est dotée d'un nombre imposant de politiques et programmes afin d'améliorer la qualité de ses ressources humaines.

Les efforts du gouvernement et des milieux concernés pour la promotion de la femme dans notre société rejoignent cette même préoccupation de valorisation de nos ressources humaines en vue d'accroître la participation au sein de notre collectivité et d'éliminer les obstacles à cette participation. M. le Président, à la suite du rapport de la Commission royale d'enquête sur la condition de la femme au Canada, la Fédération des femmes du Québec a présenté un mémoire à l'honorable premier ministre du Québec dans lequel est formulée une demande de création d'un office de la femme rattaché au Conseil exécutif. Le premier ministre a accueilli favorablement ce mémoire et a demandé qu'un groupe de fonctionnaires étudie ce projet conjointement avec les représentants de la fédération en cause.

Au cours des réunions de travail qui ont eu lieu, le groupe d'étude a d'abord identifié pour certains secteurs les problèmes auxquels fait face la femme dans la société québécoise. Une fois cette identification des problèmes complétée, le groupe d'étude a envisagé les structures possibles pour mieux répondre à ces problèmes et le présent projet de loi se propose de donner suite à ces travaux.

La lecture du rapport de la commission d'enquête sur le statut de la femme, l'observation de la vie quotidienne et les discussions du groupe d'étude indiquent bien qu'il existe de nombreux problèmes relatifs à la situation de la femme et qu'il faut une action organisée et bien structurée pour en amorcer la solution.

C'est ainsi qu'au niveau de l'éducation l'on constate — et le rapport de la commission Bird en a longuement traité — une inculcation, consciente ou non, d'une catégorisation des rôles selon le sexe. Cette catégorisation des rôles ne permet pas à l'étudiante qui termine un cycle d'étude d'être préparée à répondre à toute orientation subséquente qui convienne à ses capacités.

Elle engendre, en effet, une inégalité des chances au niveau de l'orientation professionnelle et des choix de carrière. Elle explique une présence très limitée des femmes au cours de perfectionnement et à l'éducation permanente. Enfin, elle semble justifier une participation moindre des filles, par rapport aux garçons, aux activités sportives et à l'athlétisme. Sur le plan du travail, il arrive souvent que les salaires soient différents pour les hommes et pour les femmes.

Les salaires sont en général moins élevés pour les professions que l'on considère traditionnellement comme féminines. Les lois sur l'égalité des salaires sont souvent inexistantes. Les régimes de pension et d'assurance-vie, de groupe, offrent souvent moins de protection au mari d'une employée qu'à la femme d'un employé, et les indemnités d'assurance-vie sont inférieures dans le cas des femmes.

Les femmes accèdent rarement, en comparaison des hommes, aux cadres supérieurs. Les attitudes et les compétences des femmes ne sont pas utilisées pleinement. Les rôles d'administratrice et d'éducatrice de la mère de famille font souvent l'objet de louanges théoriques mais sont, en pratiques, très peu valorisés dans une société où l'efficacité et le professionnalisme règnent. De plus, personne ne sait comment évaluer le travail de la femme au foyer, pour qui les facilités d'épanouissement sont peut-être plus restreintes que pour celles qui travaillent à l'extérieur.

Aussi, la collectivité ne lui assure pas, présentement, les services susceptibles de la tirer de son isolement, tels que centres de jour, camps de vacances familiaux subventionnés, etc. Dans la collectivité, au sein des organismes publics ou privés, nous notons une absence injustifiée de femmes compétentes et expérimentées. C'est donc pour examiner l'ensemble de ces problèmes dans la double perspective d'une plus grande égalisation des chances et d'un accroissement de la participation de tous au progrès de la collectivité que nous proposons, aujourd'hui, la création d'un conseil consultatif du statut de la femme.

Nous n'avons pas la prétention, avec ce projet de loi, d'apporter une solution définitive aux problèmes de la femme dans notre société. Mais nous avons la conviction de doter le Québec d'un instrument essentiel de promotion des droits de la femme. Cet instrument c'est ce que la Fédération des femmes du Québec, dans son mémoire comme lors de son dernier congrès, a réclamé et il nous fait plaisir de nous rendre à sa demande.

Le Conseil du statut de la femme deviendra ainsi le point de rencontre de tous les milieux intéressés à la promotion de la femme dans notre société.

Aussi, le gouvernement invite tous les membres de cette Assemblée à franchir avec nous et avec la Fédération des femmes un premier pas sur la voie de l'amélioration du statut de la femme au Québec.

LE PRESIDENT: L'honorable député de Chicoutimi.

M. Jean-Noël Tremblay

M.TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président...

M. LACROIX: Est-ce que vous allez parler pour les femmes?

M.TREMBLAY (Chicoutimi): ... il sied qu'un célibataire prenne en cette Chambre la défense des femmes martyrisées par mes collègues.

M. LACROIX: Est-ce que vous aimez en avoir plusieurs ou en avoir seulement une?

M.TREMBLAY (Chicoutimi): C'est donc à moi que revient non pas la tâche mais le fort agréable devoir de discuter ce projet de loi que devait parrainer le ministre de l'Éducation mais dont le ministre des Affaires intergouvernementales a bien voulu instituer la défense.

L'objectif que le gouvernement poursuit est un objectif dont on parle depuis longtemps, soit celui de l'égalité de la femme, égalité de statut, de traitement, égalité de chance, reconnaissance, en fait, de ces exigences que traduisent les nombreuses revendications qui ont été depuis longtemps soumises aux divers gouvernements, à divers paliers. Je voudrais, dès le départ, vous dire qu'en ce qui me concerne et en ce qui concerne la formation politique dont je suis membre, ce problème d'égalité est depuis longtemps résolu. En principe — je dis en principe — il n'y a pas de distinction de droits à faire entre l'homme et la femme. Je ne verrais point pourquoi, parce qu'on appartient à l'un ou à l'autre sexe, les droits qui sont normalement reconnus aux individus seraient différents dans le cas de la femme qu'ils ne le sont dans le cas de l'homme.

Il y a donc, au départ, une position de principe bien claire. Dans notre esprit, la femme est l'égale de l'homme. Il reste à voir comment nos lois, nos institutions et nos comportements matérialisent cette grande notion d'égalité de la femme dont bon nombre de gens se gargarisent et font le thème de discours destinés à émouvoir la femme.

En présentant le projet de loi no 63, le ministre de l'Éducation et son porte-parole, le ministre des Affaires intergouvernementales n'innovent en rien, puisque ce projet de loi se situe dans la continuité d'un ensemble de mesures dont le but était d'amener les hommes qui ont traditionnellement exercé le pouvoir, en ce Parlement ou à d'autres, à reconnaître dans les faits l'égalité de droits.

L'histoire des civilisations nous enseigne à cet égard bien des choses. Dans les États totalitaires de l'ancienne Grèce, du Proche, du Moyen et d'Extrême-Orient, comme dans les

pays occidentaux, même en reconnaissant en principe l'égalité de droit de la femme, on a, la plupart du temps, réduit, et cela pendant des siècles, pour ne pas dire des millénaires, la situation de la femme, son rôle à celui de simple procréatrice, de genitrix ou, si vous voulez, de donneuse d'enfants. C'est que ces sociétés militaires, pour la plupart, voulaient que la femme fût la pourvoyeuse des armées afin que triomphât la cause des pays qui, luttant les uns contre les autres pour une hégémonie quelconque, avaient besoin de soldats.

Il ne faut pas remonter très loin pour savoir que même des théologiens, à l'époque de la scolastique décadente, s'interrogeaient non pas sur le statut de la femme, mais afin de savoir même si la femme avait une âme. C'est vous dire que le progrès dans ce domaine de la compréhension à l'endroit de la femme a été très long, ce qui n'a pas empêché la femme de jouer dans toutes les civilisations du monde un rôle prépondérant, d'affiner les mœurs et de donner aux cultures des divers peuples cette qualité qu'elles n'auraient pas eue sans la présence active, dynamique de la femme.

Il y a quand même assez peu de temps — il nous faut remonter, pour cela, à l'époque de la guerre 1914-1918 et à celle de 1939-1945 — des pays assignaient encore une fois, et par loi, et par décret, à la femme l'obligation d'être, d'abord et avant tout, une mère, sans égard aux autres droits qu'elles revendiquaient et qui les eussent faites les égales des hommes. Qu'on songe au régime hitlérien, par exemple, où la conscription des femmes n'existait pas seulement dans le domaine du travail, dans le domaine de l'armée, mais, d'abord et avant tout, en vue du peuplement et du repeuplement de ces nations dont on a connu les avatars et les crimes militaires.

Il serait intéressant de revoir, étape par étape, ces moments de l'histoire des peuples pour comprendre comment, en dépit de toutes les contraintes qui lui ont été imposées par l'Etat, par la société et par les hommes, la femme est parvenue, quand même, à émerger, à se donner des institutions, à se munir d'instruments et à créer un cadre qui lui a permis de regrouper l'élément féminin et de présenter, au pouvoir politique, l'ensemble de ses revendications.

La situation de la femme au Québec, sans être une situation déplorable, pitoyable ou misérable, n'est quand même pas encore une situation d'égalité. J'inviterais ici mes collègues à faire un sérieux examen de conscience et à se demander si tous et chacun de nous ne sommes pas responsables des préjugés qui existent encore dans la société québécoise à l'endroit de la femme.

Le ministre des Affaires intergouvernementales parlait, tout à l'heure, du problème de la femme au travail, ce qui implique, évidemment, que l'on songe à la femme en termes d'égalité de droits dans ce domaine, dans cette matière spécifique du salaire. Le salaire des femmes

n'est pas, en bien des domaines, l'équivalent de celui des hommes en dépit du fait que non seulement elles accomplissent souvent la même tâche que l'homme mais qu'elles l'accomplissent de meilleure façon et qu'elles y mettent beaucoup plus de cœur, de désintéressement.

On continue de dire, lorsqu'il s'agit de procéder à la classification, au plan de carrière, qu'à toutes fins utiles la femme n'est peut-être là que de passage, que son rôle, c'est de devenir épouse, de devenir mère et qu'il est inutile de préparer systématiquement des plans de carrière qui lui permettent de mener sa vie professionnelle en même temps que de poursuivre sa vie de mère et d'épouse.

Il n'y a pas, dans une société bien organisée, de contradiction entre les exigences de la vie d'épouse et de mère et les exigences professionnelles ou les exigences de carrière de la femme. Evidemment, la femme va faire un choix et un très grand nombre de femmes opteront pour ces fonctions éminemment nobles d'épouse et de mère. D'autres opteront, sans écarter la fonction que je viens d'évoquer, pour une vie professionnelle qui les intègre davantage à la société et les fasse participer à l'évolution de notre collectivité et à l'évolution de notre système démocratique.

A ces femmes, il faut reconnaître un statut égal à celui de l'homme. A travail égal, salaire égal; à responsabilités égales, salaire égal et avantages sociaux égaux, ce qui n'est pas toujours le cas dans le domaine du travail. Quand je vous disais, tout à l'heure, que nous devrions ensemble faire un examen de conscience, je vous incitais, M. le Président, avec tous mes collègues, à vous poser, dans l'intimité de votre âme et conscience, la question: Quelle conception vous faites-vous de la femme? La femme est mère. La femme est épouse. La femme est collaboratrice de l'homme. Mais elle l'est à tous égards et dans tous les milieux. Que la femme ait opté pour la vocation matrimoniale et la vocation maternelle, cela ne lui enlève pas les droits qui sont reconnus à celles de ses compagnes qui ont délibérément opté pour une carrière professionnelle beaucoup plus engagée.

Il faut, M. le Président, que nous nous débarrassions ensemble de ce préjugé qui nous a depuis très longtemps — et c'est là un héritage des vieilles civilisations — fait considérer la femme comme la servante de l'homme.

La femme n'est pas la servante de l'homme. La femme est son égale, elle est son alliée, elle est sa collaboratrice et elle est son complément. On engage souvent de faux débats sur l'égalité de la femme en disant: La femme doit être l'égale de l'homme. Mais ce n'est pas un sujet de débat. Il est évident que, dans l'ordre humain, dans l'ordre des droits, dans l'ordre des responsabilités, la femme est l'égale de l'homme. Ses fonctions sont différentes. Elle les choisit, aujourd'hui, plus facilement qu'elle ne le faisait autrefois, ce qui l'autorise à demander que la société s'organise de façon qu'elle puisse assumer, en même temps que sa féminité, les divers

rôles qu'elle se donne: celui d'épouse, celui de mère ou celui de femme engagée dans des métiers, dans des carrières et dans des professions.

C'est pourquoi, au chapitre du travail — le ministre avait raison de le souligner tout à l'heure — la femme n'est pas encore traitée comme elle devrait l'être. Le temps est venu — et ce sera le rôle de ce conseil, dont j'aurai à parler avec peut-être un peu plus de sévérité tout à l'heure — d'examiner les situations, d'analyser les situations, d'identifier les problèmes et de proposer les solutions qui permettront à la femme, qu'elle soit à la maison ou qu'elle soit engagée dans un métier, une carrière ou une profession, d'obtenir de l'Etat, des pouvoirs publics et, par conséquent, de la société, des avantages qui soient équivalents à ceux des hommes qui assument, selon l'ordre qui leur convient, des responsabilités qui sont équivalentes ou qui sont identiques ou, à tout le moins, analogues.

M. le Président, lorsqu'on parle du travail de la femme, il faut penser à l'organisation des femmes dans les syndicats, il faut penser à ce nombre incroyable de femmes qui travaillent encore pour des salaires de famine. Que ce soit dans les restaurants, que ce soit dans les magasins, que ce soit dans divers établissements de commerce, il y a là des femmes qui, non protégées par des organismes syndicaux, retirent des salaires de famine.

M. le Président, si vous me permettez de le dire, ici même, à l'Assemblée nationale, au restaurant de l'Assemblée nationale, la femme n'est pas traitée de la même façon que les hommes le sont.

Dans les ministères — et j'ai dirigé un ministère — j'ai vu jusqu'à quel point l'on entretenait encore des préjugés à l'endroit de la femme lorsqu'il s'agissait des promotions, lorsqu'il s'agissait des plans de carrières et lorsqu'il s'agissait d'intégrer la femme dans les cadres supérieurs des ministères.

Je me souviens, alors que mon directeur de personnel était une femme, que l'on m'avait posé la question: Mais comment faites-vous pour garder une femme comme directeur du personnel de votre ministère? Mais j'ai dit: Pourquoi? J'ai un directeur de cabinet qui est une femme, j'ai un attaché de presse qui est une femme, j'ai un conseiller juridique qui est une femme. Je me trouve fort bien de travailler... Pardon?

M. COURNOYER: C'est de la discrimination à l'endroit des hommes!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui, c'était de la discrimination à l'endroit des hommes, peut-être, mais c'était une compensation pour toutes ces injustices dont elles avaient été victimes.

M. le Président, le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre me comprend très bien parce

que je sais qu'il s'intéresse à cette promotion de la femme. Je sais que le ministre du Travail est disposé à faire en sorte que dans tous les mécanismes de son ministère et dans le champ de ses responsabilités, on reconnaisse l'égalité de droit de la femme.

Le ministre sait, lui qui est bien placé, combien de femmes ne jouissent pas des avantages de l'organisation syndicale, combien de femmes sont exploitées littéralement par des établissements de commerce.

Le ministre pourra nous donner des statistiques très impressionnantes à ce sujet. Ce sont ces situations qu'il faut corriger, en ce qui concerne les salaires, les bénéfices marginaux, les congés de maladie, les congés de maternité, les avantages de garderies de jour, de garderies de nuit, enfin tous ces problèmes qu'a évoqués tout à l'heure brièvement le ministre des Affaires intergouvernementales.

Il y a aussi le problème de la femme à la maison, la femme qui est là, qui, selon la définition de la femme dans le langage japonais — mon collègue de Bonaventure le sait — est "celle qui attend son mari à la maison." Mon collègue se souvient de notre voyage au Japon.

Il y a cette femme qui est à la maison, cette femme qui assume un rôle absolument essentiel — c'est bien clair que personne ne le conteste — le rôle peut-être le plus éminemment utile à la société, le plus émouvant aussi et celui qui commande le plus de sacrifices de la part de la femme.

Pourquoi cette femme ne recevrait-elle pas un salaire? Ce sera là une des tâches du Conseil du statut de la femme d'examiner la possibilité de donner à la femme qui reste à la maison un salaire, afin qu'elle n'ait pas à se contenter de la maigre pitance des allocations sociales, quand elle en retire encore.

L'évolution de la société est telle qu'on ne peut pas exiger d'une femme qu'elle soit confinée à son foyer, qu'elle ne puisse pas participer à la vie de la société et qu'elle ne puisse pas non plus s'émanciper dans le cadre normal d'une société qui se donne jour après jour plus de confort et qui normalement doit permettre à tous ceux qui y vivent d'en retirer des avantages.

Que dit mon collègue?

M. PILOTE: On jurerait que vous êtes marié.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mon collègue me dit qu'on jurerait que je suis marié. C'est que j'ai entendu les doléances de tellement de femmes que je peux en parler avec beaucoup plus d'objectivité que ceux qui sont mariés. Vous ne pensez pas? Que de confidences l'on m'a faites, que de confessions j'ai entendues! J'en absous bien volontiers mes collègues parce qu'ils ne savent ce qu'ils font. Mais les femmes nous le disent, elles. Elles nous disent ce dont elles souffrent.

Enfin, prenons les choses plus sérieusement.

Je parlais donc de ce traitement qui pourrait être accordé à la femme sous forme de salaire. Evidemment, cela suppose un examen très sérieux de la situation économique. L'on ne va pas proposer d'emblée une mesure de cette nature sans en avoir examiné les conséquences et sans en avoir supputé le coût. Je crois que c'est un sujet qui devrait être examiné, analysé et qui devra faire l'objet d'études de la part de ce conseil dont on nous propose aujourd'hui la création.

On parlait tout à l'heure de l'éducation. Même genre d'ostracisme, oserais-je dire, de discrimination à l'endroit des étudiantes à qui des professeurs masculins refusent l'entrée de certaines facultés, que des professeurs masculins orientent vers des carrières où, pensent-ils, elles ne nuiront pas aux hommes. C'est tout un problème qu'il faut examiner. Et c'est un problème que devra étudier très attentivement ce Conseil du statut de la femme.

Les préjugés dont la femme est victime ne tomberont pas du jour au lendemain. Il y a toute une question d'éducation derrière tout cela. Il y a une éducation à faire.

Il y a une réforme en profondeur à faire chez l'homme, le changement de ses attitudes, le changement de sa démarche, une modification de sa psychologie. Il faut que les hommes se débarrassent de cette idée que la femme est une chose, que la femme est un objet. Et justement l'une des tâches du Conseil du statut de la femme sera d'examiner l'utilisation que l'on fait à l'heure actuelle de la femme; dans le domaine commercial, il n'est pas un produit à l'heure actuelle qui ne fasse l'objet de réclames dans les journaux, à la radio, à la télévision, dans les magazines et partout, pas un produit, sauf des choses évidemment qui n'ont aucun rapport avec la femme, qui ne soit annoncé sans que l'on utilise la femme, sans que l'on prostitue l'image de la femme, sans que l'on ravale la femme aux plus bas instincts de l'homme. C'est un scandale de la société actuelle de voir jusqu'à quel point l'on est en train de faire perdre à notre société cette conception du respect de l'épouse, de la mère et de la femme, dont on fait simplement un objet d'utilisation à des fins innommables.

Et ce n'est pas verser dans un puritanisme ou un jansénisme d'arrière-siècle que de dénoncer ces entreprises de corruption et de prostitution de l'idée et de l'image de la femme. Et qui de nous, M. le Président, n'y participe pas? Écoutez les conversations, rappelez-vous les histoires que vous vous racontez; elles portent la plupart du temps, et toutes, sur la femme, la femme objet, la femme sexe. C'est un des scandales de notre société et c'est là un des signes peut-être les plus frappants de la décadence de la civilisation occidentale, cette absence de respect de la femme et cette utilisation de la femme à des fins qui la dégradent et qui dégradent en même temps l'homme qui s'en sert de cette façon. Personne ne niera qu'il existe entre l'homme et

la femme des relations qui sont d'ordre psychologique et qui sont d'ordre physique également. Mais cet aspect de la rencontre entre l'homme et la femme ne doit pas nous faire oublier que l'homme, comme la femme, dans l'ordre même de ses relations ou de ses rencontres, demeure un être respectable et l'attitude actuelle de notre civilisation tend précisément à briser cette image, à la détruire, à l'avilir et à réduire la femme à l'état d'objet.

Il est des femmes qui s'y prêtent et il y a bien des mouvements dits de libération de la femme qui ne vont pas du tout dans le sens des intérêts de la femme. C'est là un des revers de la médaille et un des problèmes que ce Conseil du statut de la femme devra examiner. Parce qu'il est des hommes qui se disent: Si les femmes veulent devenir vraiment nos égales, elles auront à accepter d'être traitées comme nous le sommes. Il faut bien s'entendre sur ce mot traitement. Ce que nous réclamons pour la femme, c'est une égalité de droits, droits personnels, égalité de droits collectifs, mais cela n'exclut pas le respect que l'on doit avoir pour un être dont on dit qu'il est notre égal. Malheureusement, beaucoup de mouvements de libération antidiscriminatoire incite l'homme à aller dans un autre excès.

Il appartiendra donc à ces personnes qui constitueront le Conseil du statut de la femme de remettre les choses au point et de rééquilibrer toute cette situation, afin que l'on sache que, si la femme demande l'égalité de droits, elle n'entend pas, pour autant, avoir à se battre de la même façon et avec les mêmes armes que les hommes utilisent.

Ainsi, vous comprendrez que nous n'avons pas d'objection de principe, tout au contraire, à accepter le projet de loi qui nous est proposé. Cependant, j'aurais aimé que le ministre des Affaires intergouvernementales nous renseigne davantage sur les mécanismes de consultation qui ont été mis en branle et qui ont abouti à la rédaction du projet de loi no 63.

Il nous a parlé de la Fédération de la femme du Québec, il a parlé de la commission Bird, mais sont-ce les seules personnes qui ont été consultées? Est-ce que l'on a consulté les associations qui regroupent les mères de famille? Est-ce que l'on a consulté les groupes comme ceux de l'AFEAS, pour ne donner que cet exemple? Est-ce qu'on a consulté des organismes comme celui des femmes de carrière? Est-ce que l'on a consulté les femmes diplômées d'université? Est-ce que l'on a consulté les femmes qui militent à l'intérieur des syndicats?

Est-ce que l'on a consulté ces groupes de femmes qui représentent celles qui demeurent à la maison, qu'on retrouvait dans ce qu'on appelait autrefois les cercles de fermière, et à l'AFEAS? Il en existe encore d'ailleurs, partout, dans toutes les régions; il y en a dans ma région. Est-ce que l'on a fait une vaste consultation ou si l'on s'est contenté de s'en remettre

aux demandes, aux revendications de la Fédération des femmes du Québec?

Non point que je n'aie pas beaucoup de respect pour cette fédération; au contraire, j'ai beaucoup de respect pour la Fédération des femmes du Québec, mais est-ce que cette fédération regroupe l'ensemble des mouvements féminins du Québec? Est-ce que cette fédération, en dépit de tous ses mérites, est réellement représentative des femmes du Québec, par tout le territoire, de tous les milieux du Québec?

C'est ce que j'aimerais savoir du ministre des Affaires intergouvernementales, parce que, dans la proposition de création du Conseil du statut de la femme — je lis les notes explicatives — il est indiqué ceci: "Le conseil sera composé d'un président et de membres nommés parmi les personnes qui seront recommandées par les associations féminines, par les groupes socio-économiques représentatifs, par les organismes syndicaux et par les milieux universitaires".

C'est à la fois très vaste et très incomplet et, surtout, c'est un peu sibyllin, un peu mystérieux dans la formulation. Qu'est-ce que c'est les groupes représentatifs? Qu'est-ce que c'est les groupes socio-économiques représentatifs? Où sont-ils?

Dans quels mouvements se retrouvent-ils? Nous ne le savons pas. M. le Président, vous comprenez que, prêchant, plaidant la cause de l'égalité de la femme dans le domaine du travail, dans le domaine social, économique, etc., je ne voudrais pas que ce Conseil du statut de la femme regroupe un certain nombre de belles dames, fort belles, fort aimables, fort bien vêtues, mais qui ne soient pas habilitées à parler au nom des femmes de ma région, au nom des femmes de mon comté, au nom des femmes de tous les comtés représentés par les membres de l'Assemblée nationale.

Je ne voudrais pas que ce conseil devienne une sorte de salon où, très gentiment, la loi le dit, on irait causer, bavarder avec le premier ministre pour lui dire qu'à tout prendre les femmes sont maltraitées. Et on se retirerait, après un bon coquetel, avec un oeillet rouge à la boutonnière en disant: Le premier ministre, il est exquis. Mais les femmes de chez nous qui ont à travailler — je dis "exquis", évidemment, c'est une présomption — les petites filles qui travaillent dans des restaurants chez nous, qui travaillent dans des magasins, dans des confiseries, qui travaillent sur les fermes, je ne sais pas si elles se sentiraient très bien représentées par Mme X ou Mme Y qui arriverait devant le premier ministre, avec un magnifique vison, et dirait: M. le premier ministre, vous comprenez, nous les femmes... Ce n'est pas ce que nous voulons, nous voulons...

M. LEVESQUE: Ne venez pas parler de vison, cet après-midi.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pardon?

M. LEVESQUE: Pas de vison, cet après-midi.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On va parler de diamant, sans oublier que le diamant est le produit du feu.

M. LACROIX: Vous allez nous mettre le feu quelque part.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pardon?

M. LACROIX: Vous allez nous mettre le feu quelque part.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, j'ai l'impression que je ne puis point le mettre ailleurs que là où le député pense. Alors, M. le Président, je ne voudrais pas que ce conseil, disais-je, regroupe simplement de grandes dames, de grandes personnalités, des femmes fort nobles et fort dignes mais qui ne savent rien des problèmes de la femme parce qu'elles ne les vivent pas, parce que le luxe, la somptuosité, la magnificence de leur résidence ne leur ont jamais permis de voir exactement ce qu'est vivre dans un taudis, ce qu'est vivre dans un deux-pièces, un trois-pièces, un cinq-pièces avec six ou sept enfants.

Je ne voudrais pas que ces dames, qui ont piscine et jardin, soient les seules membres de ce conseil et qu'elles oublient celles qui n'ont pour tout partage qu'un balcon dans une petite rue surchauffée. Je voudrais donc que le ministre me dise quel genre de consultation on a poursuivie avant d'en arriver à la présentation de ce projet de loi, projet de loi dont personne ne niera la valeur en ce qui concerne l'objectif, soit celui de doter le Québec d'un office ou d'un conseil du statut de la femme qui permette aux femmes d'avoir voix au chapitre. Évidemment, les femmes, aujourd'hui, peuvent se faire élire dans les commissions scolaires, comme maires, dans les Parlements, fédéral et provincial, etc., elles peuvent avoir voix au chapitre de cette façon-là.

Évidemment, il y a eu des expériences malheureuses mais nous allons les reprendre et nous souhaitons que nous viennent en groupe important des femmes qui soient nos égales ici en cette Chambre comme députés. Ce conseil du statut de la femme, il faut bien le comprendre, ne sera que consultatif; on va consulter qui? Où? Pourquoi, A quelles fins? On nous dit: D'accord, le conseil aura mandat de commander des études mais des études à quelles fins? Par qui seront-elles commandées, ces études, et quelle sera, à la base, l'inspiration de ces études? Très bien, on peut décider un jour, Mme X ou Mme Y peut décider qu'on doit faire une grande étude sur le problème de l'avortement; bon, c'est un problème peut-être bien mineur à certains égards; une autre peut bien suggérer que l'on fasse une grande étude sur la femme professionnelle, médecin, avocate, etc., mais moi, ce que je voudrais, c'est que ces études soient menées dans les régions où les femmes n'ont pas atteint le statut d'égalité qu'elles ont partiellement gagné dans les aggro-

mérations plus importantes comme celles de Montréal et de Québec.

Ce conseil, M. le Président, devra regrouper des personnes représentatives, pas simplement des suffragettes.

Que le ministre m'entende bien, pas simplement des suffragettes, pas des adeptes du Women's Lib, mais des femmes de chez nous intégrées dans notre société, intéressées à restaurer cette société, à la bâtir avec nous et à contribuer à son épanouissement.

Pour cela, il faut aller chercher les femmes dans les milieux où elles oeuvrent et là où elles ont le plus de peine à oeuvrer. On peut en trouver dans Montréal, dans Québec, c'est sûr, mais il en faut de toutes les régions et particulièrement des régions défavorisées. Autrement ce conseil ce ne sera qu'un club pour des péteuses. Cela existe. J'ai vécu ça, au ministère des Affaires culturelles, rencontrer des péteuses qui venaient avec des beaux manteaux, des diamants — et tout ça était loué, d'ailleurs — des étoiles de vison, de faux vison à part ça, et elles venaient me dire: Vous savez, M. le ministre, le ballet, ma fille... Toutes les filles voulaient lever la jambe à ce moment-là et on voulait que le gouvernement paie. Je leur ai dit un jour: Un instant; il y en a drôlement qui lèvent la jambe dans le Québec. Et je disais à ces péteuses: Mesdames, revenez me voir quand vous m'aurez prouvé que ce sont toutes des jeunes filles du Québec qui sont disposées à lever la jambe. Je ne les revoyais ordinairement pas. Ou elles venaient me trouver pour me dire: M. le ministre, vous savez l'orchestre symphonique de X machin ou chouette — c'était surtout celui de Montréal — c'est un instrument de culture extraordinaire. Je disais: Oui, mesdames. Et un jour j'avais lu en cette Chambre la liste des membres honoraires des bienfaiteurs de l'Orchestre symphonique de Montréal. Il n'y avait pas beaucoup de femmes du peuple là-dedans. Il n'y avait pas beaucoup de femmes à mon niveau, si bien que j'étais bien gêné de les recevoir, je me trouvais bien mal vêtu quand elles arrivaient couvertes d'or, je me trouvais très mal vêtu. Alors évidemment je ne pouvais leur offrir que mon encens qui était ordinairement assez nauséabond pour leur nez délicat. Alors ce n'est pas un conseil comme ça que je veux, M. le Président, ce n'est pas un conseil de péteuses, de prétentieuses, de pédantes, de folles pour tout dire.

C'est pour ça que je demande au ministre quelles consultations a-t-on menées? Auprès de qui, à part la Fédération des femmes du Québec que je respecte? Le ministre a dû recevoir comme nous, récemment, un télégramme de l'Association des femmes de carrière. C'est un groupe représentatif qui ne représente pas tout le monde, celui-là non plus. Le ministre, l'autre jour, a dû voir quel cas son collègue des Affaires sociales a fait des infirmières, 70,000 personnes dont il n'a pas voulu entendre les revendications légitimes en ce qui concerne l'organisation de

leur profession et les droits qu'elles ont de mener leurs affaires, les affaires de leur profession. C'est à ce sujet que je m'interroge, M. le Président. Qui a été consulté? Quand? Comment? Et quelle est l'intention du gouvernement en ce qui concerne les personnes que l'on va nommer et qui pourraient vraiment être, au Québec, la voix de la femme du Québec et non pas de celle qui, depuis longtemps, appartient — et ici c'est le temps d'employer le mot — à ce qu'on appelle *l'Establishment*, parce qu'à ce niveau-là il y en a un *Establishment*. Ce n'est pas une femme qui roule carrosse, Corvette, Cadillac ou Rolls Royce qui va être capable de faire entendre la voix des femmes de mon comté et de ma région, des travailleuses de ma région, des travailleuses de la région de la Mauricie qui suent dans les usines de textile, même chose dans la région des Cantons de l'Est, même chose dans la région du député de Hull. Combien y en a-t-il de femmes qui ne sont pas syndiquées dans ce coin-là? Qui se meurent de sentir le soufre d'allumettes.

M. PARENT: Je crois que c'est 125.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui de disparues, mais elles souffrent encore.

Alors, le député de Hull le sait. Quel est le statut des femmes qui travaillent ici au parlement et qui font le ménage? Quel est-il? Nous les voyons entrer et sortir, le matin ou le soir. Quel est leur statut exactement? Qui va pouvoir parler en leur nom? Est-ce que c'est la femme du président d'une grande société nationale ou multinationale? Non. Il faut que ce soit une femme du milieu, une femme du groupe socio-économique, des femmes qui ont quelque chose à revendiquer.

M. le Président, je suis heureux de voir que c'est un autre célibataire qui est au fauteuil. C'est réconfortant de voir que vous êtes venu me prêter main-forte pour faire comprendre à mon excellent ami, le député de Bonaventure — qui est allé appeler sa femme, j'imagine, pour lui dire que je suis en train de la défendre — que ce conseil doit être un conseil sérieux, un conseil représentatif formé de gens qui, en dépit du milieu social d'où elles viendront, prennent vraiment en main les intérêts de celles qu'elles seront chargées de défendre.

Ce conseil n'est que consultatif. Il est à se demander si on n'eût pas été mieux avisé de réexaminer cette question afin qu'à l'intérieur de certains ministères, qui sont mentionnés ici, il y ait des organismes qui aient un pouvoir plus que consultatif mais certains pouvoirs de décision dans le cadre des mécanismes de ces ministères.

Prenez, par exemple, il y a des omissions assez sérieuses. On dit que le conseil comprendra aussi, à titre consultatif, le sous-ministre des Affaires sociales, le sous-ministre de l'Éducation, le sous-ministre de la Justice, le sous-ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre et le

sous-ministre de la Fonction publique. Mais on a oublié deux ministères, même trois ministères très importants: celui des Affaires culturelles, le ministère des Communications, c'est très important, ça, dans l'optique de l'évolution de la femme, et celui des Institutions financières, Compagnies et Coopératives qui a la responsabilité de la protection du consommateur. On a oublié, également, le ministère des Affaires municipales. La femme vit dans un milieu, dans un cadre organisé dont celui qui s'appelle le cadre municipal. On n'en parle pas. Aux affaires municipales est rattaché tout le problème de l'environnement. Bien, s'il est des personnes qui souffrent davantage de la qualité de l'environnement, ce sont souvent les femmes dans les villes, dans les agglomérations. Vous avez de ces maisons désuètes, ces taudis; dans certaines campagnes, aussi, il n'y a même pas la qualité de l'eau qu'on devrait trouver. Alors, on devrait repenser à ce projet de loi.

Mais ce qui m'inquiète davantage, là je le dis en toute objectivité et avec beaucoup d'énergie, c'est l'absence de renseignements, que l'on nous a fournis, sur les consultations. A-t-on consulté et est-ce que, si on a consulté, l'on en est arrivé à des conclusions telles que l'adoption de cette loi s'impose de toute urgence, aujourd'hui, à la toute fin d'une session? Est-ce qu'il est absolument essentiel, à ce moment-ci, de procéder à la création d'un Conseil du statut de la femme sans avoir, auparavant, entendu les personnes qui doivent être entendues et qui nous apporteraient un éclairage que le ministre ne nous a pas donné et que ne pourra pas nous donner la seule Fédération des femmes du Québec?

Je voudrais entendre des groupes de tous les milieux du Québec et de toutes les régions du Québec afin de connaître la volonté de ces femmes et quelle est la nature du rôle qu'elles veulent voir jouer à ce Conseil du statut de la femme.

Motion de report à quatre mois

M. TREMBLAY (Chicoutimi): D'accord sur l'objectif, d'accord, sous toute réserve, sur le principe du projet de loi, mais parce qu'il n'y a pas eu de consultations, du moins à notre connaissance et à ce palier de l'Assemblée nationale; parce qu'il ne nous a pas été possible de savoir d'où est venu ce projet de loi, qui l'a rédigé, qui l'a pensé, quelle en a été l'inspiration profonde; parce qu'il ne nous a pas été possible d'entendre toutes ces personnes, de savoir si la loi qui est présentée aujourd'hui répond aux volontés de la majorité des femmes du Québec ou simplement à un groupe qui ne serait pas représentatif de toutes les femmes du Québec, pour ces raisons, M. le Président, je propose que la deuxième lecture du projet de loi no 63, Loi du Conseil du statut de la femme, n'ait pas lieu maintenant, mais dans quatre mois.

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Picard): II

y a une motion d'amendement. Est-ce que le député de Richmond veut parler sur la motion d'amendement?

M. Yvon Brochu

M. BROCHU: Oui, sur la motion d'amendement présentée par le député de Chicoutimi.

M. JORON: M. le Président, je m'excuse auprès du député de Richmond. Sur une question de règlement, peut-être même de privilège, que vous comprendrez sûrement, j'avais pensé qu'il était entendu que ce débat était réservé aux célibataires. Je pensais que vous reconnaissez plutôt le député de Portneuf!

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Picard): Le député de Richmond, sur la motion d'amendement. Avez-vous le texte?

M. BROCHU: M. le Président, sur la motion présentée par l'honorable député de Chicoutimi, au nom du Ralliement créditiste que je représente, je pense qu'on ne peut que souscrire à cette motion qui est fort logique.

Je ne voudrais pas ici reprendre tous les arguments qui ont été fort bien énumérés, d'ailleurs, par celui qui m'a précédé. J'aimerais souligner, quand même, pour appuyer cette motion, qu'il me paraît que le projet de loi no 63, déposé à la toute fin de la présente session, a été peut-être conçu un peu trop rapidement. Il nous paraît un peu comme un paravent destiné à donner bonne bouche à un gouvernement qui achève pour dire tout simplement face à la population: Nous avons tenté une action au niveau de la loi en ce qui concerne la femme québécoise.

C'est devant cette préparation rapide et ce dépôt à la vapeur — la discussion doit se faire à la vapeur, également — que je souscris à cette motion du député de Chicoutimi, demandant que la loi soit reportée à quatre mois et qu'on puisse entendre les groupes intéressés, en commission parlementaire, relativement à ce projet de loi.

La chose est importante parce que nous devons arriver, si le Parlement du Québec prend une décision en la matière, à ce que cette décision soit la plus efficace possible et surtout à ce que la loi qui suivra soit le plus possible représentative de cette réalité québécoise que l'on veut toucher pour qu'en fin de compte les premières concernées, les Québécoises, soient satisfaites d'un projet de loi qui sera à leur mesure, à la dimension de leurs aspirations et de leurs possibilités.

C'est donc dans ce sens que je crois énormément à cette consultation qui devrait découler de la motion qui nous est présentée, afin que les différents groupes représentatifs puissent venir devant nous, à la commission parlementaire, exposer leurs vues et soumettre leurs problèmes. Ces différents problèmes, d'ailleurs, ont

été touchés par le député de Chicoutimi et j'aurai l'occasion d'y revenir lors du discours de deuxième lecture. A cette commission parlementaire, également, les groupes représentatifs de différents milieux, que ce soient des milieux sociaux, des milieux culturels, des milieux de travail, et différentes associations féminines pourront nous exposer exactement leurs revendications, ce qu'ils attendent d'un projet de loi, le mode de participation qu'ils anticipent à l'intérieur d'une loi comme celle-là, pour en arriver à ce que, justement, le projet de loi soit pyramidal dans le sens de la participation et, surtout, à ce qu'il soit représentatif de la réalité.

Je pense que c'est mettre toutes les chances du côté du projet de loi d'agir de cette façon, puisqu'en entendant ces personnes qui viendront devant nous on aura des gens qui sont impliqués dans le milieu, qui feront des commentaires à partir de la réalité.

Je reconnais — mon parti également — l'importance d'une action du gouvernement au niveau du phénomène de la Québécoise, si vous voulez, ou du projet de loi qui nous est soumis.

On reconnaît l'importance d'une action, cependant on dit: Pas une action à n'importe quel prix. Que ce soit une action logique, une action qui tende à donner les mêmes résultats possibles et qui tende surtout à représenter l'élément québécois de cette situation.

Donc, devant un projet de loi préparé aussi rapidement et dont très peu d'informations nous sont parvenues jusqu'à maintenant, je souscris — et les membres de mon parti également — à la motion du député de Chicoutimi.

M. Guy Joron

M. JORON: M. le Président, si j'étais intervenu en deuxième lecture, j'aurais commencé par vous dire que nous souscrivons à ce projet de loi. C'est bien facile d'y souscrire, il ne contient rien. Il n'y a presque rien.

Mais je préfère, dans un sens, et je suis heureux — on se proposait d'ailleurs de le faire nous-mêmes — intervenir sur la motion de renvoi à quatre mois qu'a proposée le député de Chicoutimi, parce que là je peux vous expliquer pourquoi il serait opportun de prendre quatre mois pour l'étudier. Ce serait d'abord pour entendre les différentes associations féminines, qu'on n'a pas entendues; il n'y a pas eu de séance de la commission parlementaire, de mémoire, à ma connaissance en tout cas, qui a été soumis aux membres de l'Assemblée nationale.

On pourrait donc, d'une part, procéder à une consultation, un échange, un dialogue avec des représentantes des différentes associations féminines. On pourrait, à la suite de ça, présenter une loi qui aurait du contenu, pas une loi vide qui permet à un conseil consultatif de donner des avis au premier ministre, avis qui trameront dans les tiroirs ou on ne sait pas où.

C'est important de le signaler, il ne faudrait pas traiter ça à la légère, c'est la première fois — si ma mémoire est fidèle — depuis dix ans que l'Assemblée nationale se penche sur des mesures qui traitent du statut de la femme dans notre société.

Comme première pièce de législation qui nous est présentée depuis une dizaine d'années sur le statut de la femme, vous comprendrez facilement à quel point on est déçu. Il est important de prendre un délai de quatre mois pour ajouter un peu de chair autour de ce squelette législatif que le gouvernement nous présente.

Peut-être pas autant que... Enfin, je ne le dirai pas.

Vous comprendrez aussi à quel point c'est décevant pour nous qui représentons un parti politique qui a fait une place énorme aux femmes en son sein, en évitant dès la fondation de faire de la discrimination en ne créant pas — comme c'est le cas dans d'autres formations politiques — des sections féminines, des sections de jeunes, etc. Nous avons éliminé dès le départ la discrimination pour ne faire que des associations où les deux sexes sont représentés sans distinction.

Nous avons fait un effort considérable aussi, vous savez peut-être que deux femmes siègent à l'exécutif national du Parti québécois. Parmi les candidats qui ont été choisis en vue de la prochaine élection, une dame a été choisie dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, Mme Cuillier, et de nombreuses associations du Parti québécois sont présidées par des femmes.

Pour toutes ces raisons, vous comprendrez que pour nous, qui traitons déjà la femme d'une façon égale à l'homme à l'intérieur de notre formation politique, un projet de loi semblable nous ait énormément déçus. Et il est important de prendre un peu de temps.

Je ne pense pas de toute façon que le délai additionnel de quatre mois compromettrait quelques bénéfices, avantages ou droits que ce soit, mais qu'il y aura au contraire une occasion de se pencher sur des possibilités d'aller beaucoup plus loin, ne serait-ce que pour donner au gouvernement le temps, par exemple, s'il veut s'inspirer ailleurs, de s'inspirer du programme officiel du Parti québécois, qui entre autres choses — et je ne fais que les mentionner — au chapitre 3 intitulé Section sociale, la famille et le statut de la femme...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): L'amendement.

M. JORON: Oui, je suis en train de vous dire ce que j'invite le gouvernement à faire pendant ces quatre mois. Je me permets fort brièvement de vous signaler une source d'inspiration parmi d'autres que le gouvernement ferait bien de consulter.

C'est le programme du Parti québécois qui prévoit des garderies publiques, de l'aide domestique, des congés de grossesse, des presta-

tions à l'accouchement, un salaire au conjoint qui garde les enfants à la maison, des allocations spéciales pour les femmes seules, à travail égal salaire égal, toutes autres dispositions. Enfin, c'est, à l'égard du statut de la femme, très certainement le programme politique qui à l'heure actuelle va le plus loin au Québec. Remarquez que je ne le dis pas de façon partisane ni de façon jalouse. Je veux tout simplement donner au gouvernement le temps, dans les quatre mois qui viennent, d'en faire autant et de revenir à la session d'automne nous présenter une législation qui voudrait dire quelque chose. Non pas ce projet de loi contre lequel je ne m'élève pas, mais qui tout simplement me déçoit à un point tel que je pourrais même le considérer comme une insulte adressée non seulement aux femmes du Québec, mais aussi aux députés de l'Opposition, invités à légiférer sur un papier aussi vide de sens.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Est-ce qu'il y a d'autres opinants sur la motion?

DES VOIX: Vote.

M. Camille Laurin

M. LAURIN: M. le Président, il me fait plaisir d'appuyer la motion de report à quatre mois du député de Chicoutimi pour d'autres raisons qui n'ont pas encore été mentionnées dans les interventions qui ont précédé. Tous les jours, on dépose à l'Assemblée nationale des projets de loi-cadres, des projets de loi complexes qui demandent un examen multidimensionnel. A ce moment-là, tous les députés de cette Chambre s'attendent tout naturellement que le gouvernement défère ces projets de loi importants, qui prétendent innover en plusieurs domaines, à des commissions parlementaires où l'on peut entendre des témoins. La raison en est bien simple, c'est que la plupart du temps ces projets de loi-cadres vont bouleverser des habitudes, des idées reçues, vont peut-être apporter des complications imprévues à certains groupes de citoyens, à certains groupes de professionnels qui étaient habitués de mener leurs affaires d'une façon traditionnelle.

Le législateur ne veut pas habituellement s'avancer dans ce terrain nouveau sans donner l'occasion à tous ces contribuables, professionnels, citoyens, de présenter le point de vue de l'usager, le point de vue de l'intéressé qui, justement, a beaucoup plus de chances de toucher la réalité concrète, la dimension quotidienne des problèmes que ne peut le faire le législateur qui, lui, est habituellement inspiré dans les législations qu'il nous présente par des technocrates qui ont plutôt une vue logique, à vol d'oiseau du problème. C'est là une attitude très sage que nous avons toujours appuyée. L'expérience a démontré que la plupart du temps, après l'audition de cinq, dix, quinze ou

même parfois 100 témoins ou organismes représentatifs, le ministre responsable se voit dans l'obligation de repenser son projet de loi, de l'écrire à nouveau, de l'étoffer dans plusieurs secteurs, d'en éliminer certains aspects qui pouvaient nuire, justement, d'une façon induite à l'activité légitime de certains groupes de citoyens et, habituellement, ceci se solde par une nouvelle version écrite du projet de loi que nous rediscutons en deuxième lecture.

Il nous semble, M. le Président, que ceci convient tout particulièrement au projet de loi qu'on nous présente aujourd'hui. Comme l'a souligné mon collègue de Gouin, il s'est écoulé plusieurs lunes depuis que l'Assemblée nationale a été saisie d'un projet qui intéresse d'une façon aussi directe et aussi profonde le statut des femmes au Québec. Il y a eu, bien sûr, quelques lois sur des modifications à apporter au régime matrimonial, quelques modifications au régime du travail afin d'éviter toute discrimination basée sur le sexe, mais nous n'avons jamais eu de législation portant sur l'ensemble de la question.

Nous savons également, M. le Président, que ce projet de loi fait suite à des travaux très longs qui ont été menés à un autre palier de gouvernement, le gouvernement fédéral, par une commission, la commission Bird.

Cette commission a poursuivi son travail durant plusieurs années et a déposé, il y a déjà trois ans, tout un ensemble de recommandations dont les unes ne peuvent s'appliquer qu'au niveau des Législatures provinciales. Nous savons également que les associations féminines, depuis plusieurs années et en particulier depuis trois ans, n'ont pas cessé d'exercer de multiples pressions sur le gouvernement pour que celui-ci se décide enfin à créer un conseil ou un organisme qui exerce de véritables pouvoirs, qui puisse élaborer des politiques, qui puisse, en somme, améliorer d'une façon notable, d'une façon réelle les conditions concrètes de l'existence féminine au Québec.

Il nous semblerait absolument inconcevable qu'à la suite de ce brassage d'idées et de cette mutation sociologique qui s'est opérée depuis quelques années dans notre pays, le gouvernement procède à l'adoption de sa législation sans consulter les principales intéressées. Si le gouvernement l'a fait pour les corporations professionnelles, s'il l'a fait pour ses lois d'évaluation foncière, s'il l'a fait pour le problème du taxi, s'il l'a fait pour les problèmes de restructuration des municipalités, à combien plus forte raison ne devrait-il pas le faire lorsqu'il légifère pour la première fois d'une façon notable dans un domaine nouveau?

Nous nous étonnons même que le gouvernement n'ait pas répondu d'une façon positive et favorable à la demande que nous lui avons faite, il y a quelques semaines, de déférer immédiatement ce projet à la commission parlementaire, avant même qu'il soit discuté en deuxième lecture, afin que nous puissions en-

tendre les opinions non seulement des associations féminines, d'ailleurs, mais également de tous les organismes traditionnels que préoccupe l'orientation de notre société québécoise.

Je suis sûr que, si le gouvernement avait répondu alors à notre demande, il aurait vu immédiatement que c'eût été céder non seulement à la logique, mais également à la justice et empêcher, peut-être, qu'on ne légifère à la sauvette, à la vapeur, dans un domaine où précisément des réformes extrêmement importantes s'imposent et de la façon la plus expéditive possible. Parfois, M. le Président, il est préférable de surseoir durant deux ou trois mois à l'adoption d'un projet de loi que d'en adopter un qui soit incomplet, qui soit insuffisant. C'est là la façon usuelle que prennent les gouvernements pour se débarrasser de problèmes épineux, à la sauvette précisément, et qui les empêche, par la suite, de revenir, durant les deux, trois, quatre et même dix années qui suivent, à l'étude des amendements ou des améliorations qu'il conviendrait d'apporter.

On répond aux intervenants, à ce moment-là: Nous avons adopté ce projet de loi il y a un an et il est encore beaucoup trop tôt pour y revenir. Il y a donc des hâtes qui, en fin de compte, constituent plutôt des retards. Il y a des réformes qui constituent plutôt des entraves à un véritable progrès social. Je suis convaincu que l'adoption immédiate de ce projet de loi, sans que des voix féminines autorisées, sans que des organismes consacrés au bien public viennent nous faire entendre leurs opinions appuyées sur des faits et sur des réflexions, constituerait un véritable recul, un pas en arrière pour la cause légitime du féminisme dont tant d'orateurs précédents se sont déclarés les avocats.

En somme, si le gouvernement veut bien se rendre à nos arguments, il conviendra que ce retard apparent de quatre mois peut, au contraire, être utilisé pour qu'il puisse nous présenter non pas un projet de loi qui mériterait les critiques unanimes non seulement de tous les partis d'Opposition, mais de toutes les forces de progrès au Québec, mais, au contraire, un véritable projet de loi-cadre qui contribuerait dans le concret, d'une façon efficace et d'une façon radicale, au véritable progrès que nous anticipons et que nous souhaitons tous de la condition féminine au Québec.

Nous profitons de cette motion qu'a faite le député de Chicoutimi pour remettre le gouvernement en face de ses responsabilités, pour lui demander si le projet de loi qu'il nous présente donne véritablement satisfaction aux groupes de pression qui le lui ont demandé.

Si, au contraire, il n'a pas eu recours à cette procédure de l'adoption à la fin de la session précisément pour s'en tirer à bon compte, face aux demandes beaucoup plus considérables et légitimes d'ailleurs qu'on lui avait faites eu égard à ce projet de loi, il n'est pas encore trop tard pour le gouvernement de se raviser. C'est

sur un ton absolument non partisan et dans une optique qui se veut uniquement axée sur les intérêts véritables, non seulement de la condition féminine mais du Québec, que nous lui faisons une dernière fois cette demande de surseoir pour le moment à son projet de loi et d'utiliser les vacances d'été pour qu'on puisse l'aider à préparer avec lui un projet de loi qui, cette fois, constituera un progrès pour le Québec et satisfera bien davantage les intéressés.

M. Gérard-D. Levesque

M. LEVESQUE: M. le Président, juste un mot. Je comprends ceux qui préconisent de déferer ce projet de loi en commission parlementaire; on pourrait faire une telle motion pour tous les projets de loi. La motion elle-même, strictement, est une motion dilatoire qui voudrait remettre l'étude du projet de loi à quatre mois. Lorsque nous avons reçu des demandes de commissions parlementaires et que certains membres de l'Assemblée nous ont fait part de l'opportunité, à leurs yeux, d'avoir une telle commission parlementaire, nous avons — j'en suis informé — communiqué avec les intéressés, nous avons communiqué avec les associations féminines, et c'est après discussion bien franche avec elles que nous en sommes venus à la conclusion qu'elles préféreraient elles-mêmes avoir immédiatement cet instrument vraiment important pour la valorisation des intérêts de la femme au Québec.

Il ne faut pas croire que nous partons d'une situation à zéro; au contraire, il faut bien se rappeler qu'il y a eu la commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada et il y avait là, à cette commission, des Québécois. Par exemple: Mlle Jeanne Lapointe, de Québec, M. Jacques Henripin, de Montréal, M. John P. Humphrey, de Montréal, et ces gens ont réellement étudié à fond toute cette question, ont reçu 468 mémoires et environ 1,000 lettres exprimant des opinions diverses. Il y a là une cueillette de données qui a été assez fructueuse. Par la suite, la Fédération des femmes du Québec a présenté un mémoire au premier ministre dans lequel est formulée une demande de création d'un Office de la femme rattaché au Conseil exécutif.

Par la suite, le premier ministre, qui avait accueilli favorablement ce mémoire, avait demandé à un groupe de fonctionnaires d'étudier le projet conjointement avec les représentations de la Fédération des femmes du Québec et il y a eu de nombreuses séances chaque semaine, au moins une séance par semaine, pendant des mois alors qu'on a tout exploré les possibilités d'en arriver à la meilleure solution possible. Il y a déjà un an exactement, jour pour jour, le 4 juillet 1972, un mémoire était adressé au conseil des ministres par, justement, les représentants de la Fédération des femmes du

Québec et par les fonctionnaires du gouvernement qui travaillaient avec ces représentants de la fédération; on était unanime à choisir l'option qui a été retenue dans le projet de loi no 63.

M. le Président, nous avons consulté, nous avons pris nos responsabilités, nous croyons que nous répondons au vœu des femmes du Québec de procéder immédiatement à leur accorder ce Conseil du statut de la femme qui leur permettra immédiatement de se mettre au travail et de faire les recherches nécessaires, de donner des avis, le tout conformément au projet de loi déposé.

Nous ne croyons pas que nous devrions attendre davantage. Nous croyons qu'il est temps d'agir, après un an. En effet, c'est le 4 juillet 1972, comme je le disais il y a un instant, que Mmes Berthe Bellemare, Mercédès C. Gauvin, Claire Lalonde, Caroline Pestio, Pierrette Pothier-Bourassa, Laurette Robillard, du côté de la Fédération des femmes du Québec, ainsi que Mlle Thérèse Baron, Mme Francine Dépatie, MM. Paul Périard, Gaétan Belleville et Gérard Frigon ont fait connaître au conseil des ministres leur vœu unanime — et on souligne ici "à l'unanimité" — que la troisième option soit retenue. Il y avait en effet trois options qui avaient été étudiées. Que la troisième option soit retenue, à savoir: "La création par une loi d'un conseil supérieur de la promotion des droits et du statut de la femme, organisme qui serait rattaché au Conseil exécutif". C'est textuellement ce qui a été signé de part et d'autre par ce comité qui avait oeuvré pendant des mois à un rythme assez accéléré. Cela tenant compte encore une fois d'un rapport d'enquête de la Commission Bird, rapport que j'ai entre les mains et qui comporte 540 pages.

M. le Président, je crois que nous sommes suffisamment renseignés, suffisamment prêts, que c'est la volonté des femmes consultées, celles de la Fédération des femmes du Québec et celles qui nous ont envoyé des télégrammes pour demander une commission parlementaire. Celles-ci, sachant que la tenue de commission parlementaire aurait maintenant pour effet de reporter l'étude du projet de loi à l'automne, ne veulent plus de commission parlementaire, mais veulent de la loi elle-même. C'est pourquoi, prenant nos responsabilités, ayant renseigné la Chambre de la meilleure façon que nous pouvions le faire avec ce que nous savions, nous croyons qu'il est préférable de donner cet instrument aux femmes du Québec afin qu'elles puissent, avec nous, atteindre les buts recherchés par ce projet de loi.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le député de Dorchester.

M. Florian Guay

M. GUAY: M. le Président, très brièvement,

j'indiquerai les motifs pour lesquels j'appuie la proposition de reporter l'étude de ce projet de loi à quatre mois. On dit normalement avant l'étude d'un projet de loi que c'est un projet de loi important. J'ajoute que s'il y a un projet de loi important au cours de la présente session, c'est bien le projet de loi no 63. Ce projet de loi qui touche — et c'est facile à calculer — plus de la moitié de la population, il faut bien se le dire, est important. C'est probablement la première fois, du moins à ma connaissance, que le Parlement du Québec se penche sur la question, et je dis aujourd'hui que si le législateur fait fi du grand nombre de personnes touchées par un tel projet de loi, si le législateur oublie cette part importante de la société qui est touchée, j'ai peur que ce même législateur fasse fausse route. Je me demande, M. le Président, si tous ces hommes à l'intérieur de l'Assemblée nationale étaient des femmes, je me demande si elles ne seraient pas un peu vexées pour ne pas dire insultées à la vue de cette façon de travailler, de légiférer dans un domaine juste voisin du nôtre, sans consulter tous ceux qui désirent se faire entendre.

Quand il s'est agi de groupes bien définis, de groupes qui représentaient un nombre de personnes parfois assez restreint, on se souviendra que le législateur n'a pas hésité à convoquer une commission parlementaire pour entendre les groupes impliqués.

On se rappellera que, très proches de la femme, des associations, comme, par exemple, l'Association des infirmières, ont été entendues concernant leur statut professionnel. On va maintenant légiférer dans le domaine de la femme. On va discuter d'une loi pour créer un Conseil du statut de la femme. Je pense qu'il serait même mesquin, de la part du législateur, de ne pas donner aux femmes, pour une fois, cette possibilité, cette chance de se faire entendre et de nous dire de quelle façon elles voient les choses. On verra après si c'est possible de donner suite à ces demandes qui seront sûrement légitimes.

On refuse d'entendre les groupes, même si déjà des mémoires ont été déposés. Le leader parlementaire disait que le premier ministre les a entre les mains, je peux lui dire que ce n'est peut-être pas tous les membres de l'Assemblée nationale qui les ont. Peut-être que le premier ministre a été informé. Nous l'avons peut-être été moins, beaucoup moins.

Refuser de convoquer cette commission parlementaire, c'est une façon polie, une façon délicate de dire: On va passer un projet de loi concernant le statut de la femme mais, les femmes, ce n'est pas votre affaire. On va en discuter entre hommes et on vous donnera ce qui fait plaisir à l'homme de donner...

M. LEVESQUE: C'est un projet. Pendant des mois les femmes ont discuté, voyons donc!

M. GUAY: M. le Président, si on ne veut pas...

M. LEVESQUE: Vous n'avez pas écouté ce que j'ai dit.

M. GUAY: ... que ce soit...

M. LEVESQUE: Soyez donc juste !

M. BROCHU: Vous n'avez pas pensé ce que vous avez dit surtout.

M. GUAY: Si on ne veut pas que ce projet de loi soit un paravent ou un projet de loi de façade, derrière lequel se cache le gouvernement, pourquoi ne prend-il pas la peine de consulter toutes les personnes qui sont touchées, toutes celles qui désirent se faire entendre, tous les groupes qui ont déjà fait preuve, dans le passé, qu'ils sont capables de faire un travail logique, un travail qui éviterait, à bien des égards, au législateur de commettre des erreurs? Que les femmes aient la chance de nous dire ce qu'elles en pensent. Elles sont suffisamment nombreuses pour le faire et nous le dire de façon intelligente.

Bien sûr qu'il existe un rapport qu'on appelle le rapport Bird. Je me demande, depuis la publication de ce rapport, s'il n'y a pas certaines choses qui ont changé, certaines choses qui sont différentes. Si on veut légiférer à la façon moderne, alors qu'on s'est donné la peine de faire de la consultation sur d'autres sujets, dans d'autres domaines, je dis que le gouvernement devrait, à la suite des demandes répétées qu'il a reçues et que nous avons reçues, donner la chance à la femme de se faire entendre, pour une fois que le législateur se penchera réellement sur son statut.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Est-ce qu'il y a d'autres opinants?

M. LEVESQUE: Vote.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Rejeté sur division?

M. LEVESQUE: Rejeté sur division.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Rejeté sur division.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Vote enregistré.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Si on veut un vote enregistré, je vais remettre le vote à 17 h 45.

M. PAUL: On pourra faire autre chose.

M. LEVESQUE: Nous allons passer au projet de loi présenté par le ministre de la Fonction publique concernant le régime de retraite.

M. LAURIN: M. le Président, on nous a

présenté une nouvelle version, ce matin, dont nous avons adopté la première lecture. Il faudra obtenir la permission de passer immédiatement à la deuxième lecture dans la même journée. C'est bien ça?

M. LEVESQUE: Oui, M. le Président.

M. ROY (Beauce): M. le Président, est-ce que le ministre veut nous dire que le projet de loi qui est présentement appelé, c'est le projet de loi dont on nous a remis une copie ce matin?

M. LEVESQUE: Oui, M. le Président.

M. ROY (Beauce): Il a été bien dit, on pourra le relever au journal des Débats: Deuxième lecture, prochaine séance. Nous avons accepté. A la suite d'une demande, je pense que c'est mon collègue de Maskinongé...

M. PAUL: Ne m'en mettez pas trop sur le dos là.

M. ROY (Beauce): Non, je ne veux pas vous en mettre sur le dos.

M. PAUL: Je commence à en avoir épais aujourd'hui.

M. ROY (Beauce): Mais je sais que quelqu'un a fait une intervention dans ce sens-là. A un moment donné le président a dit: Première lecture, adopté. Deuxième lecture, prochaine séance.

M. LEVESQUE: Comme vous voudrez. La seule chose, c'est que j'avais...

M. ROY (Beauce): Je pense qu'il est normal qu'on ait le temps d'examiner les projets de loi avant de les adopter.

M. LEVESQUE: Ne vous énervez pas! Assoyez-vous! Vous l'adopterez la semaine prochaine, si vous aimez cela! Nous allons procéder à l'étude du projet de loi no 29, article 68.

M. PAUL: Bon! Cela, c'est une bonne loi!

M. LEVESQUE: Je remercie le député de Maskinongé, en passant.

M. PAUL: C'est une bonne loi!

Projet de loi no 29

Deuxième lecture

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): L'honorable ministre des Affaires municipales propose la deuxième lecture de la Loi accordant des

subventions aux municipalités de 25,000 habitants ou plus.

Le ministre des Affaires municipales.

M. Victor Goldbloom

M. GOLDBLOOM: M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance de ce bill et il en recommande l'étude à la Chambre.

A vrai dire, M. le Président, on aurait pu se dispenser de présenter ce projet de loi. Comme le budget de la province est une loi et que, cette année, on y avait prévu les subventions qui sont énumérées dans le projet de loi, il aurait été possible de procéder au versement de ces montants prévus et de répéter le même geste avec le budget du prochain exercice financier.

Le gouvernement a préféré confirmer ces subventions, les rendre effectivement statutaires en présentant ce projet de loi. Déjà, les municipalités qui sont au courant de cette décision gouvernementale ont incorporé les montants prévus à leur budget. Tenant compte du problème financier qui est chronique, mais qui est plus sévère depuis un certain nombre d'années chez les municipalités, le gouvernement a décidé de procéder de cette façon et de consacrer par une loi le versement de ces subventions aux municipalités de 25,000 habitants et plus.

M. le Président, il me fait plaisir de proposer la deuxième lecture de ce projet de loi.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le député de Maskinongé.

M. Rémi Paul

M. PAUL: M. le Président, vous comprendrez facilement que je ne puis pas rester indifférent aux remerciements que m'adressait le leader du gouvernement, il y a quelques minutes, avant son départ de la Chambre. Lorsqu'après avoir appelé cette loi je lui ai dit: Enfin, c'est une bonne loi, le leader du gouvernement, mon excellent ami, le député de Bonaventure, n'a pas pu s'empêcher de dire: "Je remercie le député de Maskinongé, en passant." Je veux remercier de ce témoignage d'amitié l'honorable député de Bonaventure.

M. le Président, le projet de loi no 29 que nous présente le ministre des Affaires municipales abroge, à toutes fins pratiques, une loi accordant des subventions spéciales aux municipalités de 50,000 habitants et plus, soit la loi 54 des Statuts de 1969.

Cette mesure, visant à augmenter le nombre de villes recevant des subventions gouvernementales, avait été annoncée dans le discours du budget du 29 mars 1973. A entendre le ministre des Affaires municipales, la loi qu'il parraine cet après-midi n'est pas nécessaire, parce que le budget, disait-il, en soi, est une loi. Je regrette;

le budget n'est pas une loi. C'est la mesure adoptée par l'Assemblée nationale qui prévoit la consécration de certains crédits qui font qu'une loi vient chapeauter le discours du budget que prononce le ministre des Finances.

En vertu de cette loi, M. le Président, les subventions annuelles seront de \$4 per capita aux municipalités de 25,000 à 50,000 habitants; de \$6 per capita aux municipalités de 50,000 à 100,000 habitants et de \$10 aux municipalités de 100,000 habitants et plus.

Comme le précise un certain article de la loi — pour ne pas le nommer, l'article 2 — la population utilisée pour le calcul de ces subventions est celle du dernier dénombrement de l'ensemble de la province approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et ce sera, dans les circonstances, la population du recensement de 1971.

Par cette loi, 32 villes bénéficieront des subventions gouvernementales comparativement à 19 en vertu du chapitre 54 de la loi de 1969. Et lorsque les subventions étaient réservées à 50,000 âmes et plus de population, tel que la loi existe actuellement, il n'y avait que 19 municipalités qui tiraient bénéfice et avantage de cette loi.

Tel qu'indiqué dans le discours du budget, les subventions totales en vertu de ce projet de loi no 29 en faveur des municipalités s'élèveront à \$23,086,000. Ce qu'il faut retenir de ce projet de loi, ce sont les villes les plus importantes qui reçoivent l'aide gouvernementale.

Cependant, les petites villes, comme toujours, ont des problèmes financiers comparativement aussi importants que ceux que peuvent éprouver les grandes villes et les grandes cités.

Cette façon d'agir ne me paraît pas souhaitable. Elle risque également de favoriser un développement des grandes villes au détriment des autres, ce qui n'est pas nécessairement la solution idéale. Est-ce une façon déguisée pour inciter davantage à la fusion des municipalités? Est-ce un moyen qui prend le législateur pour inciter les contribuables, les citoyens à fusionner pour former de gros centres dans l'espoir que les subventions gouvernementales seront plus généreuses et que, par voie de conséquence, l'assiette fiscale bénéficiera d'autant de dégrèvement d'impôt foncier?

La loi, adoptée en 1971, sur l'évaluation foncière — je regrette, M. le Président, je ne voudrais pas dès maintenant que vous me rappeliez à l'ordre, parce que c'est à la suite de mes propos, qui seront brefs, que vous constateriez vous-même qu'il m'est impossible d'arriver à mon argumentation... D'ailleurs, ne vous en faites pas, M. le Président, j'ai 114 pages de texte que je vais tenter — vous reviendrez? — de résumer le plus possible.

Le bill 48 — puisqu'il faut le nommer par son nom — Loi sur l'évaluation foncière adoptée en 1971, a sensiblement modifié les revenus de nombreuses municipalités et villes du Québec. Ces changements concernant les taxes

municipales payées par l'Hydro-Québec, les réseaux de transport et de distribution de gaz, les entreprises de télécommunications, diminueront à plus ou moins brève échéance les revenus de certaines villes.

Et dans de nombreux cas, ce sont les villes de taille moyenne ou petites qui seront les plus affectées. Les articles traitant de la machinerie industrielle diminueront de façon considérable, à raison de 6,2/3 par année, les revenus d'une dizaine de villes de la province.

Et en prenant les chiffres cités par l'honorable député de Rimouski, alors ministre des Affaires municipales, lors de la commission parlementaire, on peut constater les pertes que subiront certaines villes. Alma: \$769,400; Grand-Mère: \$487,500; Kénogami: \$398,700; La Tuque, \$398,660; Shawinigan, \$491,604; Chapais, \$103,000; Donnacona, \$267,888; Jonquière, \$120,067; Port-Alfred, \$215,800 et Trois-Rivières, \$1,350,607.

On remarquera, M. le Président, que ces villes auront à faire face à d'importantes baisses de revenus. Bien qu'elles soient échelonnées sur une période de quinze ans, ces pertes représentent tout de même des diminutions nettes de revenus pour ces villes. Avec le projet de loi no 29 présentement à l'étude, Trois-Rivières recevra \$315,214, soit une perte de \$1,350,607 qu'impose la loi 48, Jonquière, \$13,720 et Shawinigan, \$111,168. Mais les autres villes ne recevront rien et pourtant elles souffrent préjudice, les contribuables étant frappés par les dispositions de cette loi 48.

Le gouvernement ne présente donc qu'une mesure très partielle et très incomplète en accordant des subventions uniquement aux villes dont la population excède 25,000 habitants. Un grand nombre de villes plus petites auraient aussi besoin d'aide gouvernementale. Il nous semble important de remédier à ce problème. Nous croyons donc que la limite minimum de 25,000 habitants est trop élevée et très discriminatoire. Vous conviendrez, M. le Président, qu'il est impensable de présenter un amendement pour diminuer le critère de population parce que, du même coup, on nous rétorquera que cet amendement n'est pas recevable à cause de ses implications financières.

Le projet de loi no 29 devrait être amendé et complété par un autre, de façon à ne pas mettre de côté les petites villes de moindre importance ou de taille moindre que celles que l'on veut préserver ou protéger par cette loi. M. le Président, en nous référant au critère de population établi par le recensement de 1971, la ville de Montréal, qui compte 1,214,352 habitants, recevra, en vertu de cette loi, des compensations gouvernementales de \$12,143,520 pour une perte de \$23 millions. La ville de Laval, qui a une population, établie par le recensement de 1971, de 228,010 habitants, recevra un montant de subventions, en vertu du projet de loi no 29, de \$2,280,100. Et la ville de Québec, avec une population arrêtée,

établie ou recensée de 186,088 habitants, recevra une subvention de \$1,860,880. Je pourrais, d'après un tableau que j'ai devant moi, vous énumérer les villes qui bénéficieront des avantages de cette loi et quel sera le montant total de la subvention, toujours en tenant compte du critère de population établi suivant le recensement de 1971.

M. le Président, les municipalités de moindre importance sont également aux prises avec de sérieux problèmes financiers, surtout quand on envisage la politique actuelle du gouvernement, spécialement du ministre des Transports qui, de plus en plus, remet aux municipalités l'entretien des chemins municipaux. À ce titre, vous conviendrez que les contribuables des municipalités doivent subir des hausses de taxes, ce qui, dans les circonstances, M. le Président, ne peut donner satisfaction à ces municipalités au regard des dispositions du projet de loi no 29.

Nous allons voter pour ce projet de loi. Il est impensable que nous n'acceptions pas le principe qui sous-tend cette loi, mais nous regrettons tous que le gouvernement n'ait pas pensé à se pencher davantage sur les contribuables de municipalités de moindre importance. Le gouvernement aurait dû établir un plancher ou une qualification de base à 10,000 ou 12,000 habitants, plutôt que de fixer cette qualification de base à 25,000 habitants.

Je sais que le ministre des Affaires municipales a adopté ce bébé; il en a hérité par suite des exigences du ministre des Finances. On a dit au ministre des Affaires municipales: C'est vous, M. le ministre, qui allez distribuer ce gâteau global de \$23 millions. Le ministre, en bon serviteur, a donné suite aux représentations qu'on lui a faites. Aux directives qu'on lui a données. Non, mais il tente d'appliquer cette décision du Conseil exécutif qui est regrettable. Une fois de plus, tout en nous réjouissant du sort réservé aux contribuables de ces grandes, de ces importantes municipalités, nous nous penchons également sur le sort des oubliées, des petites municipalités, qui n'ont pas l'oreille du gouvernement, sauf en période électorale, comme de raison. Dans le moment, \$23 millions pour les gros, pour les forts, pour les puissants, mais, pour les petites municipalités de 10,000, 12,000, 15,000, 20,000 de population, absolument rien. Vous ne comptez pas dans ce gâteau de \$23 millions. Si le gouvernement avait voulu être généreux, il aurait trouvé moyen d'aider d'une façon positive, concrète, les municipalités de moins de 25,000 de population. Il aurait soulagé les contribuables de ces municipalités. Il serait même allé jusqu'à étendre la contribution ou le partage, en ajoutant un montant additionnel pour que toutes les municipalités reçoivent de l'aide gouvernementale. Je sais que le ministre des Affaires municipales, le député de Stanstead, se réjouirait, lui en tant que porte-parole des municipalités rurales au sein de l'Exécutif, d'une telle initiative gouvernementale.

M. le Président, je le répète: Nous nous réjouissons du sort réservé aux grandes municipalités, tout en exprimant nos plus profondes sympathies à l'endroit des administrateurs de nos petites villes. Nous regrettons, comme tous ces maires, ces conseillers municipaux, l'oubli gouvernemental à leur endroit. Mais ce qu'il y a de consolant, c'est que nous aurons, nous, dans notre programme, une politique de soutien et d'aide municipale. Lorsque nous parlons de réduction de taxes scolaires, le ministre des Finances et même le premier ministre réagissent et nous disent que c'est impensable.

Non, ce n'est pas impensable; c'est réalisable. C'est ce que nous allons offrir à la population du Québec, c'est ce que la population du Québec désire et nous ne ferons pas de discrimination semblable à celle que nous rencontrons dans cette législation.

Je n'en fais pas reproche au ministre. Quand je pense, par exemple, au sort des populations d'East Angus ou de Windsor Mills, qui perdent \$50,000 à \$60,000 par année par suite de la détaxation de la machinerie des compagnies, tel que prévu par la loi 48, comme je le disais tout à l'heure, et qu'en retour elles ne reçoivent aucune compensation, je dis que c'est un partage immoral d'un gâteau de \$23 millions.

Les autorités municipales de ces villes ont rencontré le premier ministre pour lui exposer le sort qui leur était réservé par suite de l'adoption de la loi 48. Mais le premier ministre — c'est drôle — ne s'est pas penché avec autant d'empressement sur les justes revendications de ces autorités municipales qu'il semble l'avoir fait à l'endroit de la fédération des dames, qui l'a convaincu de nous présenter une loi tellement urgente qu'à la toute fin de la session il nous a fallu, cet après-midi, nous pencher sur toutes les implications de la loi 63.

M. le Président, je m'en allais hors d'ordre mais je sais que vous réalisez que c'est par distraction que j'ai enfreint le règlement de notre Assemblée. J'inviterais le ministre, si possible, à repenser à une nouvelle formule de distribution de ce fonds de \$23 millions; qu'il supplie le ministre des Finances de l'aider à combler ces injustices qui existent. Le ministre répondra: Plus les municipalités comptent d'habitants, plus elles sont grosses, plus elles sont importantes, plus les responsabilités, les dépenses sont nombreuses. J'admets, mais la même situation, le même jeu se présente dans les municipalités à population moindre.

Si le ministre veut établir un véritable équilibre, qu'il accorde une subvention moindre mais que toutes les municipalités bénéficient de l'aide gouvernementale, d'une politique de soutien. Je vais quand même féliciter le ministre de présenter cette loi tout en lui reprochant de ne pas avoir pensé au sort des contribuables des villes de moindre importance. Dans son discours de réplique, le ministre pourra peut-être nous dire pourquoi son gouvernement ne se penche que sur le sort des contribuables des grandes

villes en omettant, du même coup, de s'intéresser aux problèmes des contribuables des petites municipalités.

Est-ce que ce sont des citoyens de seconde zone? Est-ce que ce sont des citoyens de second ordre, ceux qui n'ont pas l'avantage de vivre dans des centres aussi peuplés que Montréal, Laval, Québec et j'en passe? Nous nous interrogeons. Nous aurions souhaité qu'à l'occasion de la séance du cabinet qui eut lieu en fin de semaine les ministres se soient penchés sur ce problème-là, qu'on se soit arrêté pour penser à une formule d'aide, de soutien, d'appui, de secours. Ou qu'on change la politique, par exemple, du ministère de la Voirie pour dégager ou soulager d'autant les budgets municipaux et les contribuables des municipalités qui doivent supporter maintenant le coût de l'entretien des chemins d'hiver et l'entretien des chemins même en été.

M. le Président, je vois l'honorable député de Bourassa, qui, lui, comprend parfaitement la situation. Je ne serais pas surpris qu'il se lève dans quelques minutes, dans un grand geste de compréhension à l'endroit des gagnés-petit, à l'endroit des moins bien nantis, pour plaider également la cause de ces contribuables. Le gouvernement vient de faire un premier pas, il aurait peut-être mieux valu qu'il fasse ce pas en faveur des petites municipalités d'abord avant de poser le même geste à l'endroit des grandes municipalités.

De toute façon, nous nous réjouissons, je le répète, pour le sort privilégié accordé à ces contribuables. Nous espérons que le ministre se ravise et qu'à l'automne, à moins que nous soyons dans la grande course électorale, le ministre nous présente une autre loi pour établir un équilibre de soutien et d'aide en faveur de toutes les municipalités du Québec, avec un montant per capita moins élevé.

Cela pour que le contribuable ait l'impression que le ministre des Affaires municipales ne s'intéresse pas seulement au sort des contribuables des grandes villes, mais au sort de toutes les municipalités du Québec, au sort des 1,500 et quelques municipalités du Québec.

M. le Président, c'est donc avec regret que nous voyons ce partage très mal fait de cette somme de \$23 millions. C'est dommage que notre règlement ne puisse pas nous permettre certains amendements, parce que, vous le savez, vous, nous n'aurions pas hésité un seul instant non seulement à nous opposer au principe, dans les circonstances, de cette loi, mais à présenter des amendements de nature à satisfaire les contribuables de toutes les municipalités rurales ou de moindre importance au Québec.

M. le Président, nous allons, dans les circonstances, voter pour le principe de cette loi et nous gardons encore un petit espoir qu'après consultations brèves, mais que nous souhaitons fructueuses en commission plénière, si c'est le désir du leader du gouvernement, ou en commission élue, si c'est la décision de l'Assemblée,

nous puissions prendre avantage des amendements que le ministre nous proposera pour le bénéfice de tous les contribuables du Québec.

M. le Président, je m'aperçois que le ministre du Revenu semble s'intéresser à un problème qui ne le regarde pas du tout, qu'il ne connaît et qu'il ne comprend pas, parce qu'il est agité d'une façon anormale et inquiétante. De toute façon, pour toutes ces raisons, quand même, nous allons voter à l'appui de la deuxième lecture de cette loi.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le député de Lévis.

M. Aurélien Roy

M. ROY (Lévis): M. le Président, quelques mots seulement pour faire une mise au point sur le projet de loi. J'ai écouté religieusement le député de Maskinongé, et durant son discours, je me demandais s'il n'était pas mûr pour faire un curé. Il est d'une éloquence extraordinaire et il a toutes les manières voulues pour encenser la population, les ministres et faire valoir ses idées. Seulement, il y a une chose que je trouve curieuse, c'est que des gens qui ont été au pouvoir veuillent faire valoir leurs idées quand ils ne les ont pas mises en pratique lorsqu'ils étaient là. Cela me surprend énormément.

M. PAUL: Est-ce que l'honorable député me permet une question? Est-il au courant que, dans le temps où l'Union Nationale était au pouvoir, nous aidions les municipalités de différentes façons, entre autres, par une politique de soutien, d'entretien des chemins, par des contributions et des subventions aux municipalités pour l'amélioration et la construction de nombreux chemins ruraux?

M. ROY (Lévis): Je comprends tout ça, M. le Président, je comprends que le député avait toutes les bonnes intentions, avec le ministre qui est le chef de l'Opposition officielle actuellement. Ils avaient toutes les bonnes intentions...

M. LOUBIER: Cela se faisait dans le temps. Cela se faisait à l'époque.

M. ROY (Lévis): ... mais ils n'ont pas eu le temps de mettre toutes leurs bonnes intentions en pratique avant d'être battus. Qu'est-ce que vous voulez? Les événements ont voulu ça.

Maintenant, je ne suis pas venu ici pour détruire l'Union Nationale; je ne suis pas un gars qui a l'habitude de frapper sur des gars qui ne sont pas là. Il ne faudrait pas, non plus, être méchant.

M. LOUBIER: Mais où êtes-vous actuellement, vous autres?

Etes-vous en Colombie-Britannique, êtes-vous en Alberta? Où êtes-vous?

M. ROY (Lévis): Au Canada.

M. LOUBIER: Ah! bon. Vous êtes forts au Canada!

M. ROY (Lévis): Je suis au Canada.

M. le Président, je comprends mal l'attitude du ministre qui accorde des subventions aux municipalités au prorata de la population. Je suis d'accord avec le député de Maskinongé — il est juste parti au moment où j'allais commencer à le vanter — qui a dit que ce sont les petites municipalités qui devraient être aidées. C'est un moyen détourné, d'après moi, de forcer les municipalités à fusionner pour en faire des grandes populations, pour avoir de plus grosses subventions.

Ce n'est pas normal et ce n'est pas juste. Si la province de Québec a évolué, si la province de Québec s'est développée, c'est parce que l'on a fondé des paroisses. On a fondé des paroisses qui ont fait évoluer la province de Québec. Est-ce vrai ou faux? Mais non, vous êtes libéral. Je comprends, vous allez endosser les paroles de votre ministre. Mais c'est vrai. Ce sont les paroisses qui ont fondé les municipalités et c'est avec ça qu'on a fondé la province de Québec.

Aujourd'hui, on veut fusionner toutes ces petites municipalités par des moyens détournés en disant: On donne \$10, on donne \$6, on donne \$4, on donne \$3. On donne moins aux municipalités qui ne veulent pas se fusionner. Je me demande quelle est l'idée du gouvernement actuel ou du ministère actuel de donner plus aux grandes municipalités, qui en ont moins besoin parce qu'elles ont plus de revenus. Nous avons, chez nous, sur la rive-sud, des municipalités qui reçoivent \$810,000 de taxes de vente. Nous avons des municipalités voisines, qui sont équipées d'industries, qui reçoivent \$270,000 de taxes de vente. Ces municipalités, qui s'occupent d'industries, qui donnent de l'ouvrage aux gens qui s'en vont dépenser dans une autre ville voisine qui a un commerce, qui profite de la taxe de vente, elles sont pénalisées pour avoir travaillé chez elles, pour avoir amené des industries chez elles et pour avoir fait travailler les ouvriers chez elles et qui s'en vont dépenser dans la ville voisine.

Je crois que le ministère et le gouvernement devraient prendre leurs responsabilités et que ces petites municipalités devraient être encouragées. J'ai toujours prôné l'annexion des municipalités et j'ai dit, je le répète, que quand on veut faire des fusions, il faut démontrer aux municipalités qu'il y a rentabilité, et nous n'aurons pas besoin de faire de grands discours. Nous n'aurons pas besoin de donner de chiffres. Quand les édiles, les responsables des municipalités verront qu'il y a avantage à se fusionner, ils se fusionneront. Mais ce n'est pas en leur disant: On va vous donner \$10 per capita pendant X années. Cela veut dire quoi? Cela ne veut rien dire. Cela veut dire que, dans deux ans, dans trois ans, dans quatre ans, nous serons rendus au même point avec nos problèmes.

Je crois que le ministre, tel que je le connais va comprendre ça. Mais je crois que le ministre... Depuis quelque temps, je l'étudie et je me demande s'il ne veut pas blesser l'ancien ministre. Là, je me pose des questions à savoir s'il ne veut pas blesser l'ancien ministre qui a décidé de s'en aller — je dis décidé de s'en aller pour être poli — de laisser la Commission municipale. Et le ministre actuel est très poli. Il essaie d'être assez diligent sans brusquer les choses.

Maintenant, je crois, M. le Président, que le ministre va prendre ses responsabilités et que le ministre va faire en sorte que les petites municipalités, qui ne sont pas prêtes à se fusionner, ne seront pas pénalisées en perdant les subventions que le gouvernement donne per capita et que le ministre prendra les mesures nécessaires pour établir une taxe de vente un peu proportionnelle.

Vous avez des gens de la campagne qui viennent dépenser leur argent en ville. C'est vrai ou c'est faux? Ces gens sont pénalisés dans les campagnes parce qu'ils viennent dépenser leur argent en ville. Les municipalités de campagne crèvent de faim parce qu'elles n'ont pas de revenu de taxes de vente. Je vous ai amené le fait, tout à l'heure. C'est vrai? Que le ministre du Revenu me donne la preuve du contraire. Quand on dit que Lauzon, qui a 15,000 de population, a \$270,000 de taxes de vente qu'elle perçoit par année, et que la ville de Lévis, qui a 18,000 de population, reçoit \$820,000 de taxes de vente parce que le commerce se fait à Lévis. C'est cela que le gouvernement devrait légaliser. C'est cela notre problème. Les gens de Montmagny, les gens de Berthier, les gens de Saint-Vallier, les gens de Saint-Michel...

M. HARVEY (Jonquière): Est-ce que le député me permettrait une question?

M. ROY (Lévis): Ah! n'importe quelle question.

M. HARVEY (Jonquière): Le député de Lévis aurait-il une autre formule à suggérer que celle du partage de 50-40-10, qui, par les 40 p.c. et les 10 p.c., donne un équilibre et une aide additionnelle aux municipalités qu'il vient de signaler? S'il a une formule, est-ce qu'il veut nous la suggérer?

M. ROY (Lévis): Oui, au prorata de la population, M. le Président.

M. HARVEY (Jonquière): On cherche cette nouvelle formule avec tous les experts du Québec depuis des années et on n'a jamais été capable d'en trouver une meilleure.

M. ROY (Lévis): Pour atteindre la population. Si la population de Saint-Vallier-de-Bellechasse n'a pas de magasins chez elle et

qu'elle veut acheter à Lévis, elle vient payer 8 p.c. à Lévis. Il ne faudrait pas que cette municipalité soit pénalisée parce que sa population vient acheter à Lévis. Cela n'a pas de bon sens?

M. HARVEY (Jonquière): Cela n'a pas de bon sens. Je vous dirai pourquoi après.

M. ROY (Lévis): Dites-le publiquement. Vous avez le droit de le dire. Dites-le publiquement. Vous en avez le droit!

M. HARVEY (Jonquière): Comme vous me donnez la permission de vous le dire, ce n'est pas pour rien qu'il y a eu des garanties de données, dans la loi, par l'ancien gouvernement et par nous, par la suite. C'est parce que dans les villes, les services ne sont pas les mêmes, l'évaluation municipale n'est pas la même. Il serait anormal et ce serait le pire système à établir présentement de distribuer le produit de la taxe de vente au prorata de la population, pour les facteurs que je viens d'énumérer.

Si nous avions une évaluation uniforme, dans la province et des services équivalents, nous pourrions rejoindre l'objectif idéal décrit par le député de Lévis, qui est le prorata.

M. ROY (Lévis): Cela me fait de la peine, M. le Président, de dire au député qu'il ne connaît pas cela. C'est bien malheureux. La population, qu'elle reste à Saint-Vallier, à Saint-Michel ou à Saint-Charles, cela lui coûte le même prix pour vivre. C'est cela. Cela coûte le même prix pour avoir de l'eau, cela coûte le même prix pour avoir les égouts. Mais ces municipalités n'ont pas le bénéfice de la taxe de vente qui va se dépenser dans Lévis ou dans Québec. Est-ce vrai ou faux?

M. VEILLEUX: C'est faux!

M. ROY (Lévis): C'est faux? Vous ne connaissez pas cela.

M. HARVEY (Jonquière): C'est vous autres qui ne connaissez pas cela.

M. ROY (Beauce): Le député de Saint-Jean ne connaît absolument rien là-dedans!

M. ROY (Lévis): Ecoutez! La population qui va dépenser son argent paie 8 p.c. de taxe au gouvernement et le gouvernement doit répartir la taxe au prorata de la population, pas au prorata des dépenses que les villes font.

M. HARVEY (Jonquière): Est-ce que le député de Lévis se souvient d'avoir bu de l'eau du filtre de "Saint-Pousse-Pousse"? Y a-t-il une usine d'épuration de Saint-Anselme? Non. Quand on parle de services d'infrastructure municipale et d'évaluation qui sont non uniformes et qui nous empêchent de redistribuer au

prorata, c'est de cela que nous parlons. On ne parle pas de quelqu'un qui vit à Lévis et d'un autre qui vit à Jonquière. Si les services et l'évaluation étaient pareils, le système municipal uniforme, on pourrait redistribuer le produit de la taxe de vente selon le prorata.

M. ROY (Beauce): On pourrait vous donner un autre exemple, M. le ministre. Saint-Georges-Est et Saint-Georges-Ouest, dans la Beauce. Je pense que vous auriez là un autre cas.

M. ROY (Lévis): Ce que le ministre du Revenu ne comprend pas, c'est que vivre dans n'importe quelle campagne, cela coûte aussi cher que de vivre en ville, à part le logement. Nous, que ce soit à Lévis, à Lauzon ou dans n'importe quelle ville, si on a des services, on les paie. On doit les payer.

M. HARVEY (Jonquière): Demandez à vos gens d'acheter chez vous!

M. ROY (Lévis): Ils achètent chez nous. J'ai trois magasins et je sais qu'ils achètent chez nous. D'accord?

M. HARVEY (Jonquière): Votre ville en profite davantage, si ce que vous dites est vrai.

M. ROY (Lévis): On doit demander à nos gens d'acheter chez nous, c'est très bien. Mais quand moi, j'ai des services, je paie pour. Si j'ai le service d'eau, je paie pour. Si j'ai le service des égouts, je paie pour. Je dois payer parce que je reste là. Si j'ai un puits artésien avec une pompe, je n'ai pas à payer pour. Mais je ne suis pas obligé d'aller payer les services d'autres villes, des égouts, de l'aqueduc, de l'épuration des eaux et de n'importe quoi parce que je ne l'ai pas chez nous.

C'est justement là que j'en viens à dire que la taxe de vente est mal répartie, parce que des gens viennent d'en dehors, de la Beauce, de Saint-Anselme, de Saint-Charles, dépenser à Lévis ou à Québec, et que la taxe est répartie dans la ville de Québec et à Lévis. Nous, nous avons des industries, nous avons un chantier maritime, nous avons environ 320 personnes qui travaillent dans notre parc industriel et ces gens ne paient des taxes à la ville, pour l'égout et l'aqueduc que quand ils restent chez nous. Quand ils restent en dehors, ils n'ont rien à payer. Mais les municipalités d'en dehors sont affectées par la répartition de la taxe de vente. C'est cela le problème actuel, M. le Président, qu'on doit... Est-ce que mon temps est limité?

LE PRÉSIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): Le principe du bill.

M. ROY (Lévis): C'est fini?

DES VOIX: Non.

M. ROY (Lévis): Le ministre doit s'en rendre

compte. M. le Président, je veux demander au ministre, qui est très compréhensif, de se rendre compte de cela et de répartir dans les années à venir, probablement, la taxe de vente qui est un gros problème pour les municipalités actuelles.

Nous avons, dans le comté de Lévis, plusieurs villes et municipalités qui ont à faire face à des problèmes. Nous avons des dépenses. Dans la province de Québec, sur la rive sud, sur la rive nord, toutes les municipalités sont aux prises avec des problèmes.

M. HARVEY (Jonquière): Entre les deux rives aussi, il y a des problèmes.

M. ROY (Lévis): Je ne comprends pas.

M. HARVEY (Jonquière): Il y a des problèmes partout. Vous disiez, l'autre jour, qu'il y en avait entre les deux rives.

M. ROY (Lévis): Je comprends, avec le gouvernement qu'on a actuellement! On n'est pas à bout d'en avoir, si on ne change pas de gouvernement. Je pense que le ministre...

M. HARVEY (Jonquière): Le plus grave problème, c'est le député.

M. ROY (Lévis): ... va prendre ses responsabilités et qu'il va, un jour, présenter une loi qui va donner justice à toute la population de la province de Québec, parce que, si nous continuons comme nous sommes partis là, nous allons faire dans la province de Québec des révolutionnaires. Cela veut dire qu'ils iront voter pour le Parti québécois.

Merci, M. le Président.

LE PRÉSIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): L'honorable député de Saguenay.

M. Lucien Lessard

M. LESSARD: M. le Président, la conclusion du député de Lévis est à peu près celle qui correspond à l'importance de son discours.

Encore une fois, on arrive avec une loi très partielle qui ne vient résoudre que très peu de problèmes des municipalités. Depuis trois ans et demi que ce gouvernement est au pouvoir, il nous propose une réforme municipale; depuis trois ans et demi des programmes, des livres blancs ont été préparés pour faire une véritable réforme municipale.

Lorsque nous avons eu l'occasion d'étudier le bill 48, nous avons pu constater, comme le faisait remarquer le député de Maskinongé, qu'on enlevait énormément de deniers publics, de taxes municipales aux municipalités. Encore là, lorsqu'on faisait cette remarque au ministre, il nous répondait — à ce moment-là, le ministre des Affaires municipales était le député de Rimouski — mais attendez, nous allons régler le problème des taxes municipales. Nous allons

régler le problème des fonds publics pour les municipalités parce qu'il s'en vient une grande réforme.

Est-ce encore ça, la grande réforme, que nous propose le ministère des Affaires municipales depuis trois ans et demi? Mais quand est-ce qu'on va cesser de nous présenter, en fait, en parole de grands projets de loi, de grandes réformes pour n'accoucher que d'une souris comme on le fait actuellement?

C'est là qu'est le problème. Le ministre du Revenu, tout à l'heure, disait: Oui, mais si on avait réglé le problème de l'évaluation municipale, si on avait une évaluation municipale égale pour toutes les municipalités, on pourrait peut-être régler le problème des municipalités et, au lieu de présenter des cataplasmes, présenter une véritable loi.

Qu'est-ce qu'ils attendent pour la mettre en application, cette réforme municipale, cette évaluation foncière qui avait pour objectif, justement, de permettre que chacune des municipalités soit évaluée selon les mêmes normes, les mêmes critères?

C'est ça les excuses qu'on reçoit, chaque fois qu'on blâme le gouvernement sur un projet de loi qui ne correspond pas du tout à la réalité, sur un projet de loi qui ne vient aucunement régler les problèmes des municipalités. Chaque fois qu'on blâme le gouvernement, il nous dit: Attendez, mes amis, ça va venir.

Mais quand allez-vous vous décider à pondre quelque chose dans ce gouvernement? Quand allez-vous arrêter d'étudier pour nous présenter quelque chose de réaliste, de fondé, qui devient de plus en plus nécessaire pour les municipalités? C'est ça qu'on attend ici.

Je comprends que le ministre va nous dire encore: Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Cela prend du temps. Mais depuis combien de temps en entend-on parler, ici à l'Assemblée nationale, de la réforme municipale? Cela fait trois ans et demi que vous êtes au pouvoir et vous nous présentez encore un projet de loi qui ne règle absolument rien aux problèmes dans les municipalités.

Je dis que ce n'est pas un cadeau qu'on fait aux municipalités par ce projet de loi. Ce n'est pas du tout un cadeau; c'est strictement une compensation — comme l'expliquait le député de Maskinongé tout à l'heure, et comme nous avons eu l'occasion, à maintes reprises, de l'expliquer à l'ex-ministre des Affaires municipales — pour des pertes de revenu considérables que les municipalités ont eu à subir depuis trois ans et demi à cause de ce gouvernement. Pertes de revenu, d'abord, par le bill 48. Même des municipalités dont la population n'est pas de 25,000 habitants actuellement ont perdu, depuis trois ans et demi, des revenus considérables à cause de ce gouvernement.

Lorsque nous avions à discuter du projet de loi 48, nous disions à l'ex-ministre des Affaires municipales de ne pas appliquer cette loi tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas fait une

véritable réforme au niveau des municipalités, tant et aussi longtemps qu'on ne leur aura pas donné les moyens de se financer. Mais non, M. le Président, on enlève des revenus aux municipalités. On vient compenser à un moment donné par quelques revenus mais on applique ça strictement aux municipalités de 25,000 âmes et plus.

Je dis que ce n'est pas un cadeau, du tout, aux municipalités. C'est non seulement une compensation pour les pertes de revenus, mais c'est une compensation pour des charges supplémentaires, pour des responsabilités supplémentaires qu'on a accordées aux municipalités depuis trois ans et demi. Pensez strictement, par exemple, aux charges qu'on impose aux municipalités en vertu du bill 34; vous allez vous apercevoir que les municipalités, de plus en plus, n'ont pas les moyens d'appliquer ce projet de loi. Est-ce que le ministre responsable de l'Environnement, en même temps que ministre des Affaires municipales, a prévu des subventions pour aider les municipalités à appliquer son projet de loi 34? Mais non, on dit: Les municipalités, on a un pas pire projet de loi. Quand il s'agit des petites choses, le ministre s'en occupe; quand il s'agit des grandes choses, ce sont d'autres qui s'en occupent. Mais les municipalités n'ont pas du tout les moyens d'appliquer cela bien souvent. Et on vient nous dire, comme le premier ministre nous l'avait dit lors du discours du budget: Voici, mes amis, un grand cadeau qu'on donne aux municipalités. Mais non, M. le Président, comme l'a expliqué encore le député de Maskinongé, c'est qu'on leur donne moins que ce qu'elles ont perdu depuis quelques années, depuis trois ans et demi, alors qu'à ce moment-là elles avaient quand même des problèmes de financement.

Je dis, M. le Président, que ce n'est pas un cadeau qu'on fait aux contribuables, pas du tout. On ne règle pas du tout le problème de l'impôt foncier qui gruge de plus en plus le budget des contribuables. Les municipalités qui recevront cette subvention ne nous garantiront pas qu'elles vont diminuer les taxes municipales, du tout. On va peut-être être capable de donner de meilleurs services, d'accord. Mais justement, M. le Président, ce sont des services qu'elles ne peuvent plus donner du fait que le gouvernement actuel leur a enlevé des moyens de taxation qu'elles possédaient avant et leur a donné des responsabilités supplémentaires. Je dis qu'on ne règle pas du tout le problème parce qu'il importe de plus en plus, je pense que tout le monde en devient conscient, qu'on laisse le champ de taxation foncière aux municipalités et qu'en ce qui concerne la taxation foncière pour des objectifs scolaires ça devienne de plus en plus la responsabilité du gouvernement.

M. le Président, c'est un projet que nous avons présenté à maintes reprises. Le ministre des Finances nous a répondu: Non, c'est impossible. Bien, je ne le crois pas, M. le Président, que ce soit impossible. Il faut non seulement

régler le problème des municipalités mais arrêter constamment de gruger le budget des petits contribuables qui paient de plus en plus de taxes foncières. C'est rendu à un point que ça coûte aussi cher en taxes foncières bien souvent, dans certaines municipalités, que le coût mensuel d'une maison. En tout cas, ça prend une forte proportion. Le petit contribuable, le gars qui a un revenu moyen n'est pas capable de s'acheter une maison parce que les taxes foncières le grugent de plus en plus.

Je pense que ce n'est pas par des moyens de subventions qu'on va régler le problème des municipalités. Ce qu'on fait essentiellement, bien souvent, c'est qu'on contribue à créer des pèlerinages, des nouveaux pèlerinages. On contribue à un moment donné à créer une série de critères et de normes qui vont faire vivre peut-être plusieurs fonctionnaires dans l'application de ces règlements et de ces normes mais ça ne règle pas strictement le problème des municipalités. Qu'on donne donc une véritable autonomie administrative et financière aux municipalités; qu'on leur permette donc d'occuper le champ de l'impôt foncier; et on va arrêter à ce moment-là de toujours obliger les municipalités à venir quémander, à venir quêter au gouvernement québécois leur développement. Je comprends, le ministre dit qu'il s'agit de critères fixes.

C'est vrai, il s'agit de critères basés strictement sur la population et c'est justement l'un des blâmes fondamentaux que je fais au ministre des Affaires municipales: le fait qu'il n'ait utilisé qu'un seul critère pour donner ces subventions-là. En effet, on sait très bien qu'il y a des municipalités de 25,000 habitants qui n'ont pas de problèmes financiers. Il y a des municipalités de 25,000 habitants qui, à cause du fait qu'il y a quantité d'industries établies sur leur territoire, reçoivent des taxes assez considérables justement, de ces industries-là.

Il y a des municipalités qui n'ont véritablement pas actuellement de problèmes financiers, qui peuvent se donner des services considérables actuellement. Mais par contre, il y a des petites municipalités de 25,000 habitants qui sont bien souvent des municipalités de services, qui sont bien souvent aussi des municipalités où le commerce n'est pas tellement florissant, et c'est là le déséquilibre entre le revenu de certaines municipalités par rapport à d'autres, et qui ne peuvent pas récupérer, sous forme de taxe foncière ou autres taxes, les montants considérables que d'autres municipalités peuvent recevoir.

Il me semble qu'on ne règle pas du tout le problème en accordant, strictement sur un seul critère, des subventions aux municipalités. Il me semble que le critère du budget, par exemple, d'une municipalité, on aurait dû en tenir compte. J'ai fait une expérience puis ça se fait, concernant, par exemple, les subventions hors normes qu'on accorde aux loisirs. J'ai essayé d'établir un certain nombre de critères à partir

du budget et à partir du nombre d'habitants. Il me semble qu'on est capable de trouver des critères, des normes qui vont permettre non seulement d'accorder des budgets aux municipalités en se basant strictement sur un seul critère, mais en se basant sur son critère qui est, bien plus souvent, plus important que le critère de population.

Le critère de population ne nous dit aucune-ment quelle est la valeur de la taxation, quelle est la somme du budget d'une municipalité. Bien moi je dis que c'est un des défauts importants de ce projet de loi-là. Il me semble qu'on aurait pu avoir un petit peu plus d'imagination puis établir des critères, puis des normes qui correspondent réellement aux besoins des municipalités actuellement.

Un autre problème, M. le Président, et je pense qu'on l'a souligné, non seulement ce projet de loi ce n'est pas un cadeau aux municipalités, non seulement ce projet de loi ce n'est pas un cadeau aux contribuables — parce qu'on ne règle pas le problème de l'imposition sur les biens fonciers qui grugent de plus en plus les petits contribuables — mais c'est qu'il ne règle pas le problème de l'ensemble des municipalités québécoises, c'est-à-dire l'ensemble d'une forte partie des municipalités québécoises. Le député de Maskinongé l'a souligné, les petites municipalités se débattent actuellement avec des problèmes considérables. Et, là, on donne, aux grosses municipalités, des subventions per capita. Mais encore là, bien souvent ce ne sont pas ces grosses municipalités qui vivent des problèmes de financement. C'est relatif aux municipalités, mais ces municipalités-là peuvent espérer avoir des industries sur leur territoire ou encore des commerces sur leur territoire, pas de la même façon, une municipalité par rapport à l'autre, mais en tout cas, elles retirent des taxes. Elles retirent des taxes sur des entreprises qui sont installées là, elles retirent des taxes sur les commerces. Mais les petites municipalités, bien souvent, sont aux prises avec des problèmes financiers. Elles sont "pognées" — passez-moi l'expression — avec exactement les mêmes problèmes que leur impose le ministre actuel des Affaires municipales, les problèmes d'égout, les problèmes de dépotoirs, les problèmes, en fait l'ensemble des problèmes qu'on leur impose par le bill 34, mais ces municipalités n'ont pas les moyens financiers pour s'en sortir et pour répondre aux exigences du ministre.

Je pense que c'est encore une loi partielle, c'est encore une loi cataplasme, c'est encore une loi qui ne touche pas aux problèmes de fond des municipalités.

C'est encore une loi qui correspond exactement à ce que représente ce gouvernement-là, un gouvernement qui étudie, un gouvernement qui ne se décide pas, un gouvernement qui, à un moment donné, promet à l'Assemblée nationale de grandes réformes municipales, comme dans d'autres choses, et qui ne fout rien, un gouvernement qui fait strictement de la publicité, qui

s'occupe de faire de la publicité ronflante. En réalité, quant on arrive pour étudier les projets de loi, cela ne correspond absolument à rien. On est heureux, je suis bien d'accord, M. le Président, qu'on arrive avec cette solution partielle qui va satisfaire un certain nombre de municipalités, qui va peut-être attacher au gouvernement actuel ou au ministre actuel un certain nombre de municipalités qui vont dire: Ce sont de bons diables, ces gens-là, regardez, ils nous enlèvent du bras gauche ce qu'ils nous remettent de la main droite.

Mais elles en ont pris conscience, M. le Président, les municipalités, et elles l'ont constaté avec le bill 48. C'est bien beau de nous présenter, à la façon ronflante du gouvernement, de grandes réformes, mais qu'on arrive avec autre chose que cela, qu'on s'attaque aux véritables problèmes, qu'on s'attaque aussi aux problèmes des petites municipalités. Quant à moi, je ne m'oppose pas à ce qu'un certain nombre de municipalités, grâce à ces subventions, se regroupent de gré à gré, acceptent, à un moment donné, de s'associer.

Je serais heureux, par exemple, si, grâce à ce projet de loi, les villes de Haute-riève et de Baie Comeau, pouvaient se regrouper parce que, justement, elles perdent un certain montant d'argent prévu par cette loi. Je n'ai pas d'opposition à ce qu'indirectement cela amène le regroupement des municipalités. On sait qu'il y en a déjà trop. Mais je pense que c'est encore un moyen hypocrite. On sait comment les ministres antérieurs se sont butés à l'opposition des municipalités. Je me rappelle que quand on a discuté du bill 276 sur le regroupement, j'avais dit au ministre responsable, M. Tessier: Écoutez, c'est encore une loi qui ne donnera rien, qui n'apportera pas le regroupement. On constate aujourd'hui qu'elle n'en apporte pas.

Est-ce qu'indirectement on va avoir un certain nombre de regroupements pour ces municipalités? Si c'est le cas et si cela amène un regroupement de gré à gré, un regroupement à l'amiable de municipalités constatant que cela leur apporte des montants supplémentaires, je dit: Tant mieux. Mais je dis, par exemple, que ce n'est pas par un projet de loi comme celui-là, hypocrite, qu'on va en arriver à l'objectif que vise peut-être le ministre des Affaires municipales, c'est-à-dire le regroupement des municipalités. Je dis qu'on aura probablement le regroupement des municipalités quand on s'attaquera véritablement aux problèmes municipaux, quand on s'attaquera au problème du financement des municipalités et qu'on leur accordera — au lieu des subventions, d'accord, inconditionnelles, dans ce cas-là — une véritable autonomie administrative et une véritable autonomie sur le plan financier. C'est à cela qu'on s'attend de ce gouvernement et là, on est tanné d'attendre constamment. Arrêtez donc de faire de la publicité et agissez donc.

M. Guy Joron

M. JORON: M. le Président, la première chose qu'on nous enseigne dans un cours d'économie, c'est que les ressources sont rares et que les besoins sont illimités, qu'il n'y a pas de fin aux besoins. Les moyens de satisfaire ces besoins, les ressources, par exemple, c'est limité. Cela veut dire qu'à un moment donné on est obligé de procéder à une espèce d'organisation rationnelle de l'activité économique pour essayer de répartir les biens qui sont rares, visant à la satisfaction la plus grande possible. La satisfaction totale, on n'y arrivera peut-être jamais. Cela s'appelle non pas un budget, mais une organisation rationnelle de l'économie.

En ce qui nous concerne, dans le domaine des services publics et des impôts, qui sont la matière première avec laquelle on paie, on rend des services publics, le problème est exactement le même.

Il faut, avec des ressources forcément limitées, parce qu'on ne peut pas indéfiniment hausser les impôts, les agencer d'une façon telle qu'on puisse répondre, de la façon la plus satisfaisante et la plus adéquate possible, à la demande de services publics. Il faut organiser, comme société ou comme collectivité, nos ressources fiscales. Il faut faire un budget.

On est placé aujourd'hui devant une situation inadéquate où les municipalités se plaignent qu'elles n'ont pas les ressources suffisantes pour faire face à leurs obligations et où le gouvernement est obligé d'intervenir, comme il le fait dans le moment boiteusement, pour répondre, en retard, à une partie de ces attentes et de ces expectatives. Si on va à un autre niveau de gouvernement, au niveau du gouvernement du Québec, c'est exactement le même phénomène. A chaque discours du budget, évidemment, le ministre des Finances nous dit tout le temps que, s'il y en avait plus de revenus, il pourrait répondre à plus de besoins, mais qu'il n'en a pas assez, que les impôts sont mal partagés entre les niveaux de gouvernement, et puis que le gouvernement central a une trop grosse part des impôts par rapport aux dépenses publiques auxquelles il doit faire face.

Le problème, c'est exactement ça. C'est qu'il y a trois niveaux de gouvernement qui, chacun, perçoivent des impôts et qui rendent des services publics. Il s'agit, comme collectivité, qu'on ait le pouvoir d'organiser tout ça, qu'il y ait quelqu'un; un arbitre — c'est ça qui, normalement, devrait être le rôle de ce Parlement-ci — dans la société qui dise: Voici les ressources disponibles et voici comment on va les partager. On va demander au niveau municipal de s'occuper de telles choses, puis on va lui donner les ressources correspondantes pour qu'il puisse le faire. On demandera à un niveau régional de faire autre chose et on va lui donner les ressources correspondantes pour le faire.

Dans la situation actuelle, ce partage des

ressources, on ne peut pas le faire parce qu'il y a deux niveaux de gouvernement au-dessus qui ne sont pas dépendants ou liés l'un à l'autre. C'est le problème que le Québec vit, vous le savez, de façon plus aiguë, peut-être, depuis une dizaine ou une quinzaine d'années. Si on dit: Les dépenses du gouvernement du Québec, que ce soit à l'éducation ou à la santé, à titre d'exemple, croissent trop rapidement et il nous faudrait une plus grosse partie des impôts, le gouvernement fédéral répond: Taxez. Puis, quand on crie trop fort, il nous envoie des petites miettes de péréquation pour nous calmer un peu.

D'autre part, les gouvernements québécois, les uns après les autres, ont tous argumenté que leurs dépenses à eux, le genre de services publics qu'ils sont appelés à rendre aux citoyens sont plus pressants et croissent d'une façon plus rapide que d'autres types de services publics que rend le gouvernement fédéral. Alors, on dit: Le gouvernement fédéral a trop de taxes, amenez-nous-en. L'autre niveau de gouvernement, évidemment, on n'a pas le contrôle dessus. Ce n'est pas une créature du gouvernement du Québec ou des différentes provinces, le gouvernement fédéral; il existe de fait et de son propre droit. S'il dit: Non, j'aime mieux garder mon argent, il a le choix de faire deux choses, à ce moment-là: d'accumuler des surplus, d'instituer de nouveaux programmes ou d'empiéter, alors, sur les juridictions du provincial. C'est exactement ce qui se passe depuis quelque temps.

Si on est pris, aujourd'hui, dans une situation où on est obligé, au compte-gouttes, de répondre, de façon très partielle et très parcelaire, aux expectatives des municipalités, c'est à cause, justement, du manque de ressources fiscales du gouvernement du Québec lui-même. On ne réglera pas le problème fondamental des municipalités tant que le Parlement ici n'aura pas le plein contrôle sur tous les impôts que payent les Québécois, tant qu'il ne pourra pas faire tout ce que tous les Parlements normaux du monde font, c'est-à-dire jouer le rôle d'arbitre dans le partage des ressources fiscales dans une société.

C'est la première raison pour laquelle, pour arriver à ça, on a commencé par se dire, nous, enfin de notre formation politique: Ramenons tous nos impôts au Québec. Ramenons aussi, en même temps, au Québec, le pouvoir exclusif de faire les lois sur le territoire du Québec. Puis, là, on va évaluer quels sont nos besoins.

Voici la masse d'impôt sur laquelle on peut compter si on ne veut pas l'augmenter. Maintenant, on va la partager pour que les services publics soient rendus aux citoyens de la façon la plus rapide, la plus humaine et la plus directe possible. Pour cela, il faut revaloriser l'institution municipale, pas seulement en paroles, mais en fait. Il ne faut pas seulement dire non plus: Il serait souhaitable que les municipalités aient juridiction dans tel domaine ou s'occupent de

tel et tel type de services publics. Tout cela, ce sont des paroles qui ne veulent rien dire, tant et aussi longtemps qu'on n'a pas transféré des sources de revenus correspondantes à ces nouvelles responsabilités que l'on voudrait voir les municipalités assumer. Mais cela on ne pourra pas le faire tant que l'on restera dans le carcan fiscal dans lequel nous sommes à l'heure actuelle.

Notre suggestion, si le Parlement, que nous sommes ici, avait le plein contrôle sur ses impôts, ce serait beaucoup plus facile d'arriver à une véritable valorisation du rôle municipal. C'est ce que nous proposons. Mais la condition sine qua non à ce que tout cela se réalise, c'est que l'on puisse, au départ, maîtriser l'ensemble des taxes que les citoyens du Québec paient, où qu'ils soient, et qu'on puisse décider ce que l'on va en faire.

C'est pourquoi les propositions du Parti québécois, en cette matière, sont très simples. Par contre, du fait que nous maîtrisons l'ensemble de nos ressources fiscales, on procède ensuite à leur redistribution de la façon suivante. On dit, par exemple, que l'on va remettre aux municipalités la responsabilité d'un certain nombre de services publics qui, aujourd'hui, sont administrés au niveau central. Pourquoi? Parce qu'il y a bien des services publics; vous savez la lenteur innée qu'implique toute l'administration publique, il y a de la bureaucratie. Plus c'est centralisé, plus...

M. HARVEY (Jonquière): M. le Président, j'invoque le règlement. Le député parle depuis dix minutes, et il est hors d'ordre complètement. Son propos est complètement en dehors du bill qu'on discute présentement en Chambre.

M. LESSARD: M. le Président, sur un point de règlement, je vous rappelle l'article 120: "Le débat sur toute motion de deuxième lecture doit être restreint à la portée, à l'à-propos, aux principes fondamentaux et à la valeur intrinsèque du projet de loi ou à toute autre méthode d'atteindre ces fins." Je pense que ce que le député de Gouin tente, actuellement, de démontrer, c'est que ce gouvernement, parce qu'il n'a pas les pouvoirs nécessaires, ne peut pas du tout apporter une véritable réforme municipale, réforme dont il nous parle depuis longtemps. J'ai pu démontrer, M. le Président, tout à l'heure, que ce projet de loi n'apportait absolument rien au point de vue des réformes. Le député de Gouin est en train de reprendre cette chose-là. Il est en train de reprendre cette argumentation-là. Puis, il explique pourquoi ce gouvernement n'est capable de rien faire.

Mais, M. le Président...

M. BOSSE: M. le Président, il est hors d'ordre, il est en train de faire un autre discours.

M. HARVEY (Jonquière): M. le Président, sur le point de règlement.

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): L'honorable ministre du Revenu.

M. HARVEY (Jonquière): Le député de Saguenay vient de nous démontrer que le député de Gouin est hors d'ordre. Les principes du projet de loi sont d'établir un per capita, en amendant une loi actuelle, pour des villes dont les populations sont de 25,000 ou 50,000 ou au-dessus de 100,000 âmes.

Je ne vois pas ce que vient faire le partage fiscal entre le gouvernement central, les provinces et leurs créatures, les municipalités. On veut paraître dans l'ordre. Nos adversaires d'en face nous trouvent tolérants de laisser débattre un sujet hors d'ordre par le député de Gouin, depuis le début de son intervention.

M. JORON : Sur la question de règlement, M. le Président, c'est très simple, ce que vient faire le partage fiscal là-dedans. C'est que le l'objet du projet de loi...

M.TREMBLAY (Bourassa): Parle de ton programme du PQ!

M. JORON:... c'est de fournir des subventions...

M. TREMBLAY (Bourassa): Parle de ton programme du PQ!

M. JORON : M. le Président, je parle sur un point de règlement. L'objectif du projet de loi, c'est de fournir des subventions à un certain nombre de municipalités. Moi, je suis en train de vous dire que vous n'en fournissez pas assez et que vous ne pourrez pas en fournir plus, autant que les municipalités en ont de besoin, tant qu'il n'y aura pas un autre partage fiscal qui fera que le gouvernement que vous êtes, ici, aura...

M. HARVEY (Jonquière): Là, vous êtes dans l'ordre!

M. JORON: ... le plein contrôle de ses ressources fiscales. Et il pourra même en transférer davantage.

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): L'honorable député de Gouin.

M. JORON: M. le Président, en attendant que l'on puisse procéder à une véritable revalorisation, comme on le suggère, des instances municipales, je vous lis, à ce titre, de façon très brève, deux articles du programme du Parti québécois:

"Un gouvernement du Parti québécois s'engage à revaloriser le pouvoir local en remettant aux municipalités certains pouvoirs actuellement exercés par le gouvernement québécois et en augmentant les ressources financières à leur disposition".

Un peu plus loin, on lit: "Et assurer aux municipalités locales et régionales des sources directes de revenus fiscaux en accord avec les fonctions qui leur sont confiées. De plus, établir des mécanismes de péréquation et de subventions permettant de fournir des revenus additionnels aux municipalités et aux régions dont les sources directes de revenus fiscaux sont insuffisantes".

Là, on aurait des municipalités qui, dans le tissu de notre démocratie, représenteraient véritablement quelque chose, qui vivraient une vie intense au niveau local, qui seraient en mesure de rendre, au niveau local, des services publics qui sont mieux rendus au niveau plus local, parce que cela peut être fait plus rapidement, plus directement, de façon plus humaine, et surtout parce que cela implique directement les citoyens qui sont concernés. C'est beaucoup plus difficile à l'échelle nationale d'intégrer, si vous voulez, les citoyens dans un processus de participation comme cela. Mais, au niveau local, on le sait, on en vit des expériences: Plus le village est petit, plus c'est facile de faire participer le monde.

Cette participation peut s'établir de façon plus directe au niveau local. C'est pourquoi on pense qu'il y a un certain nombre de services publics qui devraient être transférés aux municipalités, pour en faire des organes politiques plus importants que ce qu'ils sont dans le moment, en leur transférant cependant les revenus fiscaux qui correspondent à ces charges accrues.

En attendant ce jour qui, nous l'espérons, ne tardera plus, qui nous permettrait de mettre en application ce programme de véritable revalorisation de l'instance municipale et je dirais même de relance de la vie démocratique à l'échelon local, il faudra se contenter des miettes, si vous voulez, des miettes à saveur électorale, d'ailleurs, à saveur électorale que nous propose l'actuel gouvernement.

Il faudra attendre une fois de plus qu'il y ait, installé dans ce Parlement-ci, un gouvernement qui aura l'autorité sur l'ensemble de toutes les ressources fiscales de la collectivité et qui pourra faire véritablement un budget, c'est-à-dire une répartition des tâches, de l'argent, c'est-à-dire des impôts des contribuables correspondant à ces tâches.

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): L'honorable député de Bourassa.

M. Georges Tremblay

M.TREMBLAY (Bourassa): Je ne voudrais pas relever tous les propos des collègues d'en face. Je voudrais seulement vous parler un peu du projet de loi qui est ici devant nous. On parle de cataplasme. Et quand on parle de cataplasme, c'est peut-être quand un gouvernement donne des sommes qui ne sont pas prévues par la loi. Mais quand un gouvernement

a le courage de déposer une loi et de mettre des normes dans sa loi, je crois que ce n'est pas un cataplasme, c'est une loi. Tous les membres du gouvernement sont ici, en prennent connaissance. Il y a une différence.

Quand je vois mes amis d'en face parler de grandes réformes, je pourrais leur dire, pour ma part, que j'ai déjà été conseiller municipal d'une ville assez importante dans le Québec, que je suis député depuis sept ans, et les grandes, grandes réformes, c'est une chose à laquelle je ne crois pas trop trop.

Quand je vois certains partis qui prennent les grandes réformes pour tout virer le monde à l'envers, taxe ici, pas de taxe là, on va manger ici et on va manger là, je ne crois pas tellement à ça. C'est pour ça que je m'en tiens à ce projet de loi de 25,000 habitants et plus.

Je vais parler, si vous voulez, de la cité de Montréal-Nord. Qu'on prenne ici la cité de Montréal-Nord qui a 91,000 de population. Dites-moi un octroi qui a été donné à la cité de Montréal-Nord? Là maintenant on a la CUM, mais avant il y avait un service de police, de pompier, d'égoût, de trottoirs. Il y a le boulevard Pie IX, on paie pour tout ça; le boulevard Henri-Bourassa, c'est interprovincial, la municipalité paie pour ça.

Aujourd'hui, je suis très heureux et je dois féliciter mon collègue ici à ma droite de présenter une loi semblable. La ville de Montréal-Nord va obtenir près de \$500,000 de plus. Et je crois que c'est honnête...

M. PAUL: \$539,000.

M. TREMBLAY (Bourassa): ... envers les citoyens des villes. Ceci n'empêche pas, et ça je veux répondre à une question du député de Maskinongé, je crois qu'on est honnête envers ces villes, mais ceci n'empêche pas les villes moyennes et petites d'y passer aussi. Je crois que c'est un premier pas. Mais les petites villes, je crois que le député de Maskinongé ne peut pas m'imputer que je n'y pense pas à ces villes, je pense à ces gens-là aussi, autant que je peux penser à ceux de Saint-Blaise, du comté de Saint-Jean...

Je pense à ceux-là aussi. Mais par contre, je crois que c'est un pas. Et ces petites villes, des villes de 12,000, 14,000, 15,000, le député de Maskinongé va être d'accord avec moi que quand il y a des octrois pour des arénas — à Montréal-Nord, il y a deux arénas de construits — la population paie pour cela.

On va dans d'autres comtés ruraux; je ne suis pas jaloux, je suis très heureux quand on donne une subvention aux villes de 10,000, 12,000 de population et qu'on y construit une aréna.

Le gouvernement donne une subvention de \$125,000 dans certains comtés, payable dans cinq ans, etc., trois ans, ça dépend. Je suis très heureux pour eux. Quand on s'en vient dans mon comté, dans Montréal-Nord, il y a deux arénas et la ville paie au complet. Je me dis qu'à

ce moment-là le gouvernement est honnête en donnant un montant de subvention, mais pas comme du nanan, par des lois devant les membres de l'Assemblée nationale. C'est ça que j'aime, ce n'est pas une affaire qu'on passe par en arrière.

Quand on a parlé des chemins d'hiver...

M. ROY (Lévis): M. le Président...

M. TREMBLAY (Bourassa): Mon collègue...

M. ROY (Lévis): ... le député me permettra...

M. TREMBLAY (Bourassa): Je ne vous ai pas posé de question, vous répondrez après. Je ne vous ai pas interrompu, je n'interromps jamais quiconque. Vous répondrez plus tard.

M. ROY (Lévis): Je demande, M. le Président, s'il permettrait une question.

M. TREMBLAY (Bourassa): Laissez-moi finir, je n'ai pas de réponse à vous donner. C'est clair?

LE PRÉSIDENT SUPPLÉANT (M. Houde, Limoilou): Le ministre refuse.

M. TREMBLAY (Bourassa): Chacun son tour de parler. Jamais je n'interromps quiconque ici. Là, je parle de la loi...

M. ROY (Lévis): Je demande...

M. TREMBLAY (Bourassa): Laissez-moi finir, vous répondrez après. M. le Président, il y en a ici qui pleurent, je ne sais pas si on devrait avoir un mouchoir sur l'épaule, au sujet des municipalités à qui des chemins ont été remis par le ministère de la Voirie. Je crois que le gouvernement du Québec a subventionné ces villes, ces paroisses, pour les chemins dont elles ont dû reprendre l'entretien. J'aimerais que les députés vérifient dans leur comté; des subventions ont été données à ces villes, à ces paroisses. Oui, j'aimerais bien que le député de Maskinongé, qui n'est pas sûr, vérifie un peu.

M. PAUL: Ah, je suis sûr, je suis sûr.

M. TREMBLAY (Bourassa): Non, il n'est pas sûr.

M. PAUL: Ah oui, je suis sûr.

M. TREMBLAY (Bourassa): Non, il n'est pas sûr, ça paraît dans sa figure qu'il n'est pas sûr.

M. PAUL: Un instant!

M. TREMBLAY (Bourassa): Alors, c'est tout ceci. Quand on prend le texte de...

M. PAUL: Vous êtes psychologue en plus.

M. TREMBLAY (Bourassa): ... de toute façon pour en finir, encore une fois, 25,000, 50,000 et 100,000 habitants, je crois que c'est très honnête. Prenons la ville de Montréal ou d'autres grandes villes. On a parlé il y a quelques minutes des industries. On a dit: L'industrie paie des taxes. Mais cette industrie, il faut lui fournir des services, il faut payer pour. La ville, il faut qu'elle paie pour. Et qu'est-ce que ça veut dire? Il y a des rues, des trottoirs, des tuyaux pour l'eau, des tuyaux pour l'égout, il y a tout là-dedans, il y a l'aménagement pour rendre les services. Il faut construire des rues pour loger ce monde. Encore là, pour ces grosses villes, ça prend de l'argent. Le fond de ce bill, le bill au complet, je crois qu'il est réaliste, mais je suis d'accord avec le député de Maskinongé de recommander à mon cher collègue de ma droite de ne pas oublier les petites villes. Je suis d'accord sur cela.

Je crois que les petites villes ont des besoins urgents, mais je suis sûr que mon collègue est au courant et fera tout en son possible. Seulement je veux dire une chose. Le député de Saguenay, avec sa verve, traite tout le monde ici dans cette Chambre d'hypocrite. Il devrait commencer par se regarder dans le miroir pour se voir le matin s'il n'a pas l'air d'un hypocrite. Parce qu'il ne sera pas ici lui après 1974, lui il va être hypocrite dans la maison chez eux à Hauterive, on ne le verra pas ici.

Merci, M. le Président.

Ajournement du débat

M. ROY (Beauce): M. le Président, j'aurais eu une intervention à faire sur le projet de loi. Est-ce que je dois proposer la suspension du débat pour que vous puissiez procéder au vote? Alors je propose la suspension du débat.

Questions inscrites au feuillet

M. LEVESQUE: M. le Président, avant de procéder au vote, avec le consentement unanime de la Chambre, j'aimerais procéder à la réponse des questions au feuillet.

Article no 3, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: No 4, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: No 5, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: No 6, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: No 7, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: No 13, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: No 14, question de M. Boivin, réponse de M. Harvey (Jonquière).

M. HARVEY (Jonquière): Document déposé.

M. LEVESQUE: M. le Président, nous aurions deux rapports à déposer, un par le député de Yamaska et le second par le député de Verdun.

M. ROY (Beauce): Est-ce que je pourrais demander au leader du gouvernement si demain matin, lors de la période habituelle, à la première heure de la séance, il entend continuer à répondre à d'autres questions?

M. LEVESQUE: Peut-être même ce soir.

M. ROY (Beauce): Merci.

Rapport de la commission de l'agriculture

M. FAUCHER: Rapport de la commission permanente de l'agriculture et de la colonisation.

M. le Président, conformément aux dispositions du règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission permanente de l'agriculture et de la colonisation, chargée de l'étude du projet de loi no 13, intitulé Loi modifiant la loi du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et abrogeant certaines dispositions législatives.

LE PRÉSIDENT: Rapport déposé par l'honorable député de Verdun.

Rapport de la commission des affaires municipales

M. CARON: M. le Président, conformément aux dispositions du règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission permanente des affaires muni-

cipales chargée de l'étude des projets de loi qui lui ont été déferés, à savoir: projet de loi privé no 100, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal; projet de loi privé no 162, Loi modifiant la charte de la ville de Québec.

LE PRESIDENT: Rapport déposé.

Projets de loi privés

Troisième lecture

M. PAUL: M. le Président, pour être agréable à mon honorable ami de Bonaventure, s'il veut appeler la troisième lecture de la loi 100 et de la loi 162, je crois que nous n'y aurions pas objection.

LE PRESIDENT: Est-ce qu'il y a consentement? Il faudrait procéder d'abord à l'adoption du rapport. Le rapport relatif au projet de loi no 100 est-il adopté? Adopté. Le rapport relatif au projet de loi no 162 est-il adopté? Adopté. De consentement unanime, troisième lecture?

M. ROY (Beauce): Le consentement unanime est accordé.

LE PRESIDENT: Troisième lecture du projet de loi no 100, adopté. Troisième lecture du projet de loi no 162, adopté.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Troisième lecture de ces projets de loi. Third reading of these bills.

M. LEVESQUE: Je remercie le député de Maskinongé.

M. BOURASSA: Un grand geste de collaboration!

LE PRESIDENT: Nous procéderons maintenant à la mise aux voix de la deuxième lecture du projet de loi no...

M. PAUL: Non, non, vote sur l'amendement de l'honorable député de Chicoutimi.

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont en faveur de la motion d'amendement de l'honorable député de Chicoutimi...

M. PAUL: Est-ce que vous allez appeler les députés avant? Ce serait peut-être mieux.

LE PRESIDENT: Peut-être. Est-ce qu'on n'avait pas annoncé qu'il y avait un vote? Est-ce que vous êtes prêts à voter, messieurs?

DES VOIX: Oui, vote! Vote!

Projet de loi no 63

Deuxième lecture

Motion de report à quatre mois

LE PRESIDENT: Vote immédiat. Est-ce que tout le monde est consentant? Tout le monde est prêt. Que ceux qui sont en faveur de la motion d'amendement de l'honorable député de Chicoutimi veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Vote sur la motion

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Loubier, Paul, Tremblay (Chicoutimi), Cloutier (Montmagny), Boivin, Lavoie (Wolfe), Samson, Roy (Beauce), Brochu, Tétrault, Drolet, Roy (Lévis), Guay, Laurin, Charron, Joron, Lessard, Masse.

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont contre cette motion d'amendement veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

LE SECRETAIRE ADJOINT: MM. Bourassa, Lévesque, Garneau, Tremblay (Bourassa), Goldbloom, Harvey (Jonquière), Tetley, Bienvenue, Massé, L'Allier, Mailloux, Brown, Fortier, Saindon, Picard, Caron, Carpentier, Cornélius, Dionne, Faucher, Houde (Limoilou), Lallienne.

LE SECRETAIRE: Pour: 18.
Contre: 27.

LE PRESIDENT: Cette motion est rejetée. Est-ce qu'il y a lieu de procéder à la mise aux voix de la motion principale de deuxième lecture?

DES VOIX: Non, il y a des discours encore.

M. PAUL: Non!

M. ROY (Beauce): M. le Président, une intervention de deuxième lecture a été faite de la part de l'Opposition, c'est celle du député de Chicoutimi.

LE PRESIDENT: Très bien.

M. LAURIN: On est pour le principe, mais on voudrait que ce soit plus étoffé que cela.

M. BOURASSA: Vous prenez des risques.

M. LEVESQUE: Alors, M. le Président, nous pourrions suspendre jusqu'à vingt heures quinze.

LE PRESIDENT: Avant de procéder à la suspension des travaux, je voudrais réitérer mon invitation, au salon rouge, à l'occasion du lancement de la brochure sur l'Assemblée na-

tionale. Cela débute à 18 heures, mais il n'y a pas d'heure de déterminée pour la fin de cette séance, sauf que c'est limité dans le temps, jusqu'à vingt heures quinze.

Les travaux sont suspendus jusqu'à vingt heures quinze.

(Suspension de la séance à 17 h 54)

Reprise de la séance à 20 h 20

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! Quel est le menu?

Questions inscrites au feuilletton

M. LEVESQUE: M. le Président, je voudrais procéder à la réponse à des questions au feuilletton d'aujourd'hui.

Article 12).. Il s'agit d'une question de M. Lavoie (Wolfe). Je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de documents.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEVESQUE: Réponse de M. Cloutier (Ahuntsic). Pour M. Cloutier, documents déposés.

Article 20). Il s'agit d'une question de M. Drolet. M. le Président, je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de documents.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEVESQUE: Réponse de M. Simard (Richelieu). Pour M. Simard, documents déposés.

Article 28), question de M. Vincent. Je propose que cette question soit transformée en motion pour dépôt de documents.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEVESQUE: Réponse de M. Bourassa. Pour M. Bourassa, documents déposés.

Article 30), question de M. Lavoie (Wolfe), réponse de M. Tessier. Pour M. Tessier, lu et répondu. (voir annexe).

Article 35), question de M. Roy (Beauce), réponse de M. Cournoyer.

M. COURNOYER: Lu et répondu. (voir annexe).

M. LEVESQUE: Feuilletton, article 40), question de M. Roy (Beauce), réponse de M. Castonguay. Pour M. Castonguay, lu et répondu. (voir annexe).

Article 87, motion de M. Roy (Beauce).

M. ROY (Beauce): Enfin!

M. LEVESQUE: Il va être content, là! Je ne sais pas ce qu'il y a dedans. Motion de M. Roy (Beauce), dépôt de M. Garneau. Pour M. Garneau, documents déposés.

Puis-je demander le rapport du député d'Yamaska?

M. BURNS: M. le Président, avant qu'on passe à ce point, est-ce que le ministre peut accorder une attention particulière à l'article 16), qui est déposé depuis le 21 mars de la part de M. Lessard, qui est une question, et à l'article 86) qui est une motion également du 21 mars de M. Lessard, dans les prochaines réponses?

M. LEVESQUE: Nous faisons un effort considérable présentement pour donner les réponses.

M. BURNS: Cela va bien.

M. LEVESQUE: Nous en donnons trois fois par jour, peut-être qu'on se rendra à quatre.

M. BURNS: Continuez, vous êtes bien parti. Nous sommes bien d'accord sur ça.

M. LEVESQUE: Ah! c'est Lessard, ça?
L'honorable député d'Yamaska.

M. PAUL: C'est trop, trois fois dans la même journée.

M. FAUCHER: M. le Président, conformément au règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission parlementaire permanente des corporations professionnelles, qui a étudié les projets de loi suivants dans l'ordre: projets de loi no 257, Loi modifiant la loi des médecins vétérinaires; no 258, Loi des agronomes; no 259, Loi modifiant la loi des architectes; no 260, Loi modifiant la loi des ingénieurs; no 261, Loi modifiant la loi des arpenteurs; no 262, Loi modifiant la loi des ingénieurs...

LE PRESIDENT: ... forestiers, je crois.

M. FAUCHER: No 263, Loi modifiant la loi des chimistes professionnels; no 264, Loi des comptables agréés.

M. LOUBIER: M. le Président, j'ai l'impression qu'on pourrait difficilement accepter ce rapport, étant donné que j'ai nettement l'impression qu'en vertu de l'usage, de la coutume, des antécédents du député d'Yamaska, son droit de parole est depuis longtemps épuisé aujourd'hui.

LE PRESIDENT: Rapports déposés.

Projet de loi no 63

Deuxième lecture (suite)

M. LEVESQUE: M. le Président, projet de loi no 63.

LE PRESIDENT: L'honorable député de Richmond.

M. Yvon Brochu

M. BROCHU: M. le Président, au nom du Parti créditiste du Québec, j'ai l'intention de broser un certain tableau du projet de loi déposé en deuxième lecture, étant donné que nous avons disposé de l'amendement proposé par le député de Chicoutimi. Le projet de loi 63 a pour objet la création d'un conseil appelé Conseil du statut de la femme. Il s'agit en fait d'un organisme d'étude et de consultation, qui sera à la disposition du premier ministre, sur toutes questions relatives à l'égalité et au respect des droits et du statut de la femme.

Ses principales fonctions, tel que nous indiquent le projet de loi, sont d'abord de recevoir et d'entendre des mémoires, également d'informer le public sur ces questions, de faire des recommandations au premier ministre, de saisir le premier ministre de toutes questions qui nécessitent une étude de la part du gouvernement et, enfin, de former des comités d'étude avec l'approbation toujours du premier ministre.

Par sa composition, M. le Président, et ses fonctions, ce conseil a les mains liées en quelque sorte et ne sera jamais, à mon sens, efficace pleinement et entièrement comme semble vouloir le dire le proposeur du projet de loi en question. En effet, il est entièrement contrôlé par le cabinet et le conseil n'agit que sur l'autorisation du premier ministre. Donc, déjà, à l'intérieur des prémisses du projet de loi, on voit une contrainte, une limitation au niveau du champ d'action de ce fameux conseil. D'une part, le projet de loi nous dit que le président dirige les activités du conseil et en coordonne les travaux, il assume la liaison entre le conseil et le ministre et, d'autre part, la loi nous dit également que le président du conseil est nommé par le lieutenant-gouverneur, donc un premier point sur lequel on peut se poser de sérieuses questions. Le résultat de cette procédure au niveau législatif est facile à entrevoir, je pense, c'est-à-dire que le président du conseil étant en quelque sorte la marionnette du cabinet et en même temps le grand patron du conseil, le conseil ne pourra faire que ce qui fait l'affaire du cabinet. Cela permettra donc un contrôle et surtout de laisser beaucoup de situations en plan.

On aura donc un conseil redevable en tout et en partie au premier ministre, au niveau des recommandations, au code du travail, donc, à mon sens, ça permettrait simplement de dire: On a un Conseil sur le statut de la femme qui étudie des questions.

Enfin, aucune disposition ne prévoit que le conseil pourra agir de sa propre initiative, car, d'un côté, il est toujours redevable au premier ministre soit par ses recommandations, ou d'un autre côté, il n'agira simplement que sur demande du premier ministre ou du conseil des

ministres. Aucune disposition ne prévoit que le conseil pourra agir de sa propre initiative, car ça prend toujours l'approbation préalable du premier ministre. Il faudrait à mon sens, au moins, que certains correctifs soient apportés, de sorte qu'on puisse avoir une disposition précise dans le sens que le conseil puisse au moins agir de sa propre initiative et puisse entreprendre des études sur toutes questions relatives à l'égalité et au respect des droits et du statut de la femme. Or, la majorité des membres de ce conseil devraient être désignés par les différentes associations féminines reconnues dans la province comme de la part des groupes socio-économiques également. Et ce, si on veut en arriver vraiment à une structure pyramidale qui soit dans son travail le reflet exact des exigences de la réalité québécoise socio-culturelle et économique dans le contexte des années où nous vivons.

Autrement, M. le Président, le conseil risque tout simplement de devenir un comité fantôme susceptible de recevoir des recommandations et également susceptible de donner des recommandations mais sans aucun pouvoir de juridiction, aucun pouvoir supplémentaire. Je me demande à ce moment-là si ce n'est pas simplement un paravent pour dire que dans le Québec on a voulu statuer à un moment donné sur le statut de la femme, mais qu'en fin de compte, à la dernière minute, on a tout simplement et tout purement installé un comité de réflexion.

Comme si on n'était pas en mesure d'ores et déjà de contenir ou d'inclure dans nos lois des articles qui soient de nature à respecter la Québécoise comme une entité reconnue et reconnue non seulement en théorie, mais également dans les faits au niveau législatif. En ce qui me concerne, M. le Président, je n'ai pas l'intention à ce moment-ci, de faire un long plaidoyer en passant par toutes les idéologies ou les philosophies possibles pour vous démontrer l'égalité de la femme. Je pense que tous, qui que nous soyons, et du moins en ce qui concerne le Ralliement créditiste du Québec, nous reconnaissons dans la réalité l'égalité de la femme.

Reste au législateur, en tant que responsable mandaté dans sa fonction, de bien éclaircir et de clarifier au niveau de cette législation cette prise de position philosophique.

C'est très beau de voir de quelle façon le projet de loi nous est présenté et je pense que c'est même de nature à émouvoir celles qui sont représentantes d'association ou celles qui sont mandatées pour faire la promotion de la femme québécoise. On semble leur donner l'outil par excellence avec lequel elles pourront trouver toutes leurs réponses. Mais attention! D reste que ce n'est, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, qu'un comité de réflexion, et un comité de réflexion n'a d'autre pouvoir que celui de réfléchir sur les situations, de cumuler des données, de fabriquer des statistiques, d'extraire certaines données et, finalement, au bout

de la ligne, d'en faire purement et simplement la recommandation au premier ministre et au conseil des ministres.

Donc, cette première attitude que pourraient avoir les femmes québécoises en voyant le projet de loi se trouve passablement changée lorsqu'on s'assoit et qu'on analyse de façon logique le contenu de cette loi, la nature, l'essence de ce projet de loi, les moyens que ce projet de loi met à la disposition de la Québécoise et, enfin, les buts réels que ce projet de loi poursuit.

M. le Président, face à ce projet de loi, personnellement, je suis passablement déçu parce que j'ai l'impression, en étudiant la loi 63, que le gouvernement vient de découvrir qu'au Québec, il existe des Québécoises, que le gouvernement vient de découvrir qu'au Québec, il existe peut-être au moins 50 p.c. des citoyens qui sont des femmes. J'ai l'impression que le gouvernement vient de s'ouvrir les yeux sur la réalité.

Un gouvernement qui, vraiment, aurait été conscient auparavant de vouloir apporter dans ses lois le respect de tous et chacun des individus n'aurait pas aujourd'hui à déposer ce qu'on pourrait appeler une loi spéciale dans le cas de citoyennes qui doivent l'être à part entière.

M. le Président, c'est ce qui me fait dire que dans l'étude du projet de loi qui nous est déposé, j'ai l'impression d'étudier une loi se rapportant à un groupe social que le gouvernement au pouvoir vient de découvrir, comme s'il s'agissait d'autochtones ou d'autres. Face à cette réaction de panique, devant une découverte aussi importante, on crée un comité spécialisé qui aura pour mission, tâche et responsabilité d'informer le premier ministre et le Conseil des ministres sur ce qu'est une femme, sur son rôle dans la société moderne, sur sa définition, sur son mode de vie, sur ses attitudes et sur sa capacité peut-être d'être une citoyenne à part entière. C'est ce qui me fait dire qu'on se retrouve peut-être face à une loi d'exception, suite à une découverte surprenante, à une découverte peut-être embarrassante pour le gouvernement, suite à une découverte subite de la part des ministériels du fait qu'il existe des femmes au Québec.

M. le Président, si par le passé, on avait eu vraiment un gouvernement respectueux des droits des citoyens y compris hommes, femmes et enfants, je pense qu'aujourd'hui on n'aurait pas à discuter du projet de loi no 63, parce que si on avait eu un gouvernement respectueux des droits de tous les citoyens, le gouvernement dans ses lois au fur et à mesure qu'il les vote, aurait respecté tous les individus, que ce soit des hommes, des femmes, des enfants, des agriculteurs, des professeurs, des ouvriers, des couturières, des avocates, des mères de famille, des étudiantes ou autres. Si le gouvernement avait été respectueux des droits des individus, on ne serait pas à étudier un projet de loi

fantôme qui n'est autre chose que de pouvoir dire sous forme de publicité à la population: Nous, du gouvernement du Québec, avons fait une chose formidable, celle de statuer sur le statut de la femme.

Mais quel genre d'action le gouvernement a-t-il pris, sinon celle de former à toutes fins pratiques un comité d'enquête, un comité d'étude, un comité de recherche qui fera des analyses, des études, des recommandations, des suggestions au premier ministre, au conseil des ministres y compris au ministre des Affaires intergouvernementales qui a eu la grande qualité de nous présenter, avec la verve qu'on lui connaît, le projet de loi no 63?

Alors, de deux choses l'une: ou le gouvernement a pris panique en s'apercevant qu'il y avait des femmes au Québec ou, d'un autre côté, c'est simplement la reconnaissance de sa faiblesse passée de ne pas avoir inclus, dans tous et chacun de ses projets de loi, des dispositions tendant à rendre, dans les lois, la femme égale à l'homme.

M. PAUL: Est-ce que l'honorable député prétend que cela peut être le réveil de la nature?

M. BROCHU: Je répondrai au député de Maskinongé que ce n'est pas impossible. Mais devant le calme du député de Bonaventure, je me pose des questions. Alors, ou d'une part le gouvernement a été surpris et pris de panique devant cette découverte extraordinaire, et il propose un projet de loi ou tout simplement par son projet de loi, il reconnaît sa faiblesse à ne pas avoir inclus, dans ses lois, la protection valable et nécessaire que l'on devait accorder à la citoyenne du Québec dans les lois que le gouvernement a adoptées.

Je pense que cette situation est quand même assez grave, parce qu'elle implique deux choses. Même si, à un moment donné, je le présente de façon humoristique, ou vraiment on n'a pas tenu compte d'une situation qui était réelle ou, d'un autre côté, et je vais plus loin, on veut s'en servir, par la suite, avec un comité fantôme, à des fins électorales, pour aller devant les femmes du Québec, dans des grands salons, et leur dire: Mesdames, nous nous sommes occupés de vous. Nous avons pensé à vous. Nous avons institué un Conseil sur le statut de la femme. Ce n'est pas beau ça! Ce n'est pas quelque chose de formidable! Nous avons institué un comité qui va penser à vous.

Mais, pendant que le comité va penser, qu'est-ce qui va se passer? C'est que la situation va rester exactement la même. Elle n'aura pas changé. Même le numéro est évocateur, M. le Président, même le numéro choisi pour le bill est évocateur, on se retrouve dans la même situation qu'une certaine commission, qui nous a coûté des millions de dollars, pour se faire dire qu'il y avait du monde, au Québec, qui parlait en anglais et qu'il y avait du monde, au

Québec, qui parlait en français, qu'il y en avait un peu plus à telle place et un peu moins à l'autre place.

Cela s'appelait la commission Gendron. C'est drôle comme les situations se répètent. Je vous le dis, M. le leader parlementaire, vous auriez intérêt, parfois, à vous asseoir et à lire l'histoire. L'histoire est tellement révélatrice d'un paquet de choses, parce que l'histoire se répète. Elle a ce don presque d'ubiquité, d'être un peu partout. Si l'on regarde la réalité en face, on peut se rendre compte que ce projet de loi n'est autre chose que la répétition de cette commission Gendron: un beau salon qui nous coûtera des dollars, pour se faire dire, la moitié ou les trois quarts du temps ou 100 p.c. du temps, ce que l'on sait déjà.

Mais, au moins — et cela peut être la dernière consolation de l'Opposition — cela donnera bonne conscience au gouvernement. Cela permettra peut-être aux députés ministériels, aux libéraux, de s'endormir en pensant, dans leur intellect logique: Nous avons fait tellement pour la Québécoise!

M. le Président, je ne voudrais pas arrêter là parce que j'ai à vous dire des choses trop intéressantes. Dans le Conseil du statut de la femme, là il y en a des bonnes. On aura des consultants. Ceux-là ne nous coûtent rien, peut-être parce qu'ils nous coûtent déjà assez cher: ce sont des sous-ministres. Ceux-là sont gratuits. Là, regardez bien ce qu'ils vont nous dire. C'est bien important.

Premièrement, on aura comme consultant, à ce conseil, le sous-ministre des Affaires sociales. Ah cela, c'est quelqu'un! Le sous-ministre des Affaires sociales va aller au Conseil du statut de la femme leur dire comment le monde féminin est *magané* et comment il faudra, dans les lois futures, apporter des choses pour corriger ces situations. Pourtant, lui qui est déjà en poste, actuellement, pour prendre des décisions; pourtant, lui qui est déjà en poste, actuellement, pour faire des recommandations auprès de son ministre ne fait rien pour arriver à corriger ces situations.

M. le Président, actuellement, on a — je prends simplement des exemples; je pourrais vous citer des noms — des veuves qui ont des pensions de pitance, des pensions non pas pour vivre, mais bien juste pour exister. Le même sous-ministre des Affaires sociales, qui va aller faire des recommandations, engage des gars, payés à gros salaires, pour suivre ces veuves au cas où elles iraient laver un plancher, à \$3 ou \$4, pour pouvoir, à la fin du mois suivant, le déduire de leur chèque. C'est ce qu'on voit, actuellement, dans la réalité, M. le Président!

M. SAMSON: Cela, c'est le statut de la femme, actuellement!

M. BROCHU: Et, M. le Président, c'est le même sous-ministre, gratuitement, qui sera consultant au Conseil du statut de la femme.

C'est-y pas beau, cela, non? On se croirait aux petites vues! Quelque chose de formidable, bien enveloppé, qui paraît bien, qui donne justice, qui donne satisfaction à tout le monde. Mais regardons donc les faits. Si le sous-ministre des Affaires sociales n'est pas capable, actuellement, de voir ce qui se passe dans la réalité, de voir les injustices sociales qu'on crée par rapport à un grand nombre de personnes, comment ce même sous-ministre des Affaires sociales sera-t-il en mesure d'aller, au niveau du Conseil du statut de la femme, faire des recommandations pour améliorer sa situation, alors que lui-même, aujourd'hui, est mandaté pour régler ces situations?

C'est un cercle très vicieux. Cela démontre encore une fois de plus que le projet de loi qui nous est déposé en cette Chambre n'est ni plus ni moins qu'une fumisterie. C'est un projet de loi fantôme qui sent l'électoratisme à plein nez et qui ne va pas plus loin que ça, même si c'est complètement illogique. Même si le gouvernement qu'on a devant nous autres est mandaté pour prendre des décisions, après trois ans d'administration il se cache encore derrière des comités fantômes qui vont lui donner la nature, l'habitat naturel, ce que mangent les femmes, ce dont elles ont besoin. Ils vont se faire dire ces choses après trois ans d'administration.

Cela me fait rire un peu. Le ministre de l'Industrie et du Commerce me dit: Soyez sérieux. Je peux faire à ce moment le reflet, le miroir qui s'impose, demandez donc à votre collègue d'être sérieux en déposant un projet de loi de cette nature. Après trois ans d'administration se faire dire par le ministère des Affaires sociales: Qu'est-ce qu'il y a qui ne va pas bien? Alors que ce sont eux qui sont mandatés pour prendre les décisions.

On a parlé — et en ce qui concerne le Ralliement créditiste on en a parlé souvent également — de la revalorisation du rôle de la mère de famille en accordant par exemple à la mère de famille qui reste à la maison un salaire ou un revenu minimum. Ah! cela a été bien drôle un bon bout de temps, mais aujourd'hui c'est moins drôle.

Le ministre des Affaires sociales commence à penser à un revenu minimum garanti et à vouloir au moins peut-être évaluer ces situations. Mais regardons ce qui se passe encore à l'heure actuelle dans le domaine des Affaires sociales. J'en ai eu des exemples assez précis de ce côté. Une mère de famille de cinq enfants, veuve, avec environ \$200 par mois pour vivre...

M. SAINT-PIERRE: Parlez-nous du conseil de la femme. Ne parlez pas des affaires sociales.

M. BROCHU: Un instant. Un instant. J'y arrive. Restez avec vos petits pains et on va continuer là-dessus. Je sais qu'on n'aime pas entendre parler des misères qui se passent en dehors du Parlement, parce qu'ici il y a des bonnes choses à manger, à boire, ça va bien. Mais allons voir dans la réalité ce qui se passe.

M. ROY (Beauce): Cela choque le gouvernement.

M. BROCHU: Cette même mère de famille qui demande une petite hausse d'allocations pour être capable de satisfaire à ses obligations les plus fondamentales, ses obligations minimales, on la lui refuse. Par contre, on lui offre de placer ses enfants. Et ça on l'a fait. Et lui offrir un travail. On va placer ses cinq enfants à \$100 environ par mois chacun. Si elle ne se trouve pas de l'emploi, on va lui donner également environ \$100, ce qui fait \$600 par mois pour disperser une famille, l'éparpiller, la démembrer, la tuer. Et on va refuser de lui donner un minimum décent pour être capable de faire face au coût de la vie.

C'est le même sous-ministre des Affaires sociales, qui connaît pourtant ces situations, qui va aller siéger au conseil de la femme et qui va aller dire les recommandations qu'on devrait faire, alors que c'est lui qui est mandaté également pour prendre les décisions qui s'imposent. On ne me fera pas accroire que le sous-ministre n'est pas au courant de ces situations.

Il y a d'autres bonshommes également qui vont siéger à ce comité. Il y a le sous-ministre de l'Education. Ah! ça c'est beau. Ce n'est pas des *peanuts*. On n'a qu'à voir le ministre et on voit que le sous-ministre ça doit être quelqu'un. Le ministre c'est vraiment "Un homme vous écoute", il ne fait rien, il écoute lui. On voit que le sous-ministre doit écouter encore plus. Lui il va aller faire des recommandations.

On sait la façon sélective dont les jeunes filles sont admises souvent dans certaines facultés de nos universités; également, au niveau des prêts-bourses, la façon avec laquelle nos jeunes filles sont traitées. Simplement au niveau du nursing par exemple, on les oblige à être dans des situations vraiment inhumaines.

Et le gouvernement ne sait pas ça lui. Il tait un Conseil du statut de la femme pour se faire dire ce qui ne va pas. Au lieu de perdre de l'énergie à faire ça, il serait bien mieux de régler les situations là où elles sont. Il les connaît les situations, il y a des dispositions précises à prendre là-dessus.

Où est-ce qu'il est le statut de la femme dans les cours de nursing par rapport aux prêts-bourses? Où est-ce qu'il est quand on tue la famille actuellement, quand on ne donne pas de chance à l'entreprise familiale de s'épanouir? Où est-ce qu'il est le statut de la femme à ce moment? Dans les comités d'école par exemple? J'en ai vu l'exemple encore la semaine dernière où un professeur, un M. Bolduc, chez nous, a été pris pour des indécentes flagrantes au niveau des cours mêmes avec les jeunes filles de neuvième année. On le fait venir devant le comité de parents, il ne vient pas.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Je dois arrêter le député de parler, le statut de la femme ce n'est pas ça du tout.

C'est le statut de l'égalité et le statut légal. Ce n'est pas la question que chaque femme est devenue une femme dans la province de Québec qu'on discute ici. Ce sont des choses complètement différentes, on parle du statut légal et du statut de l'égalité des femmes et des hommes. C'est ce dont nous parlons ici.

M. ROY (Beauce): M. le Président, sur votre rappel au règlement, je vous invite à réexaminer les dispositions de l'article 120, dernier paragraphe, et je pense que vous aurez là une réponse à une question que vous venez de soulever vous-même.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Non, ce n'est pas ça. On dit: A toutes autres fins. Cela veut dire peut-être pas un conseil, peut-être une régie. C'est ce que je veux dire. Je ne dis pas qu'on peut parler des affaires sociales ou des femmes qui n'ont pas de "nursing", qui n'ont pas de prêts, ce n'est pas ça du tout. Si vous discutez le fait que les femmes ne peuvent pas entrer dans le "nursing" parce qu'on laisse entrer des hommes, ça c'est le bill.

M. BROCHU: Oui.

M. BIENVENUE: On doit s'asseoir à ce moment-là.

M. BROCHU: Oui.

M. BIENVENUE: Et on doit s'incliner devant la décision du président, ne pas dire un mot.

M. BROCHU: Vous n'avez pas demandé la parole, vous êtes encore assis, vous ne respectez pas le règlement.

M. BIENVENUE: Le président est assis, lui.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! Continuez, s'il vous plaît!

M. BROCHU: Je m'en tiendrai à votre directive mais je suis obligé quand même, pour démontrer ma position sur le principe de ce projet de loi, de donner les exemples pertinents qui s'imposent.

M. SAMSON: C'est ça.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): ... dans le bill. Vous avez raison mais pas à ce stade-ci.

M. BROCHU: Un instant, ce n'est pas comme ça que ça marche. Les exemples qu'on discute dans le bill, ce n'est pas à vous de les choisir, c'est à moi. D'accord? On va établir clairement la position.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Non, non, ce n'est pas ça. Je m'excuse, vous avez le

droit de choisir les exemples dans le contexte du principe de ce bill mais pas plus loin. C'est ça.

M. BROCHU: M. le Président, je vous dirai ce qui s'est passé chez nous la semaine dernière. On a discuté de ce projet de loi; les femmes en ont discuté quand le problème a été soulevé à la commission scolaire, lorsqu'on a voulu faire venir ce fameux professeur en question et que les mères de famille avaient des revendications à faire au comité de parents. On en a discuté, on a dit: On espère que le projet de loi va nous donner des façons de nous en sortir et des façons d'avoir au moins une porte de sortie au niveau du gouvernement pour revendiquer nos droits et pour que nos enfants soient respectés dans le milieu scolaire.

Mais non, M. le Président, on en est arrivé à la conclusion que même le projet de loi 63 ne leur donnerait pas plus que ce qu'elles ont actuellement, c'est-à-dire des voix de muets. On a voulu leur donner des voix par les comités de parents mais ces voix sont inefficaces et surtout on ne les entend pas. Dans le projet de loi 63, on veut donner des voix aux femmes. On va les entendre mais de quelle oreille, de quelle oreille, M. le Président. Et je me demande si l'oreille qui recevra ces recommandations, lorsque les femmes verront la nature même du projet de loi, ne sera pas une oreille remplie de ciguë électorale parce que, M. le Président, on verra, à ce moment-là, la fumisterie qui s'est cachée derrière de beaux principes sous-tendus par le bill 63.

On a tout ce beau monde-là, le sous-ministre des Affaires sociales, le sous-ministre de l'Éducation, des gens qui viendront faire des suggestions et qui seront des consultants. D'un côté, on veut faire énormément pour la femme du Québec et pour la mère de famille et pour l'étudiante, par exemple; actuellement, on fait exactement le contraire. Qu'il suffise, à titre d'exemple, de regarder ce qui se passe au CEGEP du Vieux-Montréal où, par l'attitude, les publications et les fonctionnaires que paie le ministère de l'Éducation, on oriente nos jeunes filles vers l'avortement — et pas n'importe lequel — thérapeutique.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): S'il vous plaît, ça n'a rien à voir avec le bill. On parle du statut, de l'égalité de la femme, le statut légal de la femme. Cela n'a rien à voir avec des détails.

M. BROCHU: M. le Président, je suis convaincu que si, à ce moment-ci, j'avais vanté les mérites de M. Morgenthau vous m'auriez applaudi et vous auriez compris, parce qu'il a fait quelques milliers d'assassinats par l'avortement. Mais là, vous vous élevez parce que je donne un exemple pour démontrer que la femme qui veut faire respecter ses droits ne le peut pas actuellement et que ce n'est pas par le Conseil du statut

de la femme, simplement au niveau des recommandations et de la réflexion, qu'on réglera ces problèmes au Québec.

Alors, M. le Président, sur ce point, je dis que c'est le rôle du gouvernement non pas de former des commissions fantômes d'études et de réflexion mais de prendre des positions définies, claires, nettes et bien arrêtées. J'irai plus loin que ça, M. le Président...

M. SAINT-PIERRE: Toute femme est supérieure à cet homme-là!

M. BROCHU: Est-ce que c'est une invitation de la part du député?

M. SAINT-PIERRE: Je dis une certitude, c'est que toute femme est supérieure à l'homme qu'on est obligé d'entendre dans le moment; au moins elle parlerait sur le projet de loi.

M. ROY (Beauce): M. le Président, j'invoque le règlement. Vous qui êtes très soucieux de faire appliquer le règlement à la lettre, je vous inviterais à laisser mon collègue, le député de Richmond, faire son intervention. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui n'a même pas demandé la permission...

UNE VOIX: Parlez-nous du projet de loi.

M. ROY (Beauce): ... se permet, à tout propos et à tout moment, de venir interrompre mon collègue. Alors, si vous êtes soucieux, M. le Président — ce dont je suis convaincu — du respect de notre règlement, je vous invite à regarder à votre droite.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Merci.
Le député de Richmond.

M. BROCHU: M. le Président, je n'allongerai pas le débat. Je ne voudrai même pas répondre au ministre de l'Industrie et du Commerce, tellement sa question était sottise et *conne*, c'est-à-dire que c'est une attitude de *con* et que la question était sottise.

M. le Président, là, je vais peut-être vous faire plaisir et peut-être faire plaisir à M. Morgenthau, mais disons que ce n'est pas séparé complètement. Ce n'est pas le rôle du gouvernement peut-être d'assurer l'aspect moral dans l'avortement ou dans les choses que je vous ai dites, mais ce n'est pas le rôle du gouvernement, non plus, de favoriser l'aspect amoral, cependant. C'est ce qui se fait actuellement. Je sais que ça vous fatigue. Reposez-vous, laissez-moi finir mon exemple.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! C'est le contraire, si on donne un statut à la femme, elle a le droit à l'avortement et tous les droits. Si vous voulez donner des droits, votez. C'est le contraire.

M. BROCHU: Un instant. Elle les a, les

droits, et largement. Vous avez simplement à regarder dans les journaux: avortement, 24 heures d'avis, pas de problème, ça marche, l'affaire. Vous avez des gens au Québec qui sont atteints de maladies sérieuses et qui doivent attendre deux mois, trois mois, six mois pour voir un spécialiste. C'est-y-assez fort!

M. LEVES QUE: La pertinence du débat.

M. BROCHU: Si vous voulez qu'on en parle, on va en parler, mais ne m'interrompez pas.

M. LEVESQUE: M. le Président, rappelez-le à l'ordre!

UNE VOIX: On assiste à un débat impertinent.

M. BROCHU: Alors, M. le Président, on va avoir toute cette belle famille de sous-ministres qui vont être des consultants de ce Conseil du statut de la femme. Eux qui sont pourtant actuellement mandatés, responsables pour prendre les décisions au niveau des ministères, eux qui sont en poste et en titre actuellement vont aller s'informer au Conseil de la femme pour voir ce qui se passe. Ils vont aller s'informer de la définition de la femme au Conseil du statut de la femme. Ils vont aller s'informer pour voir ce qui ne fonctionne pas, ce qui ne va pas. Alors, le même roulement que la commission Gendron va se produire. On aura de belles petites réceptions de salon, avec cocktails, madame, bonjour, mes hommages, etc., de la même façon, un peu, que ce que le député de Chicoutimi relatait cet après-midi, pour en arriver possiblement à avoir de très beaux volumes ou, tout au moins, des fascicules d'une forme exquise, qui nous donneront, notamment, des indications sur la nature, les exigences, les ambitions, les aspirations, le potentiel, l'énergétique de la femme québécoise.

Alors, là, on va être rendu où?

M. LEVESQUE: Votez donc contre. Votez contre la loi. Votez contre.

M. SAMSON: Assoyez-vous. Laissez parler le monsieur.

M. BROCHU: Le leader est nerveux, ça n'a pas de sens. Le leader est nerveux.

M. LEVESQUE: Etes-vous pour ou bien contre la loi? Dites-le donc. On ne le sait pas. Il ne parle pas du projet de loi.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre! Laissez-le parler. A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît.

Le député de Richmond.

M. BROCHU: Je vous remercie, M. le Président, de faire appliquer le règlement dans le cas

du leader. Il a oublié, il a eu un moment d'égarement, ça arrive.

M. LEVESQUE: L'égarement, c'est votre discours.

M. BROCHU: Ah, moi qui avais l'intention de terminer dans la minute, je vais devoir continuer pour vous convaincre, si ce n'est déjà fait. Le leader du gouvernement m'invite à lui donner exactement le portrait de cette situation que le bill 63 va créer dans le Québec, de l'anomalie dans le cadre législatif que l'on aurait si l'Assemblée nationale acceptait un tel projet de loi fantôme dans le but simplement de satisfaire une soif électorale de plus en plus intense de la part d'un gouvernement vieillissant et décadent.

Je pense que, face à cette situation, c'est de mon devoir et du devoir également de l'Opposition de donner clairement et nettement en cette enceinte de l'Assemblée nationale toutes les raisons qui militent en faveur de notre prise de position, pour faire réfléchir celui qui s'est substitué à celle qui a présenté le projet de loi, pour défendre un pareil spectre, un pareil fantôme à l'Assemblée nationale.

M. le Président, j'en étais donc à dire, avant cette digression, que tout ce beau monde, le sous-ministre des Affaires sociales, le sous-ministre de la Justice, le sous-ministre du Travail, le sous-ministre de l'Éducation, va se retrouver dans le salon gracieux du statut de la femme, pour aller dire quoi?

Étant donné qu'ils sont consultants, que vont-ils apprendre? Ils sont déjà en poste dans un ministère et ils devraient, à tout le moins, connaître le minimum de situations. Donc, c'est un peu dans cette forme théâtrale de vaudeville fort indécent que l'on se retrouve en étudiant le projet de loi 63, projet de loi faisant suite à cette découverte du gouvernement que la femme québécoise existait sur le territoire.

Tout ce que je trouve pour synthétiser ma pensée, pour définir ce projet de loi 63, c'est simplement de dire que c'est une soupape sociale pour faire sortir la vapeur au niveau des problèmes qui peuvent exister chez la gent féminine québécoise, purement et simplement, une soupape sociale pour faire sortir la vapeur. Lorsqu'il y aura des problèmes dans tel ou tel domaine, dans tel ou tel secteur d'activité, le gouvernement, d'accord, il est correct, il l'a, l'affaire, il a son Conseil du statut de la femme. Il en fait venir trois ou quatre en consultation et là, il dit: On a consulté, on a l'affaire dans les mains, il n'y a plus de problème, fiez-vous à nous autres.

Cette soupape, messieurs, elle va être précieuse, elle va être importante, cela va être un outil de travail comme je pense que le gouvernement en a trouvé rarement jusqu'à ce jour. Lorsqu'il aura mis cet instrument diabolique, si on peut l'appeler ainsi, en oeuvre, je pense que le gouvernement, s'il se maintient au pouvoir

encore un an, voudra façonner sur le modèle de cette loi 63 d'autres lois qui seront encore des comités d'étude, qui seront des soupapes pour la vapeur sociale dans l'un ou l'autre des domaines d'activité auquel le gouvernement a à faire face et sur lequel le gouvernement a à statuer.

En conclusion, je pense que le projet de loi 63 n'équivaut à autre chose que rire en pleine face, tout bonnement, des Québécoises. En ce qui me concerne, en ce qui concerne mon parti, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, pour nous, l'égalité de la femme est quelque chose d'acquis. Dans les prochains mois, lorsqu'on sera assis à votre place, on n'aura pas besoin d'adopter un projet de loi de la sorte, M. le Président.

M. BIENVENUE: Au mois d'août, le 20 août.

M. BROCHU: On reconnaîtra, dans toutes et chacune des lois que nous adopterons...

M. TREMBLAY (Bourassa): Il ne vivra jamais assez vieux pour cela.

M. BROCHU: ... nous reconnaitrons dans ces cadres législatifs la présence de la citoyenne québécoise, citoyenne du Québec à part entière. Le projet de loi 63, tel que présenté par le gouvernement libéral, apporte simplement une reconnaissance de principe, ni plus ni moins. On reconnaît d'abord qu'au Québec il y a des femmes et que, deuxièmement, au Québec ces femmes devraient être égales aux hommes. C'est simplement une reconnaissance de principe; ce n'est ni plus ni moins qu'une façade pour justifier l'inaction du gouvernement. Si on reconnaît le besoin d'avoir l'égalité de la femme, c'est que dans les lois passées on ne l'a pas reconnue dans les cadres législatifs, point. C'est pas plus ni moins que cela.

La reconnaissance. Même si l'Assemblée nationale acceptait, en majorité ou en totalité, le projet de loi 63, donc la reconnaissance de principe du devoir de reconnaître l'égalité de la femme, rien ne nous assure que dans la réalité les droits fondamentaux de la femme québécoise seraient respectés comme, d'ailleurs, cela n'a pas été le cas dans certaines lois du passé. On reconnaît simplement un principe, on se cache derrière ce paravent trop facile et cela nous donne bonne conscience, cela donne bonne bouche au gouvernement de pouvoir continuer une inaction constante qui est d'ailleurs une marque de commerce que la population du Québec commence à reconnaître de plus en plus chez nos libéraux ministériels.

Pourtant, il y a une chose qui me frappe. C'est que lorsque le ministre des Affaires intergouvernementales, héritier par obligation de ce fameux projet de loi, en a défendu la teneur et le principe dans son discours de deuxième lecture, il a dit que le rôle de la mère de famille au Québec était peu valorisé et qu'on

devait faire quelque chose. Le même ministre des Affaires intergouvernementales, dans son discours de deuxième lecture, a souligné quelques problèmes en rapport, par exemple, avec le milieu du travail, les conditions de vie dans lesquelles se trouvent actuellement certaines Québécoises de façon illogique et anormale.

Le même ministre des Affaires intergouvernementales a également parlé des problèmes actuels que rencontre la Québécoise au niveau des assurances et du transfert des assurances en ce qui a trait au travail du mari et autres, également certains problèmes au niveau du sport. Le ministre, je le félicite, je le remercie de mon siège d'avoir eu l'honnêteté de décrire de vrais problèmes qui existent. Mais où sont les solutions? On est capable d'une part de décrire des problèmes réels, des problèmes que l'on peut déceler à l'oeil nu, on est capable de les définir, de les présenter et comme solutions tout ce qu'on a à donner, c'est la fabrication ou la création de toutes pièces d'un comité sur le statut de la femme qui, lui, va réfléchir. Si le ministre des Affaires intergouvernementales, dans son discours de deuxième lecture, a été en mesure de nous décrire tous les problèmes qu'il a décrits et d'une façon aussi exacte qu'il l'a fait, il devrait être capable, sans ce comité, avec son gouvernement, de régler les problèmes là où ils se trouvent dans la réalité, au niveau de chacun des ministères. Parce que, M. le Président, et ça je pense que tous mes collègues en cette Chambre pourront en attester, soit par expérience ou par les études qu'ils ont faites, lorsqu'un problème est bien posé, avec tous ses éléments, il contient en grande partie la réponse que l'on peut attendre.

Je pense que, lorsque le proposeur de cette motion de deuxième lecture du projet de loi 63 s'est levé et que dans ce laps de temps, un moment donné, il a décrit les problèmes auxquels avait à faire face la Québécoise, il a parlé le langage de la sagesse. Je l'inviterais à continuer dans cette même ligne. Ayant décrit le problème, je l'invite à tirer de cette description les éléments dont il a besoin pour apporter des solutions concrètes, logiques, pratiques, dans les faits, dans la réalité pour la Québécoise.

UNE VOIX: Bravo!

M. BROCHU: M. le Président, cet autre bill 63 m'apporte énormément de crainte et je pense que cette crainte se transmettra même à toutes les associations dont le ministre a fait mention pour rejeter la motion de renvoi à quatre mois du projet de loi. Je pense que le gouvernement aurait pu ou le législateur aurait pu être encore plus honnête dans sa position, parce qu'on a donné aux associations de femmes, du moins celles parmi toutes celles qui existent qui ont été consultées, l'impression que ce projet de loi réglerait, sinon tous, au moins une grande partie de leurs problèmes, ce qui est complètement faux. Ce sera simplement un

milieu de réflexion, un centre de recherche, un centre de cumulation des données, un centre où on pourra recevoir les recommandations d'hommes qui sont en poste actuellement et qui devraient être en mesure, comme les sous-ministres, de régler des problèmes chacun dans son ministère, que ce soit au niveau de la Justice, des Affaires sociales ou des autres ministères qui sont concernés.

M. le Président, à mon sens, ce n'est autre chose qu'un projet de loi fantôme, un projet de loi qui a l'allure d'un spectre et qui ne se veut être autre chose qu'une manigance électorale, que de la poudre aux yeux, qui ne règle aucun problème mais qui crée tout simplement un comité de réflexion sur lequel d'ailleurs on a moins que le minimum d'information. Tout ce que l'on a c'est ce feuillet de trois ou quatre pages qui nous donne quelques idées sur un statut confus de la femme qui sera créé sous la grande autorité déifiquée du premier ministre, qui en sera le grand contrôleur et qui pourra s'en servir à toutes fins pratiques simplement comme une soupape pour faire sortir la vapeur sociale lorsque certains problèmes se poseront.

M. le Président, je vous remercie.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): L'honorable député de Bourget.

M. Camille Laurin

M. LAURIN: M. le Président, en ce moment historique où, pour la première fois, l'Assemblée nationale présente formellement un projet de loi qui vise à assurer l'égalité générale de la femme par rapport à l'homme, le respect de ses droits et de son statut, je crois qu'il importe que notre société, qui se dit évoluée, se rappelle, pour sa plus grande confusion et humiliation, qu'elle trame avec elle, parfois sans le savoir, un très lourd héritage d'injustice et de discrimination à l'endroit de la femme.

Comme il arrive bien souvent dans ces cas, le dominateur ne se rend pas toujours compte des souffrances, des torts qu'il inflige au dominé. Fort de son droit apparent, soucieux de la poursuite de ses propres objectifs, le pot de fer ne se rend pas toujours compte que le pot de terre qui chemine à ses côtés est obligé de subir tous les avatars de l'élan qui l'entraîne.

Je crois qu'il importe de se rappeler tous ces conditionnements dont nous avons hérité et que nous perpétons à notre tour lorsqu'arrive le moment de faire le point sur la situation de la femme dans notre collectivité. Il importe aussi, je crois, de se rappeler l'origine de ces conditionnements afin que nous en prenions davantage conscience en ce moment qui nous est donné — et il ne reviendra pas avant longtemps — de les corriger et de les éliminer dans la plus grande mesure du possible.

Tous les sociologues ou psychologues qui se sont penchés sur le problème reconnaissent que

notre société occidentale — en cela elle ne diffère guère de la société orientale — a été faite par les hommes pour les hommes. Il y avait à cela, au début de l'humanité, quelques bonnes raisons. La première était la force physique plus grande qui avait été donnée à l'homme et qui, aux époques préhistoriques où l'homme n'avait pas à sa disposition les moyens qui lui permettaient de s'assurer une maîtrise suffisante de la nature, lui conférait une supériorité certaine. C'est la raison pour laquelle on a vu, dès le début, l'homme s'occuper des travaux physiques les plus lourds, les plus exigeants ou les plus dangereux comme celui de la guerre ou de la culture du sol.

Il y avait aussi à cela une autre raison et qui est éternelle, celle-là, c'est que la femme a été constituée de façon telle que certains rôles physiologiques lui étaient exclusifs dont, par exemple et en particulier, celui de la reproduction. Ce qui est parfois considéré comme servitude et parfois comme épanouissement lui conférait tout de même l'obligation d'assister, durant un très grand nombre de mois, à la formation d'une autre vie à l'intérieur d'elle-même et provoquait chez elle également des attitudes, des conditions psychologiques qui l'amenèrent, une fois l'enfant au monde, à assurer sa survie, son épanouissement par les soins qu'elle pouvait lui prodiguer. Ce rôle, cette fonction a fait et fait encore plus que toute autre pour enjoinde à la femme une présence plus importante, plus active et plus longue au foyer.

Une autre des raisons, qui est liée à celle que je viens d'évoquer, est que la femme a personnifié davantage que l'homme la dimension sexuelle de la vie. On le voit bien chez les Pères de l'Eglise, d'ailleurs, bien souvent.

Précisément à cause de cette dimension sexuelle qu'elle incarne davantage, la femme a été considérée comme une créature de péché dont il fallait se méfier, dont les sortilèges pouvaient constituer un danger pour l'homme. Cette dimension, qui est présente dans notre civilisation occidentale comme elle l'a toujours été depuis l'origine du monde, confrère justement à la femme une sorte de statut d'être mystérieux, sibyllin, dangereux, dont il importe de se garder en même temps qu'elle suscite la fascination, l'admiration et l'attraction.

Je pense que ces trois facteurs conjugués : force physique moindre par rapport à celle de l'homme, fonction de reproduction qui la destine d'une façon prioritaire au foyer, et dimension sexuelle qui a fait d'elle un être de contradiction et d'ambivalence ont provoqué, au fil des siècles, les diverses attitudes que la femme a toujours eues à l'endroit d'elle-même et les attitudes que l'homme et, par voie de conséquence, la société qu'il a édifiée ont eues à l'égard de la femme.

Pour toutes ces raisons, qui ont assuré à l'homme une présence plus importante dans les sphères extérieures de la vie collective, il est

bien évident que l'homme a fini par prendre toute la place, non seulement la place à laquelle le destinaient son anatomie, sa physiologie et ses fonctions particulières mais la place également qu'il s'est assurée du fait que tôt, dans l'histoire de l'humanité, il a pris une situation prépondérante et c'est à lui-même qu'il s'est donné fonction d'édicter les lois qui devaient présider à l'évolution de nos sociétés.

Il n'est donc pas étonnant que c'est aux hommes que nous devons les premiers codes civils ou les codes criminels, que c'est aux hommes que nous devons les premiers schèmes d'élaboration des structures sociales, que c'est aux hommes que nous devons les premiers rudiments de la vie publique organisée et que c'est aux hommes que nous devons, au fil des siècles, les éléments principaux qui régissent encore aujourd'hui notre vie collective.

Nous savons, M. le Président, que ces premiers conditionnements, surtout du fait qu'ils deviennent rapidement automatisés, pour ne pas dire inconscients, deviennent les principaux moteurs non seulement du développement des individus et des sociétés mais également les principales motivations de son activité et de son comportement. C'est bien la raison pour laquelle, durant plusieurs siècles, toute la vie collective a été dominée par un homme dont la primauté était exclusive, incontestable et incontestée.

Heureusement, la situation ne pouvait demeurer telle que la physiologie ou l'anatomie l'avaient orientée. Bientôt, dans l'histoire de l'humanité, sont intervenus des facteurs de changement. Ces facteurs de changement ont été nombreux, se sont manifestés graduellement, avec une importance accrue, au fil des âges, et c'est à eux que nous devons un changement des conditions qui, au rythme accéléré qu'il a pris ces dernières années, nous a conduits à ce qu'on peut bien appeler un bouleversement de nos systèmes de valeurs.

Ce premier facteur de changement, M. le Président, a été le progrès technique. Peu à peu, l'homme a appris à remplacer sa force physique, son bras, par des outils qu'il s'est fabriqués, que ce soit la charrue, que ce soit le marteau, que ce soit tous ces instruments que les guildes employaient au moyen âge ou plus tard, ces instruments perfectionnés que sont devenues les machines, sans parler, évidemment, de ces instruments encore plus perfectionnés que nous donne la civilisation moderne, surtout maintenant qu'elle est entrée dans l'ère de l'automatisation et de l'ordinateur.

Grâce à ces progrès techniques, l'homme a pu apprendre à se passer de la force physique ou brutale, pure et simple, pour s'assurer la maîtrise de son environnement physique. Et parce qu'il pouvait désormais s'en passer, la femme pouvait maintenant, à son tour, revendiquer une place égale à la sienne dans cette maîtrise, dans ce contrôle de plus en plus parfait de l'environnement.

Nous savons maintenant, en effet, qu'une femme, aussi bien qu'un homme, peut cultiver son champ à l'aide de ces machines aratoires perfectionnées dont elle peut user; qu'elle peut entretenir facilement sa maison grâce à l'électricité qui actionne des machines de plus en plus nombreuses; qu'elle peut également, à l'aide de tous les moyens techniques que la civilisation lui fournit, entreprendre la quasi-totalité des travaux qui auparavant étaient dévolus à l'homme.

Un des autres facteurs de changement a été l'industrialisation dans laquelle l'humanité est maintenant entrée depuis trois ou quatre siècles. La machine à vapeur de Papin a signifié, en effet, pour l'humanité une sorte de bond en avant technologique qui nous a fait entrer de plain-pied dans l'ère de l'industrialisation, c'est-à-dire de la production en masse des objets nécessaires à la vie collective.

Grâce à cette industrialisation, nous avons pu voir le travail artisanal remplacé de plus en plus par le travail en usine, par le travail à la chaîne. Ceci a valu, évidemment, à l'humanité un confort physique de plus en plus poussé, mais, en même temps, a permis la concentration dans un lieu donné d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs.

Il s'agit là de deux facteurs de changement importants. La femme en a sûrement bénéficié, mais il faut dire également qu'elle en a beaucoup souffert. En même temps que cela constituait un facteur de libération au sens théorique du terme, ceci constituait un facteur d'asservissement dans la pratique.

La raison en est bien simple, c'est que l'homme a importé, transféré dans ce nouveau lieu qu'on appelle l'usine, dans ce nouveau domaine qu'on appelle la production industrielle les mêmes comportements, les mêmes attitudes, les mêmes conditionnements qu'il transportait avec lui depuis l'origine des siècles.

C'est bien la raison pour laquelle, dès l'érection de ces usines, nous avons vu des patrons utiliser d'une façon scandaleuse le travail féminin, profitant justement du fait que les codes le leur permettaient, profitant également de la faiblesse des femmes, qui ne pouvaient et qui ne savaient s'organiser, pour les réduire à un esclavage véritable.

On voit donc qu'un progrès naturel, technologique, s'il n'est orienté par l'humanisme, s'il n'est informé par une prise de conscience d'ordre spirituel, peut aussi bien conduire à l'asservissement qu'à la libération.

Il reste qu'heureusement d'autres facteurs de changement sont intervenus qui, eux, ont eu un effet plus profond et plus prolongé. Je pense, par exemple, à l'évolution spirituelle de l'humanité, à l'évolution des religions qui, les premières, bien avant les philosophes, ont fait de la femme l'égale de l'homme, en ont fait une personne humaine, au même titre que l'homme, qui lui ont assigné les mêmes responsabilités, lui ont imposé les mêmes devoirs, lui ont donné les

mêmes objectifs et l'ont promis au même salut, aux mêmes béatitudes éternelles.

C'était là, déjà, un facteur de progrès. Mais aussi, au fur et à mesure que nos sociétés se modernisaient, que le progrès technique faisait sentir ses effets, que le confort social, technologique s'accroissait, la philosophie elle-même pris son élan, les femmes ont davantage pris conscience de ce qu'elles étaient, de leurs obligations bien sûr, mais en même temps de leurs droits.

Nous en avons vu un premier effet dans la philosophie libérale du 18^e siècle, marquée par l'Encyclopédie, qui a trouvé son achèvement dans le slogan de la révolution française: liberté, égalité, fraternité.

Pour la première fois, d'une façon formelle, les droits de la femme étaient reconnus dans une constitution. Ce premier code des droits de la femme a par la suite été répété dans certaines constitutions de divers pays, que ce soit celle de 1848 qui a été édictée en France et qui, par la suite, a été imitée par plusieurs pays ou même, aujourd'hui, dans les constitutions modernes qui sont proposées à l'adoption de l'électorat.

Grâce à ce progrès qui, lui, est de nature spirituelle, de nature sociologique, de nature philosophique, nous avons pu enfin orienter d'une façon différente le progrès que nous avaient valu l'essor de la technologie et l'entrée dans la société industrielle et ensuite postindustrielle. Nous avons vu graduellement s'édifier ce que j'appellerais un pouvoir féminin, un pouvoir féminin qu'on a parfois ridiculisé lorsqu'il prenait la forme du mouvement des suffragettes à la fin du siècle dernier en Angleterre mais qui était extrêmement important parce que, pour la première fois, les femmes prenaient conscience, en tant que groupe, en tant que sujet de l'aliénation collective, de leur être profond, de leur rôle, de leur fonction, de leurs droits, de leurs devoirs, de leurs privilèges et des objectifs auxquels elles devaient tendre comme groupe.

Comme à toutes les fois qu'un nouveau pouvoir se constitue, ce pouvoir a d'abord pris une forme critique. Les mouvements féministes ont d'abord dénoncé à cor et à cri les conditions intolérables auxquelles on les soumettait, que ce soit dans le domaine du travail, que ce soit dans le domaine éducatif ou que ce soit dans le domaine matrimonial. Mais graduellement, à cette phase contestataire, à cette phase critique, a succédé une phase beaucoup plus positive, beaucoup plus constructive où les mouvements féminins, à l'aide de la science, des diverses disciplines scientifiques, ont davantage pris conscience de toutes les dimensions de leur existence individuelle et collective et ont tenté de changer les structures sociales en les orientant d'une façon telle qu'elles puissent tenir compte des nouvelles dimensions qu'elles venaient de découvrir.

Depuis une soixantaine d'années, nous avons pu lire les auteurs, les uns féminins, les autres masculins, qui ont poussé dans toutes les

directions ces études, que ce soit dans la direction de la sociologie, de la philosophie, de la psychanalyse, et qui nous ont donné aussi bien aux législateurs qu'aux élites de notre société les directions, les avenues dans lesquelles nous devons nous engager. Je ne veux rappeler que pour mémoire, M. le Président, à cet égard les travaux extrêmement importants de Simone de Beauvoir, d'Evelyn Sullerot, de Méné Grégoire, de Kate Millet, de Betty Friedan, de Germaine Greer et de tant d'autres auteurs de réputation internationale qui, si on les relit attentivement, nous indiquent de la façon la plus sûre qui soit les voies que nous devrions suivre pour aboutir à une amélioration multidimensionnelle du statut de la femme, en même temps qu'à l'amélioration de nos structures sociales.

Ce mouvement existe d'ailleurs également depuis quelques années au Canada et c'est à la suite de toutes les pressions qu'ont exercées tant de femmes au Canada que le gouvernement fédéral s'est vu obligé à un moment donné de créer la commission Bird, qui a travaillé durant trois ans, qui a entendu toutes les associations féminines ou les ligues de droits de l'homme qu'on puisse imaginer et qui a produit, à la suite de ces études, un magnifique rapport dont on n'a pas fini d'épuiser les richesses.

De la même façon, au Québec, depuis une quarantaine d'années, et particulièrement depuis dix ans, nous voyons fleurir une pléthore d'associations féminines qui toutes, dans l'optique qu'elles ont choisie, dénoncent les injustices actuelles dans tous les domaines que ce soit dans le domaine de l'éducation, du travail, de l'assistance sociale, et qui, d'autre part, préconisent les réformes que nous devrions étudier pour apporter les remèdes qui conviennent à la situation que nous déplorons.

Le travail de ces associations féminines ne saurait être assez loué. Je ne peux certes ici les mentionner toutes, mais je voudrais, en passant, donner le coup de chapeau qui convient à la Fédération des femmes du Québec, qui regroupe près de 100,000 femmes, à l'Allied Jewish Community Council, à la Fédération des travailleurs du Québec; aussi à l'Association d'éducation, à l'Association des femmes diplômées du Québec, à l'Association des femmes universitaires du Québec, aux cercles de fermières dont parlait cet après-midi le député de Chicoutimi; également, à l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, qui regroupe, elle aussi, 38,000 membres. Toutes, depuis plusieurs années, font un travail de géant dans les domaines qu'elles ont choisis.

Je m'en voudrais aussi de ne pas saluer la naissance d'une nouvelle association qu'on appelle le Centre des femmes du Québec qui, même si elle paraît plus contestataire que les autres, n'en propose pas moins, elle aussi, des solutions qui, pour radicales qu'elles soient, rejoignent les préoccupations réelles des milieux qu'elle a étudiés et propose à notre attention des réformes extrêmement valables.

Je pense qu'il faut remercier ces associations féminines, ainsi que tous les média qui leur ont donné audience pour le travail remarquable qu'elles poursuivent depuis quelques années. Pour ma part, je suis convaincu que, n'eût été leur action soutenue, constante et énergique, jamais le gouvernement ne nous aurait présenté, en 1973, une loi qui vise à assurer l'égalité de la femme par rapport à l'homme, malgré toutes les critiques que nous aurons à faire, plus tard, à l'endroit de ce projet de loi.

Donc, M. le Président, les progrès qui ont été déjà réalisés au Québec sont énormes. Nous savons maintenant que les conditions de travail dans plusieurs usines se sont améliorées, que des efforts sont faits pour assurer une parité de salaire à la femme, dans les divers milieux où elle travaille. Nous avons qu'il y a beaucoup plus de femmes qu'auparavant qui accèdent aux études universitaires. Nous savons que les femmes ont pu accéder à des postes importants non seulement au sein de la fonction publique, mais dans divers corps publics, que ce soit des municipalités, des commissions scolaires ou même des instances gouvernementales.

Cependant, malgré ces progrès que soulignent à l'envi les associations féminines ou les pages féminines de nos grands quotidiens ou de nos revues, il demeure que les progrès qui restent à réaliser sont bien plus importants encore que ceux que nous avons pu réaliser jusqu'ici. Si l'on considère cette fois uniquement le plan législatif, il nous faut bien constater que les progrès réalisés au cours des 20 dernières années ont été on ne peut plus minimes et qu'à part une ou deux lois dont l'importance demeure...

M. LESSARD: Je m'excuse, M. le Président, auprès de mon collègue, mais justement à cause de l'importance de son discours, je vous fais remarquer que, depuis un certain temps, nous n'avons pas quorum. Le quorum est de 20 et je remarque qu'il n'y a que dix libéraux; ça rentre. Etant donné l'importance qu'on a donnée à ce projet de loi, je pense qu'on devrait justement être présent.

M. LEVESQUE: Il va y en avoir moins après les élections, en commençant par le député de Saguenay.

M. HARDY: Trois séparatistes.

M. JORON: Sur sept, c'est 50 p.c.

M. LESSARD: L'adjoint au ministre des Affaires culturelles devrait au moins s'occuper d'un problème aussi important, il est là, mais en tout cas, il devrait demander à ses collègues de s'en occuper aussi.

M. LEVESQUE: Le député de Saguenay n'a pas la parole présentement.

M. HARDY: M'occuper du problème des séparatistes absents?

LE PRESIDENT (M. Houde, Limoilou): A l'ordre, s'il vous plaît! Qu'on appelle les députés!

L'honorable député de Bourget.

M. LAURIN: Il reste, M. le Président, que sur le plan législatif, à part l'adoption de quelques lois importantes, certes, mais très limitées, nous n'avons guère progressé au cours des dix dernières années. Les problèmes demeurent très nombreux. Il reste, par exemple, à la femme à se définir en tant que telle et non plus à partir des seuls rôles ou des seules fonctions qu'on lui avait jusqu'ici assignées, c'est-à-dire son rôle de femme appartenant à un sexe déterminé, son rôle d'épouse et son rôle de mère.

De plus en plus, la femme prend conscience qu'elle est encore davantage une personne humaine et une citoyenne qui aspire à s'épanouir complètement dans ses dimensions plus essentielles de sa personnalité et qui aspire à apporter sa contribution maximale à l'évolution de notre société. Il reste cependant qu'harmoniser des fonctions anciennes comme celles qu'on lui a toujours attribuées avec ces dimensions nouvelles de son être, sa dimension ontologique et sa dimension sociologique posent parfois des problèmes très difficiles qu'elle a une grande difficulté à résoudre, surtout lorsque cette recherche doit se faire au sein d'un foyer, au sein d'une union où elle a à se définir par rapport à une autre personne qui, elle aussi, est un citoyen et une personne humaine en même temps qu'un homme, un père et un époux. Cette recherche est en cours, et avant qu'on en arrive à une sorte de consensus, à une sorte de réponse qui satisfasse les deux parties, je pense qu'il faudra encore beaucoup d'efforts.

Il reste aussi à la femme à mieux se définir vis-à-vis de son mari à l'intérieur du foyer qu'elle constitue avec lui car on a bien beau parler d'égalité, il reste que, quand on en arrive à définir cette égalité en termes concrets, on tombe immédiatement dans les problèmes que pose le régime matrimonial des époux, dans les problèmes que pose le pouvoir de décision qui doit être attribué à l'un ou à l'autre dans les matières importantes, que ce soit des matières commerciales, des matières financières, des matières éducatives. Là aussi, il y a encore beaucoup d'efforts à faire et je ne suis pas le premier à signaler qu'il y a une crise du couple actuellement dans nos sociétés occidentales et particulièrement dans le Québec. Beaucoup des effets de cette crise, que dénoncent parfois nos collègues du Ralliement créditiste, n'ont pas d'autre origine que celle-là et perdureront aussi longtemps qu'on n'aura pas trouvé une nouvelle philosophie, un nouveau mode relationnel à l'intérieur du foyer entre les membres du couple, ce qui ne nous empêche pas évidemment, nous, législateurs, de chercher de nouveaux modes en ce qui concerne les régimes

matrimoniaux ou les rôles que doivent exercer, l'un par rapport à l'autre, l'homme et la femme au sein du foyer.

Il y a également le problème que pose la conscience que la femme peut avoir de son rôle à l'endroit des enfants dans une société postindustrielle. Beaucoup de femmes travaillent actuellement, c'est un fait; les dernières statistiques montrent que 35 p.c. des femmes québécoises travaillent actuellement qui dans les usines, qui dans les bureaux. Ce qui montre également que la plupart des femmes demeurent encore au foyer et plusieurs femmes se posent de plus en plus la question de la valorisation ou plutôt de la revalorisation du rôle qu'elles exercent au sein de leur foyer, particulièrement en ce qui touche l'éducation de leurs enfants et particulièrement en ce qui touche le maintien d'une atmosphère familiale susceptible d'engendrer l'épanouissement de tous les membres qui appartiennent à la famille.

C'est là un problème très important; c'est là un problème, encore une fois, d'équilibre familial qui est à l'origine de plusieurs tensions ou problèmes que nous connaissons au niveau social quand on parle, par exemple, de criminalité, et c'est un problème auquel le législateur devra tôt ou tard s'intéresser. Lorsque nous réclamons pour notre part une allocation de salaire pour la femme au foyer, nous la voyons comme une amorce des solutions que l'on devrait envisager pour revaloriser le rôle de la femme et en même temps assurer un équilibre familial dont tout le tissu collectif ne pourrait que bénéficier.

Un autre problème qui demeure, M. le Président, c'est l'harmonisation des motivations d'une femme qui veut en même temps remplir ses devoirs au sein du foyer et céder aux aspirations qu'elle peut avoir en ce qui concerne son travail. Cette double allégeance, cette harmonisation de ses exigences peut constituer une source de problèmes sérieux, particulièrement lorsque ce foyer possède des enfants jeunes qu'il faut confier à quelqu'un lorsque la femme veut exercer ses activités. C'est là un problème sur lequel nous serons appelés à revenir lorsque nous proposerons, par exemple, que l'Etat, d'une façon directe ou indirecte, procure à ces foyers les auxiliaires domestiques qui deviennent de plus en plus rares ou établisse un réseau public de garderies ou de centres de jour qui permettraient à ces femmes, d'une part, de remplir leurs devoirs au sein du foyer et, en même temps, de se développer dans toutes leurs autres dimensions, en exerçant une vocation qu'elles ont choisie ou encore en contribuant d'une façon notable au progrès social par leurs activités publiques.

D'ailleurs, ce problème n'est pas lié aux femmes qui possèdent des enfants en bas âge, mais également aux femmes qui, après que leur famille est élevée, pensent justement à se développer d'une façon plus marquée dans des avenues qu'elles ont souvent été obligées de

sacrifier au début de leur vie matrimoniale. C'est à ce moment-là qu'il faudrait probablement que l'Etat pense à procurer à ces femmes les secours dont elles ont besoin, soit pour se recycler, soit pour intensifier leur travail d'éducation permanente, afin qu'elles puissent se préparer à de nouvelles fonctions propres à assurer leur épanouissement encore une fois, en même temps que de valoriser une société à laquelle elles pourraient apporter une contribution précieuse.

Parmi les problèmes qui demeurent, il y a également celui de l'éducation pour les enfants de sexe féminin. On sait à quel point on a pu déplorer en ce domaine une grave discrimination dans le passé. Il faudrait que ces situations soient corrigées le plus possible afin qu'on ne voie plus, que ce soit au niveau collégial ou au niveau universitaire, la même discrimination subtile ou brutale s'exercer comme par le passé. Aussi, comme je le soulignais tout à l'heure, ce problème d'éducation, nous le retrouvons également pour les mères qui ont achevé, ou presque, d'éduquer leurs enfants et qui pensent elles-mêmes à se revaloriser.

Au niveau du travail, évidemment, les statistiques nous montrent à quel point la discrimination demeure encore très fréquente. Cette discrimination peut prendre plusieurs formes. Parfois c'est au niveau de l'embauche, les femmes étant refusées à l'embauche parce qu'elles sont femmes ou encore on leur impose des conditions de vie ou de travail qui ne correspondent pas à leur physiologie ou à leur tempérament, ou encore parce qu'elles sont femmes, on leur refuse les promotions auxquelles elles auraient droit de par la formation qu'elles ont reçue, ou encore on leur refuse les occasions qu'elles auraient de se perfectionner afin d'accéder à des postes plus élevés ou encore, plus simplement et brutalement, on leur refuse l'accès aux postes supérieurs auxquels elles pourraient accéder.

Parmi les problèmes qui demeurent, il y a également certains cas spéciaux. Je pense, en particulier, au cas des mères célibataires qui ont à faire face, en plus de l'ostracisme social, à des conditions socio-économiques très sérieuses qui amènent bien souvent un degré élevé de morbidité et parfois également de criminalité. Il importerait que l'Etat ne se montre pas, à cet égard, aussi hypocrite qu'il l'a été dans le passé ou si préjugé qu'il l'a été dans le passé et qu'il consente enfin à apporter à ces mères célibataires tout le secours dont elles ont besoin, en stricte justice, secours qui leur permettrait en même temps d'assurer la meilleure éducation qui soit à leurs enfants et qui leur permettrait également à elles d'apporter à la société la contribution qu'elles sont capables de lui apporter.

Je pense également, quand je me réfère aux cas spéciaux, à ces mères qui sont séparées ou qui sont divorcées et qui doivent malgré tout continuer, parce qu'elles ont pris charge de

leurs enfants, à assurer à ces enfants l'égalité des chances nécessaire pour assurer leur épanouissement multidimensionnel. Nous connaissons tous les drames que connaissent ces mères séparées et divorcées, qui souvent n'ont pas reçu l'éducation, l'instruction qui leur permettrait de tenir un emploi propre à assurer leur subsistance et celle de leur famille et qui, de plus, ont à se heurter aux préjugés communs à l'endroit des femmes, préjugés communs auxquels s'ajoutent les préjugés additionnels que peut avoir une société à l'endroit de ces femmes séparées ou divorcées.

Je pense aux drames que constituent, par exemple, les prestations insuffisantes d'assistance sociale que l'on donne à ces personnes, les allocations familiales, largement insuffisantes également, qui n'ont pas changé depuis 20 ans qu'on leur verse. Il y a le drame que constituent également les pensions alimentaires que leur octroie le tribunal mais qu'on ne peut jamais récupérer d'un mari irresponsable qu'on perd de vue et que la justice également perd de vue.

Il faudrait que le législateur se penche sur ces problèmes et apporte une solution qui permettrait de conclure qu'une véritable égalité est assurée à la femme par rapport à l'homme.

Je pense, enfin, parmi ces cas spéciaux, aux mères, soutien de famille, dont plusieurs se retrouvent dans les deux catégories dont je viens de parler et dont les autres sont simplement des veuves. Elles sont 108,000 au Québec qui connaissent des drames que nous ne connaissons pas toujours, nous, législateurs, malheureusement, parce qu'il n'y a pas de mouvement organisé ou parce que souvent ces femmes sont résignées, sont passives ou sont fatalistes et n'osent pas nous faire part de leurs problèmes. Mais il importerait quand même que le législateur s'en occupe et leur assure, à elles aussi, une égalité véritable.

Je sais bien, le ministre me le répondra, le législateur ne peut pas tout faire. On ne peut pas tout régler par législation. Il y a là un problème de mentalité, de moeurs, un problème d'attitudes sociales qui ne peuvent changer que lentement. Je suis bien d'accord avec lui. Je me méfierais d'une législation qui ne s'assoirait pas sur une évolution comparative de la société. Je sais bien également que, même dans le tissu social actuel, la contestation demeure entre des femmes qui sont satisfaites de leur sort et qui s'opposent, avec toute l'énergie dont elles sont capables, pour garder les privilèges qu'elles possèdent actuellement, qu'elles ont acquis souvent en acceptant le rôle passif qu'on leur donnait tout en voulant certaines des réformes que préconisent les mouvements plus contestataires.

Je connais également l'hostilité, parfois sournoise, parfois brutale de la gent masculine qui s'oppose subtilement ou nettement aux tentatives réformatrices que préconisent les ligues des droits de l'homme ou les associations féministes.

Je sais également que le débat doit se prolonger au sein de la société durant un certain nombre d'années encore afin que le législateur voie se dessiner des orientations plus nettes qu'il pourrait sanctionner par les projets de loi appropriés.

Il reste, cependant, M. le Président, que l'Etat peut et doit intervenir de plusieurs façons, d'abord pour corriger les injustices les plus criantes pour assurer une égalité véritable à un homme et à une femme qui sont, tous les deux, des personnes humaines et qui ont droit aux avantages sociaux, matériels, économiques qu'une société en plein progrès est capable de leur assurer.

L'Etat doit aussi intervenir, je dirais, d'une façon pédagogique. Bien souvent, une loi qui n'a qu'une portée limitée est quand même perçue par la société comme une indication, comme une inspiration des avenues dans lesquelles on doit se diriger. C'est bien pour cette raison, M. le Président, que nous espérons que l'Etat, dans ce domaine particulier, ne se contentera pas de ce projet de loi, mais fera tout son devoir afin qu'il puisse constituer une véritable inspiration pour tous les groupes socio-économiques, pour tous les organismes qui ont à coeur le progrès social et qui s'en occupent d'une façon quotidienne.

C'est la raison, également, pour laquelle nous demandons au gouvernement de se créer, le plus tôt possible, une philosophie générale à cet égard. Cette philosophie générale l'amènerait, toutes les fois qu'un projet de loi est en voie d'élaboration, à penser à la dimension féminine, à penser à une dimension égalitaire, et à insérer cette préoccupation parmi toutes les autres qu'il peut avoir.

Il nous semble que cette philosophie générale devrait s'inspirer des deux objectifs suivants: d'abord, viser toujours à l'épanouissement personnel le plus complet aussi bien de la femme que de l'homme, et cela non seulement en théorie, mais dans le concret, au niveau de l'existence quotidienne; deuxièmement, viser toujours à aider la femme à apporter à une société qui a absolument besoin d'elle, à une vie collective qui ne serait pas aussi parfaite si elle n'y était pas, l'apport que seule elle peut lui fournir.

Je pense que, si le gouvernement se crée cette philosophie générale et qu'il l'a toujours présente à l'esprit, à l'occasion de l'étude ou de l'élaboration de quelque projet de loi que ce soit, nous aurons une législation qui sera bien meilleure que celle qu'il nous présente aujourd'hui, parce qu'elle sera informée, complètement et constamment, par une philosophie qui se veut respectueuse de la femme.

Je pense, par exemple, à toutes les lois que nous avons pu étudier depuis quelques années et où cette dimension féminine aurait pu être introduite: les lois portant sur le régime matrimonial, qu'il s'agisse de séparation, de divorce, de pension alimentaire ou de pouvoirs décisionnels au sein de la communauté conjugale. Je

pense à toutes ces lois que nous adoptons, qui portent sur le travail, qui pourraient empêcher, beaucoup plus que nous ne le faisons actuellement, la discrimination; lois qui touchent la parité de salaire, lorsque nous avons étudié, par exemple, le domaine de la construction et de la négociation sectorielle, Loi du salaire minimum, qui pourrait viser à accorder un salaire minimum à toutes ces catégories de travailleurs féminins qui oeuvrent, par exemple, dans les petits commerces, dans les petites entreprises, dans les restaurants, dans les cabarets, dans les hôtels, endroits précisément qui ont toujours été, au cours des dernières années, le lieu idéal de l'exploitation du travail féminin.

Je pense à toutes ces lois qui visent à améliorer les conditions de travail et qui permettraient, si on pense à la dimension féminine, d'aménager les milieux de travail conformément à la physiologie et aux aspirations proprement féminines.

Je pense à toutes ces lois de travail également qui pourraient viser à accorder aux travailleurs les congés qui sont nécessaires à leur épanouissement à tous les points de vue, congés de maternité qu'il faudrait prolonger, par exemple en ce qui concerne les femmes.

Je pense à ces lois qui ont pour but de réglementer les emplois à temps partiel, qui sont le lieu d'élection pour des femmes qui sont obligées de partager leur activité entre le foyer et le travail dont elles ont souvent besoin. Emplois à temps partiel qui pourraient être multipliés, que l'on pourrait favoriser en ce qui concerne les femmes tout particulièrement.

Je pense à ces primes à la naissance, à ces allocations graduées, au revenu minimum garanti que l'on pourrait inclure dans les lois d'aide sociale, de promotion sociale, que le gouvernement pourra passer dans les années actuelles.

Je pense également à ce régime de garderies publiques ou encore à ces auxiliaires domestiques que l'on pourrait procurer, et dont le besoin est urgent, comme je l'ai démontré tout à l'heure.

Je pense à ces lois sur l'éducation que nous avons pu adopter dans le passé et où on n'a pas pensé que dans certains collèges et dans certaines universités, on imposait aux étudiantes des résultats scolaires plus élevés pour les accepter dans certaines facultés.

Je pense à ces cas où on contingente encore l'accès des femmes dans certaines facultés.

Je pense à toutes ces nécessités d'éducation permanente, de recyclage auxquelles font face les femmes actuellement.

Je pense à la dépollution des ondes, des media, où la femme est trop souvent représentée comme une femme-objet, une femme-jouet. Il est bien beau de vouloir débarrasser nos ondes d'une publicité qui s'exerce au détriment des enfants, mais il faudrait également penser aux femmes, car la publicité est sauvage à l'endroit des femmes actuellement et contribue à miner le respect que l'on peut avoir pour elles.

Dans tous ces problèmes qui sont de portée

générale, il me semble que nous ne pouvons avancer que si le gouvernement se crée une véritable philosophie égalitaire, que si le gouvernement pense à la femme comme à une personne humaine et une citoyenne et vise constamment à son épanouissement personnel, aussi bien qu'à sa contribution maximale à la vie collective.

Bien sûr, cela ne nous empêchera pas d'adopter des lois spécifiques qui concernent la femme. Idéalement, bien sûr, nous ne devrions pas en avoir besoin. Et beaucoup de personnes ont souvent dit: Il ne faut pas adopter de lois qui visent spécifiquement la femme car on ne fera ainsi que perpétuer une ségrégation, un cloisonnement qui ne pourra qu'aboutir à une lutte intensifiée des sexes.

En théorie, je suis d'accord avec les tenants de cette thèse, mais il reste que dans les situations concrètes, pratiques où nous vivons, que face au conditionnement dont je parlais tout à l'heure, face à cet héritage que nous tramons, il importe de poser parfois des gestes spécifiques visant à l'amélioration de la condition de la femme, car de cette seule façon nous pourrions effectuer le rattrapage sérieux et considérable qui s'impose en ce domaine.

On peut penser par exemple aux initiatives qu'ont déjà prises d'autres gouvernements en ce domaine, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou chez nos voisins. Je pense au Women's Bureau qui a été institué dans la province voisine de l'Ontario, à la division spécifique que le fédéral a instituée et qui, depuis quelques années, fait un excellent travail.

Je pense également à l'Office de la femme que proposait, il y a deux ans à peine, la Fédération des femmes du Québec. Je pense, pour ma part, qu'il aurait fallu — au lieu de ce comité dont on nous propose aujourd'hui la création — en effet créer un véritable office de la femme, dont l'autonomie aurait été assurée par voie législative.

Cet office aurait été responsable de ses actes, il aurait eu un pouvoir d'initiative dans tous les domaines qu'il estimait nécessaires, il aurait pu identifier d'une façon scientifique les problèmes dont il pouvait avoir une connaissance intuitive, pousser les enquêtes, pousser les questionnaires, les recherches dans tous les domaines qui lui semblaient susceptibles d'intérêt. J'aurais vu un office de la femme non seulement autonome, mais que le législateur aurait doté de pouvoirs beaucoup plus considérables que ceux qu'on veut attribuer au Conseil du statut de la femme. J'aurais vu, par exemple, un office qui aurait eu des pouvoirs au sein des institutions gouvernementales, qui aurait eu un pouvoir de collecte des données beaucoup plus important que celui qu'on lui donne actuellement. Cet office de la femme aurait dû, selon moi, et pourrait, selon moi, s'intéresser aux activités de tous les ministères: éducation, affaires sociales, protection du consommateur, travail, main-d'oeuvre, revenu, fiscalité, finances et aller chercher dans les statis-

tiques qu'accumulent ces ministères, dans les lois que se donnent ces ministères, les renseignements qui, d'une part, auraient prouvé l'existence de discrimination et, d'autre part, montré les avenues dans lesquelles on aurait pu se diriger pour corriger des discriminations ou pour donner à la femme les moyens, les outils dont elle pourrait avoir besoin.

J'aurais vu également un office de la femme à qui on aurait pu confier la mission de donner son opinion sur tous les projets législatifs que peut élaborer le lieutenant-gouverneur en conseil, car bien souvent nos législations pèchent par omission parce que la dimension féminine n'y existe pas, ou pèchent parfois par action parce qu'on y trouve des articles qui vont délibérément à l'encontre des intérêts réels de la femme. J'aurais donc vu un office dont une des fonctions aurait été sinon la révision de toute la législation en cours, du moins l'émission d'opinions et de recommandations sur ces législations ou même ces programmes généraux en cours puisque nous sommes à l'ère du PPBS.

J'aurais vu également un office qui aurait été doté de certains pouvoirs qui lui auraient permis d'exercer au sein de la collectivité l'action qui s'impose. Un office, par exemple, qui aurait pu — comme je le disais tout à l'heure — mener les enquêtes qui s'imposent, qui aurait pu aussi informer la population à tous égards toutes les fois qu'un problème se pose qui intéresse la condition féminine, des pouvoirs accrus, donc, aussi bien au sein des institutions gouvernementales qu'au sein de la collectivité.

Ce n'est que de cette façon que l'office de la femme aurait pu jouer ce rôle de levain, ce rôle de ferment qui s'impose dans la situation que nous connaissons actuellement et qui est trop discriminatoire encore à l'endroit de la femme. Au lieu de créer cet office que recommandait au gouvernement la Fédération des femmes du Québec dans le mémoire qu'elle soumettait au gouvernement en 1971, le gouvernement a choisi, à mon avis, la plus mauvaise des solutions. Il se contente de créer un simple comité du statut de la femme. Si l'on regarde ce projet de loi, M. le Président, on s'aperçoit que l'unique et la seule fonction de ce comité sera d'étudier, d'aviser et de recommander. Je serais porté à dire: Fini le temps des études, fini le temps des enquêtes, car nous connaissons déjà suffisamment le sujet pour que déjà des actions nombreuses s'imposent dans plusieurs domaines, actions qu'aurait pu mener un office de la femme, doté des pouvoirs nécessaires. Je ne peux me satisfaire d'un Conseil du statut de la femme qui n'aura pour mission que d'étudier alors que le temps de l'action est venu, que le temps de l'action est déjà passé et que nous connaissons déjà la plupart des grandes réformes qu'il serait possible de mettre en oeuvre immédiatement.

Ce que je n'aime pas non plus, M. le Président, dans ce Conseil du statut de la

femme, c'est que non seulement c'est un organisme exclusivement consacré à l'étude, mais qu'il ne pourra pas étudier ce qu'il veut.

Il n'aura pas l'initiative des sujets qu'il devra étudier. Il devra se mettre constamment à la remorque du premier ministre, qui devra, lui, définir les sujets sur lesquels il devra étudier, qui devra approuver au préalable les projets qu'il veut entreprendre, qui devra approuver au préalable les comités spéciaux qu'il devra former. Comment peut-on espérer que ce Conseil du statut de la femme, avec toutes les contraintes, avec toutes les limitations qu'on lui dessine dans ce projet de loi, pourra posséder la liberté, l'initiative, le dynamisme nécessaire pour mener l'action qu'il devrait entreprendre sans parler M. le Président, d'un budget qui, je le crains, sera insuffisant, serait insuffisant de toute façon, pour lui permettre de mener tout ce travail qui s'impose.

Une autre des raisons pour lesquelles je ne saurais me satisfaire de ce Conseil du statut de la femme, c'est qu'on ne donne qu'une confiance limitée à la femme puisqu'on l'entoure de sous-ministres, qui, bien sûr, on peut le dire, peuvent lui donner l'information dont elle manque, mais qui peuvent aussi très bien lui servir de mentor, lui servir de tuteur, lui servir de bureaucrate qui pourraient limiter ses ardeurs, qui pourraient limiter ses initiatives. L'expérience nous montrera le rôle que joueront ces sous-ministres mais, à première vue, je me méfie du rôle que peuvent jouer ces sous-ministres surtout qu'ils seront presque à égalité ou que leur nombre me paraît particulièrement imposant, dans la composition totale du comité.

En somme, M. le Président, il me semble que le paquet que nous présente actuellement le gouvernement, par la voix de son ministre des Affaires intergouvernementales, comporte un très bel emballage, comme d'habitude, un emballage de publicitaire. Mais, lorsque nous débarrassons le paquet, nous trouvons qu'il ne renferme qu'un squelette, qu'il ne renferme que la moitié pour ne pas dire le quart de ce que demandaient les associations féminines. Ce me semble une autre concession de pure forme, un mouvement que l'on aurait dû écouter davantage. Ce me semble un autre exemple de ce paternalisme désuet, suranné, auquel nous a habitués notre société d'hommes faite par les hommes à l'endroit des mouvements féministes les plus légitimes.

Ce me paraît être une concession, une concession dédaigneuse qui, loin d'assurer le progrès de la cause que l'on veut défendre, peut au contraire la ralentir parce que, lorsque le moment sera venu d'améliorer convenablement ce projet de loi, on pourra toujours répondre à ceux qui s'en font les promoteurs: Nous avons déjà étudié un projet de loi semblable il y a un an, deux ans, mettez un frein à votre impatience, dans cinq ans, dans six ans, on y reviendra.

Lorsqu'on rate l'occasion d'un progrès majeur et draconien, ces occasions-là ne se représentent que très longtemps par la suite et, au lieu d'avoir aidé la cause, on l'a desservie. C'est justement parce que le gouvernement a refusé d'étoffer davantage son projet de loi que, tout en votant pour son principe, nous l'acceptons avec réserve.

Nous aurions aimé bien sûr que le gouvernement accepte l'amendement du député de Chicoutimi avant le souper, mais, puisqu'il l'a refusé, le gouvernement s'est imposé lui-même maintenant le devoir de tout mettre en oeuvre pour étoffer, améliorer davantage son projet de loi et ceci en collaboration avec toutes les forces de l'Opposition. Nous présenterons donc plusieurs amendements à ce projet de loi et nous espérons que le gouvernement, précisément parce qu'il a refusé le report de cette loi à quatre mois, acceptera ces amendements, contribuant ainsi...

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre!

M. LAURIN: ... à donner à notre société ainsi qu'aux associations féminines qui le réclament une loi qui a des dents et une loi qui assurera véritablement le progrès de la femme dans la société québécoise.

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): Le député de Saint-Jean.

M. Jacques Veilleux

M. VEILLEUX: M. le Président, permettez-moi d'abord de saluer les dames qu'on retrouve dans les galeries. Elles ont su, depuis plusieurs années, lutter non pour avoir des privilèges pour la femme, mais pour le respect des droits de la femme. Il est malheureux qu'on ne retrouve pas, ce soir, une représentante féminine siégeant à l'Assemblée nationale pour justifier le bien-fondé de la création du Conseil du statut de la femme.

Cependant, on tente d'oublier le rôle qu'a joué la femme dans la construction du Canada tel qu'on le connaît. Au début de la colonisation, il ne faut pas oublier que le pays s'est bâti avec la participation égale de l'homme et de la femme. A l'époque même, la femme se permettait, tout comme l'homme, de prendre les armes pour défendre la maison qu'elle avait construite de ses mains avec son mari. On peut donc dire que la femme, même à cette époque, ne s'est pas contentée de pétrir le pain. D'ailleurs, dans l'éducation, et ce dès les premiers temps du Canada, hommes et femmes ont vu à ce que la population du Québec reçoive l'éducation qui lui était due. Il y a donc eu une égalité de fait, mais égalité qui a cessé d'exister tout simplement à cause de préjugés non justifiés de l'homme.

Il ne faut pas oublier, M. le Président, que la femme, lorsqu'elle revendique un droit, n'enlève pas la place de qui que ce soit; elle ne fait que prendre la place à laquelle elle a droit, sa place à elle. Le projet de loi qui est devant nous — je suis d'accord avec mes collègues de l'Opposition — n'est qu'un début. Le gouvernement ne pourra s'arrêter à créer un Conseil du statut de la femme.

Je trouve curieux que les partis d'Opposition se permettent de faire la leçon au Parti libéral sur les droits de la femme au Québec. Il ne faut pas oublier — je le rappelle à mes amis de l'Opposition, surtout à mes amis créditistes — que c'est le Parti libéral du Québec qui a donné le droit de vote aux femmes au Québec; c'est le Parti libéral du Québec qui a eu la première femme comme député à l'Assemblée nationale. On ne s'est pas contenté de l'élire comme député; on l'a même nommée ministre dans le gouvernement Lesage et le gouvernement Bourassa.

M. VINCENT: On l'a jetée dehors.

M. VEILLEUX: J'écoutais le député de Gouin, cet après-midi, essayer de nous dire que le parti séparatiste donnait à tous les autres partis du Québec des leçons relativement à la reconnaissance du statut de la femme dans un parti politique. Il ne faut pas oublier que le Parti libéral du Québec est le premier parti à avoir élu comme président une femme au Québec. Cette femme, quoi qu'en pensent certaines personnes, a cherché à ce qu'on respecte son droit d'être élue, au même titre que n'importe quel homme, à la tête du Parti libéral du Québec. Cette femme-là a su faire reconnaître ses mérites par l'ensemble des militants libéraux qui étaient, à l'époque, en grande majorité des hommes. A son avant-dernier congrès, le Parti libéral a été le premier parti au Québec à prévoir, dans sa constitution, une participation égale de l'homme et de la femme aux affaires du parti.

Sur douze délégués de chaque association à un congrès annuel du Parti libéral, six doivent être des hommes et six doivent être des femmes, démocratiquement élus par chacune des associations. Je défie, M. le Président, un autre parti politique en cette Chambre de nous prouver qu'il donne la même place, la place qui revient à la femme, dans leur parti comme nous, du Parti libéral, donnons cette place à la femme.

D'ailleurs, M. le Président, il ne faut pas se surprendre si c'est le Parti libéral qui a le plus de femmes comme membres au Québec de tous les partis politiques, compte tenu de cette véritable place, de cette véritable participation qu'on lui donne, au même titre que n'importe quel homme, membre du Parti libéral au Québec.

Il ne faut pas oublier, M. le Président, et il s'agit de regarder les statuts du Québec 1964,

chapitre 66 pour s'en rendre compte, que la première femme élue député en cette Chambre, première femme ministre qui a parrainé un projet de loi, Loi sur la capacité juridique de la femme mariée, c'est le Parti libéral qui a fait ça, ce n'est pas le parti de l'Union Nationale, c'est encore moins le Ralliement créditiste qui n'était pas là et qui ne sera jamais là au gouvernement, ce n'est pas encore le parti séparatiste, et ce ne sera jamais celui-là non plus.

Au Québec, lorsqu'on reproche à ce projet de loi d'être purement électoral, je dirais à mon collègue de Richmond de lire le projet de loi avant d'en discuter et de dire quoi que ce soit en cette Chambre. Ce qui est important, au Québec, la femme en a, des droits, elle en a, des droits, dans les statuts juridiques, mais ce sont des hommes qui empêchent les femmes qu'on respecte leurs droits. Il y a même des femmes qui empêchent d'autres femmes d'avoir les droits auxquels il est normal qu'elles puissent accéder. Un des rôles principaux du Conseil du statut de la femme sera de sensibiliser la femme du Québec au respect de ses droits. Ce ne sera pas de la pousser à contester pour contester, de la pousser à avoir des petits privilèges dont elle ne veut pas, d'ailleurs, ce ne sera pas d'amener les femmes aux seins nus drapées d'un fleur-delisé et se parader à Montréal sous prétexte qu'on défend la libération de la femme. Ce n'est pas ça le rôle du Conseil du statut de la femme. Son rôle sera de sensibiliser la femme au respect de ses droits qui existent présentement au Québec.

Un article du projet de loi 63 mentionne — et ça concrétise d'une certaine façon ce que je viens de dire — que le Conseil fournit de l'information au public, et partant aux femmes. Lorsqu'un gouvernement crée des conseils comme celui qu'on nous présente assez souvent, ce sont des conseils qu'on crée uniquement pour faire des études, comme le mentionnait tout à l'heure le député de Bourget. Mais le député de Bourget, lui aussi, a oublié de lire un article du projet de loi qui est déposé devant nous qui dit: non seulement faire des recommandations, mais le Conseil du statut de la femme doit s'assurer qu'on donne suite à ces recommandations. Il y a aussi un autre article qui nous dit que le conseil ne doit pas seulement attendre que le premier ministre ou le ministre lui dise: Étudie donc tel problème ou fais-nous donc des recommandations sur tel problème. Il y a un article qui dit que le conseil doit saisir, pas peut saisir, doit saisir le ministre de tout problème ou de toute question qu'il juge de nature à nécessiter une étude ou une action de la part du gouvernement.

Si créer un Conseil du statut de la femme est uniquement une *ballonne* politique, je dis à mes adversaires créditistes qu'ils se mettent un doigt dans l'oeil et qu'ils font une magistrale erreur.

Je leur suggère fortement de lire chacune des lignes, chacun des mots du projet de loi pour se rendre compte que le gouvernement Bourassa,

le gouvernement libéral, veut réellement que la population du Québec donne à la femme les droits auxquels il est normal qu'elle accède. Donc, le respect des droits de la femme.

J'écoutais, tout à l'heure, le député de Richmond. Moi, à l'écouter, une femme qui est mariée, qui fait son travail de mère de famille, c'est quasiment une situation à déplorer et à condamner, selon les dires du député de Richmond. Quoi de plus digne que la femme qui joue son rôle de mère de famille parce que, à ce moment-là, elle assure la survivance de la cellule essentielle à toute société, qu'est la cellule familiale? Je dirai au député de Richmond que le rôle de conserver cette cellule essentielle au fondement de notre société n'est pas dévolu uniquement à la femme mais cela doit se faire avec "partnership", avec le mari, qu'est l'homme. Ce n'est pas l'apanage exclusif de la femme, c'est celui d'une participation, pleine et entière, de la femme et de l'homme. Seulement cette participation sauvegardera notre cellule essentielle qu'est la famille pour la société.

On oublie qu'il y a, à l'heure actuelle, des pionnières du respect des droits de la femme. Si, aujourd'hui, les membres de l'Assemblée nationale du Québec sont arrivés à un point où on doit s'arrêter et analyser la situation dans laquelle se trouve la femme, c'est bien dû à des femmes qui, à l'heure actuelle, existent encore et qui ont fait un énorme travail dans ce sens-là. Ce serait malheureux pour nous de ne pas mentionner Thérèse Casgrain, une des pionnières au Canada, qui est sénateur à l'heure actuelle, dans le respect des droits de la femme. Chacun de nous, ici, connaît des femmes, soit dans le domaine des arts, des lettres, des affaires, de la politique, qui ont su faire leur place, qui ont su revendiquer leur place comme n'importe quel homme. On doit tirer, devant ces gens-là, notre chapeau.

Je termine en vous disant qu'il y a un écrivain au Québec qui a une vision juste du Canada et du Québec, un écrivain d'une objectivité sans précédent, pionnière à la radio, dans le monde de l'éditorialisme et de la critique des affaires publiques, je veux parler de Mme Solange Chaput-Rolland, qui a fait un travail extraordinaire pour qu'on respecte les droits de la femme au Québec. Je dirais au député de Saint-Jacques de vieillir quelque peu, de lire d'autres livres que ceux qu'il lit. Il pourra se rendre compte...

M. JORON: Quelle louange pour Solange Chaput-Rolland. Il y a déjà un bon moment...

M. VEILLEUX: ... que les femmes que je mentionne à l'heure actuelle sont des femmes qui ont travaillé d'une certaine façon pour qu'on respecte les droits de la femme au Québec. C'est pourquoi nous nous devons, membres de l'Assemblée nationale, de voter le principe de ce projet de loi pour que pendant les vacances parlementaires, en commission

parlementaire, nous puissions discuter avec les personnes qui travaillent au respect des droits de la femme afin d'améliorer le projet de loi pour réellement donner à la femme la place qui lui est due au Québec, comme le Parti libéral du Québec a su le reconnaître dans les faits.

M. VINCENT: Est-ce que je pourrais poser une question au député de Saint-Jean? M. le Président, est-ce que le député de Saint-Jean accepterait une question? Est-ce que le député de Saint-Jean a bien mentionné...

M. VEILLEUX: Il me fait toujours plaisir de répondre au député de Nicolet.

M. VINCENT: ... qu'au cours de la période de vacances nous aurions le plaisir de discuter ce projet de loi en commission parlementaire?

M. LEVESQUE: Le député de Nicolet sait bien que nous sommes, présentement, en deuxième lecture. Je crois que le député de Nicolet interprète mal le député de Saint-Jean.

M. VINCENT: Non, non, M. le Président,...

M. VEILLEUX: M. le Président, ce que je voulais dire, c'est qu'on peut rencontrer, personnellement, ou à d'autres endroits, des groupes, des femmes qui s'intéressent à ce problème. Il nous faut, pour faire ce travail-là, absolument voter, dès ce soir, le principe de la création du Conseil du statut de la femme au Québec.

LE PRÉSIDENT SUPPLÉANT (M. Houde, Limoilou): L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. BROCHU: M. le Président, si le ministre veut bien m'excuser, en vertu des dispositions de notre règlement, j'aimerais, à la suite de l'intervention du député de Saint-Jean...

M. TREMBLAY (Bourassa): Quel article?

M. BROCHU: En vertu de l'article 96, pour votre information, j'aimerais rectifier certains faits.

Le député de Saint-Jean a mentionné que dans l'intervention du député de Richmond, il avait été question de parler dans le sens de ne pas préserver la cellule familiale en donnant des droits à la femme conjointement avec son époux. Je voudrais rectifier les faits à ce niveau. Ma position a été claire, nette et précise. C'est qu'en ce qui nous concerne, nous avons dit que dans le Ralliement créditiste nous ne voulons pas, dans nos politiques futures, adopter une loi spéciale pour la femme, mais bien la reconnaître dans toute la législation. Cette remarque, dans la bouche du député de Saint-Jean, m'a été agréable parce qu'en tant que célibataire, cela me faisait plaisir de l'entendre de sa bouche. Deuxièmement, lorsqu'il a parlé également de la

place qu'on donnait aux femmes dans le Parti libéral, si toutes les autres suivent le même sort que l'ancien ministre Claire Kirkland-Casgrain...

DES VOIX: A l'ordre, s'il vous plaît!

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. BROCHU: ... je me demande où le Parti libéral va se retrouver!

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): A l'ordre! Les faits sont rétablis.

L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. TREMBLAY (Bourassa): L'article 96, ce n'est pas cela, voyons donc! Lisez l'article 96. Est-il bon, lui? Vous êtes dans le champ de patates, à Richmond! Restez tranquille!

M. BROCHU: Cela prouve une chose. C'est que le député ne suit pas son règlement!

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. TREMBLAY (Bourassa): Ecoutez, j'ai regardé l'article 96.

LE PRESIDENT SUPPLEANT (M. Houde, Limoilou): A l'ordre!

M. Guy Saint-Pierre

M. SAINT-PIERRE: M. le Président, le député de Richmond a sûrement l'art de nous piquer au vif puisque je n'avais pas l'intention de participer au débat de deuxième lecture de ce projet de loi. Ses propos de tout à l'heure m'ont semblé tellement réactionnaires, tellement en dehors de la ligne de pensée même du projet de loi et de son étude en deuxième lecture, que je voudrais apporter une contribution brève en faveur de la motion qui est devant nous, c'est-à-dire l'adoption en deuxième lecture de ce projet de loi créant le Conseil du statut de la femme.

M. le Président, au cours des siècles, dans tous les pays du monde nous avons eu une évolution considérable, qui s'est surtout manifestée au cours des dernières décennies et qui faisait, dans plus d'un pays, des efforts louables pour diminuer les inégalités entre les citoyens de nos sociétés, les problèmes qui touchaient les différences de race, les différences de religion, les différences d'origine qui, il y a à peine quelques décennies, pouvaient lier les uns contre les autres des groupes de citoyens.

Nous avons appris, il me semble, au cours des dernières années — encore que les progrès ne soient pas complets — à tenter de mettre de côté, chez les hommes, ce qui peut être

l'accessoire, les côtés marginaux pour s'attaquer plutôt aux choses essentielles de l'être humain, là où on retrouve peut-être le moins de différence, qu'on soit au niveau des races, des religions ou des origines.

Dans toutes les entreprises humaines, nous n'avons pas complètement connu le succès à 100 p.c., et dans des cas comme la lutte à la pauvreté, la lutte à l'ignorance, il nous reste encore beaucoup de chemin à faire. Mais, dans un secteur, il me semble qu'honnêtement les progrès ont pu être plus spectaculaires que réels, et c'est bien dans cette lutte pour tenter de rendre, dans ce qui pouvait diviser de la façon la plus simple possible l'humanité, c'est-à-dire la différence de sexe entre l'homme et la femme, les chances vraiment égales.

Car, si, derrière une pléiade de lois qui ont été adoptées par plusieurs des pays du monde oriental et occidental, il y a théoriquement une chance égale pour tous les êtres humains d'accéder, tant au niveau des emplois qu'au niveau de l'éducation, qu'au niveau des chances, dans la société, les faits et l'analyse des statistiques les plus sommaires nous indiquent clairement que ces droits théoriques, dans la réalité, ne se traduisent pas. Rien de mieux que de considérer la composition, peut-être, de l'Assemblée nationale et d'y déplorer que ce soir, au moment de prendre des votes, il nous faudra constater également l'absence complète de représentants du sexe féminin.

Pourtant, à l'analyse même des projets de loi ou du travail d'un parlementaire, il faut bien se rendre compte que certains des qualificatifs que mentionnait le chef parlementaire du Parti québécois, c'est-à-dire la force physique et tous ces facteurs qui ont contribué à différencier les hommes et les femmes, ne sont sûrement pas des critères importants lorsqu'il s'agit d'effectuer un travail de parlementaire.

Plus encore, nous pourrions penser accroître dans nombre de secteurs la contribution de femmes. Non seulement au niveau de l'Assemblée nationale, mais au niveau du conseil des ministres, ces dernières ne devraient-elles pas se contenter d'un ou deux représentants, comme c'est le cas dans la plupart des Parlements nord-américains, mais leur contribution devrait être importante et quasi équivalente à leur proportion dans la population. Cette contribution pourrait nous être fort salutaire pour trouver le droit chemin dans nombre de lois.

Les opinants qui ont parlé avant moi ont également abordé d'autres problèmes. Je ne voudrais pas répéter leurs propos en ce qui touche le problème des femmes au niveau de l'emploi, au niveau de l'accès à certains postes de cadres, à certains postes de grandes responsabilités, au niveau de l'éducation, au niveau même du rôle de la femme dans nos sociétés, non seulement à l'intérieur des institutions politiques, mais également au niveau des organismes qui ont un rôle à jouer pour la femme.

C'est Kenneth Galbraith qui, récemment,

dans une entrevue fort intéressante publiée dans la revue *Forces*, établissait que, d'une certaine façon, peut-être, les mouvements de libération des femmes allaient contre le courant. Pour lui, un des problèmes fondamentaux de nos sociétés repose sur le fait que l'homme n'a plus l'impression d'avoir véritablement un rôle dans la société, mais a plutôt l'impression d'avoir un job à remplir. Beaucoup des mouvements de protestation et de remises en question auxquelles nous assistons traduisent simplement le désir de l'homme de quitter un job pour retrouver un rôle.

Souvent, en les analysant de la façon la plus superficielle, sans les étudier à fond, les mouvements de libération de la femme, qu'on a voulu connaître, ont paru donner l'impression que la femme voulait abandonner un rôle pour retrouver un job.

Mais on sait, à l'analyse des commissions plus sérieuses qui ont abordé ce thème, que tel n'était pas le cas et que, dans nombre de secteurs que je vous ai mentionnés, la femme ne retrouve pas parfaite égalité par rapport à l'homme. Même si théoriquement elle pourrait accéder à ces postes — comme c'est le cas pour se faire élire à l'Assemblée nationale — en pratique, une foule de facteurs agissent contre elle et la privent d'un épanouissement normal que nous devrions retrouver chez tous les êtres humains.

Je ne crois pas que ce sera uniquement par une loi que nous pourrions régler ce problème. Même si, ce soir, nous serions unanimes — et c'est rare que la chose survient — à proclamer notre foi en l'égalité du statut de la femme et dans le fait qu'il ne doit exister aucune discrimination, je pense que la loi ne serait pas suffisante pour concrètement, dans les faits, traduire une telle philosophie.

Il s'agit beaucoup plus d'un problème, comme l'ont souligné quelques-uns, d'éducation de la femme elle-même dans certains cas. Bien que plusieurs soient très éveillées à ces réalités, d'autres ont peut-être été, dans certains cas très concrets, les pires ennemies de la femme.

Deuxièmement, nous devons jouer un rôle de sensibilisation de l'ensemble de notre collectivité à ces problèmes. Nous devons également faire des recherches non seulement pour identifier les problèmes, mais pour suggérer des mesures très concrètes pour y remédier.

Finalement, nous avons un rôle d'animation. Aussi, il me semble qu'il ne faudrait pas confier à cette loi une sorte de rôle de panacée à tous les problèmes que nous avons pu décrire. Il y a, bien sûr, d'autres lois qui s'appliquent également tant aux hommes qu'aux femmes. Cette loi se veut beaucoup plus fournir un carrefour officiel qui jouerait un rôle complémentaire à l'action entreprise par nombre d'associations féminines, par les media d'information, pour peut-être donner un caractère plus officiel à certaines des revendications qui ont pu être faites, à ce jour, par les femmes.

On voit, d'ailleurs, que c'est souvent sous le

coup uniquement du bénévolat que jusqu'ici on a tenté d'aborder les problèmes de recherche, d'animation, de sensibilisation; souvent, les media ont dû combler un vide qui existait. Encore récemment, Radio-Canada nous transmettait une émission où les femmes étaient appelées à faire le choc des idées sur les problèmes qui les touchaient.

Je pense que le Conseil du statut de la femme que propose le projet de loi 63 nous donne un carrefour officiel où nous pourrions canaliser ces énergies qui tentent de cerner des problèmes et de nous suggérer des solutions.

D'ailleurs, contrairement à ce que pense le député de Richmond, il ne faudrait pas négliger l'importance d'organismes consultatifs. On n'a qu'à regarder au sein de notre législation l'apport très important qui nous a été fourni dans le passé par des organismes consultatifs. Ils ont eu souvent un rôle déterminant qui a dépassé — n'en déplaise aux créditistes — les recommandations que pouvaient nous formuler, à l'occasion, des technocrates et des fonctionnaires.

On n'a qu'à songer en particulier au Conseil supérieur de l'éducation, au Conseil des universités, au Conseil de la famille, au statut même du Protecteur du citoyen, qui est une espèce de conseil consultatif puisque lui-même n'a aucun pouvoir de décision. Mais, compte tenu de la qualité de la recherche qui a été faite dans ces organismes consultatifs, compte tenu de la crédibilité que ces organismes se sont vite acquis auprès tant des parlementaires que du public en général, ils ont vite eu dans notre société un rôle très important. En nombre de secteurs, les avis des conseils consultatifs ont un effet déterminant tant chez le législateur que dans le secteur exécutif du gouvernement.

Aussi, M. le Président, pour toutes ces raisons, il me semble logique de voir dans ce projet de loi autre chose qu'une panacée au problème. Comme je le mentionnais, c'est un carrefour officiel qui nous permettra d'apporter des correctifs dans nombre de secteurs, souvent des mesures administratives. Dans quelques années d'ici, on pourra peut-être constater que non seulement à l'Assemblée nationale y a une forte représentation des femmes, mais aussi au niveau des cadres supérieurs de la fonction publique. Nous aurons de plus en plus de femmes qui sont capables d'être un apport. Fondamentalement, de plus en plus, nous recherchons la contribution non pas de spécialistes, mais d'êtres humains capables d'apporter à la fois ce mélange heureux d'expérience personnelle, de formation et surtout de compréhension des problèmes qui touchent notre société.

Pour toutes ces raisons, M. le Président, il me semble que le projet de loi 63 est un pas dans la bonne direction et mériterait l'appui unanime des partis d'Opposition de cette Chambre.

M. Lucien Lessard

M. LESSARD: M. le Président, encore une

fois nous assistons à un véritable avortement d'une réforme qui s'imposait et qui était quand même nécessaire au Québec. On assiste peut-être du côté libéral actuellement au plus beau gargarisme, qui caractérise d'ailleurs le Parti libéral depuis 1970. Cet après-midi, nous avons eu l'occasion de discuter du projet de loi no 29, sur les municipalités; ce soir, on se glorifie de présenter une loi qui va apporter des réformes considérables concernant le statut de la femme mais j'ai l'impression, en entendant certains députés du Parti libéral, que lorsqu'on parle du statut de la femme, on n'en parle pas avec un t mais avec un e.

M. le Président, c'est peut-être l'occasion, au moment où on nous présente un projet de loi comme celui-là, de faire du sentimentalisme, de parler de la cellule de base de la société québécoise, c'est-à-dire de la famille. C'est comme être pour la vertu, tout le monde est d'accord sur cela, M. le Président, et nous n'en avons pas du tout contre cela. Nous aussi, nous reconnaissons que la famille est une cellule de base de la société québécoise comme d'autres sociétés, que c'est un facteur important dans le développement social de notre société. Cependant, nous disons que ce n'est pas avec un projet de loi comme celui qui nous est présenté ce soir, ce n'est pas avec le projet de loi no 63 que nous allons régler le problème de la femme actuellement au Québec. Nous sommes habitués à voir le Parti libéral faire de la publicité avec n'importe quoi, nous sommes habitués à le voir faire de la politique avec n'importe quoi, à nous présenter des grandes réformes avec des réformes, à présenter des *loiselles* alors que nous exigeons des lois, M. le Président. Que ce parti arrête donc de faire de la publicité gratuite, que ce parti arrête donc de faire des formules creuses et que ce parti nous présente donc quelque chose qui a du bon sens. C'est ça qu'on demande et on ne demande pas de miracles, M. le Président. On ne demande pas que les problèmes actuels de la femme, qui ont été décrits je pense bien avec connaissance par le député de Bourget, soient réglés du jour au lendemain.

Mais on ne demande pas, par exemple, de créer encore un comité consultatif, comité consultatif qui n'aura pratiquement que le seul rôle de donner des avis encore au gouvernement.

M. le Président, les problèmes de la femme au Québec, on les connaît. Et le député de Saint-Jean, tout à l'heure, faisait du sentimentalisme en disant que le premier parti qui avait élu une femme comme député de l'Assemblée nationale. Lorsque le comté de madame Claire Kirkland-Casgrain a élu ce député à l'Assemblée nationale, nous n'avons pas du tout réglé le problème de la femme dans la société québécoise.

Je pense, par exemple, et je lui rends témoignage à ce sujet-là, que lorsque madame Claire Kirkland-Casgrain a présenté son projet

de loi modifiant le code civil, elle a fait un pas pas mal plus important que le petit projet de loi qui nous est présenté ce soir. M. le Président, sur ça je lui rends hommage. Ce n'est pas parce que Mme Lise Bacon a été élue à la présidence des femmes libérales qu'on a réglé le problème des femmes au Québec. Il y en a deux femmes, chez nous, dans l'exécutif du parti, mais on ne pense pas, par cette mesure, avoir réglé le problème des femmes du Québec. Qu'on arrête donc d'être ridicule. Qu'on arrête donc, dans ce Parlement d'être insignifiant comme le sont actuellement...

M. HARDY: Asseyez-vous, dans ce cas-là.

M. LESSARD: ... les députés libéraux. Qu'on soit donc sérieux un petit peu, surtout lorsqu'on parle d'un sujet aussi important que celui du statut de la femme. Qu'on arrête donc de se gargariser avec des mots, qu'on arrive donc avec des solutions, des solutions qui s'imposent, des solutions qui sont nécessaires, mais des solutions qui seront intelligentes et qui apporteront quelque chose actuellement à la femme québécoise.

M. le Président, ce sont des mesures concrètes que nous voulons pour résoudre le problème de la femme au Québec. C'est bien beau, présenter un projet de loi puis se gargariser avec un projet de loi qui a comme principe la formation d'un conseil qui sera chargé de donner son avis au premier ministre sur toute question concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme que celui-ci lui soumet.

On les connaît les problèmes de la femme au Québec. On n'a pas besoin d'études, puis de nouvelles études pour régler le problème de la femme au Québec. C'est d'abord apporter des solutions concrètes. Qu'est-ce qu'on fait dans ce projet de loi pour compenser, par exemple, les charges familiales? Qu'est-ce qu'on fait pour établir un régime d'allocation familiale suffisamment élevé, dont le taux différentiel selon le rang et l'âge des enfants...

M. LEVESQUE: M. le Président, j'invoque le règlement.

M. LESSARD: M. le Président...

M. LEVESQUE: Je rappelle au député de Saguenay qu'il doit s'en tenir à la pertinence du débat.

M. LESSARD: M. le Président, sur le point du règlement. Je vous rappelle l'article 120; vous devez le connaître, mais il semble que le leader parlementaire du gouvernement ne le connaisse pas cet article-là. Il devrait le lire au moins: "Le débat sur toute motion de deuxième lecture doit être restreint à la portée," etc., et on ajoute, dans les deux dernières lignes: "ou à toute autre méthode d'atteindre ses fins",

pour discuter du projet de loi. On discute d'un projet de loi qui a comme principe, Loi du Conseil du statut de la femme et qui dit strictement qu'on forme un conseil pour recommander au premier ministre certaines solutions aux problèmes de la femme, et on ne peut pas ici, à l'intérieur de ce projet de loi, discuter de problèmes spécifiques qui touchent aux problèmes de la femme? On ne peut pas discuter de ça? Mais qu'est-ce que vous faites avec votre projet de loi?

Est-ce qu'on va strictement discuter d'une feuille de chou comme celle-là? On vous apporte des solutions. On pose des problèmes qui touchent particulièrement la femme au Québec. C'est ça. On ne vous dit pas: C'est très bien, il va falloir encore une fois se contenter d'une loi aussi insignifiante, d'une loi aussi ridicule, d'une loi aussi désuète, et ce projet de loi-là, on va s'en contenter...

M. LEVESQUE: Vous êtes complètement ridicule. Vous voterez pour la feuille de chou ou contre la feuille de chou.

M. LESSARD: M. le Président, avec un gouvernement de feuilles de choux, on accepte les petits projets de loi qu'il nous soumet pour autant que c'est un petit pas.

M. LEVESQUE: C'est fort!

UNE VOIX: Sauvez la chèvre et le chou.

LE PRESIDENT (M. Blank): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. LESSARD: Qu'est-ce qu'on fait, M. le Président, par ce projet de loi pour...

M. LEVESQUE: Il va planter des choux à la prochaine élection, lui.

M. LESSARD: ... reconnaître, pour compenser les charges familiales comme je l'expliquais tantôt? Qu'est-ce qu'on fait, par ce projet de loi, pour rémunérer celui des deux conjoints qui assume le travail au foyer, pour véritablement reconnaître à la femme, comme à l'autre conjoint, la liberté d'aller travailler, si elle le veut, selon son statut professionnel? Qu'est-ce qu'on fait dans ce projet de loi? Absolument rien. On forme strictement un conseil pour présenter des avis au premier ministre.

Qu'est-ce qu'on fait, dans ce projet de loi, pour adopter des mesures législatives adéquates, dont une allocation aux personnes seules ayant des charges familiales? Je travail comme député et les députés libéraux le savent, on rencontre quantité de filles-mères qui viennent nous voir et qui sont complètement démunies. Comme on le disait, ces femmes sont obligées bien souvent de placer leurs enfants parce que la société ne leur reconnaît pas un statut. Qu'est-ce qu'on fait pour cela? Qu'est-ce qu'on fait, dans cette

loi, pour reconnaître l'apport de la mère à la société lorsqu'elle met au monde des enfants alors qu'on pourrait lui accorder, à cette occasion, une prestation indépendante du revenu du foyer? Absolument rien. Ce projet de loi a pour but strictement de former un conseil pour présenter des avis au premier ministre, avis dont on n'est même pas sûr s'ils vont être respectés.

Qu'est-ce que cela donne, ce projet de loi? Un petit pas. On est obligé de s'en contenter, mais ce qu'on vous dit — c'est justement pourquoi la motion du député de Chicoutimi est importante — c'est: Arrêtez donc de nous apporter des projets de loi aussi ridicules que cela. Quand on veut appliquer des réformes à des problèmes qui existent au Québec et qui exigent des réformes, qu'on apporte donc des projets de loi qui s'attaquent à ces réformes. Qu'est-ce qu'on fait lorsqu'on veut reconnaître le statut professionnel de la femme? Qu'est-ce qu'on attend pour mettre sur pied un réseau public de garderies et de centres de jours gratuits axés sur le développement de l'enfant, en fonction de ses propres besoins et animés par des auxiliaires familiaux professionnels? Ce réseau devrait normalement être pourvu d'un service de transport adéquat. Qu'est-ce qu'on fait, par ce projet de loi, pour reconnaître un principe aussi essentiel, aussi nécessaire si l'on veut véritablement donner à la femme la possibilité de pouvoir faire un travail à l'extérieur du foyer et pour donner la possibilité à la femme de continuer dans son travail l'application des études qu'elle a faites?

Tout le monde est d'accord, on est pour la vertu. Une femme, ce n'est pas fait strictement pour faire des pâtés à la viande et pour faire des tartes. Les femmes, d'autant plus avec la réforme de l'éducation, ont acquis un statut professionnel. Qu'est-ce qu'on fait pour reconnaître ce statut professionnel, pour leur reconnaître cette place à l'intérieur de la société québécoise qu'elles doivent occuper? On s'est sacrifié justement pour faire éduquer à la fois les hommes et les femmes, et on est en train de gaspiller ces énergies parce qu'on ne prend aucune mesure pour permettre à la femme de faire profiter la société de ses connaissances.

Qu'est-ce qu'on fait encore une fois, par ce projet de loi, pour créer des services de planification familiale et fournir à la population des moyens d'éducation dans le cadre d'une politique familiale d'ensemble? C'est bien beau de parler de la famille comme cellule de la société québécoise, et après? Les libéraux, vous avez beau faire quantité de discours avec un projet de loi comme celui-là, vous ne réglerez rien en ce qui concerne les problèmes soulevés actuellement dans cette base de la société que constitue la cellule de la famille québécoise. Qu'est-ce qu'on fait, par ce projet de loi, pour développer des services d'aide familiale pour satisfaire aux besoins domestiques essentiels? Je pense bien que tous les députés en cette Chambre sont aux prises avec des problèmes considérables au

niveau de leur bureau lorsque, par exemple, un mari perd sa femme ou lorsqu'une femme veut aller travailler à l'extérieur et qu'elle doit obtenir une aide familiale.

Qu'est-ce qu'on fait, par ce projet de loi, pour permettre la formation d'aides domestiques si sont essentielles pour permettre, encore une fois, à la femme de continuer à conserver le statut professionnel qu'on lui a donné en vertu du système d'éducation qu'on s'est reconnu depuis quelques années? Qu'est-ce qu'on fait, encore une fois, par ce projet de loi — je le note encore — qui me paraît ridicule, qui me paraît insignifiant, qui me paraît absolument insatisfaisant par rapport aux besoins de la société québécoise?

M. le Président, on en a parlé — et le député de Bourget en a parlé, il y a quelque temps — de ce problème. Qu'est-ce qu'on fait pour moderniser les lois se rapportant à l'enfance et pour constituer un droit familial autonome, administré par des tribunaux familiaux? Qu'est-ce qu'on fait dans ce projet de loi? Absolument rien, M. le Président. Puis les Libéraux se gargarisent, ce gouvernement se gargarise, mais vous êtes ridicules, vous devenez ridicules!

M. LEVESQUE: Et vous allez voter pour.

M. LESSARD: M. le Président, je comprends, comme on a voté, depuis 1970, pour des projets de loi qui étaient un petit pas bien limité par rapport aux besoins énormes de la société.

M. HARVEY (Jonquière): On ne peut pas faire des grands pas.

M. LESSARD: Mais on n'a pas le choix! En tout cas, il y a une chose que je vous dis; peut-être que je n'aurai pas l'occasion de vous le dire, parce que la population québécoise vous le dira aux prochaines élections.

M. LEVESQUE: Occupez-vous de votre petite affaire, vous allez en avoir assez.

M. LESSARD: Si ce parti de *plorines* est encore là, nous aurons l'occasion de lui dire: Qu'est-ce que vous avez fait avec les avis de ce comité consultatif? Qu'est-ce que ça va changer en ce qui concerne le statut de la femme, votre projet de loi?

M. le Président, j'ai l'impression, en tout cas, comme je connais ce gouvernement depuis trois ans et demi, comme on le disait et comme on le reconnaît, que c'est strictement encore un petit projet de loi électoraliste, uniquement pour s'attirer encore le vote féminin.

M. LEVESQUE: Cela fait mal.

M. LESSARD: Non, M. le Président, parce que les femmes aujourd'hui vont prendre conscience de la faiblesse de ce projet de loi. Elles

vont prendre conscience qu'il y a une solution à leurs problèmes. Le petit livre bleu du Parti québécois leur propose cette solution. Je pense que les femmes au Québec sont plus intelligentes que le Parti libéral ne le croit. Vous ne vous attirerez pas le vote des femmes québécoises...

M. HARVEY (Jonquière): Il y a des femmes dans le Parti libéral aussi.

M. LESSARD: ... avec un projet de loi aussi ridicule, un projet de loi qui n'apporte rien, un projet de loi qui ressemble...

M. LEVESQUE: Cela fait mal.

M. HARVEY (Jonquière): Vous voterez contre.

M. LESSARD: ... à tous les autres projets de loi que nous a présentés, depuis 1970, le gouvernement: des projets de loi cataplasmes, des projets de loi partiels, des projets de loi qui ne s'attaquent pas du tout aux problèmes fondamentaux de la société québécoise.

M. LEVESQUE: Abstenez-vous de voter. Le règlement le permet.

M. LESSARD: Que le leader parlementaire s'occupe donc un petit peu de sa région. On est obligé de s'occuper un peu de sa région.

M. LEVESQUE: Ma région s'agrandit. Elle est en train d'englober la vôtre; vous le verrez aux prochaines élections.

M. LESSARD: M. le Président, ça ne m'inquiète pas. Quand je constate qu'il y a quatre ministres qui veulent venir me battre dans mon comté, je considère que je commence à être solide.

M. LEVESQUE: Nommez-les.

M. LESSARD: Attendez-vous, on va vous attendre.

M. le Président, encore une fois, c'est une montagne qui accouche d'une souris.

M. LEVESQUE: L'expression originale, hum!

M. LESSARD: Encore une fois, c'est l'avortement de ce gouvernement dans ce projet de loi, comme dans l'ensemble des projets de loi qu'il nous propose...

M. HARVEY (Jonquière): Il est gros comme une souris.

M. LESSARD: Est-ce que le ministre du Revenu a quelque chose à dire...

M. HARVEY (Jonquière): Oui, oui.

M. LESSARD: ... concernant cette chose-là?

M. HARVEY (Jonquière): Oui, j'allais dire que le député de Saguenay, quand il parle de la montagne qui accouche d'une souris, il est gros comme une souris. Il ne peut pas dire autre chose.

M. LESSARD: Bon. Cela c'est intelligent! Vous voyez l'argumentation du ministre du Revenu.

M. HARVEY (Jonquière): Je suis polyvalent. J'utilise le langage du député de Saguenay.

M. LESSARD: Le ministre de nos taxes n'est même pas capable de prendre ses responsabilités et n'est même pas capable de s'apercevoir qu'au lieu d'avoir \$5 milliards il pourrait avoir \$10 milliards. Qu'il règle donc ses problèmes d'abord...

M. LEVESQUE: Le projet de loi.

M. LESSARD: S'il ne comprend rien en ce qui concerne le statut de la femme, on va essayer de lui en parler.

M. le Président, ce qui est important dans tout ça, c'est qu'on ne constate encore que des vœux.

M. LEVESQUE: Qu'est-ce que le député a dit de positif jusqu'à présent?

M. LESSARD: Je dis qu'il n'y a rien de positif là-dedans.

M. JORON: Il vous a lu le programme du Parti québécois, c'est-y assez fort!

UNE VOIX: Le néant.

M. LESSARD: M. le Président, je dis...

M. LEVESQUE: Il n'y a rien dedans.

M. LESSARD: ... qu'il n'y a rien de positif dans ce projet de loi. Mais, par contre, on vous présente une solution. Par contre, on vous parle des problèmes actuels auxquels doivent se buter les femmes depuis quelque temps, problèmes qui sont connus de vous tous, problèmes qui sont connus des Québécois, surtout problèmes qui sont connus des Québécoises. Voici, ce qu'on fait. On forme, M. le Président...

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le temps est terminé.

M. LESSARD: Je termine, M. le Président. On forme un Conseil... Ah oui, cela vous fait mal. Cela vous fait mal. Un gouvernement strictement d'electoralistes. Cela vous fait mal. On forme un comité consultatif pour étudier encore les problèmes de la femme dans la

société québécoise. Arrêtez donc d'être ridicules et présentez-nous donc des choses qui ont du sens, qui ont du bon sens.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Est-ce qu'il y a d'autres députés qui veulent parler avant que le ministre donne sa réplique?

M. HARVEY (Chauveau): Parlez-nous des sujets que vous connaissez.

M. Gérard-D. Levesque

M. LEVESQUE: M. le Président, nous avons entendu, il y a quelques instants, mes collègues ministériels qui me permettent, à ce moment-ci, d'exercer mon droit de réplique d'une façon très brève. En effet, le député de Saint-Jean et le ministre de l'Industrie et du Commerce ont réellement couvert une grande partie des remarques que j'aurais aimé moi-même faire mais que je n'aurais certainement pas pu faire d'une façon aussi éloquente et d'une façon aussi complète.

Je n'ai pas à relever, évidemment, les contradictions que nous avons entendues depuis cet après-midi de l'autre côté de la Chambre. Ce qui ressort des critiques des partis de l'Opposition, c'est que — il faudrait peut-être que je fasse une distinction — au moins le Ralliement créditiste et le Parti québécois ont parlé constamment contre le projet de loi pour, finalement, laisser entendre qu'ils voteraient pour le projet de loi.

Evidemment, c'est une façon qui n'a rien de logique mais qui, cependant, permet d'essayer de ménager la chèvre et le chou: critiquer le gouvernement et, en même temps, essayer de s'attirer les faveurs de celles qui sont intéressées plus particulièrement par ce projet de loi.

Mais je crois que l'avenir indiquera qu'on a fait fausse route et que ce que le gouvernement présente aujourd'hui est justement dans le sens de la politique libérale, de la continuité, de l'intérêt réel du Parti libéral pour la femme québécoise. Le député de Saint-Jean avait bien raison de citer tous ces exemples qui indiquent justement combien, dans les gestes qu'il pose, le Parti libéral est conséquent avec sa philosophie et conséquent avec son désir, justement, de donner à la femme québécoise le statut qui lui revient.

M. le Président, on a parlé, aujourd'hui, de la valeur de la représentativité des gens qui ont été consultés. Nous avons particulièrement parlé de la Fédération des femmes du Québec. M. le Président, j'aimerais bien souligner que cette fédération a des effectifs d'environ 100,000 membres regroupés dans environ 19 associations féminines, dont les Cercles de fermières, la Voix des femmes, l'Association des femmes diplômées des universités, l'Association des veuves de Montréal, le National Council of Jewish Women...

M. VINCENT: Women's Institute, de Brome.

M. LEVESQUE: ... le Mouvement des femmes chrétiennes, section de Sherbrooke et de Montréal, la Ligue des femmes du Québec, les Cercles sociaux Marguerite-D'Youville, l'Allied Jewish Community Services of Montreal, l'Association des consommateurs du Canada, section de Sherbrooke, l'Association des puéricultrices de la province...

M. PAUL: Voulez-vous répéter la dernière, s'il vous plaît?

M. LEVESQUE: C'est la dernière, qui vous manque, ou le mot? Je vais me fier au journal des Débats. Le Cercle des femmes journalistes, le Club Wilfrid-Laurier, femmes libérales, Junior Ligue of Montreal, Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités. Pardon?

M. LAURIN: Elles voulaient plus que cela.

M. LEVESQUE: Pardon?

M. LAURIN: Elles voulaient plus que ce que vous leur avez donné.

M. LEVESQUE: Un instant, je vais répondre justement à ce que vous dites. Montreal Lakeshore University Women's Club, YWCA de Montréal, etc. Il y en a même de Chicoutimi, la Garderie de Chicoutimi.

M. le Président, le projet de loi du Conseil du statut de la femme, tel que présenté aujourd'hui, a été discuté et approuvé en assemblée générale, lors d'un congrès de la Fédération des femmes du Québec tenu à Lévis, les 18, 19 et 20 mai 1973.

M. LOUBIER: Est-ce qu'elles étaient là avec leurs maris?

M. LEVESQUE: Je n'ai pas tous les détails!

UNE VOIX: Avec amendements ou sans amendements?

M. LOUBIER: Cela aurait pu influencer leur décision!

M. LEVESQUE: Au cours de ce congrès, un groupement, peut-être celui que veut souligner le député de Bourget, a fait valoir que le projet de loi pourrait aller plus loin et a fait certaines propositions dans ce sens, mais les amendements proposés et la position du groupement en question ont été rejetés par la majorité de l'assemblée générale, qui, enfin, s'est prononcée en faveur du texte de loi tel que proposé aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

M. le Président, je n'ai pas la prétention de dire que, parce que c'est nous qui avons présenté ce projet de loi, il est parfait, qu'il ne peut être bonifié d'aucune façon, qu'il ne peut

pas avoir de lendemain dans une poursuite des objectifs qui sont nôtres. Mais je dis que, présentement, il s'agit là d'un projet de loi qui n'est pas improvisé, qui est la suite de longues études faites conjointement par des représentantes de la Fédération des femmes du Québec et un groupe de fonctionnaires du gouvernement du Québec. Tout cela a été fait à la suite d'options qui ont été examinées à fond, bien pesées. Ce projet de loi no 63 est exactement ce qui a été recommandé, comme solution, au conseil des ministres, par des représentantes de la Fédération des femmes du Québec et des fonctionnaires du gouvernement du Québec, dont j'ai donné la liste cet après-midi.

Je crois bien, M. le Président, que le gouvernement apporte une loi qui est désirée par les femmes du Québec. Je suis convaincu à l'avance que ce projet de loi recevra, au moins dans son principe, l'adhésion de tous les membres de cette Assemblée nationale. Je remercie ceux qui ont apporté une contribution en participant au débat, même ceux qui ont pris tout le temps qui était à leur disposition en vertu du règlement. Je veux encore une fois dire que ce projet de loi est sûrement un pas important.

Quelles que soient les opinions énoncées par certains adversaires, je suis convaincu qu'il sera reçu avec enthousiasme par toutes les Québécoises.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Est-ce que ce bill sera adopté en deuxième lecture? Adopté.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Deuxième lecture de ce bill. Second reading of this bill.

M. LEVESQUE: M. le Président, nous demandons le vote enregistré.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Qu'on appelle les députés.

M. LEVESQUE: Non, M. le Président, je suggérerais que le vote ait lieu quinze minutes avant l'ajournement, ce qui nous permettrait de procéder à ...

M. LESSARD: Les cloches sonnent.

UNE VOIX: Demandez les députés pour le quorum.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Suivant les dispositions de l'article 106, le vote est remis à vingt-trois heures quarante cinq.

Projet de loi no 29

Deuxième lecture (suite)

M. LEVESQUE: Projet de loi du ministre des Affaires municipales, subventions aux municipalités.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): On reprend la deuxième lecture du bill no 29.

M. LEVESQUE: C'est le député de Beauce.

LE VICE-PRESIDENT (M. Blank): Le député de Beauce.

M. Fabien Roy

M. ROY (Beauce): M. le Président, sur le projet de loi no 29, on comprendra facilement les raisons qui me justifient de vouloir intervenir à ce moment-ci pour exprimer certains points de vue, pour soutenir également la position de mon collègue, le député de Lévis, qui a exprimé la position du Ralliement créditiste au cours de son intervention, et aussi pour ajouter quelques commentaires.

Les commentaires que j'ai à faire à ce moment-ci sur ce projet de loi s'adresseraient beaucoup plus au ministre des Finances qu'au ministre des Affaires municipales, parce que le ministre des Affaires municipales n'est tout simplement que l'exécutant d'un projet de loi et de décisions qui ont été communiqués à l'Assemblée nationale lors du discours du budget, alors que toutes ces politiques ont été annoncées par nul autre que le ministre des Finances lui-même.

Il y a un principe de base sur lequel je veux insister. C'est qu'il est dit clairement partout que les citoyens ont des droits égaux devant la loi et que par conséquent les lois doivent être justes. Je pense que c'est un principe qui est généralement admis par tout le monde et que personne ne conteste à l'Assemblée nationale.

Si on dit qu'une loi est juste et si on dit que les citoyens ont des droits égaux devant la loi, compte tenu de leur participation, il suffit maintenant d'examiner quelque peu ce projet de loi pour voir si justement il respecte les deux principes que je viens d'énoncer.

Si je regarde dans la liste fournie par l'honorable ministre des Finances dans les documents qu'il nous a remis à l'occasion de son discours sur le budget, on constate qu'il y a trois municipalités au Québec, trois villes qui bénéficieront d'une subvention de \$10 par tête, une douzaine de municipalités qui bénéficieront d'une subvention de \$6 par tête, soit les municipalités de 50,000 à 100,000 âmes, et environ une vingtaine de municipalités qui bénéficieront d'une subvention de \$4 par tête, c'est-à-dire les municipalités de 25,000 à 50,000 âmes.

J'ai fait un tour en consultant mes collègues pour voir quels seraient les bénéfices de cette loi dans nos comtés. Je vais prendre le comté d'Abitibi-Ouest: il n'y a pas une seule municipalité de ce comté qui est éligible à ces subventions. Il n'y a pas une municipalité ni une ville du comté d'Abitibi-Est qui est éligible aux subventions prévues par cette loi.

Il n'y a aucune ville ni municipalité du comté de Rouyn-Noranda qui peut bénéficier de cette loi, aucune municipalité du comté de Richmond qui bénéficie de cette loi, aucune municipalité du comté de Dorchester qui bénéficie de cette loi, aucune municipalité du comté de Frontenac qui bénéficie de cette loi.

Il n'y a aucune municipalité du comté de Portneuf qui bénéficie de cette loi; il n'y a également aucune municipalité du comté de Lévis...

M. BIENVENUE: Du comté de Matane.

UNE VOIX: Du comté de Gatineau.

M. ROY (Beauce): ... qui bénéficie de cette loi; il n'y a aucune municipalité non plus du comté de Lotbinière qui bénéficie de cette loi, pas plus qu'il n'y en a dans le comté de Beauce.

M. BIENVENUE: Matane non plus.

M. ROY (Beauce): On ajoute le comté de Matane, on pourrait ajouter le comté de Chauveau, sauf Charlesbourg; Loretteville, non plus. D n'y a rien non plus pour la ville de Cap-Rouge, M. le Président, il n'y a rien. Et pourtant les gens de ces municipalités paient les mêmes taxes, les mêmes impôts que les autres. C'est encore là qu'on voit des lois discriminatoires dans le Parlement de Québec, des lois tout à fait injustes. On vient de parler de droits égaux, le gouvernement vient de nous parler — et ça a duré cinq heures — de l'égalité des droits. Le projet de loi que le gouvernement nous présente, après nous avoir prêté lui-même l'égalité des droits, montre que le gouvernement est en train de faire de la discrimination. Je suis heureux pour les municipalités qui en bénéficient, en toute honnêteté c'est notre devoir de le dire, mais le projet de loi limite à certaines municipalités seulement le pouvoir de bénéficier des subventions gouvernementales.

Or, M. le Président, il n'y a que trois raisons qui motivent un gouvernement d'agir de cette façon. Il y a d'abord la première, c'est que le gouvernement n'est pas capable, n'a pas les moyens de régler le problème des municipalités du Québec. On a regardé au niveau des populations et ce projet de loi va affecter, dans les municipalités mentionnées, 2,948,827 âmes. Cela veut dire que trois millions et quart de la population du Québec ne pourront bénéficier de cette loi, trois millions et quart qui résident dans des municipalités, dans des villes, qui ont des besoins, des choses à accomplir, des travaux à faire. Pour elles, rien, on n'est pas capable. C'est la première raison pour laquelle le gouvernement est obligé de procéder de façon aussi discriminatoire, parce qu'il n'a pas les moyens, il n'a pas les outils, il n'a pas les structures pour appliquer des lois qui respecteraient le droit de tout citoyen du Québec d'avoir des services égaux, peu importe la municipalité où il demeure et peu importe la région où il demeure. Il

me semble, M. le Président, que c'est un principe de justice, c'est un principe élémentaire...

M. GARNEAU: Est-ce que je peux poser une question au député de Beauce?

M. ROY (Beauce): Que le ministre des Finances s'assoie, M. le Président.

M. GARNEAU: Est-ce que je peux poser une question?

M. ROY (Beauce): Cela va être pris sur mon droit de parole, je m'excuse mais vous pourrez faire une petite intervention tout à l'heure.

M. GARNEAU: Je veux vous poser une question.

M. ROY (Beauce): J'ai dit non.

M. GARNEAU: C'est ça que je vous demande, dites donc non tout de suite, ne vous énervez pas.

M. ROY (Beauce): J'ai le droit de refuser.

M. GARNEAU: Ne vous énervez pas. Bien oui, c'est ça que je vous demande.

M. ROY (Beauce): Ecoutez tout simplement ce que j'ai à vous dire.

M. HARVEY (Jonquière): Est-ce que le député de Beauce me permet une question?

M. ROY (Beauce): Non, je ne permets pas de question, M. le Président, ce sera pris sur mon droit de parole.

M. GARNEAU: Vous aimez mieux rester dans votre ignorance.

M. ROY (Beauce): M. le Président...

M. GARNEAU: Restez dans votre ignorance.

M. ROY (Beauce): Un instant, M. le Président, je n'ai pas de conseil à recevoir de l'honorable ministre des Finances à ce moment-ci. Je n'ai surtout pas de leçon à recevoir de lui.

M. GARNEAU: Profitez-en donc en passant comme ça, c'est gratuit, sans intérêt.

M. ROY (Beauce): M. le Président...

M. GARNEAU: C'est sans intérêt.

M. ROY (Beauce): ... je suis heureux qu'il se sente piqué. Au moins, ça prouve une chose, c'est qu'il nous écoute.

M. GARNEAU: Des sottises comme ça, ça

ne peut pas faire autrement que nous piquer. Vous suggérez qu'on normalise tous les services municipaux dans toute la province, c'est ce que vous suggérez? Pensez-y deux minutes.

M. ROY (Beauce): J'ai dit qu'on offre aux municipalités, aux citoyens du Québec...

M. GARNEAU: Pensez-y à ce que vous dites, c'est ça que vous dites.

M. ROY (Beauce): ... d'avoir les mêmes avantages...

M. GARNEAU: C'est ça que vous dites, normaliser tous les services.

M. ROY (Beauce): ... d'avoir les mêmes droits...

M. GARNEAU: Vous irez voir ce que ça va coûter de taxes foncières aux gens après.

M. ROY (Beauce): ... de bénéficier des mêmes services s'ils le désirent.

M. GARNEAU: Parlez donc de ce que vous connaissez.

M. ROY (Beauce): De bénéficier des mêmes services s'ils le désirent, peu importe l'endroit où ils demeurent, peu importe la région du Québec où ils demeurent. Mais encore là on procède de façon discriminatoire. Pour les autres petites municipalités du Québec, il est évident que va continuer la série de pèlerinages habituels dont on nous a habitués depuis des générations. Ce sont des séries de pèlerinages habituels pour voir à un moment donné quelle municipalité pourra avoir telle subvention plutôt qu'une autre. Mais, M. le Président, je ne veux pas parler sur d'autres lois parce que je sais que l'honorable ministre des Affaires municipales actuel est conscient de ses responsabilités et conscient de ses devoirs et il fait son grand possible. C'est pourquoi j'ai tenu à dire que mes propos s'adressaient surtout à l'honorable ministre des Finances plutôt qu'au ministre des Affaires municipales.

M. le Président, je prends le comté que j'ai l'honneur de représenter, un comté qui est un actif pour le Québec, un comté où vous avez une population laborieuse, un comté qui s'est pris en charge, un comté industrialisé, un comté qui se bat pour réclamer des routes, un comté qui se bat pour réclamer les services municipaux dont il a besoin, un comté qui connaît une phase d'expansion industrielle qui pourrait faire l'orgueil du Québec à l'heure actuelle, un des comtés les plus dynamiques du Québec.

Or, dans mon comté, M. le Président, zéro, pas un sou noir en vertu de cette législation. Pas un sou noir. Ce sont des choses que je veux souligner à l'attention du ministre. Les gens de la Beauce payent des taxes, payent des impôts.

Ils font honneur à leurs obligations, comme les gens de Montréal, comme les gens d'ailleurs. Pour quelles raisons cet oubli, alors que nous avons des problèmes dans Sainte-Marie de Beauce, que nous avons des problèmes à Saint-Joseph de Beauce, que nous avons des problèmes à Beauceville, que nous avons des problèmes à Saint-Georges de Beauce, à Saint-Martin, à Saint-Benoît et ailleurs? Je nomme, tout simplement, les plus gros centres de mon comté, parce que je pourrais nommer à peu près toutes les localités pour démontrer qu'il y a des besoins dans toutes ces localités.

Mais cette législation un gros zéro, zéro majuscule. Chose curieuse, pour les onze représentants du Ralliement créditiste, il n'y a pas un sou dans aucun de leur comté en vertu de cette législation. Cela nous permet de croire, M. le Président, que le gouvernement oublie inconsciemment ou sciemment les besoins des municipalités moyennes, des petites villes qui sont en voie de connaître des phases de développement importantes à l'heure actuelle. Il les oublie et les ignore à peu près complètement par cette législation.

J'ose espérer que le gouvernement verra à corriger la situation, de façon que les gens de nos comtés, nos travailleurs, nos hommes d'affaires, nos industriels, nos organismes municipaux puissent avoir les deniers dont ils ont besoin pour doter la population qui les a mandatés des services que cette population réclame et que cette population requiert. Je pense que c'est tout simplement élémentaire, c'est une demande tout à fait normale. Si je ne faisais pas cette demande au ministre des Finances à ce moment-ci de nos travaux, je pense que je manquerais un peu à mon devoir.

Je veux me faire le porte-parole aussi de mes collègues, qui sont exactement dans la même situation que moi en face de cette législation, pour dire au ministre des Finances qu'il aurait dû apporter une législation beaucoup plus complète que celle qu'il a apportée et pour lui demander, au cours de la préparation de son prochain budget, de revenir sur ses positions, d'examiner la situation en toute objectivité et de voir à y apporter des correctifs adéquats, des correctifs appropriés.

Or, je parlais de mon comté et, lorsque le député de Bourassa a fait son intervention, il a parlé des arénas. Je serais tenté de dire, à ce moment-ci, au gouvernement, que, pour l'aréna la plus grosse construite dans la Beauce, celle de Saint-Georges de Beauce, subvention, zéro, pas un sou de subvention encore, et ça fait cinq ans qu'elle est construite. Encore là, on voit toute la discrimination dans la façon dont le gouvernement procède à l'élaboration de ses politiques ou à l'octroi des crédits, des deniers que le gouvernement demande.

Alors, je veux revenir sur une des raisons qui ont pu motiver le gouvernement à agir ainsi. Il n'y a qu'une seule explication logique qu'on peut donner à cette mesure; c'est de favoriser

indirectement le regroupement municipal. Même si on procédait au regroupement municipal, dans les comtés que je viens de mentionner, il aurait à peu près seulement deux localités qui pourraient bénéficier des subventions prévues par le ministre des Finances dans le cadre de la loi qui est présentée actuellement par le ministre des Affaires municipales.

Alors, ça veut dire que, même si le gouvernement procède indirectement, subtilement, pour favoriser le regroupement municipal au Québec, encore là, nous passerions complètement à côté de la loi actuelle. Je fais une suggestion au ministre des Finances à ce moment-ci. Je suis persuadé, connaissant l'honorable ministre des Affaires municipales et l'intérêt qu'il porte à bien administrer son ministère, qu'il pourrait partager mon point de vue.

Il pourrait plaider notre cause, la cause de toutes les petites municipalités et moyennes municipalités du Québec auprès de l'honorable ministre des Affaires municipales. Une situation analogue s'est produite au Québec alors que les agriculteurs du Québec n'étaient plus en mesure de trouver les deniers dont ils avaient besoin pour consolider leurs exploitations agricoles, pour faire l'agrandissement qui s'imposait. A ce moment-là, on a vu le gouvernement fonder ce qu'on a appelé l'Office du crédit agricole dont l'honorable ministre de l'Agriculture, que je vois devant moi à l'heure actuelle, a la responsabilité.

Pendant des années et des années, on a fait des campagnes électorales en disant que l'Office du crédit agricole avait sauvé les agriculteurs du Québec, que l'Office du crédit agricole avait permis à des milliers et des milliers d'agriculteurs du Québec de se doter d'une bonne installation, d'un bon établissement agricole. Qu'est-ce qu'on attend, qu'est-ce que le gouvernement provincial attend pour se doter d'un organisme de crédit qu'on pourrait appeler l'Office du crédit municipal qui, lui, verrait à financer les projets à moyen et à long terme des municipalités?

On a longtemps parlé des prêts sans intérêt lorsqu'il est possible de comptabiliser le crédit soi-même par des organismes sur lesquels nous aurions le contrôle. Dans un premier temps, il pourrait y avoir un taux d'intérêt préférentiel à l'Office du crédit municipal comme le taux préférentiel qui existe actuellement dans le cadre de l'Office du crédit agricole du Québec. Je ne sache pas que ce taux préférentiel qui a été fait pour les agriculteurs du Québec a fait périr aucun gouvernement; je ne sache pas qu'aucun gouvernement quel qu'il soit, qui a eu à administrer la province depuis son établissement, se soit fait battre à l'occasion d'une élection parce que justement on avait accordé un taux préférentiel aux agriculteurs par l'entremise de l'Office du crédit agricole.

C'est pourquoi je dis que tant et aussi longtemps que le Québec ne se dotera pas d'un Office de crédit municipal, qui verrait à dis-

poser des capitaux par des mécanismes appropriés, des mécanismes modernes, des mécanismes d'avant-garde pour mettre une masse financière à la disposition des municipalités du Québec afin que les municipalités du Québec puissent, elles, rembourser l'Office de crédit municipal selon l'échelle de la dépréciation réelle des biens qui ont été financés par ledit office... Si on calcule qu'une municipalité pourrait rembourser ses investissements sur une période de 30 ans, cela veut dire 3 1/3 p.c. en remboursement de capital. Et si on prenait le même taux d'intérêt à l'heure actuelle que l'Office du crédit agricole demande aux agriculteurs, on ajouterait 2 1/2 p.c., et cela veut dire qu'en gros les municipalités du Québec pourraient rembourser l'Office de crédit municipal, capital et intérêt, à un taux de 6 p.c. par année, voyant, après cela, à faire diminuer les dettes graduellement.

Je suis convaincu que le ministre de l'Industrie et du Commerce — qui est un bon administrateur, je le lui accorde, M. le Président, je suis sûr qu'il a très bien compris les propos que je viens d'énoncer parce que c'est un homme qui a le calcul rapide — ne peut pas faire autrement qu'admettre que si cette proposition était adoptée un jour, pas une seule municipalité au Québec ne s'en plaindrait. Là, on aurait justement fait oeuvre de bonne administration, de sage administration en prenant le crédit de la société québécoise pour comptabiliser ce crédit et le mettre à la disposition de la société québécoise pour tous les investissements et le développement du secteur public.

Sur ce point, le gouvernement devrait se pencher attentivement. L'honorable ministre des Finances en est conscient, jamais le gouvernement, s'il ne fait pas de modification dans le système de financement des municipalités qui existe à l'heure actuelle, et s'il ne change pas les structures administratives et financières pour le développement du secteur public au Québec, jamais nos municipalités du Québec ne pourront s'en sortir. C'est à ce moment que le gouvernement joue de ruse, qu'il joue d'astuce, et c'est là qu'on fait une diversification et qu'on amène des débats, des combats et des luttes de clocher pour tâcher de discuter de la question du regroupement municipal.

Il est évident que lorsqu'on discute de regroupement, on veut se regrouper d'un côté, on ne peut pas se regrouper de l'autre côté, on fait des réunions municipales d'un bord, on fait d'autres réunions, on parle de référendum, on se demande si on va faire un référendum ou si on n'en fera pas. Durant ce temps, la question du financement des municipalités passe complètement à côté. Tout le monde l'ignore, parce qu'on est plus intéressé par un problème imminent que les gens se posent et c'est normal qu'ils se posent ce problème, à savoir: Qui nous administrera tout à l'heure? A qui aurons-nous affaire? De quelle façon pourrions-nous procéder, devrions-nous agir pour être en mesure de pouvoir nous faire écouter?

M. le Président, c'étaient les observations que j'avais à faire à ce moment-ci. J'espère que le gouvernement va se raviser, que le gouvernement va étudier l'à-propos de notre suggestion. Je dis que si le gouvernement osait faire preuve d'avant-garde à ce moment-ci, je ferais abstraction même de l'intérêt politique partisan. On lui donne notre recette, on est même prêt à lui en donner le crédit. Appliquez-la au Québec et vous serez au pouvoir pour longtemps. Mais dans le système actuel, votre système, vous le savez, ses jours sont comptés, ça ne peut pas continuer, ça va finir par craquer. On ne peut pas endetter le public d'une façon aussi pyramidale bien longtemps sans avoir à subir et sans être obligé d'inclure dans le budget des dépenses les frais du service de la dette qui grugent une proportion du budget toujours de plus en plus grande, de façon qu'on se trouve privé de capitaux pour la réalisation des projets ou des travaux dont nous avons besoin.

M. le Président, j'invite donc l'honorable ministre des Affaires municipales à étudier cette question avec son collègue le ministre des Finances. J'ose espérer, M. le Président, qu'il réussira à le convaincre et que l'honorable ministre des Finances, qui est fatigué de mes critiques, lorsqu'il fait des discours du budget, à chaque année, pourra présenter à la population du Québec de vraies mesures, les mesures adéquates qui permettront aux édiles municipaux et à ceux qui ont la responsabilité de l'administration municipale de respirer et de donner les meilleurs services à leurs concitoyens.

LE PRÉSIDENT: L'honorable ministre des Finances.

M. Raymond Garneau

M. GARNEAU: M. le Président, vous comprendrez que je veuille intervenir sur ce projet de loi, compte tenu du rôle qu'a joué le ministère des Finances en collaboration avec celui des Affaires municipales pour en arriver à la présentation de cette mesure qui a été annoncée lors du discours sur le budget.

On se rappellera qu'avant l'annonce de cette mesure, un nombre encore beaucoup plus restreint de municipalités bénéficiaient de subventions spéciales, en vertu d'une loi adoptée par ce Parlement il y a quelques années, subventions qui étaient basées sur le rendement de la taxe de vente dans ces municipalités de 50,000 âmes et plus — uniquement les municipalités de 50,000 âmes et plus — rendement qui apportait des distorsions qui ont été maintes fois soulignées par plusieurs municipalités et par plusieurs députés dans cette Chambre, mais mesures qui ont été, je pense, bénéfiques quand même pour les municipalités qui ont pu bénéficier de subventions spéciales antérieurement.

Nous avons voulu élargir par cette mesure les subventions spéciales à un nombre plus consi-

dérables de municipalités. Nous avons ajouté toutes les municipalités entre 25,000 et 50,000 habitants. De plus, nous avons augmenté considérablement, voire même multiplié par trois ou par quatre les subventions qui étaient versées à ces municipalités.

Nous avons, lors de la conférence provinciale-municipale des municipalités tenue à Québec au mois de mai 1971, présenté un document qui comportait des informations statistiques sur l'évolution des finances municipales, et également proposé certaines avenues qui devaient améliorer le financement de nos municipalités au Québec. C'est ainsi que dans cette politique, dans cette ébauche de politique qui a été annoncée par le ministre des Affaires municipales du temps et par moi-même, nous avons entrepris de diminuer sur une certaine période d'années l'impôt foncier scolaire, le taux normalisé d'impôt foncier scolaire.

Cela a été une mesure qui ne réglait pas tous les problèmes, mais qui apportait, je pense, aux municipalités un certain soulagement. En effet, l'impôt foncier scolaire étant plafonné, au moins dans le taux normalisé, il y avait possibilité pour les municipalités de réduire ce champ de taxation sans augmenter le fardeau fiscal du contribuable foncier.

Il y a également cette politique de subventions aux villes de 25,000 habitants et plus. Si je prends pour preuve les nombreux témoignages que j'ai reçus au ministère des Finances à la suite de l'annonce de cette mesure, je pense que c'est là une politique qui soutient énormément le financement des municipalités.

Tout à l'heure, j'écoutais le député de Beauce parler des nombreuses municipalités au Québec qui ne recevront pas, en vertu de ce projet de loi et, en particulier, en vertu du budget qui a été adopté par cette Assemblée, des subventions dites spéciales. Il a parlé des comtés créditistes. Je pourrais lui dire qu'il y a plusieurs autres comtés dans la province, qui n'ont pas de villes de 25,000 habitants et plus qui ne bénéficient pas de cette subvention spéciale. Mais, pour être juste, il faudrait dire également qu'en vertu d'autres programmes, par exemple le budget de subventions pour les municipalités. Pour la construction de réseaux routiers le ministère de la Voirie a versé des montants qui, bien souvent, sont plus importants que le per capita qui est donné ici. Parce que ces municipalités ont des besoins particuliers, parce que ces municipalités ne peuvent pas faire face à ces obligations, le ministère donne des subventions. Le député de Beauce n'a pas parlé du fait, par exemple, que la ville de Saint-Georges-Ouest a reçu \$100,000 de subvention pour l'aider à construire certains réseaux routiers. Le député...

M. ROY (Beauce): Je parlais de la loi, M. le Président.

M. GARNEAU: ... de Beauce n'a pas dit que la municipalité...

M. ROY (Beauce): Pas en vertu de ce projet de loi, j'ai parlé de la loi, moi.

M. GARNEAU: ... de Saint-Georges-Est avait également reçu \$100,000 de subvention. Si on établit le per capita de ces subventions spéciales — parce que c'était un problème particulier; je comprends que c'est le gouvernement libéral qui a négocié avec les maires et qui a analysé la situation; on a cru que le dossier était valable et on a donné une telle subvention — c'est beaucoup plus que \$4 par tête; ce serait \$14 par tête que ces municipalités ont reçu en vertu de programmes spéciaux au ministère de la Voirie.

Il y a d'autres comtés aussi, M. le Président...

M. ROY (Beauce): Non, non, je m'excuse, mais... que le ministre fasse un bon calcul.

M. GARNEAU: Je pense, par exemple, à une municipalité que je connais bien et qui est représentée ici par le spécialiste de la pluie, le député de Mégantic. Il s'agit de Thetford que je connais particulièrement bien parce que c'est une ville du comté d'où je viens. Elle a reçu une subvention de \$350,000 pour l'aider à construire son réseau routier dans son réaménagement urbain. Est-ce que le député de Beauce va soumettre qu'une subvention de \$350,000 à une ville comme Thetford Mines, de \$100,000 à Saint-Georges-Ouest ou de \$100,000 à Saint-Georges-Est, cela n'est pas supérieur à une subvention de \$4 par tête, ou de \$6 ou de \$10?

Dans ces municipalités, nous avons étudié ce problème en collaboration avec des représentants de l'Union des municipalités. Il y avait également des représentants des commissions scolaires et de l'Union des conseils de comté, quand on a voulu voir quelle formule on pouvait adopter, quel amendement on pouvait apporter à la redistribution de la taxe de vente pour donner un peu plus d'équilibre entre chacune des municipalités. On s'aperçoit qu'il y a des municipalités au Québec, parce qu'elles ne le veulent pas et c'est leur droit... Je voudrais être le dernier à forcer les municipalités à dépenser de l'argent, comme le suggère le député de Beauce lorsqu'il dit: Il faudrait normaliser tous les services à la grandeur de la province. Imaginez-vous, M. le Président, ce que cela représenterait, par exemple, d'imposer à une municipalité du comté de Beauce la normalisation des services, de la même façon que la ville de Laval que vous représentez si dignement ici, M. le Président.

Quel compte de taxes recevraient les citoyens de la Beauce si on obligeait de faire cela? Cela n'a ni queue ni tête, M. le Président, que de parler de cette façon.

On pourrait dire, également, d'étendre à tout le monde les subventions per capita, à toutes les municipalités. Mais on se rend compte que pour des raisons de choix — et ce sont là des décisions des conseils municipaux de ne pas se doter de certains services — ces conseils municipaux se financent entièrement avec la redis-

tribution de la taxe de vente de 10 p.c. qui est répartie dans tout le Québec.

M. le Président, est-ce que ce serait faire de la bonne gestion financière, en plus du fait que certaines municipalités n'ont pratiquement pas ou pas du tout de taxes foncières, que d'aller leur verser, en plus, une subvention per capita? Ce serait, M. le Président, de la mauvaise administration. Si on forçait les municipalités à faire des dépenses, le député de Beauce serait le premier à venir nous dire: Vous imposez aux municipalités rurales l'obligation de se doter de services d'aqueduc et d'égouts, de se doter de services de police. Cela n'a ni queue ni tête, M. le Président, de penser...

M. ROY (Beauce): On n'a jamais parlé de cela!

M. GARNEAU: ... qu'une telle politique pourrait être mise de l'avant.

Nous avons voulu agir différemment. Peut-être que ce n'est pas la solution idéale. Nous avons pensé donner des subventions per capita aux villes dont l'effort fiscal nous est connu, est connu de tout le monde — 25,000 âmes et plus. Cela a été un des choix du gouvernement d'aider d'une façon uniforme et inconditionnelle toutes ces municipalités.

Par contre, lorsque nous tombons dans les villes de population un peu plus restreinte, où l'effort fiscal est complètement disparate, parce que les citoyens ont décidé eux-mêmes de se doter ou ne pas se doter de certains services, on dit: On va analyser les cas suivant le mérite, suivant les problèmes particuliers de ces municipalités. Nous avons augmenté de \$3 millions le budget des subventions pour équilibre budgétaire au ministère des Affaires municipales, en plus des sommes qui avaient déjà été inscrites au budget principal; nous avons augmenté de \$3 millions le budget des subventions dont le ministère de la Voirie dispose pour aider à la construction de réseaux routiers dans ces municipalités. Je pense que, même si les problèmes sont encore nombreux, on peut au moins indiquer que c'est là un effort important qui a été fait par le gouvernement du Québec et qui va venir en aide à près de la moitié des contribuables fonciers québécois, parce que c'est à peu près la moitié de la population du Québec qui habite dans ces villes.

En dehors de cela, M. le Président, si on prend l'évolution des contributions gouvernementales provinciales vers les municipalités au cours des dernières années — et je renvoie le député de Beauce au tableau de la page 44 de l'édition du budget — on se rend compte que les montants qui ont été versés aux municipalités, depuis 1969 jusqu'au budget 73/74, c'est pratiquement multiplier par deux le budget qui était octroyé à ces municipalités, en 69/70. C'est donc un effort considérable que le gouvernement a fait. Les problèmes ne sont pas tous réglés. Mon collègue des Affaires municipales

aura certainement l'occasion, au cours de la préparation du prochain budget, de nous proposer d'autres mesures que nous essaierons d'adopter aux conditions financières du Québec. Mais il faut quand même reconnaître que c'est là un pas extrêmement important, qui augmente d'abord d'une façon sensible les subventions aux villes de 50,000 âmes et plus, comparé à la loi qui existait antérieurement, et qui, en plus de cela, ajoute un nombre considérable de municipalités, qui pourront bénéficier de subventions gouvernementales de façon inconditionnelle et ainsi soulager les contribuables fonciers québécois.

LE PRÉSIDENT: La réplique de l'honorable ministre des Affaires municipales.

M. Victor Goldbloom

M. GOLDBLOOM: M. le Président, je serai bref, car mon collègue des Finances a couvert le sujet extrêmement bien. H est évident que le projet de loi que nous avons devant nous a un but précis et limité, mais ces limites s'étendent à la moitié de la population du Québec.

Il est clair qu'en discutant d'un tel projet de loi, et ceci à l'intérieur du règlement de la Chambre, on peut parler de ce qu'il ne contient pas, et je tiens à souligner que la plupart des opinants — presque tous — ont parlé justement de ce que la loi ne prévoit pas.

Mais il ne faut pas oublier de parler de ce que la loi prévoit. Il est facile de dire — comme plusieurs l'ont dit — que toutes les municipalités devraient recevoir de l'aide gouvernementale. M. le Président, c'est un non-sens. Mon collègue des Finances vient de citer certains exemples de municipalités qui n'en ont pas besoin.

Qu'est-ce que le gouvernement a essayé de faire en déterminant cette politique? H a essayé d'identifier un groupe de municipalités à peu près uniforme quant au besoin. Ce besoin étant uniforme, on peut donner à l'ensemble de ces municipalités et à leurs citoyens des subventions statutaires.

Si l'on descend en bas de la ligne arbitraire de démarcation de 25,000 âmes, on y rencontre des municipalités qui, selon le meilleur jugement du gouvernement, n'ont pas besoin de ce genre d'aide. Donc, il faut trouver une ligne logique de démarcation entre les municipalités qui peuvent, dans leur ensemble, bénéficier d'un tel programme et les autres qui doivent être traitées de façon discrétionnaire. Mais il n'y a pas d'autres moyens.

Je voudrais reprendre un des arguments du ministre des Finances, parce que, comme lui, j'ai entendu mon ami du comté de Beauce affirmer que pas un cent n'est donné... Oui, en vertu de cette loi, d'accord. Mais en disant "en vertu de cette loi" on parle de ce que la loi ne contient pas. Soyons logiques.

M. le Président, je m'excuse de faire allusion à une conversation privée, mais c'est un renseignement qui sera très bientôt public — je l'annonce en ce moment — parce qu'il y a des besoins particuliers à Saint-Georges de Beauce pour l'alimentation en eau potable, le député m'en a parlé. C'est un projet de \$1 million, dont une subvention de \$300,000.

Et, comme dans le cas cité par le ministre des Finances, cela représente, au bas mot, \$15 par habitant de Saint-Georges. Si on prenait les \$30 millions que le ministre des Finances a mis à la disposition des municipalités et si on les divisait per capita, à l'échelle de la province, on aurait \$5 per capita, ce qui donnerait, au plus, \$100,000 à Saint-Georges de Beauce, ce qui ne lui permettrait pas d'avoir son usine de filtration.

M. le Président, donner un portrait du gouvernement comme n'ayant pas d'intérêt pour les petites municipalités parce que ce projet de loi porte sur les municipalités de 25,000 âmes et plus, c'est un non-sens. Je dirai plus que cela, M. le Président, si l'on regarde les taux de taxes municipales dans les municipalités qui sont sur la liste des 32 touchées par cette loi, et si l'on regarde le taux de taxes dans les autres municipalités du Québec, on trouve un écart drôlement différent; on trouve, par exemple, que parmi les 1,300 municipalités rurales du Québec, il n'y en a que 40 qui ont un taux de taxes foncières qui dépasse \$1, et parmi ces 40, il y en a une bonne proportion où l'évaluation est mal faite, et si elle est bien faite, on pourra corriger le taux de taxes pour l'abaisser à moins de \$1. Tandis que dans les villes visées par cette loi, il y a des taux de taxes qui atteignent \$2 et c'est justement dans ces municipalités que les citoyens nous parlent de taxes insupportables, à la limite de la capacité de payer.

Mais tel n'est pas le cas de l'ensemble des municipalités de moins de 25,000 âmes. D'y en a où les taxes sont insupportables; il faudra leur venir en aide et c'est ce que fait le gouvernement. Il y en a où, contrairement à la moyenne, à la norme que nous nous sommes donnée, pour des services d'aqueduc, par exemple, de \$115 par contribuable, il y en a qui paient plus de \$1,000, et cela dans les petites municipalités.

Il y en a comme cela. Elles ne sont pas nombreuses ces municipalités mais il faut leur venir en aide avec des subventions d'équilibre budgétaire et il leur faut des subventions qui, per capita, dépassent de beaucoup les \$5 que l'on pourrait donner en distribuant "at large" les montants qui sont disponibles.

Alors, je pense bien qu'on a raison de dire que la population ne doit pas être le seul critère. Mais on ne doit pas distribuer des miettes simplement au nom d'une égalité fictive et ainsi ne pas réussir les projets indispensables au bien-être de la population des petites municipalités du Québec. Il y a un autre point que je voudrais mentionner, c'est que le ministère des

Affaires municipales offre de l'aide technique, envoie son personnel dans les petites municipalités de la province, sans frais, sans charger quoi que ce soit à ces municipalités. Règle générale, ce ne sont pas les 32 visées par le projet de loi que nous avons devant les yeux qui bénéficient de ces services gratuits, mais ce sont bien les autres et c'est ainsi que l'on vient en aide à ces municipalités-là.

Puisque j'ai parlé d'une subvention à Saint-Georges-de-Beauce — et l'on sait qu'il y en a d'autres qui s'en viennent et ce n'est même pas la seule dans le comté de Beauce — je voudrais souligner que le gouvernement, ayant entre ses mains présentement une nouvelle somme qui est pour les prêts aux investissements et constatant que nous avions favorisé les 32 municipalités de plus de 25,000 âmes de population, a décidé que la somme qui est mise à notre disposition par le gouvernement fédéral sera en toute justice consacrée aux municipalités de moins de 25,000 âmes. Cela représente sur deux années, en chiffres ronds, des subventions de \$9 millions, \$4.5 millions par année.

Alors dire que le gouvernement ne reconnaît pas les besoins des petites municipalités et ne les reconnaît pas d'une façon tangible, c'est dire que la vérité n'a pas ses droits. La vérité ayant ses droits, j'ai tenu à dire ce que je viens de dire et je tiens à terminer en disant une autre chose. Au Québec, nous avons un grand éventail de municipalités.

Nous n'avons qu'un nombre assez restreint de centres où on peut créer la vitalité socio-économique nécessaire pour faire vivre non seulement les municipalités et les agglomérations en question, mais les régions qui les entourent. C'est l'intention du gouvernement d'accorder une attention spéciale à ces agglomérations, parce que de ces agglomérations viendra la vitalité nécessaire pour que vivent tout le Québec et toutes ses régions. Ce n'est pas du tout, mais pas du tout notre intention de favoriser quelque groupe de municipalités que ce soit, mais simplement d'attirer l'attention de l'Assemblée nationale sur le fait que la formule ne peut être la même dans le cas des grandes municipalités que dans le cas des petites.

M. LEVESQUE: M. le Président, pendant qu'on appelle les députés, est-ce qu'on pourrait procéder à deux ou trois choses, entre autres à un dépôt en première lecture d'un projet de loi?

M. PAUL: Est-ce que vous demandez l'adoption en deuxième lecture du bill 29?

M. LEVESQUE: Oui, nous demandons le vote enregistré.

M. PAUL: Vous demandez le vote enregistré?

M. LEVESQUE: Oui.

M. PAUL: Sur les deux lois?

M. LEVESQUE: Sur les deux lois.

M. PAUL: Très bien, merci.

M. LEVESQUE: Si on me le permet, M. le Président, pendant qu'on sonne les cloches, on pourrait peut-être procéder à deux choses. D'abord, il y a une série de questions qui ont été posées par le député de Dubuc et qui ont reçu réponse du ministre du Revenu. Il a été convenu de transformer ces questions en motion pour dépôt de documents. Je voudrais le faire officiellement afin que le journal des Débats puisse contenir cette motion.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

Révocation de première lecture du projet de loi 275

M. LEVESQUE: M. le Président, je voudrais d'abord, à l'article 66, proposer la révocation de deuxième lecture et également de la première lecture du projet de loi no 275, afin de déposer un nouveau texte réimprimé.

LE PRESIDENT: La révocation de l'ordre du jour.

M. LEVESQUE: L'ordre, oui.

LE PRESIDENT: Cette motion de révocation de l'ordre du jour du projet de loi no 275 est-elle adoptée?

DES VOIX: Adopté.

LE PRESIDENT: Adopté. La révocation de la première lecture est-elle adoptée?
Adopté.

Projet de loi no 275

Première lecture

M. LEVESQUE: M. le Président, je propose la première lecture du projet de loi no 275, réimprimé.

LE PRESIDENT: Cette motion de première lecture est-elle adoptée?
Adopté.

LE SECRETAIRE ADJOINT: Première lecture de ce projet de loi. First reading of this bill.

LE PRESIDENT: Deuxième lecture?

M. LEVESQUE: Prochaine séance.

LE PRESIDENT: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

M. LEVESQUE: Est-ce qu'on a sonné? Nous sommes prêts...

LE PRESIDENT: Je pourrais peut-être rendre ma décision concernant la demande de directive de l'honorable député de Maison-neuve.

A la lecture de la transcription du journal des Débats, à la reprise des travaux, cet après-midi, à quatorze heures quinze, l'honorable député de Maisonneuve me demandait et je le cite: "Je soulève cette question de règlement sous forme de demande de directive, parce qu'on a jusqu'à demain treize heures pour savoir si cet amendement sera dans sa forme actuelle dans le rapport, de sorte qu'on aura aussi à savoir si on devra faire des amendements sur cet article-là, sous cette forme-là, ou si cet article-là sera écarté comme ayant été jugé irrecevable? Mon humble opinion, M. le Président, que je vous sou mets, c'est que cet article est absolument irrecevable". Il s'agit en l'occurrence de l'article 6 contenu au rapport de la commission parlementaire des Affaires sociales qui a étudié le projet de loi no 21 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

L'honorable député de Maisonneuve a argumenté surtout sur la recevabilité de cet article 6 qui a été approuvé, qui a été discuté et qui a été voté en commission, invoquant l'article 158 du règlement à l'effet que cet article serait prétendument contre le principe du projet de loi 21 qui a été adopté en deuxième lecture par la Chambre et également fautif en regard de l'article 154, deuxièmement: "La commission peut amender un projet de loi pourvu que l'amendement ne soit pas étranger à l'objet du projet et qu'il ne s'oppose pas au principe affirmé en deuxième lecture".

Son argumentation a été assez longue sur le fait que cet article, ajouté au rapport par la commission, serait à l'encontre du principe voté en deuxième lecture. Le point qui me préoccupe davantage, avant de traiter de la recevabilité de cet amendement, se pose de la manière suivante: Est-ce que le président de l'Assemblée peut intervenir dans les travaux d'une commission, non seulement dans les travaux mais au sujet d'une décision que prendrait un président de commission élue? C'est surtout le point qui me préoccupe. Si j'en viens à la conclusion que le président de la Chambre peut s'ériger ainsi en tribunal d'appel pour renverser les décisions d'un président de commission, il y aurait lieu d'aller au deuxième point, à savoir si cet amendement était recevable ou non.

Par contre, si on en vient à la conclusion que le président de l'Assemblée ne peut pas censurer, justement, le président de commission, je n'aurai pas à traiter de cette question de recevabilité de l'amendement qui est soumis actuellement au président.

H est vrai que le règlement actuel n'est pas tout à fait explicite sur cette question, comme l'était le règlement Geoffrion, anciennement, qui détaillait d'une manière beaucoup plus précise cette question. Par contre, ce que je peux souligner dans notre règlement actuel, c'est l'article 139, quatrième, où il est dit: "Le président d'une commission ne prend pas part à ses délibérations et il a, à son égard, les pouvoirs du président de l'Assemblée". En commission, un président de commission a les mêmes pouvoirs d'ailleurs que le président à l'Assemblée nationale. Je pourrais souligner également l'article 163 où il est dit: "A moins de dispositions contraires, les règles relatives à l'Assemblée s'appliquent aux commissions".

Je dois dire que si ce n'est pas plus explicite que ça, je dois transmettre à la Chambre que l'intention des codificateurs, de ceux qui ont participé à l'élaboration du nouveau règlement était justement de rendre les commissions, autant la commission plénière que les commissions élues, tout à fait maîtresses de leurs travaux. En dernier recours, la preuve en est faite et je peux faire la comparaison des pouvoirs qui ont été octroyés au président soit pour enlever la parole à un député qui ne respecte pas le règlement ou encore l'exclure de la commission. On a voulu donner un statut autonome aux commissions.

Par contre, il ne faut pas dire que nous avons innové en cette matière. Ce n'est pas du droit nouveau. Nous avons conservé, d'ailleurs, la philosophie de toute la procédure parlementaire et de l'ancien règlement Geoffrion. Lorsqu'il y a silence, dans le nouveau règlement, on peut se référer à la coutume établie depuis l'existence du Parlement actuel et le meilleur moyen de citer cette coutume, c'est de citer sans doute les articles de l'ancien règlement.

Je voudrais souligner, justement, à l'attention des députés, l'article 426 de l'ancien règlement, où on disait que "quand le président d'un comité spécial — et les règles de pratique d'un comité spécial étaient les mêmes que celles de ce qu'on appelait, à de moment-là, les comités permanents, qui sont devenus les commissions permanentes — prononce sur une question d'ordre ou de règlement, il n'y a appel qu'au comité". D n'y avait pas d'appel à la Chambre.

Je voudrais souligner également l'article 326, où il y a une certaine analogie également, lorsqu'on parlait du comité plénier, anciennement: "En comité plénier, nul député ne peut, sur une question d'ordre ou de règlement, en appeler du président, si ce n'est à la Chambre même". Ce n'était pas le président. L'appel qu'il y avait d'une décision du président du comité plénier était directement à la Chambre.

Je voudrais souligner également, encore dans l'ancien règlement, la même philosophie de la procédure parlementaire que nous avons conservée, où il était dit, à l'article 67, deuxième paragraphe, dans les pouvoirs du président — de

l'orateur, à l'époque: "Mais sa juridiction ne s'étend pas sur des paroles prononcées hors de la Chambre, ni sur des questions de droit ou autres questions qu'il appartient à la Chambre de décider, ni sur des questions d'ordre ou de règlement soulevées dans un comité". Cela veut dire que même anciennement, dans tout le concept de la procédure parlementaire britannique, il n'y avait jamais appel au président de la Chambre. En donnant les raisons que j'ai données tout à l'heure, je ne vois pas qu'aujourd'hui j'aurais ces pouvoirs.

Si on poussait à l'extrême l'application de l'ancien règlement, ce serait la Chambre en totalité, mais le président n'a certainement pas ce pouvoir. Vous comprendrez bien que je n'ai pas à peser, justement, cet amendement qui a été apporté au rapport, l'article 6 du projet de loi no 23. Mais, comme notre droit parlementaire est établi sur une certaine souplesse, la Chambre sera appelée, à d'autres étapes du projet de loi, à se prononcer. Si certains députés ou groupes de députés ne sont pas satisfaits de cet amendement, ils ont d'autres moyens — vous le savez comme moi — de proposer un amendement au rapport et soumettre ce vote à la Chambre, pour que cet amendement, s'il y a lieu, soit pesé, rejeté ou approuvé, parce que la Chambre, justement, est la grande souveraine de tous les travaux de l'Assemblée.

Je pense bien que mes explications sont données de bonne foi, avec le plus de précisions possible. Je crois qu'aller plus loin que ça, ce serait établir justement des précédents vraiment délicats.

DES VOIX: Vote, vote.

M. LESSARD: En vertu de l'article 43, je ne peux pas discuter...

LE PRESIDENT: Si je comprends bien, nous allons procéder quand même au vote des projets de loi.

M. LESSARD: Une directive. Je voudrais vous demander...

M. BOURASSA: En haut, il y a des dames qui attendent le vote.

M. LESSARD: ... si vous êtes quand même lié, comme président de la Chambre, par les décisions des présidents en commission.

LE PRESIDENT: Ce n'est pas moi qui suis lié; c'est la Chambre, parce que tout ce qui se fait en commission doit être homologué, à une étape ultérieure, par la Chambre. La commission n'a pas de pouvoirs définitifs et décisionnels. Elle a des pouvoirs de recommandation à la Chambre, et la Chambre, dans sa totalité, doit ratifier, rejeter ou amender ce qui est fait en commission. C'est le principe.

Messieurs, nous allons procéder au vote.

**Vote de deuxième lecture du
projet de loi no 63**

LE PRESIDENT: Que ceux qui sont en faveur de la motion de deuxième lecture du projet de loi 63, Loi du Conseil du statut de la femme, veuillez bien se lever, s'il vous plaît!

LE SECRETAIRE-ADJOINT: MM. Bourassa, Levesque, Blank, Garneau, Tremblay (Bourassa), Goldbloom, Phaneuf, Vaillancourt, Parent, Harvey (Jonquière), Tetley, Drummond, Bienvenue, Massé, Cournoyer, Mailloux, Hardy, Perreault, Brown, Fortier, Picard, Pearson, Ostiguy, Bacon, Carpentier, Dionne, Faucher, Giasson, Harvey (Chauveau), Houde (Limoulu), Larivière, Marchand, Pilote, Veilleux, Gallienne, Gratton, Loubier, Paul, Tremblay (Chicoutimi), Vincent, Cloutier (Montmagny), Boivin, Lavoie (Wolfe), Roy (Beauce), Latulippe, Brochu, Guay, Laurin, Charron, Joron, Lessard.

Pour: 51
Contre: 0

LE PRESIDENT: La motion est adoptée.

**Vote de deuxième lecture du
projet de loi no 29**

LE PRESIDENT: Nous allons procéder à la mise aux voix de la deuxième lecture du projet de loi no 29. Que ceux qui sont en faveur de la deuxième lecture...

M. LEVESQUE: Même vote.

LE PRESIDENT: Inversé?

M. LEVESQUE: Même vote.

LE PRESIDENT: Est-ce qu'il s'agit du même vote sur le projet de loi no 29, Loi accordant des subventions aux municipalités de 25,000 âmes ou plus?

Est-ce que tout le monde est d'accord? Même vote.

M. ROY (Beauce): On est d'accord sur la loi.

DES VOIX: Ah!

M. ROY (Beauce): Mais elle ne va pas assez loin.

LE PRESIDENT: A l'ordre, messieurs! La motion est adoptée avec le résultat de 51 à 0.

Est-ce qu'il y a des déférences aux commissions?

M. LEVESQUE: Oui, M. le Président, mais

on peut réserver les déférences pour demain. On pourra, à ce moment-là, décider si on veut aller en commission plénière ou en commission élue, vu qu'il est minuit.

M. ROY (Beauce): Vu que l'on ne peut pas présenter d'amendement, en ce qui nous concerne, on peut bien l'adopter tout de suite. Je n'ai pas d'objection.

M. PAUL: On ne peut pas dire qu'on ne vous prend pas par surprise.

M. ROY (Beauce): On collabore. On a le coeur large. On est ouvert.

M. LEVESQUE: Les écritures.

M. PAUL: Mais à une condition, que le premier ministre ne se mêle pas du débat.

M. LEVESQUE: C'est le projet de loi sur l'évaluation, pardon sur les subventions aux municipalités.

M. LOUBIER: Pas de lapsus comme ça, parce que ce serait dangereux.

**Commission plénière et troisième lecture
du projet de loi no 29**

LE PRESIDENT: Voulez-vous faire les écritures de la commission plénière?

UNE VOIX: Troisième lecture?

LE PRESIDENT: Adoption du rapport de la commission plénière. Troisième lecture du projet de loi no 29, adopté.

M. PAUL: M. le Président, vous me permettez sans doute de nous remercier, nous de l'Opposition, pour cette généreuse collaboration.

LE PRESIDENT: Je peux transmettre le message.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Au premier ministre, avant qu'il n'aille se coucher; il est fatigué, ce pauvre homme. Amenez-en des lois! Loi pour abolir la monarchie, adopté.

**Projet de loi no 63 déferé
à la commission**

M. LEVESQUE: Quant au projet de loi no 63, relatif au Conseil du statut de la femme, je propose que ce projet de loi soit déferé à la commission parlementaire de l'éducation, des affaires culturelles et des communications.

UNE VOIX: Demain?

M. LEVESQUE: Probablement.

LE PRESIDENT: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. LAURIN: Avec permission d'entendre des témoins?

M. LEVESQUE: ... agréable de les voir. M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre...

M. PAUL: Aujourd'hui, qu'est-ce que nous faisons? Autant que possible, par ordre.

M. LEVESQUE: Autant que possible et sujet à changements.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Sans avis.

M. LEVESQUE: Projet de loi no 31, régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics; projet de loi no 275. Loi modifiant la Loi de la Législature; projet de loi 85 et projet de loi no 2 traitant de la Loi des tribunaux judiciaires. Ensuite, nous pourrions peut-être, au cours de la journée, procéder à l'étude des rapports et à la troisième lecture de certains projets de loi.

M. PAUL: Le no 32, vous le mettez de côté? Nous sommes bien disposés.

M. LEVESQUE: On ne met rien de côté, je voulais donner un peu l'ordre des travaux pour le début de la journée, du moins. On pourra, au fur et à mesure, informer la Chambre.

M. ROY (Beauce): Est-ce que le leader du gouvernement pourrait nous dire, à ce moment-ci...

M. LEVESQUE: Ah oui, excusez-moi. Je crois que la suggestion du député de Maskinon-

gé était excellente, cela m'avait échappé, le projet de loi no 32. On pourra peut-être faire cela assez tôt.

M. ROY (Beauce): Est-ce que le leader du gouvernement pourrait nous dire si les projets de loi seront appelés dans l'ordre qu'il vient de mentionner?

M. LEVESQUE: Non, je ne peux pas; ce n'est pas parce que je ne veux pas.

M. ROY (Beauce): C'est sujet à changement.

M. LEVESQUE: Je ne veux pas faire de cachette avec le député de Beauce. Ce sera autant que possible dans cet ordre, mais je ne peux pas lui donner d'assurances. On vient de parler du bill no 32, et il est possible que dès la première heure on puisse en disposer.

M. ROY (Beauce): Le tout est sujet à changement.

M. LEVESQUE: Le tout est sujet à changement.

M. ROY (Beauce): En résumé c'est tout ce qu'il y a dans le feuilleton.

M. LEVESQUE: Enfin, nous essaierons de suivre autant que possible l'ordre que j'ai mentionné.

M. LESSARD: M. le Président, minuit et dix.

M. LEVESQUE: M. le Président, je propose l'ajournement de la Chambre à ce matin, dix heures.

LE PRESIDENT: L'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin, dix heures.

(Fin de la séance à 0 h 10)

ANNEXE

Question de M. Lavoie (Wolfe)

1. Le gouvernement du Québec projette-t-il la centralisation de certains services gouvernementaux à Disraéli, comté de Wolfe?
2. Un immeuble ou partie d'immeuble a-t-il été loué à cette fin?
3. Dans l'affirmative:
 - a) de qui;
 - b) quand;
 - c) à quel prix;
 - d) quelle est sa localisation?
4. Un bail ou projet de bail a-t-il été signé pour un immeuble ou partie d'immeuble à construire?

5. Dans l'affirmative:
 - a) avec qui;
 - b) quand;
 - c) à quelles conditions?
6. Quels seront les services gouvernementaux qui y seront logés?

Réponse de M. Tessier

Il n'y a aucun projet de centralisation de certains services gouvernementaux à Disraéli.

Question de M. Roy (Beauce)

1. Quels sont les noms et adresses des administrateurs de la Commission des Accidents du Travail du Québec?
2. Quel montant est versé à chacun à titre d'honoraires ou de salaire annuellement?
3. Quel montant leur a-t-on versé en 1972 pour dépenses de voyage?

Réponse de M. Cournoyer

1. 2. 3.

Noms et adresses	Salaire annuel 1972	Dépenses de voyage 1972
Maurice Bellemare Président 54, boul. Duplessis Cap-de-la-Madeleine	\$ 30,000.00	\$ 189.67
St-Georges White Vice-président 986, rue Manrèse Québec 6	\$ 26,000.00	\$ 516.47
Bertrand Bellemare Commissaire 1057, rue Demontigny Québec 6	\$ 25,500.00	\$ 1,512.80
Roger Mathieu Commissaire 7994, DeLanaudière Montréal	\$ 25,500.00	\$ 5,758.53
* Jean-Marc Jodoin Commissaire 2707 Place Vigneault Ste-Foy, Québec 10	\$ 24,399.17	\$ 2,011.12

* A compter du 19 janvier 1972

Question de M. Roy (Beauce)

1. Quels sont les administrateurs de la Régie de l'assurance-maladie du Québec?
2. Quel a été le salaire versé à chacun d'eux pour l'année financière 1972/73:
 - a) en per diem;
 - b) pour dépenses de voyage?

Réponse de M. Castonguay

1. Monsieur Robert Després, président
 Dr Jacques Gélinas, m.d., vice-président
 Monsieur Marcel Lefavre
 Monsieur Paul Couture
 Mademoiselle Lucie Dagenais, i.l.
 Monsieur Jean-Claude Deschênes
 Dr S.-André Gauthier, o.d.
 Dr Gérard Hamel, m.d.
 Dr Hubert La Belle, d.d.s.
 Madame Michelle Lejeune
 Monsieur Léon Mondoux, f.s.a.
 Me Lindsay H. Place, c.r.
 Dr Raymond Robillard, m.d.

2.	Honoraires	Frais de séjour	Frais de déplacement	Total
Robert Després	---	\$ 665.00	\$ 730.22	\$ 1,395.00
Dr Jacques Gélinas	---	\$ 70.00	\$ 118.87	\$ 188.00
Marcel Lefavre	---	\$ 595.00	\$ 725.17	\$ 1,320.00
Paul Couture	\$ 500.00	\$ 175.00	---	\$ 675.00
Lucie Dagenais	\$ 1,500.00	\$ 35.00	\$ 29.00	\$ 1,564.00
Jean-Claude Deschênes	\$ 1,500.00	\$ 70.00	\$ 96.15	\$ 1,666.00
S.-André Gauthier	\$ 1,500.00	\$ 70.00	\$ 100.50	\$ 1,670.00
Gérard Hamel	\$ 1,200.00	---	---	\$ 1,200.00
Hubert La Belle	\$ 1,200.00	---	---	\$ 1,200.00
Michelle Lejeune	\$ 2,000.00	\$ 700.00	\$ 620.13	\$ 3,320.00
Léon Mondoux	\$ 2,100.00	\$ 70.00	\$ 86.80	\$ 2,256.00
Lindsay H. Place	\$ 1,700.00	\$ 70.00	\$ 76.00	\$ 1,846.00
Raymond Robillard	\$ 600.00	---	---	\$ 600.00
	\$13,800.00	\$2,520.00	\$2,582.84	\$18,902.00

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de faits ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. Il est disponible au coût de \$2. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

On s'abonne au journal des Débats en envoyant au comptable de l'Assemblée nationale \$8 par année. (Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances).

Le directeur.
 Benoît Massicotte,
 Bureau: 74-A
 Téléphone: 643-2890